

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°28

octobre-décembre 2022

Mouvement et initiatives populaires

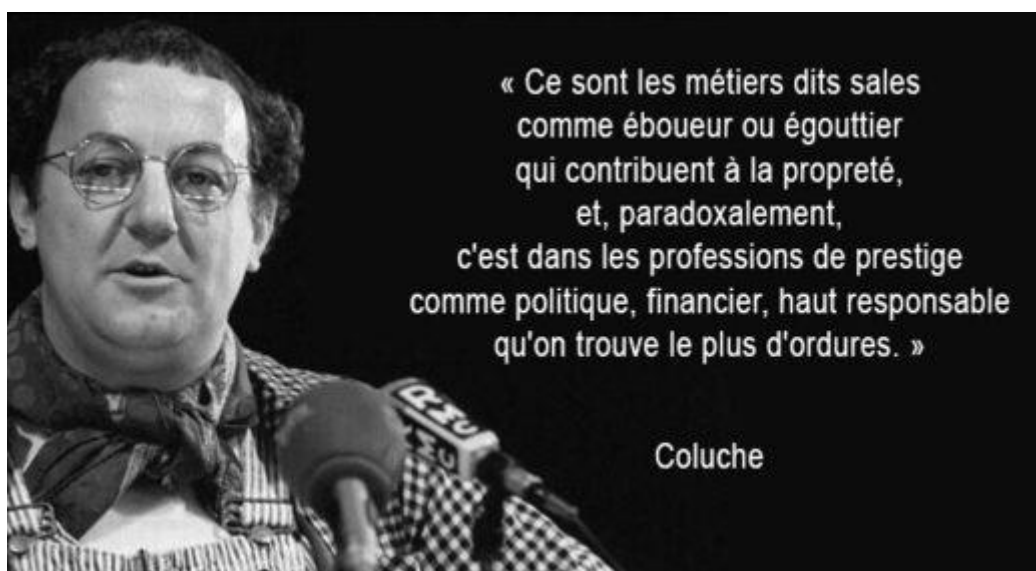
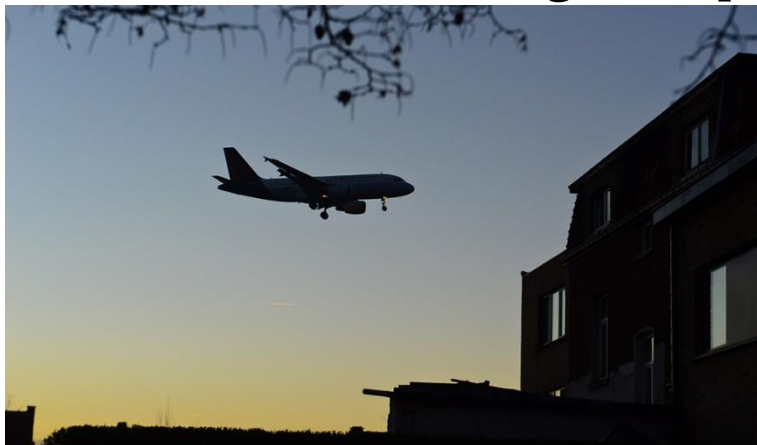


Table des matières

Grande Manifestation contre l'extension de Liège Airport.....	3
La grande démission : comment la désertion gagne la France	4
Démissions : « Le rapport de pouvoir entre employés et employeurs s'est complètement inversé ».....	16
Une vague de démissions s'abat sur la France.....	18
« Nous, démissionnaires » : enquête sur la désertion d'en bas.....	19
La Chartreuse : entre menaces et espoir, la détermination !	28
Je fais mon coming-aut(o)	31
Des riverains mobilisés contre l'extension de la carrière de Beez	37
L'habitat groupé au Champ d'Alévie.....	38
Aurélien Berlan : « Nous sommes totalement à la merci des grandes entreprises qui nous nourrissent »...	42
L'Atelier Paysan : le refus de rester impuissants	48
Première victoire pour Thomas Brail, l'homme perché dans les arbres	53
En Polynésie, des « jachères de la mer » au secours des lagons	55
Quartiers populaires : bons sentiments contre radicalité écologique.....	57
Église de la Très Sainte Consommation : au nom du Pèze	61
Four solaire, sono autonome... en Bretagne, les low-tech sont à la fête.....	64
Chantilly, des citoyens aident les scientifiques à « sauver la forêt ».....	69
Humour	74
Frivolité tactique : la résistance en tutu.....	77
Golfs sabotés : que revendique le collectif Kirikou ?	79
Golfs, SUV... Ils ont saboté, ils racontent.....	83
Peut-on saboter au nom de la légitime défense ?.....	88
« Résistance et sabotage » : près de Bure, un festival contre le projet de poubelle nucléaire.....	90
Avez-vous le tågskryt ?	95
La coopérative Longo Maï : pourvu que ça dure !	97
Dans les quartiers pauvres du Cap, des jardins partagés pour manger bio.....	102
Plus vite plus cher, à quoi ça sert ?	108
En procès, les défenseurs des jardins d'Aubervilliers invoquent l'état de nécessité.....	114
Des vacances de rêves, version écolo.....	118
En finir avec la division du travail	137
Monocultures de l'esprit	140
Les coopératives gagnent du terrain	145
Comment vivre autrement : socialismes utopiques et libertaires.....	148
Les fibres de l'espoir : créativité et développement social en territoire quilombola	153
Au Tchad, la résilience passe par l'entrepreneuriat	159
« La situation aux États-Unis est explosive »	161

Grande Manifestation contre l'extension de Liège Airport



Nous avons, en mai de cette année, rédigé une carte blanche sur la problématique de Liège Airport et son ambition de devenir, à travers le dernier grand Plan de relance de la Wallonie, le premier aéroport cargo européen.

En date du premier septembre, le permis d'environnement et d'exploitation a été accordé à Liège Airport, mais s'est accompagné d'un lot de contraintes. Tel la limitation des opérations à 50 000 vols par an ou encore l'instauration d'un quota de

bruit entre 23 heures et 6 heures du matin.

Mesures qui n'ont évidemment pas plu au conseil d'administration de Liège Airport, qui a intenté un recours pour ledit permis.

Ce recours devra être validé par les Ministre Willy Borsu et Céline Tellier vers la fin septembre.

Aussi, plus de 80 associations et collectifs, dont Canopea, se joignent à Stop Alibaba&co et appellent à manifester le dimanche 25 septembre prochain.

L'objectif ? Être des milliers à Liège pour appeler le Gouvernement wallon à stopper l'extension de Liège Airport.

L'appel à manifester met notamment en avant que « selon le dernier rapport du GIEC, il nous reste trois ans pour agir sans quoi les conséquences du réchauffement climatique seront désastreuses. *Pourtant, à l'horizon 2040, la consommation en kérozène de l'aéroport annulera tous les efforts fournis par les citoyen·nes wallon·nes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.* »¹

Il est donc temps que les autorités politiques comprennent que miser sur Liège Airport, c'est développer notre capacité de nuire et adaptent leurs plans en conséquence.

« En misant sur le développement de Liège Airport, la Région wallonne ferait le choix conscient de favoriser un modèle qui hypothèque toute alternative pour notre avenir. *Nous savons qu'il est impossible d'envisager l'activité économique et industrielle comme avant... Les fonds publics généreusement octroyés à Liège Airport devraient servir à ce passionnant chantier de transformation socio-économique. Nous avons cruellement besoin d'emplois ajustés aux besoins de la population en faveur de la mobilité douce, de l'isolation des bâtiments, de l'alimentation durable, des énergies renouvelables, de la sécurisation des systèmes social et de santé, de la décolonisation de nos rapports avec le monde, etc.* »²

N'hésitez donc pas à participer le dimanche 25 septembre à cette Manifestation contre l'extension de Liège Airport et à soutenir la levée de fonds de Stop Alibaba pour la réalisation de celle-ci.

Ernest VANDER LINDEN
13 septembre 2022

1. Stop Alibaba. (2022, 6 septembre). *Appel à manifester le dimanche 25 septembre 2022 contre l'extension de Liège Airport*. Consulté le 8 septembre 2022, à l'adresse <https://stopalibaba.com/appele-a-manifester-le-dimanche-25-septembre-2022-contre-l'extension-de-liege-airport/>

2. *ibid.*

(IEW)

La grande démission : comment la désertion gagne la France



Dans le monde occidental, des millions de personnes quittent leur travail. L'offensive néolibérale, la catastrophe écologique et la pandémie ont attisé cette fugue massive. Enquête.

L'appel à désertir lancé le 10 mai par les étudiants d'AgroParisTech a agi comme un détonateur. Visionnée plus de 12 millions de fois, leur vidéo a libéré la parole et révélé un mouvement de fond qui remet en cause frontalement les modèles de la réussite sociale. C'est une fissure dans l'ordre établi : la carrière ne fait plus rêver. Les tours de la Défense et la « rolex à cinquante ans » non plus. Partout, des jeunes et des moins jeunes questionnent le travail, sa finalité et son sens. Certains, même, le refusent, pour inventer, ailleurs, une vie qu'ils et elles estiment plus riche.

Quelques mois seulement après le glas des confinements, qui a gelé tout un pan des activités économiques, une partie de la population rechigne toujours à revenir dans le rang, à finir ses études, ou à retourner dans les usines ou les entreprises. Aux États-Unis, des sociologues ont baptisé ce phénomène « *Great Resignation* » ou « *Big Quit* » : « *la grande démission* ». En 2021, plus de 38 millions d'étasuniens ont quitté leur emploi. 40 % n'ont toujours pas repris de travail. Un tsunami qui touche tous les âges, tous les métiers. Et qui renverse le rapport de force entre salariés et entreprises.



De plus en plus de personnes cherchent une sortie d'urgence au monde du travail. *Unsplash / Possessed Photography*

« *Nous démissionnons tous, désolés pour le dérangement* », écrivent sur une affiche les salariés d'un Burger King dans le Nebraska. « *Veillez être patient avec le personnel qui a répondu présent, plus personne ne veut travailler* », disent les employés d'un McDo au Texas. « *Fuck les cadres, fuck cette entreprise, fuck ce job... Je démissionne, putain !* », crie dans le haut-parleur de son magasin une employée de Walmart au Texas. Un discours qui fit des émules parmi ses collègues.

L'Amérique bouge et elle n'est pas la seule. En Angleterre, les seniors démissionnent en masse. 300 000 travailleurs âgés de 50 à 65 ans ont rejoint la catégorie des « *économiquement inactifs* ». Leur désir principal, selon le résultat d'une vaste étude ? Prendre leur retraite et s'échapper définitivement du monde professionnel.

Au Québec, la tension est telle que les employeurs ne renâclent plus à embaucher des mineurs pour faire face à la pénurie de travailleurs dans les secteurs de la manutention et des services. 240 000 postes restent abandonnés. En Espagne, on imagine même faire venir des milliers de Marocains et prolonger les cartes de séjour des étrangers pour pallier le manque de main d'œuvre dans le secteur du tourisme.

À quoi bon s'élever quand tout s'écroule ?

Cette situation résonne avec la France. Ici aussi, l'exode a commencé. Des centaines de milliers de postes ne sont pas pourvus, faute de candidats, dans l'hôtellerie ou la restauration tandis que dans les grandes écoles, chez les classes moyennes supérieures, la sécession couve. Au-delà des discours tonitruants dans la presse, une révolte plus silencieuse se propage. Dans chaque promotion, et même là où on l'attend le moins, dans les entreprises des énergies fossiles ou dans la haute administration publique.

Le doute se répand. La crise écologique vient battre en brèche les rêves d'antan au goût de naphthaline. Que vaut une promotion face au péril climatique ? Pourquoi se battre pour des places quand c'est tout le système qui vacille ? À quoi bon s'élever quand tout s'écroule ?

Une « menace pour l'économie française »

D'après un récent sondage, publié en mai, plus d'un tiers des sondés (35 %) affirme n'avoir jamais eu autant envie de démissionner. Une proportion qui monte à 42 % chez les moins de 35 ans. Les observateurs parlent de « *révolution sociétale* », et de « *menace pour l'économie française* ».

En bas de l'échelle, l'offensive néolibérale pousse aussi au départ. Face aux dégradations des conditions de travail et aux bas salaires, nombreux sont les employés, écœurés, à prendre la poudre d'escampette. À l'hôpital, le phénomène est particulièrement visible. Les cadences et le manque de reconnaissance incitent les aides-soignants et les infirmières à partir. 60 000 postes ne trouvent toujours pas preneurs.



Le 14 février 2020, à Paris. © Mathieu Génon / Reporterre

La pandémie a joué un rôle catalyseur. Elle a frappé les esprits. Le confinement a mis à l'arrêt la machine dont on ne trouvait pas le frein d'urgence. En suspendant, un temps, le fonctionnement dont nous étions tous les otages, le virus a révélé l'aberration de la « normalité », estiment les auteurs d'un puissant texte paru en mars 2020 sur le site *Lundimatin* : « Ce qui s'ouvre devant vous, ce n'est pas un espace délimité, c'est une immense béance. Le virus vous désœuvre. [...] Il vous place au pied de la bifurcation qui structurerait tacitement vos existences : l'économie ou la vie. C'est à vous de jouer. L'enjeu est historique. »

À quoi tient-on vraiment ? Alors que le monde bascule, des choix décisifs s'offrent à nous. Ils résonnent comme autant de petites voix intérieures. Il est temps d'habiter sa propre vie, de ne plus se renier, de sortir de la dissonance. « Il faut chercher la force de dire non », écrivait Albert Camus dans *L'homme révolté*.

Chemins de traverse

À tâtons, des chemins de traverse se dessinent pour lutter contre ce que David Graeber appelait « les bullshit jobs ». De nombreuses personnes décident de faire un pas de côté. En France, ils et elles profitent du chômage et du RSA pour se reconvertir, voyager ou simplement sortir du salariat. *Reporterre* en a rencontré des dizaines, tous et toutes en quête de sens. Certains et certaines, même s'ils restent évidemment minoritaires, deviennent paysans, d'autres revalorisent l'artisanat et les métiers manuels, d'autres encore s'investissent dans des luttes.

« Je n'ai plus envie de participer à cette mascarade », confie ainsi Noémie, une ancienne consultante de 30 ans devenue éleveuse de porcs en agriculture biologique. « Je ne veux plus mettre ma force de travail au service de job destructeurs », poursuit Pierre, un ex-élève ingénieur qui sillonne désormais les zad. « Je ne retournerai pas bosser pour un patron, soixante heures par semaine pour une paie de misère », ajoute Claire, ancienne restauratrice parisienne maintenant installée dans la Drôme. Élodie, elle, était infirmière à Toulouse mais a préféré quitter le navire. « L'hôpital se transforme en usine de soins. On vit une forme de maltraitance sociale », raconte-t-elle. Son nouveau projet ? Une ambulance autogérée et nomade qui parcourrait la France, les lieux de lutte et les quartiers populaires.

« On arrête tout, on réfléchit et ce n'est pas triste »

On mesure encore mal le séisme qui vient. Mais il flotte dans l'air un parfum de *L'An 01*, ce film de Jacques Doillon, emblématique de la contestation libertaire des années 1970, au slogan éloquent : « On arrête tout, on réfléchit et ce n'est pas triste. »

Les récentes statistiques du ministère du Travail le confirment : la vague n'est pas près de s'arrêter. On a enregistré 1,6 million de démissions de CDI en 2021. Aux troisième et quatrième trimestres, la barre des 500 000 démissions a été dépassée. C'est arrivé une seule fois sur les vingt dernières années, en 2008, et c'est le double des chiffres de 2015.



Un panneau indique « On embauche » devant une entreprise en Amérique du Nord. *Unsplash / Ernie Journeys*

Mais, plus encore que ces données, c'est la bulle médiatique qui détonne. « *L'écho qu'ont pu avoir les appels à la désertion en dit long sur les questionnements qui agitent la société*, souligne la sociologue Geneviève Pruvost. *Aujourd'hui la désertion vient toucher des professions indispensables au fonctionnement du modèle capitaliste. Elle met en péril la pérennité du système* », ajoute-t-elle.

« *Si cent ingénieurs ou chercheurs du milieu toulousain décidaient d'arrêter de faire des algorithmes et des robots, ça casserait tout* », confirme Olivier Lefebvre. Ce quadragénaire a lui-même déserté son poste. Il travaillait dans une *start-up* sur les voitures autonomes avant de tout envoyer valser.

Les rouages se rebiffent

Alors qu'ils sont les rouages de la machine techno-industrielle, les ingénieurs sont de plus en plus nombreux à se rebiffer. Arthur Gosset, l'ex étudiant de centrale Nantes qui a réalisé le film *Rupture(s)* – dans lequel il évoque la bifurcation de ses camarades déserteurs – estime qu'ils représentent environ 30 % des promotions. Un chiffre difficilement vérifiable tant les études quantitatives sur le sujet manquent. Les grandes écoles et les associations d'anciens élèves n'ont pas forcément intérêt à communiquer sur cette fuite généralisée.

« *Notre discours sur le refus du travail est aujourd'hui beaucoup plus audible* », constate néanmoins Romain Boucher. Cet ancien *data scientist* diplômé de l'École des mines a quitté son métier en 2018. Dans son bureau à proximité des Champs-Élysées, les assauts des Gilets jaunes furent « *l'onde sismique* » qui l'incita à rompre avec son monde.

« On veut corroder cette classe sociale qui tient le système »

Il a depuis créé l'association *Vous n'êtes pas seul* pour inciter ses ex-collègues à démissionner. « *En subvertissant la petite bourgeoisie managériale et diplômée, nous entendons enrayer la courroie de transmission qu'elle incarne. On veut corroder cette classe sociale qui tient le système* », dit-il.

La désertion sape les soubassements idéologiques de l'économie, elle brise son adhésion et écaille son vernis teinté de vert. L'écrivaine Corinne Morel Darleux y voit même « *une forme de sabotage symbolique* ». « *Le refus de parvenir est aujourd'hui susceptible de s'inscrire dans la longue lignée de l'action directe et de la non-coopération au système*, écrit-elle dans son essai *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce. La désertion est une arme redoutable qui libère l'avenir.* »

La désertion, germe d'une contre-société



Loin d'être un inoffensif abandon, la désertion émerge comme une nouvelle stratégie de lutte face aux désastres de l'époque. Pour ses acteurs, il s'agit de « la première brique d'une émancipation collective ».

Un vent de panique gagne les classes dominantes. Face à la multiplication des appels à désertir, les défenseurs de l'ordre établi montrent des signes de fébrilité. Quelques jours à peine après la déclaration des jeunes d'AgroParisTech à ne « pas perpétuer le système » et à « refuser les jobs destructeurs », on a assisté à un déferlement de critiques et d'insultes pour blâmer leur « lâcheté » et leurs inconséquences. Une campagne de dénigrement a été menée par les milieux économiques et la presse de droite.

Pour eux, désertir serait synonyme de mise en retrait, d'abandon, de passivité. Ce serait un « aveu d'échec », « une forme de renoncement ». « Au lieu d'être dans l'action, ces étudiants sont dans le repli », déplore ainsi leur directeur d'école dans *Les Échos*. « En désertant, votre impact sera faible », prétend le président des chambres d'agriculture. Certains éditorialistes sont même allés jusqu'à rendre cette joyeuse bande responsable de la faim dans le monde.

Désenchantement radical

L'acceptabilité sociale sur laquelle repose le système économique s'effrite. Malgré ses promesses de renouvellement, avec l'utopie cybernétique ou le fantasme de la Silicon Valley, le capitalisme vit aujourd'hui « une phase de désenchantement radicale ». « Les gens n'y trouvent plus de sens et ne s'y reconnaissent plus. Ce n'est pas encore complètement une révolte mais c'est une désaffiliation profonde », estime la journaliste et autrice Celia Izoard [1].

La désertion est une affaire ancienne, à laquelle le système en place a été obligé de répondre. Dans *De l'esclavage au salariat*, le chercheur Yann Moulier Boutang montre que l'un des moteurs principaux de l'histoire du capitalisme est la fixation d'une main-d'œuvre constamment fugitive : « La capture sans cesse à reprendre du paysan sans terre, du bohémien nomade, de l'apprenti en fuite, du soldat déserteur, de l'esclave évadé, de l'incorrigible vagabond et de tous les réfractaires à la mise en discipline. »



Les étudiantes et étudiants d'AgroParisTech lors de leur appel à la désertion à leur remise de diplômes. © Des agros qui bifurquent / capture d'écran Youtube

Encore aujourd'hui, le travail est un outil de contrôle social et le capitalisme rêve de nous remettre au pas. Il tente de séduire les classes supérieures avec son « *sens washing* » [2], sa bienveillance, son côté *cool* et ses *start-up*. Et il frappe les pauvres avec une réforme de l'assurance chômage qui détruit le statut de saisonniers et précarise tous celles et ceux qui souhaitent ne pas faire du travail le centre de leur vie.

Malgré cette contre-offensive, ceux qui voient le départ comme une option sérieuse restent nombreux. Selon un récent sondage, 40 % des salariés français interrogés – et 50 % des moins de 35 ans – pensent que le mouvement de la grande démission va se produire en France.

« Il s'agit aujourd'hui de cesser de nuire »

Les gens veulent prendre le large, à l'image du célèbre navigateur Bernard Moitessier. En 1969, alors qu'il était sur le point de gagner la toute première course de vitesse en solitaire autour du monde, le marin décida de ne pas revenir à quai et de poursuivre son voyage pour fuir la civilisation. « *Je n'en peux plus des faux dieux de l'Occident toujours à l'affût comme des araignées, qui nous mangent le foie, nous sucent la moelle. Et je porte plainte contre le monde moderne, c'est lui le Monstre. Il détruit notre terre, il piétine l'âme des hommes* », écrivait-il dans *La Longue Route*.

Des Moitessier en puissance, il y en a aujourd'hui des dizaines de milliers. La désertion est le signe de notre temps, l'ultime geste de résistance dans une époque où règne le ravage et où s'abattent sur les mouvements sociaux les violences policières, les gaz et les nasses. La désertion est une éthique individuelle, une nouvelle forme d'objection de conscience. « *Il s'agit aujourd'hui de cesser de nuire. Cela passe dès maintenant par le fait de cesser de coopérer avec le système*, affirme ainsi Corinne Morel Darleux dans son essai *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce. Nous devons retrouver notre capacité à faire des choix autonomes, réinvestir notre souveraineté d'individu. C'est la première brique d'une émancipation collective des normes que nous impose la société* ».

« Fuir, mais en fuyant, chercher une arme »

Les déserteurs s'évadent comme des conscrits fuiraient l'armée. « *La désertion n'est pas tant une défaite qu'une manière de se défaire de l'élément grégaire en nous* », écrit l'écrivain Dénetem Touam Bona, dans *La Sagesse des lianes*. Face à la misère du monde, on ne cherche pas à se construire des oasis ou des niches à l'abri de la fureur, mais à se repositionner pour mieux lutter contre la mégamachine et se soustraire à son emprise. « *Fuir, mais en fuyant, chercher une arme* », écrivait le philosophe Gilles Deleuze.

Cette désertion n'a rien à voir avec la passivité. Pour le collectif des désert'heureuses – un groupe d'ingénieurs en dissidence –, il ne s'agit pas d'abandonner le champ de bataille mais plutôt de changer de camp. La fuite s'impose non plus comme une simple défection mais comme une nouvelle stratégie de lutte. « *La désertion est un entraînement mental qui consiste à s'éloigner le plus possible du système, suffisamment pour pouvoir l'observer sous différents angles, et ainsi mieux pouvoir l'attaquer* », écrivent-ils dans une brochure.

Johanna est une ancienne polytechnicienne, membre de ce collectif. Pour elle, désertion prend tout son sens puisque « dans cette école, nous avons un statut militaire. Aujourd'hui, c'est la guerre au vivant que nous refusons de mener. La production industrielle à laquelle on nous somme de participer en tant qu'ingénieur est indissociablement civile et militaire. C'est un monde structuré par la guerre et le commerce, qui détruit les écosystèmes et bouleverse le climat », dit-elle.

Dans les témoignages qu'a recueillis Reporterre, nombreux sont les anciens salariés à refuser désormais « la politique de l'entrisme » : « Depuis tout petit, on nous assène qu'il faut changer les choses de l'intérieur, qu'il faut prendre la direction et le pouvoir pour transformer le monde, être bon élève, responsable et patient, raconte l'ingénieur démissionnaire Olivier Lefebvre. Mais, en réalité, on se ment. On perd du temps, on s'épuise. On se confronte à des blocages structurels et finalement, on se perd. On se raconte des histoires pour justifier notre mode de vie confortable. »

Une action peut aussi être efficace à l'extérieur. C'est dans les marges que se sont élaborées les promesses du futur. De multiples alternatives le prouvent, comme Notre-Dame-des-Landes. Bruno Latour ne disait-il pas dans une formule provocatrice que « les zadistes sont les instituteurs de l'État » ?



Un chantier collectif sur la zad de Notre-Dame-des-Landes en janvier 2020. © Yves Monteil / Reporterre

Mais aujourd'hui, le mouvement de désertion se trouve à la croisée des chemins. « On observe une multiplication des trajectoires individuelles mais aussi une repolitisation des discours qui sont assez radicaux », constate la sociologue Anne Goulet de Rugy. Indéniablement, il y a une dynamique, mais elle avance, pour l'instant, à tâtons. « Comment pouvons-nous accompagner ce mouvement pour lui donner plus de force, se demandent nombre de déserteurs. Comment attiser ce désir ? Comment ne pas se limiter à des initiatives individuelles, trop souvent dispersées et construire une démarche qui soit plus politique ? »

Des pistes s'échafaudent. Partout en France, différents collectifs cherchent à bâtir des points de ralliement pour les fugeurs, des pôles de sécession. La zad de Notre-Dame-des-Landes organisera ainsi des ateliers de la désertion fin août. Une rencontre aura lieu aussi au festival Zadenvie le 8 juillet. Pendant l'été, plusieurs chantiers seront organisés dans différents lieux autonomes, comme aux Lentillères ou dans le Tarn pour inviter les déserteurs à se retrouver.

Faire sauter les verrous d'un autre monde

À terme, des écoles buissonnières et des réseaux de compagnonnage sont imaginés. La désertion est un long parcours qui demande une remise en question et qu'il est difficile d'emprunter en solitaire.

« Le système nous lie et nous tient. Il faut faire sauter les verrous qui nous emprisonnent pour ne pas réserver la désertion à une élite qui en aurait les moyens », pense le philosophe jardinier Aurélien Berlan. Il faut réfléchir collectivement à des moyens de subsistance, bricoler son statut entre missions ponctuelles, un métier plus éthique ou les minimas sociaux. « Il y a tout un imaginaire et une éducation à faire voler en éclats, abonde l'ancien

ingénieur Olivier Lefebvre. *Il faut rompre avec la peur du déclassement, déconstruire le mythe de la carrière. Il faut aussi donner à voir l'existence d'un autre monde, la possibilité d'un en dehors.* »

« Déserter ne rend pas forcément heureux mais rend libre »

Pour soutenir celles et ceux qui lâchent leur boulot, les déserteuses mettent à disposition des brochures et des témoignages, et veulent désormais aller plus loin : « *Il faudrait à l'avenir proposer des méthodologies et des guides pratiques pour faciliter les démarches administratives, aider les gens à s'orienter et avoir les bonnes stratégies face à Pôle emploi, estime Johanna. On s'est formé à l'écoute active, on a créé des groupes de parole pour partager nos difficultés face aux réactions de nos proches et de nos familles. Le soin est important, déserter ne rend pas forcément heureux mais cette démarche rend libre.* »

Au sein du groupe « *Vous n'êtes pas seuls* », cocréé par Romain Boucher, un ancien data scientist diplômé de l'École des mines, l'objectif est le même : « *On veut parler aux gens qui sont coincés dans le système et qui ne trouvent pas d'issue. On veut leur donner la possibilité de démissionner, de se confronter à leur hiérarchie, voire de devenir lanceur d'alerte en communiquant sur les pratiques de leurs entreprises.* »

Une multitude d'initiatives abondent pour ouvrir l'horizon aux candidats déserteurs. Dans le domaine agricole, l'Atelier paysan en est un parfait exemple, coopérative qui fabrique les machines-outils agricoles avec les paysans, se présente comme « *un débouché pour les futurs déserteurs* » : « *Nous avons besoin des compétences des bifurqueurs, des anciens ingénieurs, des commerciaux, des financiers, mais pour les rediriger, et les mettre au profit d'une autre fin. C'est une contre-société qu'il faut créer avec sa culture politique et ses alternatives* », dit Nicolas Mirouze, un paysan vigneron dans les Corbières. Il avait lui-même déserté AgroParisTech il y a vingt ans avant de devenir sociétaire de l'Atelier paysan. « *Nous, les anciens, on doit accueillir les nouveaux, leur faciliter le terrain, être solidaire. Mais surtout, on doit se battre ensemble, assumer le rapport de force et la conflictualité face au modèle dominant. L'époque où on pouvait déserter seul dans son coin, c'est fini.* »

Notes

[1] Celia Izoard est l'auteurice de *Merci de changer de métier : lettres aux humains qui robotisent le monde* (éd. de la Dernière lettre, 2020) et vient de publier un recueil sur les usines du numérique (*La Machine est ton seigneur et ton maître*, Xu Lizhi, Yang, Jenny Chan, éd. Agone, 2022). Elle a traduit et préfacé *1984*, de George Orwell (Agone, 2021). Elle est aussi chroniqueuse pour *Reporterre*.

[2] À l'instar du *greenwashing*, qui veut faire croire qu'un produit ou une entreprise est écologique à l'aide d'arguments de façade, le « *sens washing* » tente de convaincre que l'activité économique de l'entreprise en question a du sens, vaut le coup que des travailleurs s'y investissent.

De l'esclave au prolétaire, « la désertion n'est pas qu'une histoire bourgeoise »



Syndicalisme révolutionnaire, communautés anarchistes, esclaves en fuite... L'imaginaire de la désertion puise dans une histoire riche de l'insoumission au capitalisme. Une histoire populaire et subversive.

On a parfois tendance à oublier le fil qui nous relie aux générations précédentes et les fragments du passé qui nous constituent, alors que nous répétons sans cesse les mêmes cris de résistance. S'évader de l'emprise du système a toujours fait partie du répertoire d'action des classes populaires. Aujourd'hui, ces récits sont autant une source d'inspiration pour le mouvement de désertion qu'une balise : elle ancre l'écologie politique dans une filiation révolutionnaire et rallume la flamme de la révolte sociale.

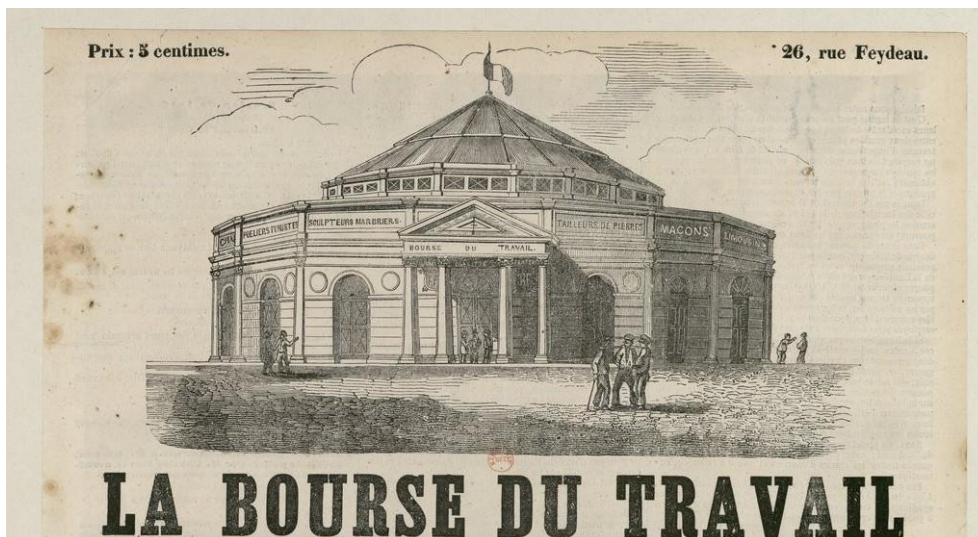
« *La désertion* » n'est pas qu'un discours de cadres sup' réfractaires, d'ingénieurs démissionnaires ou de jeunes étudiants en quête de sens, antérieurement bien installés dans la société. Avant que l'idée du « *refus de parvenir* » soit reprise par des auteurs écologistes [1] pour marquer l'opposition grandissante de ces élites, la désertion fut une attitude de la classe ouvrière pour refuser de pactiser avec l'ennemi – le patron, le bourgeois, le contremaître.

Le concept a été théorisé par Albert Thierry, un intellectuel libertaire, né en 1881 et grand admirateur des thèses de Proudhon. Fils de maçon, admis à l'École normale supérieure de Saint-Cloud, Albert Thierry était promis à un brillant avenir mais il refusa de s'extraire de sa condition. Il préféra tourner le dos à une carrière universitaire pour devenir instituteur dans le primaire à Melun et enseigner aux fils « *des boutiquiers, des scribes et des paysans* ».

« Si je m'élève, ce sera avec la masse et non au-dessus d'elle »

Refuser de parvenir était pour lui une exigence éthique. « *Elle consiste à refuser de vivre et d'agir pour soi et aux fins de soi* », écrivait-il dans son *Essai de morale révolutionnaire*. Il ne s'agissait pas pour autant d'une acceptation de la misère, mais plutôt d'un rejet des honneurs et des privilèges individuels. C'était aussi une forme de lucidité, alors que les élites bourgeoises, sous la 3^e République, cherchaient à capter les éléments les plus brillants de la population ouvrière pour les mettre à leur service.

À l'époque, de nombreux courants de pensée, au sein de la classe ouvrière, invitaient à faire sécession. Le syndicaliste et anarchiste Fernand Pelloutier (1867-1901) poussait à la création de bourses du travail, sortes de bastions ouvriers au sein desquelles les syndicats pouvaient promouvoir l'agitation, l'entraide et la culture ouvrière. Pelloutier défendait « *l'auto-organisation et l'auto-éducation du prolétariat* » : « *Si je m'élève, ce sera avec la masse et non au-dessus d'elle.* »



Les bourses du travail ont été pensées par les syndicalistes comme des lieux centraux pour l'autonomie des prolétaires. *Domaine public / Gallica via Wikimedia Commons*

Des liens se tissaient déjà avec certains précurseurs de l'écologie politique, comme le géographe libertaire Élisée Reclus. Lui aussi avait développé une théorie de la désertion et du refus de parvenir. « Dès que le révolutionnaire est "arrivé", il cesse naturellement d'être révolutionnaire », disait-il, avant de critiquer ceux qui avaient troqué leurs convictions pour un maroquin : « Si nous voulons rester utiles à notre cause, celle des opprimés et des vaincus, sachons donc ne pas sortir des rangs. À aucun prix ne nous séparons de nos camarades, même sous prétexte de les servir. Que tout homme d'honneur fasse grève dès qu'il s'agit pour lui de titres, de pouvoir, de délégation qui le place au-dessus des autres et lui donne une part d'irresponsabilité. » [2]

Une anecdote, racontée à la fin de sa vie, donne à voir, à la fois, ses idées anti-autoritaires et son attachement à la nature. Alors que le Conseil municipal de Paris délibérait pour attribuer son nom à une rue, son neveu le tañça : « Tu sais Élisée, tu n'échapperas pas à un buste dans ta ville natale... » « Eh bien ! J'espère qu'il se trouvera un camarade pour le renverser et mettre à la place un arbre fruitier », lui répondit-il.

La grève des gestes inutiles

Au début du XX^e siècle, les ancêtres de l'écologie ne trouvaient pas leur place dans cette société marquée par la guerre, la colonisation et le progrès industriel. Lassés d'attendre le grand soir, ils préférèrent fonder de petites communautés à la campagne, vivre « en dehors » et « en milieu libre ». Les Naturiens, un groupe d'anarchistes qui publiaient un journal du même nom, prônaient « le retour à l'état naturel », une sorte d'âge d'or primitif, d'avant la civilisation. « On pourra perpétuellement décapiter des rois, déposer des empereurs, éventrer des présidents de la République, la situation restera la même tant qu'il y aura des mines, des usines et des chantiers », déclarait ainsi l'un de ses membres, Émile Gravelle (1855-1920).

Dans leurs microsociétés, les naturiens refusaient le salariat et développaient un art de vivre transgressif. Ils remettaient en cause les rapports de genre, expérimentaient l'amour libre, suivaient un régime végétarien et pratiquaient le naturisme. « Ils voulaient faire la grève des gestes inutiles et vivre leur vie le plus intensément possible », raconte l'historienne Anne Steiner. Dans *L'Appel au socialisme*, en 1913, un autre anarchiste, Gustav Landauer, affirmait que la grève générale ne devait pas consister à faire pression pour augmenter les salaires et ensuite reprendre paisiblement le travail sous la férule des patrons, mais qu'il fallait plutôt s'évader complètement du monde industriel pour créer des communautés paysannes autonomes, à partir desquelles on pourrait organiser la révolte.

« Les ministres de la police feront bien de se méfier des jeunes qui partent seuls parcourir les chemins creux » Au début du XX^e siècle, le thème de la désertion a irrigué la pensée des pionniers de l'écologie. On le retrouve aussi bien chez Edward Carpenter, poète et philosophe anglais, militant socialiste libertaire, avec son ode à la « vie simple » que chez Bernard Charbonneau qui affirmait dès les années 1930 que « l'on ne lutte contre une société que de l'extérieur ». « Tant qu'il y aura des gouvernements bien organisés, les ministres de la police feront bien de se méfier des jeunes qui partent seuls parcourir les chemins creux. Leur amour authentique de la nature est un sentiment révolutionnaire », écrivait-il dans *Nous sommes des révolutionnaires malgré nous* (Seuil). Bernard Charbonneau avait lui-même décidé d'incarner ce refus de parvenir. Il s'était installé comme simple professeur dans le piémont Pyrénéen plutôt que de suivre une carrière universitaire.

Il fallut ensuite attendre plusieurs années et voir la parenthèse de la guerre se refermer pour que la désertion revienne sur le devant de la scène, grâce à l'effervescence de mai 1968. Dans un tract, le Mouvement du 22 mars, à l'université de Nanterre, déclarait ainsi « *refuser d'être des érudits coupés de la réalité sociale et d'être utilisés au profit de la classe dirigeante* ». Des dizaines de milliers de jeunes fuguèrent à l'époque et quittèrent les postes auxquels ils étaient destinés. Ils critiquaient la société de consommation et l'aliénation marchande. Certains militants décidèrent même de s'établir dans les usines pour attiser la colère sociale. D'autres s'installèrent en milieu rural pour créer des communautés. Dans le milieu universitaire, le groupe Survivre et vivre et le mathématicien Alexandre Grothendieck poussaient également les jeunes chercheurs à la désertion. Lui-même avait démissionné de son institut de recherche suite à ses positions antinucléaires et antimilitaristes. À l'époque, le lien entre écologie et désertion se faisait de plus en plus prégnants, alimenté par des journaux comme *La Gueule ouverte*, dont l'équipe avait fui la ville pour s'installer à la campagne.



En 2022 encore, la ferme d'une communauté Longo Mai en Ukraine accueille des réfugiés de la guerre. © Nicolas Cortes / Reporterre

La célèbre coopérative agricole Longo Mai illustre bien les débats qui traversaient la période. En 1972, des centaines de jeunes créèrent un réseau de coopératives fondées sur le retour à la terre dans toute l'Europe et avec des dizaines de lieux. Leur fondateur, Rémi, avait déserté la guerre d'Algérie. L'objectif était de fonder une nouvelle société tout en restant offensif et révolutionnaire. Mais ses membres ne voulaient pas, contrairement à la RAF [3] ou aux Brigades rouges en Italie, s'engager dans la lutte armée contre l'État. C'était une position stratégique pour ne pas se faire écraser et tenir dans la durée. Aujourd'hui, Longo Mai existe toujours, son nom veut dire « *Pourvu que ça dure* » en provençal. Et ses membres sont partout où le feu couve, dans les zad, les luttes paysannes et forestières, et même jusqu'en Ukraine.

Ces expériences nourrissent les sécessions d'aujourd'hui. Nombreux sont les déserteurs à les redécouvrir au gré des lectures et des rencontres et à comprendre qu'ils sont les héritiers d'une longue épopée subversive. « *Cela rend humble de voir ce qu'ont fait nos aînés. Les risques qu'ils ont pris et leur sacrifice, dit l'ingénieur démissionnaire Olivier Lefebvre. Ces expériences permettent de décentrer le regard. Aujourd'hui, on héroïse les parcours des jeunes bien nés qui décident de tout plaquer. En réalité, la désertion n'est pas qu'une histoire bourgeoise.* »

Les noirs marrons, un symbole de la lutte Écologiste

Et si les esclaves fugitifs étaient les lointains ancêtres des écologistes ? Et si c'étaient eux, finalement, les premiers déserteurs ? La culture environmentaliste s'est longtemps développée sur l'occultation des fondations coloniales et esclavagistes de la modernité. Elle s'est focalisée sur une histoire uniquement blanche avec pour figure le promeneur qui parcourt seul les étendues sauvages. Les choses sont peu à peu en train d'évoluer. On redécouvre, grâce aux travaux de philosophes comme Malcom Ferdinand ou Dénétem Touam Bona, d'autres généalogies écologiques : des acteurs du passé, oubliés, qui ont par leur résistance, au fond

des bois, su autant lutter contre la servilité que pour une autre conception du monde qui s'oppose, point par point, aux valeurs du système capitaliste (propriété privée, quête du profit, etc.).

Pendant des siècles, dans les Caraïbes et en Amérique, de nombreux esclaves ont fui les plantations, ces vastes monocultures développées par les colons sur d'anciennes forêts. Ils trouvaient refuge dans des jungles inextricables, des marais labyrinthiques, des mornes escarpés à la végétation touffue. Et au cœur de ces écosystèmes, ils refondaient des sociétés entières, avec leurs chants, leurs rites, leur culture, leur autonomie. « *Le marronnage fut une pratique de résistance écologique* », raconte ainsi Malcom Ferdinand dans son livre *Une écologie décoloniale*. Certaines communautés dépassaient les dizaines de milliers d'individus avec plusieurs villages et des citadelles, ils pratiquaient la chasse, la cueillette et des formes d'agro-écologie. Ces micro-sociétés obligèrent même parfois les colons à négocier des traités de paix, comme en 1760 en Guyane hollandaise, où ils étaient perpétuellement attaqués et harcelés par des groupes d'anciens esclaves.



Rituel à base de rhum pour les esprits protecteurs du village marron de Santigron, au Suriname. CC BY 2.0 / *Abron de Leeuw* / Flickr via Wikimedia Commons

Les « *nègres marron* » cultivaient l'« *art de la fugue* ». Pour reprendre la belle formule de Dénétem Touam Bona, « *ils endossaient l'ombre striée des feuillages* » ils faisaient corps avec leur territoire, l'habitaient pleinement. Une communauté de destin s'est fondée entre les Marrons, la terre et la nature. Plus la forêt était dense, plus ils pouvaient se cacher et créer leur société mutine. « *Le camouflage – se confondre avec le milieu de vie dans lequel nous évoluons jusqu'à s'y évanouir – suppose une écologie des sens : sentir le vent, le soleil, la pluie, les éléments nous pénétrer par tous les pores et en épouser le cycle des mutations. Percevoir jusqu'à devenir imperceptible* », écrit le philosophe.

Encore aujourd'hui, des traces de ces résistances subsistent. Des communautés existent toujours. Par exemple, les Saramaka, une société marronne créée au XVIII^e siècle entre le Surinam et la Guyane, continuent de lutter contre la déforestation. Deux de leurs représentants ont d'ailleurs obtenu le prix Goldman pour l'environnement en 2009. « *À l'image de la figure du Marron, ils ont été reconnus internationalement comme des écologistes remarquables* », se félicite Malcom Ferdinand.

Notes

[1] Corinne Morel Darleux, *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce*, ed. Libertalia

[2] Élisée Reclus cité dans le livre *le Refus de parvenir* coordonné par le CIRA Lausanne <https://www.nada-editions.fr/produit/refuser-de-parvenir/>

[3] Rote Armee fraktion, Fraction armée rouge, groupe d'extrême-gauche très actif dans les années 1970 en Allemagne.

Gaspard D'ALLENS (Reporterre), 6 juillet 2022

Vague de démissions : « Le rapport de pouvoir entre employés et employeurs s'est complètement inversé »

C'est un tsunami qui frappe de plus en plus de pays. Une déferlante de démissions, dans des secteurs aussi nombreux que variés. La tendance a commencé aux États-Unis. En 2021, quarante-sept millions d'Américains ont quitté leur emploi. La vague a ensuite déferlé sur la France : un demi-million de démissions rien qu'au premier trimestre 2022. La Belgique n'est pas épargnée. Le phénomène porte même un nom : « la Grande Démission ».

« Je me sens libérée d'un poids »

Pour comprendre, nous rencontrons Virginie, ancienne conseillère clientèle dans une banque. À 35 ans, elle vient de changer radicalement de vie. Après douze ans de carrière, cette jeune maman vient de donner sa démission pour ouvrir son salon de bien-être. *« Je quitte ma sécurité, mon contrat à durée indéterminée pour me lancer comme indépendante à temps plein. C'est un gros risque. Cela me fait très peur. Mais je me sens tellement mieux dans ma peau que je me dis que c'est déjà gagné. »*

« Je suis vraiment passée d'un opposé à l'autre. J'étais dans une banque, je ne voyais plus de sens à mon boulot. Et aujourd'hui, mon job, c'est de faire du bien aux gens. » Une décision qui germe dans sa tête depuis quelques années. La période d'introspection liée à la crise sanitaire a été un déclic. *« Avant, la vie était à 1 000 à l'heure. Avec la crise covid, je me suis posée, j'ai pris le temps de réfléchir. J'ai pu profiter plus de ma famille et ça n'avait pas de prix. Je me suis dit qu'il fallait faire un choix, que je ne voulais plus de ma vie d'avant.*

Le stress me bouffait. Il n'y avait plus de sens. À un moment, je me suis dit 'stop'. »

C'est la perte de sens qui a été le moteur de sa décision. *« On minimise l'impact du stress sur le bien-être et sur le physique. Le corps parle. »* Elle s'est aussi clairement posé la question de la valorisation de son boulot. *« Je gagnais 1 800 euros après douze ans d'ancienneté. C'est à peine 200 euros de plus que des connaissances à moi qui ne travaillent pas. Sans dénigrer quoi que ce soit, peut-on dire que c'est normal ? »*

Démissions en cascades chez les jeunes

Comme Virginie, de nombreux employés prennent la décision de tout plaquer. La tendance est particulièrement marquée chez les moins de 25 ans. Selon le secrétariat social Acerta, un contrat sur dix a déjà été rompu cette année dans cette tranche d'âge. C'est deux fois plus que l'année dernière.

Selon Securex, on ne peut néanmoins pas encore parler de « Grande Démission » en Belgique. Cela dépend en fait des entreprises et des secteurs. L'Union des Classes Moyennes s'attend à un nombre de démissions record dans les PME. *« On est déjà à 7% de démissions en 7 mois, entre janvier et juillet. C'est presque autant que l'année dernière alors que l'année est loin d'être finie »* nous communique le porte-parole de l'UCM.

Pour Laurent Taskin, professeur de management à l'UCLouvain, on est à un tournant. *« Le rapport de pouvoir s'est inversé entre l'employeur et l'employé. »*

Les employés ont désormais la main

Une tendance liée à la haute conjoncture actuelle. Le taux de chômage est particulièrement bas, le nombre d'offres d'emploi explose, dépassant les 100 000 annonces. *« Comme le marché est très tendu, il n'y a plus 100 personnes qui se pressent au portillon pour postuler à une offre. Du coup, l'employé a beaucoup plus de marge de manœuvre. Il peut quitter son emploi car il sait qu'il a beaucoup de chances d'en retrouver ailleurs »,* détaille Laurent Taskin.

La vieille gestion des ressources humaines est dépassée, obsolète !

« Il y a une vraie sensibilité des travailleurs aujourd'hui sur la question de la dignité humaine. Les travailleurs refusent d'être encore considérés comme des ressources. Cette vision qui réduit les employés à des coûts, du temps, est complètement dépassée. C'est pour cela qu'on parle désormais de management humain. »

« Aujourd'hui, c'est à l'employeur de se 'vendre' auprès des candidats ! »

Comment s'adaptent les employeurs à ces changements radicaux ? Que font-ils pour attirer et retenir leurs employés ? Pour répondre à ces questions, nous nous tournons d'abord vers un secteur qui peine

particulièrement à recruter depuis la crise sanitaire : l'hôtellerie. Nous sommes accueillis au Martin's Hotels de Louvain-la-Neuve, où pas moins de dix postes sont à pourvoir. « On recherche des profils à tout niveau », explique la Directrice des Ressources Humaines, Pauline Bernard. « On a des postes vacants en salle, en cuisine, des postes de chef de département, de valet ou femme de chambre, de chef de réception. Et certaines de ces offres sont vacantes depuis déjà longtemps ! »

On assiste à une guerre des talents

Pour Pauline Bernard, on assiste à une véritable guerre des talents. « C'est vraiment tendu. On est obligés de faire beaucoup plus pour attirer qu'auparavant. On s'est repositionnés sur les réseaux sociaux, on essaie d'attirer avec d'autres choses que le salaire à proprement parler. Le travailleur attend beaucoup plus de l'employeur qu'avant. Il veut un vrai package, de la flexibilité, des possibilités d'évolution, etc. »

Au cours des entretiens d'embauche, le rapport de force s'est complètement inversé. « Aujourd'hui, c'est l'employeur qui doit se vendre auprès de l'employé. Les candidats font leur shopping, ils font des entretiens à gauche à droite et n'ont plus de tabous. Ils parlent ouvertement de ce que propose la concurrence pour faire leur marché », ajoute Pauline Bernard.

« La pression est tellement grande qu'on est obligés d'entreprendre des actions »

Autre secteur, même tournant : nous nous rendons chez l'un des plus grands employeurs de la capitale, AXA assurances.

Depuis avril 2020, 200 employés ont quitté l'entreprise. Avant, le taux de démission avoisinait les 2%. Aujourd'hui, il tourne autour des 4%. Il a donc doublé. « Ce sont particulièrement les jeunes qui démissionnent et changent d'emploi de plus en plus rapidement », explique Els Jans, Directrice des Ressources Humaines chez AXA Belgium.

« Toutes les entreprises sont confrontées à une telle pression qu'on est obligés d'entreprendre des actions. Certains employeurs revoient leur politique salariale, d'autres améliorent la flexibilité. Je pense qu'on doit viser le tout », ajoute Els Jans.

Séances de yoga, cours de sport durant l'heure de midi, horaires flexibles, télétravail élargi : tout est bon pour attirer et tenter de garder au maximum les employés. « Nous avons étendu les possibilités de télétravail en réduisant à quatre jours par mois le nombre de jours obligatoires en présentiel », explique Els Jans. « On développe la flexibilité au maximum. »

« On doit vraiment veiller à proposer quelque chose de moderne, à donner du sens au travail des employés. Les gens aujourd'hui sont beaucoup plus assertifs, plus exigeants. »

Avec ces vagues de démissions, c'est tout le recrutement qui se retrouve chamboulé. Avant, le diplôme et l'expérience avaient une importance capitale. Aujourd'hui, c'est la mentalité du candidat qui semble passer au premier plan. Les employeurs sont forcés d'être moins sourcilleux.

Côté travailleurs, le salaire ne suffit plus. L'équilibre vie professionnelle-vie privée revêt aujourd'hui une importance capitale. Une tendance qui semble révolutionner le marché de l'emploi.

Sophie MERGEN (rtbf.be), 8 septembre 2022

Une vague de démissions s'abat sur la France



Près de 470 000 Français ont quitté leur CDI au premier trimestre de l'année 2022. ©Philippe Lopez / AFP

Après deux ans de crise sanitaire, les démissions en France ont augmenté de près de 20 %. En quête de sens, dénonçant des salaires trop bas, près de 470 000 Français ont quitté leur CDI au premier trimestre de l'année 2022. Les confinements successifs, les mesures gouvernementales paradoxales et le contexte socio-économique sont d'autant de facteurs qui ont sonné le ras-le-bol du travail.

Le « Big Quit » venu des États-Unis...

C'est aux États-Unis que ce phénomène a d'abord pris de l'ampleur. Le « Big Quit », ou grande démission, qui affecte les entreprises

américaines, en est l'incarnation. Près de 48 millions d'Américains ont décidé de prendre le large en 2021. Cette année, les départs continuent de s'accélérer. Selon le département américain du Travail, 4,4 millions de personnes ont déjà donné leur démission en 2022.

La Pew Research Center a mené une enquête pour mieux comprendre les motivations des personnes à quitter leur emploi. Elle indique que les bas salaires (63 %), l'absence de perspectives d'évolution (63 %) ou encore le sentiment de manque de respect et de considération au travail (57 %) poussent les Américains à prendre la porte de sortie.

D'autres facteurs ont également poussé les salariés à quitter leur travail : « Pendant la pandémie, le télétravail a servi de révélateur à tout ça, donc moi, plus que de grande démission, je parle de grande prise de conscience », explique Chris Kayes, professeur de management à l'université George Washington de Washington.

Cette vague de démissions inquiète les entreprises, qui se retrouvent privées de main d'œuvre, et poursuit son chemin vers la France.

... s'exporte en France

En mai dernier, huit étudiants d'AgroParisTech martelaient que « ces jobs sont destructeurs et les choisir, c'est nuire, en servant les intérêts de quelques-uns ». Si le propos était tenu dans un objectif écologique, le discours général a rapidement résonné à l'échelle nationale.

D'aucuns rapportent une « maltraitance sociale », d'autres dénoncent des « emplois destructeurs », et certains rêvent de « sortir du système ». En tout cas, beaucoup n'ont plus de vision d'avenir à long terme, souvent en raison des décisions gouvernementales paradoxales. Ils décident alors de tout plaquer ; 1,6 million de démissions de CDI en 2021, selon le ministère du Travail.

Les observateurs s'inquiètent de la menace économique qui plane sur la France, suite à ce phénomène social. Un phénomène qui semble s'installer dans la durée, car « 42 % des moins de 35 ans envisagent de démissionner dans les 12 prochains mois », comme le rapporte Europe 1.

FRANCESOIR, publié le 03 août 2022

« Nous, démissionnaires » : enquête sur la désertion d'en bas



Les discours vibrants d'étudiants d'une grande école d'ingénieurs agronomes, au moment de la remise de leur prestigieux diplôme, qui déclarent ne pas vouloir suivre la voie royale que notre société de classe leur réserve, ont eu un grand retentissement. Or, si la désertion d'une petite frange de nos élites est un événement, elle masque trop souvent la désertion d'en bas, moins flamboyante mais parfois plus héroïque, des membres de la classe laborieuse. Elle survient actuellement dans tous les secteurs, de la restauration à l'informatique en passant par l'Éducation nationale ou l'associatif. Les démissionnaires d'en bas disent beaucoup du dégoût du travail et de la vie sous le capitalisme. Ils remettent en question avec force la façon dont on produit, dirige et travaille dans ce pays comme ailleurs. Ils sont un groupe dont on ne parle pas mais qui augmente en nombre et dont l'existence est un caillou dans la botte du patronat. Enquête sur la désertion d'en bas.

Il y a un an, j'ai conclu une rupture conventionnelle et quitté mon dernier CDI. Deux mois plus tard, une amie faisait de même. Six mois plus tard, un autre m'annonçait sa démission. Il y a deux semaines, mon frère a démissionné de son premier CDI, il a vécu ce moment comme une libération. Après des années de brimades et de résistances dans une association, ma belle-mère a fait de même. Autour de moi, au travail, « on se lève et on se casse ». « Félicitations pour ta démission ! » est un message que j'envoie plus souvent que « Bravo pour ta promotion ! ». Le récit du premier rendez-vous Pôle Emploi est devenu, parmi mes proches, plus répandu que celui du prochain entretien d'embauche. Le média en ligne *Reporterre* nous a informé la semaine dernière que nous n'étions pas les seuls, loin de là. Le phénomène de la « grande démission », qui a concerné aux États-Unis autour de 47 millions de personnes, semble toucher la France. L'enquête périodique du ministère du Travail sur les mouvements de main-d'œuvre le confirme : on assiste depuis 2 ans à une augmentation importante des démissions (+20,4% entre le premier trimestre 2022 et le dernier trimestre 2019).

Ça n'a échappé à personne tant que le matraquage médiatique est intense : des secteurs peinent à recruter, ou perdent du personnel. C'est le cas de la restauration, dont le patronat se plaint, dans *Le Figaro*, de ne plus oser parler mal à ses salariés de peur qu'ils fassent leur valise. Mais c'est aussi le cas de l'hôpital public ou de l'Éducation nationale. Les explications médiatiques laissent le plus souvent à désirer : pour *le Point*, nous aurions perdu le goût de l'effort, tandis que la presse managériale se lamente sur ce problème qui serait

générationnel. Ces dernières semaines, le thème de la désertion est essentiellement traité du point de vue d'une petite partie de la jeunesse diplômée et bien née, qui pour des principes éthiques et politiques, refuserait, comme par exemple dans les discours devenus viraux des étudiants d'AgroParisTech dont nous parlions en introduction, de diriger une économie basée sur la destruction de notre habitat pour se reconverter dans l'agriculture paysanne.

Mais qu'en est-il de cette désertion du milieu et d'en bas, celle des employés, des cadres subalternes, des fonctionnaires, des techniciens et des exécutants de la société capitaliste qui décident – souvent parce qu'ils n'en peuvent plus – de quitter leur emploi ? Derrière les grands principes, la réalité du travail est exposée dans la cinquantaine de témoignages que nous avons reçue, issus de tous secteurs : la désertion de la classe laborieuse est avant tout une quête de survie individuelle dans un monde du travail absurde et capitaliste. Elle dit beaucoup de la perte de nos outils collectifs de résistance aux injustices, de la solitude des travailleurs dont tout le monde se fout, mais aussi d'un refus puissant de jouer le rôle qu'on nous assigne. La grande démission est-elle une chance à saisir pour changer la société ?

La démission, une question de survie face à la violence au travail

Arthur* ne parle pas de « désertion ». Il n'a pas eu l'occasion de faire un discours vibrant lors de sa remise de diplôme. C'est normal, il est devenu apprenti pâtissier dès ses 14 ans et n'a pas eu le temps de souffler depuis. Mais il y a deux mois, il a démissionné de son emploi dans la restauration. Son patron a refusé la rupture conventionnelle, ce dispositif légal qui permet de partir avec l'accord de son employeur, en échange d'indemnités minimales, mais d'un accès aux indemnités chômage. Sa justification ? « *Je t'ai appris des valeurs, donc tu ne vas pas pointer au chômage* ». Parmi les valeurs de ce Père La Morale : l'homophobie, qui a contraint Arthur à devoir cacher sa sexualité, avant d'être poussé au coming out, devant des collègues, par son patron. Dans cette petite entreprise, il a enduré des années de brimades et d'humiliations qui lui ont fait perdre confiance en lui et le goût de son travail. Depuis sa démission, il est sans revenu et a du mal à retrouver un emploi décent. Il n'empêche qu'il vit son départ comme un soulagement, après avoir enduré tête baissée ces années de captivité professionnelle, avec ses horaires décalés, son chef tyrannique et sa paye minimale. Le confinement de 2020 a joué un rôle déterminant dans sa prise de décision : Arthur a enfin eu du temps pour voir ses proches, sa famille, pour s'intéresser à la politique et ainsi, avancer.

La presse est entièrement mobilisée pour relayer le point de vue du patronat, qui se plaint d'une pénurie de main-d'œuvre

Les problèmes de turnover du secteur de la restauration ne sont quasiment jamais décrits du point de vue d'Arthur et de ses collègues. La presse est entièrement mobilisée pour relayer le point de vue du patronat, qui se plaint d'une pénurie de main-d'œuvre. Arthur rit jaune devant un tel spectacle : « *Ça me fait autant marrer que ça me dégoûte, m'explique-t-il, et mon patron tenait aussi ce discours de ouin-ouin "il y a un grand turnover plus personne ne veut travailler..."* » alors qu'on faisait quasiment tous 65 h payées 39 h ». Le secteur de la restauration est à l'avant-poste de tout ce qui dysfonctionne – ou plutôt fonctionne selon les intérêts du patronat – dans le monde du travail : des salariés isolés, sans représentation syndicale efficace, une hiérarchie omniprésente et intrusive, un travail difficile, en horaires décalés, avec beaucoup d'heures supplémentaires (souvent non payées) et avec peu d'autonomie et où le droit est très peu respecté.



La galère des restaurateurs pour recruter

«J'y réfléchis à deux fois avant de faire une remarque désagréable à untel ou untel, de peur qu'il ne prenne ses cliques et ses claques.»

lefigaro.fr/societes/la-ga...



12:35 PM · 3 juil. 2022 · Echobox

C'est aussi à cause de la violence généralisée que Yann a quitté plusieurs emplois successifs, dans la manutention puis le bâtiment. Pour lui, le problème venait tout autant de hiérarchies « maltraitantes » que de l'ambiance générale entretenue au sein des entreprises qu'il a connu : « *J'avais cette sensation qu'on m'obligeait à bosser avec des personnes que j'aurais détesté fréquenter en dehors, et d'un autre côté qu'on me mettait en compétition avec des gens avec qui j'aurais pu être pote* », m'a-t-il raconté. L'ambiance « *stupidement viriliste* » au travail ne lui convenait pas et il n'a pas trouvé de possibilités d'améliorer les choses.

La plupart des témoignages reçus viennent confirmer une tendance lourde du monde du travail des années 2020 : si la violence est aussi répandue, c'est parce que la pression au travail s'est accrue, et pèse sur les épaules de toute une partie des effectifs, des managers aux employés de base. L'absence d'empathie des chaînes hiérarchiques semble être devenue la norme, comme nous l'avions déjà décrit dans un précédent article. C'est ainsi que Sara*, responsable de boutique dans une chaîne d'épicerie, a fini par quitter son emploi, après avoir gravi tous les échelons. Déjà éprouvée par la misogynie continue qu'elle subissait au quotidien, elle s'est retrouvée seule face à une situation de violence au travail, sans réaction de sa hiérarchie. Dans cette structure jeune, très laxiste sur le droit du travail, elle n'a pas trouvé de soutien face à la pression continue qu'elle subissait. Résultat, nous dit-elle, « *j'allais au travail la boule au ventre, je faisais énormément de crises d'angoisse chez moi le soir, beaucoup d'insomnies aussi. J'ai un terrain anxieux depuis l'adolescence, mais c'était la première fois depuis des années que j'ai ressenti le besoin d'être sous traitement. Je me sentais impuissante et en danger* ».

Ce témoignage est tristement banal : il semblerait qu'en France, les hiérarchies se complaisent dans l'inaction face aux atteintes à la santé des salariés. Il faut dire que les dernières évolutions législatives ont considérablement favorisé cette nouvelle donne. Nous en avons parlé à de multiples reprises : depuis la loi El Khomri de 2016 et les ordonnances travail de 2017, la santé au travail est reléguée au second plan, et le pouvoir du patronat face aux salariés a été considérablement renforcé. Le prix à payer était, jusqu'ici, l'augmentation du mal-être au travail, du burn out ainsi que des accidents, qui fait de la France une triste championne d'Europe de la mortalité au travail.

La démission et le turn over qui en résultent, ainsi que la difficulté à recruter dans de nombreux secteurs, est désormais le prix que doivent payer les employeurs, et ils ne sont pas contents : peut-être auraient-ils pu y songer quand ils envoyaient toutes leurs organisations représentatives (MEDEF, CPME...) plaider pour détricoter le code du travail auprès des gouvernements successifs.

La « perte de sens » : une question matérielle et non spirituelle

Dans les témoignages reçus, la question du sens occupe une place moins grande que celle des (mauvaises) conditions de travail. Là encore, la désertion d'en bas diffère de la désertion d'en haut décrite dans la presse, où la question du sens et des grands principes est centrale. Au point que les grands groupes s'adaptent pour retenir leurs « talents » (c'est comme ça que les cadres sup appellent les autres cadres sup) en se donnant une « raison d'être » qui ne soit pas que la satisfaction de l'appât du gain des actionnaires. Ce dispositif est permis par la loi PACTE depuis 2019, et il ne sert à rien d'autre qu'à faire croire qu'une boîte capitaliste n'est pas seulement capitaliste : elle aime les arbres, aussi. Quand il s'agit du sens au travail, personne n'évoque la politique de « Responsabilité Sociale et Écologique » que les grands groupes affichent fièrement sur des affiches dans le hall du siège social. En revanche, trois cas de figures semblent se dessiner : le sentiment d'absurdité et d'inutilité, le sentiment de ne pas réussir à faire correctement son travail et de voir ses missions dévoyées, et enfin celui de faire un travail nuisible, intrinsèquement mauvais, qu'il convient de quitter pour des raisons politiques et morales.

I – L'absurdité au rendez-vous : « qu'on existe ou pas, ça ne change rien »

Mon frère a quitté une structure associative où il était constamment noyé de boulot... sans savoir à quoi il servait. « *J'ai encore une histoire à la The Office à te raconter* » avait-il l'habitude de m'écrire. *The Office*, brillante série américaine, met en scène des salariés qui font toujours autre chose que leur travail, car constamment sollicités par un patron égocentrique et extravagant les entraînant dans un tourbillon de réunions, formations sécurité, séminaires de team building, concours de meilleur employé, etc. Mais à la fin, ils servent à quoi, ces gens qui travaillent ? Dans le cas de mon frère, si le sens était altéré, c'était d'abord en raison d'une mauvaise gestion, d'un objet mal défini par un compromis politique reconduit chaque année par un directoire composé d'élus locaux. Il n'empêche que pour mon frère, l'intérêt de son job pour la société n'était pas avéré : « *qu'on existe ou pas, ça ne change rien* » m'a-t-il dit avant de décider de partir.



Le thème des « bullshit jobs », ces métiers inutiles et ennuyeux dont l'existence a été brillamment théorisée par l'anthropologue britannique David Graeber, peut expliquer tout un pan du désamour d'une partie des cadres moyens pour leurs professions vides de sens. Pour mon ami A., son activité de consultant s'inscrivait en partie dans ce paradigme-là. Bien sûr, son action avait une utilité pour l'entreprise cliente, car le logiciel qu'il y mettait en place et pour lequel il formait le personnel à une organisation dédiée améliorerait vraiment les choses. Mais que faire si l'entreprise elle-même avait une activité absurde ?

Le capitalisme contemporain, nous dit Graeber, génère une immense aristocratie constituée de services de ressources humaines et de cabinets de consultants, c'est-à-dire de gens dont le travail est de gérer le travail des autres. Forcément, l'utilité ne tombe pas toujours sous le sens. Cette masse de gens qui dépendent de cette économie des services pour le travail n'a cessé de grossir, et ses contradictions génèrent sa propre croissance : dans ces entreprises où les cadres s'ennuient et se demandent à quoi ils servent, il faut faire venir des consultant en bien-être au travail qui vont organiser des ateliers et des cercles de parole pour parler de ce problème.

Le problème du sentiment d'absurdité au travail, c'est qu'aucune hiérarchie ne tolère qu'il s'exprime librement. Les techniques de management des années 2020 insistent sur la nécessité de l'engagement, en toute bienveillance évidemment : il s'agit d'être sûr que tout le monde adhère à fond au sens de son travail. Écrire un hymne en l'honneur de l'entreprise, comme A. a été invité à le faire lors d'un week-end de « team building », poster des photos de son travail et de son enthousiasme sur un réseau social interne, comme doivent le faire les salariés d'un grand groupe agroalimentaire où j'ai eu l'occasion de mener une expertise en santé au travail. Le non-engagement est sanctionné : dans cette entreprise, une évaluation comportementale annuelle se penche sur le niveau d'engagement et d'implication des salariés. Le soupir n'est pas de mise. Comment, dans ces conditions, tenir le coup sans devenir un peu fou ? A., comme d'autres consultants qui m'ont écrit, a choisi la démission.

2 – La qualité empêchée : « J'aimerais juste pouvoir faire mon travail »

Le sentiment d'absurdité ne peut expliquer à lui seul la succession de démissions et de déception professionnelle. Au contraire, nombre de récits reçus sont ceux de gens qui croyaient en ce qu'ils faisaient mais se sont vu empêcher de mener correctement leurs missions. La question du sens est le plus souvent abordée sous l'angle de la capacité ou non à bien faire son travail. Or, autour de moi et dans les témoignages

reçus pour cette enquête, tout le monde semble frappé de ce que les psychologues du travail appellent la « qualité empêchée ».

L'histoire de Céline*, maîtresse de conférence dans l'université d'une grande ville française, s'inscrit en partie dans ce cadre. Elle aussi a été poussée au départ par une pression administrative constante et l'absence de solidarité de son équipe. Elle a quitté une situation pourtant décrite comme confortable et stable : fonctionnaire, dans l'université publique... Pour elle, son travail est détruit par « *les dossiers interminables pour avoir des moyens ou justifier qu'on a bien fait son travail* », mais aussi les programmes et l'organisation du travail qui changent constamment et, évidemment, le manque de moyens. Paloma, enseignante dans le secondaire, a pris conscience de son envie de partir lors des confinements, mise face à la désorganisation de l'Éducation nationale, au niveau du pays comme des deux établissements où elle enseignait. Plus généralement, elle m'a confié que « *le plus dur, c'était de constater que les élèves détestent l'école et les profs aussi, et qu'on ne cherche pas à faire réfléchir les élèves ou à développer leur sens critique. Je ne voulais pas contribuer à ça.* »

La question du manque de moyens est omniprésente lorsque l'on discute avec les personnels des services publics. Ce manque, qui se ressent dans la rémunération, mais qui transforme toute envie d'agir ou d'améliorer les choses en parcours du combattant face à des gestionnaires omniprésents et tâtilons, brisent l'envie de rester. Les soignant.e.s ne cessent de le répéter, apparemment en vain : « *En formation, on apprend que chaque patient est unique et qu'il faut le traiter comme tel*, résumait Thierry Amouroux, porte-parole du Syndicat National des Professionnels Infirmiers. *Mais quand on arrive à l'hôpital, on est face à un processus bien plus industriel, où on n'a pas le temps d'accompagner le patient, d'être à l'écoute. Il y a alors le sentiment de mal faire son travail et une perte de sens* ». C'était il y a un an. Désormais, la pénurie de personnel entraîne la fermeture de services d'urgences la nuit, un peu partout en France. Ce sont les patients, et le personnel qui continue malgré tout, qui subissent de plein fouet les départs en masse de l'hôpital public où « la grande démission » n'est pas une légende médiatique.

Face à ces problèmes très concrets, la question du sens devient presque une opportunité rhétorique pour le gouvernement et les strates hiérarchiques : il faudrait « réenchâter la profession », donner du sens aux métiers du service public à base de communication abstraite, plutôt que de donner les moyens de travailler correctement.

3 – Le sentiment de faire un travail nocif : « J'étais surtout un maillon de la perpétuation de la violence sociale »

Hugo* travaillait pour un important bailleur social d'Île-de-France. Désireux de sortir de la précarité continue qu'il connaissait en enchaînant les CDD dans la fonction publique, il est devenu chef de projet dans cette structure, en ayant l'espoir de pouvoir se rendre utile. « *J'y suis arrivé plein d'entrain car j'avais à cœur de faire un métier « qui ait du sens »... loger les pauvres, être un maillon de la solidarité sociale, etc.* ». Il a vite déchanté : « *Globalement, je me suis rendu compte que j'étais surtout un maillon de la perpétuation de la violence sociale. In fine, malgré tout l'enrobage du type "bienveillance", "au service des plus démunis", des photos de bambins "de cité" tout sourire, il s'agissait d'encaisser les loyers pour engraisser les actionnaires (c'était un bailleur social privé, pas public). J'ai ainsi participé à une opération de relogement d'une tour de 60 habitants, qui allait être démolie dans le cadre du "renouvellement urbain". Autant vous dire que les locataires n'étaient pour beaucoup (hormis quelques fonctionnaires communaux ayant encore un peu d'âme) que des numéros. Des "poids" à dégager au plus vite. Toutes les semaines je devais faire un "reporting" sur combien étaient partis, combien il en restait encore, avec un objectif... Je devais faire 3 propositions de logement aux locataires et leur mettre la pression pour qu'ils acceptent, en brandissant la menace de l'expulsion à demi-mot. Je voyais l'angoisse sur le visage des gens.* » Hugo a fini par craquer et obtenir – au forceps – une rupture conventionnelle.

Selma* et Damien* travaillaient aussi dans des professions participant de la façon dont on construit et on habite les villes. La première est urbaniste, le second architecte. Ils ont quitté des métiers pourtant souvent perçus comme intéressants et utiles parce que les effets de leur action leur semblaient vains voire néfastes, sur le plan social et écologique. Pour Selma, les mauvaises conditions de travail liées aux contraintes financières de son entreprise rachetée par un grand groupe sapient la qualité de son travail. Quant à Damien, il déplore les activités de son ancienne agence d'architecture : « *Les projets sur lesquels je travaillais étaient très loin de mes convictions : des logements pour des promoteurs, en béton, quasiment aucune réflexion sur l'écologie (au-delà des normes thermiques obligatoires). Je faisais partie d'une organisation qui construisait des logements dans le seul but de faire de l'argent pour les promoteurs avec qui je travaillais.* » Sa conclusion est sans appel : « *Globalement, j'en suis arrivé à la conclusion que nous allions tous dans le mur (écologique). Les villes seront*

bientôt invivables, ne sont pas résilientes au changement climatique (essayez de passer un été sans clim à Strasbourg). J'ai constaté que j'étais totalement impuissant pour changer un tant soit peu les choses. »

Les personnes qui travaillent dans des domaines d'activité nocifs à la société et qui en souffrent évoluent dans une contradiction forte, qui se termine souvent par un départ, faute d'avoir pu faire changer les choses de l'intérieur. Le manque d'autonomie conjugué à la quête de sens peut expliquer le nombre croissant de démissions et la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs (le nucléaire, par exemple, a de grosses difficultés à recruter – étonnant, non ?). Chercher du sens dans son travail pose néanmoins une question de ressources : la stabilité économique doit d'abord être garantie, et la majeure partie de la classe laborieuse n'a pas le luxe de s'offrir le sens et la sécurité tout à la fois.

La démission : une forme (désespérée) de protestation au travail ?

Je repense à mes départs successifs (trois, au total : un non-renouvellement de CDD, une démission, une rupture conventionnelle) avec soulagement, mais aussi une pointe de culpabilité. Quitter un emploi, c'est laisser derrière soi des collègues que l'on appréciait, avec qui l'on riait, mais aussi avec qui on luttait. Deux de mes départs ont été le résultat de petites ou de grosses défaites collectives, accompagné d'un dégoût ou d'un désintérêt pour des secteurs ou des entreprises que j'estimais impossibles, en l'état du rapport de force, à changer. J'ai donc demandé à toutes les personnes qui m'ont raconté leur démission si elles avaient tenté de changer les choses de l'intérieur, et comment cela s'était passé. La majeure partie des personnes qui m'ont répondu ont tenté de se battre. En questionnant la hiérarchie sur les conditions de travail, en réclamant justice, en poussant la structure à s'interroger sur le sens de son action et de ses missions... en vain.

Les situations les plus désespérées en la matière m'ont sans doute été racontées de la part de démissionnaires du monde associatif. Les associations, des structures où l'on exerce en théorie des métiers qui ont du sens... et qui sont progressivement vidées de leur essence par des hiérarchies calamiteuses, des conditions de travail très dégradées, des logiques néolibérales et gestionnaires qui viennent s'appliquer au forceps, contre l'intérêt des salariés et des usagers... Et le pire, c'est que le discours du sens y est devenu une arme mobilisée par le patronat associatif pour mater les salariés récalcitrants en leur opposant la noblesse de leur mission et la nécessité de ne pas y déroger pour ne pas nuire aux usagers. Antoine, démissionnaire d'une association d'éducation populaire dans l'ouest de la France, résume bien la situation : « *Dans l'associatif, la répression syndicale est super forte, joli combo avec le côté "on est dans une association alors on est tous des gens biens et militants donc ça se fait pas de parler de domination", qui décourage pas mal à se mobiliser... »*

Il y a des secteurs qui sont structurellement moins propices à la résistance salariale collective, et l'associatif en fait partie, et pas seulement à cause du discours évoqué par Antoine. Le syndicat ASSO, la branche de Solidaires dédié aux salariés de l'associatif, rappelle qu'il s'agit d'un secteur « *très atomisé, où nombre de salarié.e.s se trouvent seul.e.s dans de très petites structures : plus de 80 % des associations emploient moins de 10 salarié.e.s. L'organisation d'élections n'est pas obligatoire selon le code du travail pour les structures de moins de 10 salarié.e.s (6 pour la Convention de l'animation). Très peu de salarié.e.s ont une voix officielle, via un représentant.e du personnel, pour participer aux discussions sur leurs conditions de travail et pas d'appuis en interne en cas de conflit. »* Par ailleurs, « *près de 30% des salarié.e.s associatifs ne sont pas couverts par une convention collective (contre 8% dans le secteur privé marchand) »*. On part donc de plus loin, quand on est salarié de l'associatif, que d'autres, pour améliorer les choses. Mais c'est le cas, d'une façon générale, dans l'ensemble des secteurs du pays qui ont tous subi d'importants reculs en matière de rapport de force salarial. Partout, le patronat est sorti renforcé des différentes réformes gouvernementales.

C'est le cas à la SNCF, dont le personnel est massivement sur le départ depuis 2018, date de la réforme ferroviaire et d'une longue grève brisée par Macron et Borne, alors ministre des Transports et depuis Première ministre. En 2019, les départs ont augmenté de 40% par rapport à 2018, et ils suivent depuis le même rythme. La direction de la SNCF a tout fait pour briser les collectifs de travail, atomiser les salariés et modifier leurs conditions de travail. Dans *Libération*, les cheminots racontent comment la fin de leur statut a mis fin, entre autres, à la retraite garantie à 55 ans, compensation d'un rythme de travail épuisant.

Plus d'un millier de salariés ont démissionné de la SNCF en 2018

Pression accrue, faiblesse des salaires, concurrence des autres entreprises... les cheminots sont de plus en plus nombreux à quitter l'entreprise publique. Du jamais-vu.



Difficile de résister quand les syndicats sont de moins en moins présents et nombreux. Yann, notre manutentionnaire démissionnaire, s'en prend quant à lui à la perte de culture du rapport de force chez ses collègues : *« J'ai 35 ans et j'ai entendu de plus de plus les discours managériaux et les exigences patronales dans la bouche des ouvriers. C'est d'une déprime... Rien à prendre aussi du côté des "anciens" avec des dos défoncés qui ressassent des discours du type "On se plaignait pas avant", "Les jeunes veulent plus rien faire"... »*. Le problème dépasse largement, selon Yann, la culture de son ex-entreprise. Il s'étonne : *« C'est fou que le sujet du malheur au travail ne soit quasiment jamais abordé à part par le côté clinique des burn out. Le sujet est absent de toutes les dernières campagnes électorales. »*

La solitude et la désunion, ou du moins l'absence de culture du rapport de force au travail, est une réalité qu'il est facile d'éprouver : la baisse continue des effectifs syndicaux n'en est que l'illustration statistique la plus flagrante. La démission devient alors une façon de mettre le collectif face à ses contradictions, d'interpeller collègues, direction et la société plus globalement sur les injustices qui s'accumulent. C'est un peu ce que concluait mon amie Oriane, infirmière à l'AP-HP et depuis en disponibilité pour exercer dans le privé. Comme des milliers de soignant.e.s en France, elle a déserté des hôpitaux publics détraqués par les gouvernements successifs – et celui-ci en particulier. Membre du collectif InterUrgences, Oriane s'est pourtant battue pendant plusieurs années, avec ses collègues, pour obtenir une revalorisation salariale et de meilleures conditions de travail, globalement en vain. Les applaudissements aux fenêtres durant le premier confinement n'auront donc pas suffi : le départ a été pour elle une issue personnelle et, dans un sens, collective ; face au manque de soignant.e.s, le gouvernement va-t-il finir par réagir ?

De là à dire que la démission est une forme radicale et individuelle de grève, il n'y a qu'un pas que nous ne franchirons pas : car les grèves renforcent le collectif, soudent les collègues autour d'un objectif commun alors que la démission vous laisse le plus souvent seul, même si des effets collectifs peuvent se créer. Antoine a bon espoir que sa démission ait un peu secoué les choses : *« Mon départ a pas mal remué le Conseil d'Administration de mon association qui a prévu un gros travail sur la direction collégiale entre autres. À voir si cela bouge en termes de fonctionnement interne »*, me dit-il. Lorsque mon frère a quitté son association, il s'est demandé si ses supérieurs hiérarchiques allaient *« se remettre en question »*. Je lui ai plutôt conseillé de ne pas en attendre grand-chose : les hiérarchies sont généralement expertes pour ne pas se remettre en question. Les « départs » sont évoqués, dans les entreprises, avec une grande pudeur, voire carrément mis de côté ou rangés du côté des fameux « motifs personnels » qui sont la réponse préférée des hiérarchies aux manifestations de la souffrance au travail.

La quête (vaine ?) d'un ailleurs

« Si ça continue, je vais partir élever des chèvres dans le Larzac moi » : c'est une phrase que j'ai souvent entendue, cliché du changement de vie après des déceptions professionnelles. Force est de constater que ce n'est pas la route empruntée par la plupart des démissionnaires, sinon les départements de la Lozère ou de l'Ariège

auraient fait un signalement statistique. La plupart des personnes qui ont témoigné au cours de cette enquête ont des aspirations plus modestes : trouver un emploi avec des horaires moins difficiles, quitter une entreprise toxique, prendre le temps de réfléchir à la suite ou devenir indépendant.

La reconversion agricole ou la reconversion tout court restent des possibilités accessibles à une minorité de personnes, en raison du temps et de l'argent que cela requiert. Yann, à nouveau, a tout résumé : « *J'entends souvent le type de discours sur la perte de sens des CSP+ qui rêvent d'ouvrir un food truck ou un salon de massage, et ça m'irrite au plus haut point. Quand on est cadre, on a le capital financier/scolaire et le réseau pour faire autre chose. C'est nettement plus difficile quand on est préparateur de commande* ». Mon compagnon fait partie de celles et ceux qui ont choisi la reconversion agricole comme planche de salut après des expériences désastreuses dans d'autres secteurs de l'économie. Il est le premier à relativiser le discours qui fait de l'agriculture un « ailleurs » au capitalisme. Ce n'est d'ailleurs pas pour ça qu'il a franchi ce cap, mais bien en raison d'un désir de vivre à la campagne, loin de la ville et dans un secteur qui l'intéressait davantage. Mais pour lui ce n'est pas une « alternative » au capitalisme, et c'est loin d'être une activité qu'il conseillerait à toutes celles et ceux qui veulent désertier les bureaux ou les entrepôts de la vie capitaliste : « *C'est dur et tu gagnes mal ta vie* ».



« Tout plaquer et devenir un hobbit »

Loin de l'image d'Épinal de la reconversion agricole enchantée où l'on vit d'amour et d'eau fraîche dans des cabanes dans les bois, façon vidéo Brut, l'agriculture, même biologique, s'insère dans un marché et dans des rapports de force qui sont tout sauf anticapitalistes. Le poids politique de l'agriculture intensive, le règne de la FNSEA, le principal lobby agro-industriel qui impose ses vues à tout le monde, avec le soutien du gouvernement, ne font pas de ce secteur un endroit apaisé et éloigné des turpitudes décrites précédemment. J'ai voulu un temps m'y lancer moi aussi (depuis, je me contente d'être vendeur au marché, ce qui me convient très bien) et j'ai vu, lors des formations que je suivais, l'attraction que le secteur exerçait sur de nombreux salariés désireux de changer, littéralement, d'horizon. J'ai vu ceux d'en bas qui luttent pour obtenir un lopin de terre à peine cultivable, et ceux d'en haut qui rachètent des domaines immenses, font creuser des étangs et plantent le jardin bio-permaculture de leur rêve – pardon, font planter par des ouvriers agricoles – et semblent y jouer une vie, comme Marie-Antoinette dans la fausse ferme construite pour elle dans les jardins de Versailles. Puis ils s'étonnent que la population locale ne les accueille pas à bras ouverts... Bref, le monde agricole n'est pas un ailleurs, il est une autre partie du capitalisme où il faut lutter – même si le paysage y est souvent plus beau. Et d'ailleurs, les agriculteurs démissionnent aussi – de leur métier ou, c'est une réalité tragique, de leur propre vie. Les exploitants agricoles ont malheureusement la mortalité par suicide la plus élevée de toutes les catégories sociales.

S'il y a bien un désir qui réunit la majeure partie des démissionnaires à qui j'ai parlé, et qui m'a moi-même animé, c'est celui de sortir du lien de subordination et du monde étouffant de l'entreprise en devenant indépendant. Ce désir d'indépendance, souvent snobé, quand on est de gauche, car il s'apparenterait à de la

soumission déguisée en autonomie entrepreneuriale, n'est pourtant pas vécu comme un « projet » disruptif et capitaliste. Bien au contraire, les gens qui choisissent la voie de « l'auto-entrepreneuriat » et du freelance savent que c'est aussi une précarité économique que l'on peut vivre si on en a les moyens : quelques économies, un niveau de qualification suffisant, un petit réseau... Mais parfois, après avoir subi la violence du lien hiérarchique, on peut s'en contenter si c'est une possibilité. Mohamed, ingénieur, résume ce qui, pour lui, mène à l'envie d'indépendance, et qui résulte directement des impasses structurelles du travail sous le capitalisme contemporain : « *Je n'ai que trois possibilités : faire partie d'un grand groupe (Atos, Orange, Thales, etc.), pire solution car travaillant exclusivement pour des actionnaires avec un boulot qui n'a aucun sens. Repartir en PME, ce qui est très bien pour 5 ans maximum, mais on finit toujours par se faire racheter par les gros. Ou devenir indépendant.* » Mais pour beaucoup, après la démission, c'est la quête d'un boulot salarié « moins pire » qui reste le seul choix possible.

Démissionnaires de tous les secteurs, unissons-nous !

Poussés dehors par des entreprises et des services publics de plus en plus macronisés (c'est-à-dire où la violence des rapports humains, la fausseté du discours et la satisfaction des actionnaires ou des gestionnaires prennent toute la place), nous sommes amenés à chercher des recours possibles pour mener une vie plus tranquille, un peu à l'écart de la guerre que le capitalisme nous mène. Mais l'ailleurs n'existe pas, ou bien il implique des choix de vie radicaux et sacrificiels. « *Je me demande s'il y a moyen de dire fuck à la société capitaliste sans devenir un primitiviste babos qui ne se lave plus* », me résumait cette semaine mon frère, sans pitié. Franchement, sans doute pas. On peut s'épargner des souffrances inutiles en refusant le salariat, des boulots absurdes et profondément aliénants – quand on le peut – mais partout où on l'on se trouve, il faut lutter. Ce constat serait plombant si j'étais le seul à avoir quitté à répétition mes derniers emplois. Mais ce n'est pas le cas. Nous, démissionnaires, sommes des dizaines de milliers. Nous, les rescapés des ruptures conventionnelles, les démissionnaires sans allocations, les abandonneurs de postes, rejoignons chaque jour le cortège ordinaire des licenciés, des en-incapacité-de-travailler, des accidentés, des malades, de tous ceux qui ont été exclus ou se sont exclus du *cursus honorum* que le capitalisme accorde à celles et ceux qui ne font pas partie de la classe bourgeoise : baisse la tête, obéis au chef, endette-toi, fais réparer ta voiture et peut-être qu'à 40 ans tu seras propriétaire de ton logement.

Nous, démissionnaires, sommes si nombreux et si divers. Les écœurés du virilisme des chantiers comme Yann, les saoulées du sexisme de boutique comme Sara, les rescapés de la brutalité patronale comme Arthur, les Selma et Damien qui ne veulent pas nuire aux habitants en faisant de la merde, les Céline, Paloma et Oriane qui n'ont pas rejoint le service public pour maltraiter élèves et patients mais aussi les Mohamed, les Hugo qui ne veulent pas engraisser des actionnaires en faisant de l'abattage de dossier pour gonfler les chiffres... *Démissionnaires = révolutionnaires ?* En tout cas, leur démission est une preuve de non-adhésion au système capitaliste.

Démissionnaires de tous les secteurs : vous n'êtes pas seuls, nous sommes des milliers, et notre existence fait le procès de l'entreprise capitaliste. Notre amour du travail bien fait, de la justice et de la solidarité sont incompatibles avec la façon dont le capitalisme transforme nos activités, même celles qui en sont a priori le plus éloignées. Démissionnaires de tous les secteurs : unissons-nous !

Nicolas FRAMONT (Rédaction), 15 Juil 2022

<https://www.frustrationmagazine.fr/enquete-desertion/>

La Chartreuse : entre menaces et espoir, la détermination !



Depuis quatre ans, le collectif « Un Air de Chartreuse » s'oppose à la construction d'un lotissement Matexi sur une partie boisée du site de la Chartreuse à Liège. Et, depuis quatre mois, *le terrain menacé est occupé et transformé en Zone à Défendre (ZAD)*. Matexi a l'autorisation légale d'expulser la ZAD et de commencer les travaux. Mais la résistance et la solidarité continuent de grandir face à ce projet (un millier de personnes ont participé à la fête de soutien fin mai) et la Ville de Liège cherche une solution.

Suivez l'actualité de la lutte sur le site et la page du collectif Un Air de Chartreuse et sur la page de Chartreuse occupée (les zadistes).

OCCUPONS LE TERRAIN



Le caractère urgent de la suspension du permis n'a pas été retenue par le conseil d'État.

La destruction du patrimoine, de la biodiversité, du site doublement classé ne constitue pas un préjudice grave et urgent à leurs yeux.

L'abatage d'arbre en période de nidification de oiseaux non plus.

La bétonisation de plus de 1 Ha de zone humide, si utile pour capter les eaux des hauteurs afin de limiter les inondations non plus.

Le recours en annulation du permis est toujours en cours mais peut prendre plusieurs mois, voire années.

Pendant ce temps, Matexi peut entamer les travaux s'il le souhaite.

Il n'y aura pas de retour en arrière possible une fois la destruction entamée. Un arbre coupé ne se remplace pas de sitôt.

Interpellez vos élus pour leur signifier votre mécontentement sur la manière dont ce dossier est traité. Le Collège doit impérativement reprendre la main et assumer ses responsabilités.

La Chartreuse, joyau de verdure au centre-ville de Liège, poumon vert de la rive droite, mérite mieux que du profit privé à court terme !!!

Une délégation d'Un Air de Chartreuse a rencontré le bourgmestre de Liège

Ce lundi 11 juillet, une délégation de trois membres d'Un Air de Chartreuse a rencontré le bourgmestre de Liège, M. Willy Demeyer, et deux de ses collaboratrices, à la demande de celui-ci.

La première partie de cette rencontre a été consacrée à un échange sur les multiples facettes du dossier de la Chartreuse : le projet de construction de lotissement par Matexi évidemment mais aussi le nouveau projet (encore peu précis à ce stade) d'une autre société immobilière qui concerne le fort de la Chartreuse et ses dépendances.

La présence des occupants sur le site menacé par Matexi a évidemment aussi été évoquée. À cette occasion, le bourgmestre a réaffirmé sa position, déjà exposée au conseil communal en avril, à savoir qu'il n'enverra pas la police communale déloger les occupants tant que les conditions de sécurité seront respectées sur le site occupé.

Dans la deuxième partie de la réunion, la discussion s'est concentrée sur les propositions qu'Un Air de Chartreuse fait pour sortir du conflit actuel.

Nous avons ainsi eu l'occasion de réaffirmer notre volonté de voir protégée l'intégralité du site de la Chartreuse et nous avons présenté plusieurs propositions concrètes.

La discussion s'est concentrée sur certaines d'entre elles, le bourgmestre nous demandant de lui communiquer davantage d'informations et de précisions sur nos propositions.

Cette rencontre avec Un Air de Chartreuse s'inscrivait dans les contacts pris par le bourgmestre avec les différentes parties. Il nous a assuré qu'il nous recontactera dans un avenir proche pour poursuivre la discussion et la recherche de solutions.

Nous tenons à remercier M. le Bourgmestre pour la cordialité de son accueil, la qualité des échanges et son ouverture aux propositions de notre collectif.





GREENPEACE

soutient la Chartreuse !

Dégrader un site naturel alors que nous nous dirigeons vers une sixième extinction de masse, c'est une idée absurde, non ? Pourtant, le promoteur immobilier Matexi prévoit de construire des logements de standing sur une superficie de plus de 2 hectares d'espaces verts en pleine Ville de Liège.

Le lieu menacé par Matexi se situe au cœur de la Chartreuse, véritable poumon vert d'une superficie de plus de 30 hectares au milieu de la ville de Liège, essentielle pour l'adaptation et la prévention de catastrophes naturelles telles que les inondations. Le site de la Chartreuse abrite une grande biodiversité faisant de lui un site de grand intérêt biologique (SGIB) servant même de refuge à certaines espèces protégées, comme les papillons moirés franconiens et l'hespérie de la mauve. Ce site est également le seul accès à la nature pour de nombreux euses habitant e s et présente en outre un intérêt historique majeur.

Matexi ayant initialement l'autorisation d'entamer les travaux fin mars 2022, des citoyens et citoyennes de Liège ont décidé de protéger la nature en occupant le site menacé et en y créant une zone à défendre (ZAD), la Chartreuse occupée. La semaine passée, un huissier a ordonné aux militant e s – aussi appelé e s zadistes- de quitter la Chartreuse d'ici le jeudi 7 juillet, faute de quoi la police procédera à une expulsion forcée.

Vous pouvez contribuer à empêcher l'expulsion des militant e s, afin de protéger la Chartreuse ! Envoyez un e-mail au promoteur immobilier Matexi et à la ville en leur demandant de protéger la nature et les activistes présent.e.s à la Chartreuse et de réviser ses plans de construction.

<https://chartreuse-liege.be/>



Je fais mon coming-aut(o)

Je n'ai jamais beaucoup aimé les modes, ni le prêt-à-penser. Ce panurgisme récurrent qui parfois moutonne sous nos casquettes. Cette fâcheuse tendance à aligner nos neurones sur le dernier concept en vogue, la dernière vidéo qui « buzze », ou, au contraire, à nous abandonner à de vieilles questions-réponses pavloviennes.

C'est très bien d'avoir de bons réflexes (de classe), ou d'être ébloui par une nouvelle idée. Mais cela n'aide pas vraiment à réfléchir par soi-même.

A contrario, j'ai toujours trouvé stimulant de penser « à contre-courant », voire même de penser « contre soi », frôlant ainsi parfois cette « pensée paradoxale » qui est le propre des humoristes, des poètes... et des provocateurs.

« Paradoxal » ne signifie d'ailleurs pas pour moi « confus ».

Quand Pierre Corneille parle de « l'obscur clarté des étoiles », phrase a priori paradoxale, il n'ajoute pas un peu de vague et de flou à la nuit. Il renforce et précise la puissance et l'expressivité d'une image poétique.

Comme artiste, comme journaliste et comme citoyen, j'ai toujours aimé chercher la dialectique des situations, trouver les contradictions des choses. J'aime bien explorer les contre-champs et le hors cadre. Retourner les pierres et regarder derrière les buissons. Me perdre en chemin. Découvrir de nouveaux points de vue. Et parfois, prendre le contre-pied de mes propres évidences (un vieux reste d'aikido ?). Bref.

J'ai parfois aussi fait des introductions plus courtes ;-).

J'avais commis coup sur coup, cet été, deux chroniques un peu polémiques sur la bagnole qui ont pu surprendre « ceux qui croyaient penser comme moi » (genre « écolo-gaücho », si vous voyez ce que je veux dire). « Voitures électriques : la grande arnaque » (tout est dans le titre) (1) et « Bruxelles : un nouveau plan d'immobilité » – sur le nouveau plan de « circulation » bruxellois (2).

Je ne changerais pas une ligne à ce que j'y ai écrit.

Mais ces articles ont visiblement donné l'impression à certain es que j'étais tombé amoureux de mon moteur diesel, que j'avais basculé du côté obscur de la pompe à essence, et que je m'étais soudain transmué en farouche défenseur de la voiture individuelle.

Ce qui est un total contresens.

Manu, une fidèle lectrice de l'Asympto, m'a ainsi interpellé dans son commentaire sur le mode : « Vous les automobilistes... ». Au secours !



Une action du Comité Transports en Commun, rue Neuve à Bruxelles, en '77 ou en '78.
Je joue de l'accordéon à gauche de la photo.

Car moi, à Bruxelles, je suis d'abord piéton et usager des transports en commun.

Cela concerne 95% de mes déplacements dans la ville, et cela fait plus de quarante-cinq ans que je milite pour des trams et des trains plus fréquents et moins chers (*voir sur la photo, une action du Comité Transports en Commun, rue Neuve, vers la fin des années '70*). Sur ce point du moins, je n'ai jamais varié.

Mais il est vrai qu'aujourd'hui, j'ai souvent aussi besoin d'un véhicule pour mes déplacements professionnels. Car même avec beaucoup de bonne volonté, on ne déplace pas une friteuse ou trente kilos d'instruments sur son dos ou dans un tram. Encore moins sur une trottinette. Et je ne suis évidemment pas le seul dans ce cas (2).

Sans arriver à trouver de statistiques précises sur le sujet, j'ai d'ailleurs constaté que de nombreux « cyclistes », qui se définissaient du moins comme tels dans la discussion, avaient un vélo EN PLUS de leur automobile, et non À LA PLACE de leur automobile.

Cela n'enlève rien aux vertus sportives de leurs mollets, à la profondeur de leur engagement écologique, ou aux chausse-trappes du nouveau plan de circulation, mais cela relativise quand même un peu la portée des débats.

« Automobiliste » ou « cycliste », ce n'est pas une identité. C'est un moyen de transport. On peut donc en changer ou les cumuler.

Je m'étais toutefois persuadé que, pour certaines activités familiales, une voiture individuelle m'était devenue indispensable en ville. Mais est-ce vraiment le cas ?

Mesdames, messieurs, la maison ne recule devant aucun sacrifice.

À poil sur une scène, en solitaire sur le GR20, devant une brouette de mortier ou les deux mains dans les épluchures de patates, j'ai toujours su physiquement payer de ma personne. Je me suis donc personnellement lancé un défi.

Dorénavant, dans l'agglomération bruxelloise, je ferai tous mes déplacements privés à pied ou en transports en commun. Et on verra bien où ça me conduit.

Test numéro 1 : « *je fais me courses au grand magasin* ».

Ça tombe bien, je dois acheter des affaires scolaires pour mon fils. À la réunion des parents, on nous a signalé une « promo » intéressante au Colruyt sur certaines fournitures scolaires.

J'ai mes habitudes au Colruyt de Forest, ou je vais remplir trois fois par mois le coffre de mon Opel Combo. Cette fois, j'ai pris le 54 devant la Prison de Saint-Gilles, et le bus m'a déposé en moins de dix minutes devant Forest National. Merveilleux. On aurait dit une pub en quadrichromie pour la STIB ! J'ai juste oublié de sourire à l'objectif.



Ce n'est pas très sexy ni élégant, mais c'est pratique.

Je n'ai emporté qu'un seul « sac de courses » avec moi, mais comme d'hab', j'ai acheté plus que je n'avais prévu. À la sortie, mon sac pèse au moins cinq kilos. Je pourrais en porter deux comme ça, mais cela ferait encore deux fois moins que le coffre rempli de ma bagnole. Tant pis. Il suffira d'aller deux fois plus souvent au magasin.

Avec mon abonnement STIB, cinq euros par mois pour les jeunes et les vieux, cela me coûtera le même prix. En attendant que les transports en commun soient gratuits pour tout le monde. Voilà. Test numéro un réussi.

La fois prochaine, j'emporterai notre vieux caddie familial à roulettes, bien pratique si vous n'avez pas comme moi une musculature dopée à la Blanche de Namur (oui je sais, mon tour de taille dépasse aujourd'hui mon tour d'épaules, mais j'ai des avant-bras solides de guitariste nourri pendant quarante ans aux riffs et aux arpèges stéroïdiens, autre chose que vos séances de gonflettes protéinées en salle des machines).

Plutôt grandes, les roulettes du caddie : vous connaissez les pavés et les trottoirs à Bruxelles. J'ai aussi consolidé l'engin avec une vieille caisse à oranges.

D'accord, ce n'est pas très esthétique, et si je l'amenaient avec moi Gare du Midi, on me glisserait peut-être discrètement une pièce de monnaie. Mais c'est bien pratique.

Évidemment, si je devais rendre visite à mes beaux-parents à Malonne, ou à ma sœur à Gosselies, ou simplement répéter avec Pascal à Ohey, ce serait une autre paire de bretelles. Les « transports en commun » ? Tu peux oublier. Il faut un véhicule.

Mais si on n'utilise plus une bagnole que quelques heures par mois, pour ces déplacements particuliers, est-il encore bien nécessaire d'en être formellement « le propriétaire » – pour la laisser le reste du temps végéter en standby dans la rue ?

Cela contrarie mon sens de l'économie, de la logique et de l'équité.



Une « station » Cambio à Saint-Gilles. Il en a plus de 250 à Bruxelles.

Je décide donc de me renseigner sur les « voitures partagées ».

Je tombe immédiatement sur une pub pour Cambio, qui semble, aujourd'hui, en Belgique, le leader de ce secteur. À tout hasard, je lance un coup de sonde auprès de « mes amis Facebook ». Waouh ! Je m'attendais à deux ou trois réponses. En moins de 24 heures, j'en reçois plus de trente. Mes amis semblent être des « partageux ».

Les usagers de Cambio sont surtout bruxellois et liégeois, mais il y en a même dans de petites villes wallonnes, comme Tournai et Louvain-la-Neuve.

Les avis ? « Globalement positifs », comme dirait Georges Marchais.

Mais la formule semble réservée aux citadins (il faut avoir une « station » Cambio à proximité, pour y reconduire chaque fois le véhicule après usage, et rentrer ensuite chez vous par vos propres moyens)

Mon copain Fabian, qui est batteur et permanent au FACIR, utilise professionnellement ce service depuis 2008. À raison d'une ou deux demi-journées par semaine, cela lui fait un budget mensuel qui tourne autour de 200 euros. Ce prix cumule un abonnement mensuel, un forfait à l'heure (2 E) et un forfait au kilomètre (0,20 E). Et les frais d'essence sont inclus.

Pierre, qui s'occupait de l'ASBL « Barricades » à Liège, ne conduit pas. Mais sa compagne Bénédicte utilise la formule depuis 16 ou 17 ans – pratiquement depuis le début de l'installation de Cambio à Liège. Elle travaille dans l'éducation permanente, souvent en soirée, et utilise autant ce service professionnellement que pour sa famille. « *Le budget varie beaucoup avec l'usage* », me précise Pierre. « *Pour faire les courses, tu l'empruntes une heure ou deux, et cela ne coûte presque rien* ».

Pierre et Bénédicte habitent le quartier de Pierreuse, une chouette petite rue liégeoise en pente, mais avec de gros problèmes de parking : « *La station Cambio est à 500 mètres de chez nous, juste à côté de la gare, et la place du véhicule y est toujours réservée. C'est un gros avantage. Au départ, il y avait deux voitures, maintenant il y en a six. Quand tu dois déménager un meuble, tu peux aussi emprunter un break* ».

Cambio a été fondée il y a une bonne vingtaine d'années en Belgique et en Allemagne.

En 2011, Cambio avait chez nous 8 500 clients pour 405 voitures et 171 stations.

La société revendique aujourd'hui plus de 58 000 « membres » (c'est plus sexy que « clients »), et dispose désormais de 844 stations, dont 257 à Bruxelles, 21 à Liège, 18 à Namur, 9 à Ottignies/LLN et 6 à Mons (3).

Je vous livre ci-dessous en vrac tous les divers témoignages que j'ai reçus. Vous vous ferez ainsi vous-même votre avis.

La semaine prochaine, promis, je teste pour vous la trottinette électrique, et je vous en parle dès que je sors de l'hôpital.

Claude SEMAL, le 9 septembre 2022.

(1) Véhicules électriques : LA GRANDE ARNAQUE / (2) Bruxelles : VERS UN NOUVEAU PLAN D'IMMOBILITÉ / (3) <https://www.cambio.be/fr-bxl>



QUELQUES TÉMOIGNAGES

Muriel

J'ai été abonnée à Cambio pendant 13 ans. Génial. Énormes économies. Je dois pas aller au contrôle technique, ni passer l'aspirateur, ni payer une assurance. Et avec trois enfants ! On utilise la voiture autrement. Si on la prend on en profite pour faire un « tour » et d'autres courses. On combine. Avec Cambio, pas de frais de parking en ville ! Si je dois transporter des trucs je choisis un « Van ». J'ai malheureusement dû racheter une voiture en juin 2021 parce que le prix des locations de voiture a doublé en Italie. Donc je ne prends plus l'avion et je ramène moi-même mon huile d'olive. Mais Cambio me manque pour sa possibilité d'emprunter des « Vans ».

Jo (travailleur social)

Nous utilisons Cambio depuis 4 ans, avec un enfant. Là, depuis le 1er septembre, je l'ai réservée un mois pour pouvoir conduire mon épouse à l'hôpital pour l'accouchement du deuxième. Et franchement c'est un soulagement. Je n'imaginais plus la voiture comme un objet exclusivement privé qu'il faut acheter pour soi. Le problème avec Cambio c'est que c'est une compagnie privée.

Thierry

Salut, Claude. J'ai utilisé Cambio cet été pour la première fois. C'était facile à utiliser et les caisses sont en très bon état. Personnel disponible et au taquet, j'ai choisi la formule la moins chère et j'ai pu me rendre là où les transports en commun restent inexistantes. Pour l'économie, je ne sais pas encore me faire une idée vraiment affûtée mais je ne le l'utiliserais pas pour la ville. Mais pour des échappées bucoliques c'est parfait.

Thierry (un autre)

Moi, pendant 10 ans. Rien à cacher et donc prêt pour répondre aux questions...

Fabian

Moi aussi j'utilise Cambio, depuis 2008. Tu peux m'appeler quand tu veux, ou m'envoyer un message.

Eric

Itou depuis 2015...

Laurence

Moi aussi j'ai été utilisatrice pendant 4 ans...

J'ai racheté une voiture parce que mon amoureux habite Mornimont et moi, Bruxelles...

Sylvie

Moi depuis 5 ans

Miguel

Depuis une dizaine d'années au moins...

Dimitri

Cambio, c'est bien, mais il y a quelques points négatifs.

Tout d'abord, si on prend un véhicule à un endroit, il faudra le remettre au même endroit, ce qui prolonge la location. Le choix des véhicules est assez large, on peut louer une C3 comme une camionnette. Donc, si tu n'en a pas besoin longtemps, c'est intéressant, mais si tu dois faire beaucoup de kilomètres, et une fois arrivé, la laisser plusieurs heures sans l'utiliser, ce l'est beaucoup moins.

Cependant il existe d'autres alternatives comme Wibee ou Getaround, que je suis en train de voir, et qui permettent plus de flexibilité.

Wibee permet aussi de louer des vélos partout en Belgique, et cerise sur le gâteau, Wibee est une startup Belge, alors que Cambio est Allemand à la base.

Arnaud

J'ai demandé à Cambio de me faire un devis... Ils m'ont répondu que vu mon usage, il était préférable que je continue avec mon véhicule :-).

Marc

J'ai soutenu l'initiative à son début. J'ai fait un seul trajet (à Zaventem) sur deux ans. Habitant à Bruxelles à l'époque, le vélo et les transports en commun suffisaient à mes besoins.

Manu

Depuis des années comme 2ème voiture (quand il faut transporter du monde, pour un déménagement...). Quand notre voiture mourra on n'en rachètera pas.

Stéphane

Moi de même depuis bientôt 20 ans et je te préviens tout de suite : je suis content !

Christine

Moi aussi

Thierry (un troisième)

Tu ne veux pas de témoignage de gens qui n'utilisent pas Cambio ?

Boris

J'ai vendu ma caisse l'an dernier et la région m'a filé un bon de 1 000 balles à utiliser chez Cambio. C'est cool de rouler gratuitement grâce au contribuable en remerciement d'avoir pollué la ville pendant des années.

Nicole

Mon homme a vendu sa voiture de société, sans récompense financière (Flandre), parfois Cambio ou Poppie, mais à peine moins cher qu'un taxi.

Ariane

J'ai vendu ma voiture il y a plus de 3 ans pour utiliser Cambio. Très satisfaite.

Marco

Je l'utilise depuis au moins 5 ans et très satisfait aussi, tant pour les transports privés que professionnels.

Pierre (Liège)

C'est Pierre de Barricade, des Grignoux, et maintenant de Rhizosphère ; -)) Notre famille a été utilisatrice de Cambio pendant plus de dix ans... On fait juste une mini pause parce qu'on a retrouvé une vieille auto et qu'on a des travaux à faire, donc on va la faire mourir et puis on reprendra Cambio... Si le témoignage est utile, n'hésite pas... Au plaisir de te lire et de te revoir ; -)))

Orianne

Bonjour Claude, je travaille avec Guy et Brigitte à La Maison Éphémère, j'ai vu votre message concernant les Cambio. Je suis abonnée depuis que j'ai eu mon permis il y a 10 ans. C'est ma seule façon d'utiliser une voiture. Si vous avez encore besoin de témoignages, je suis là. Joyeuse journée ! Orianne

Chris

J'utilise Cambio. Cela me convient car je déteste conduire, mais pour les courses, c'est pratique. Le gros inconvénient de Cambio, c'est de devoir remettre la voiture là où on l'a prise, le prix quand on est seul (par exemple, le trajet pour aller seul à Anvers pendant une journée est plus cher que le train).

Et le dernier inconvénient, c'est de devoir planifier et réserver à l'avance.

Les « plus », c'est de ne plus s'emmerder avec les entretiens, le parking, l'assurance, et au final ça coûte moins cher qu'une voiture toute l'année.

Mais partir un petit week-end à la mer à l'improviste pourrait être compliqué.

Après, ils proposent toujours des alternatives. Le site est pas mal fait.

Gilles

Bonjour, j'utilise Cambio depuis 18 mois et je serai ravi de témoigner en cas de besoin.

Alan

Bonjour Claude, j'ai tout essayé : Cambio, Poppy, ZenCar, DriveNow, UbeeQo, ZipCar... Certains ont disparu et Cambio m'a hélas blacklisté, ce qui me chagrine.

Bibiane

Salut Claude, j'ai utilisé Cambio pendant 3 ans environ, tant que j'habitais à Bruxelles. Mais bon, je vois que tu as déjà eu beaucoup de réponses ;-).

Isabelle

Nous on utilise Cambio depuis janvier 2022.

Didier

Bonjour Claude... Presque 8 ans que nous avons abandonné notre voiture pour Cambio... Outre la somme de départ de 500 à 750 € (caution pour les cas d'accident) en fonction du type de contrat que tu choisis... la réservation se fait via ton téléphone... je te conseille d'anticiper de plusieurs jours ta réservation la prise en main est « simple » (contrôle de l'état du véhicule... appel à la centrale via l'ordinateur de bord...).

Cela me coûte 11,50€ par mois plus les factures lors d'utilisation. Le service contact client fonctionne parfaitement et rapidement.

À bientôt Mes amitiés Didier

<https://www.asymptotique.be/je-fais-mon-coming-outo/>

Des riverains mobilisés contre l'extension de la carrière de Beez



Un collectif de « sauvegarde du Mont de Beez » a manifesté ce matin devant le cabinet de la ministre Tellier, à Namur. Il entendait ainsi protester contre l'octroi par la Région wallonne du permis d'extension de la carrière de Beez Sagrex. En 2021, la société Sagrex avait en effet introduit une demande de permis unique pour l'agrandissement de la fosse d'extraction vers l'Est, c'est-à-dire au plus proche des habitations. D'après les riverains, 50 maisons environ se trouveront directement en bordure de celle-ci mais 300 autres seront également touchées. Ils soulignent les risques encourus pour la stabilité des bâtiments ainsi que l'impact plus global sur la qualité de vie, poussières, bruit etc.

Lors de l'enquête publique, le collectif avait déposé un dossier de 35 pages et l'ASBL de protection de l'environnement Ramur, transmis un inventaire de la faune et la flore présentes sur le site. Les riverains considèrent en effet que « les grands principes politiques de l'environnement et du développement durable sont bafoués avec l'octroi de ce permis qui ne prend absolument pas en compte la gestion des ressources non renouvelables que sont la roche et l'eau, la préservation de la faune et la flore présentes sur ce site, montrant un mépris total pour cet écosystème et la biodiversité du site ».

En manifestant devant le cabinet de la ministre, les riverains disent attendre de la ministre Céline Tellier « qu'elle honore sa position d'écologiste... et d'elle qu'elle prenne ses responsabilités afin de préserver le site de Beez ».

Véronique FOUYA, RTBF, 29 juin 2022

Du rêve à la communauté

L'habitat groupé au Champ d'Alévie



Les membres de l'habitat groupé Champ d'Alévie, photo : Carole Detroz

Le Champ d'Alévie, à Ottignies, est un petit habitat groupé niché au creux d'un bois et bordé de potagers luxuriants. Le projet, qui fête ses dix ans, a réussi à s'intégrer harmonieusement dans son environnement. Deux habitantes nous racontent leur trajet vers la vie en communauté.

« Et si on commençait par faire le tour des (co)propriétaires ? » Anouk me guide entre les potagers communs et les petits jardins, sur les sentiers fleuris qui sillonnent la colline où a été érigé cet ensemble de quatre habitations. On croise Fred, son mari, qui nettoie la cabane du grand potager. Et aussi Monica, débroussailleuse à la main, qui dégage les abords du verger, entretenu quant à lui par deux moutons. Une ribambelle de poules nous observe avec curiosité.



Habitat groupé Champ d'Alévie, photo : Carole Detroz

Harmonie avec la nature

Délimité par la lisière du petit bois de l'Escavée, serti d'une couronne de potagers et de fruitiers parsemée de friches ensauvagées, le quartier du Champ d'Alévie laisse transparaître le souci qu'ont ses habitants d'intégrer harmonieusement leur habitation à leur environnement.

« Pour nous, souligne Anouk, c'était important de tenir compte de la nature et de son "petit peuple" sauvage ». Les toitures végétalisées aux courbes arrondies semblent acquiescer.

Grâce à la solidarité et aux échanges, l'habitat groupé rend possibles des choses qui ne le seraient pas autrement.

Autre particularité : *l'équilibre entre espaces communautaires et privés*, qui préserve un mode de vie plutôt traditionnel, avec quatre habitations séparées, dotées de jardinets attenants. « Au départ, nous étions trois familles avec de jeunes enfants. Nous avons tous et toutes le souhait de partager un espace et des activités, tout en conservant une vie de famille indépendante ».

7 ans de réflexion

Comment le projet est-il né ? Anouk raconte : « Tout commence avec deux couples d'amis, qui rêvent d'un habitat groupé ». Ils sont bientôt rejoints par une troisième famille. Différents terrains sont envisagés, certains pouvant accueillir une communauté plus large. « Finalement, nous trouvons ce petit terrain en Brabant wallon, proche de nos lieux de vie et de travail. » Au total, 7 ans se sont écoulés depuis les premières discussions. Les choses s'accélérent alors brutalement. « Il a fallu rapidement compléter l'effectif, avec l'arrivée de Jean-François, qui occupe le quatrième logement, et finaliser l'offre. »

Entre le rêve et sa concrétisation, il faut faire face à des hauts et des bas. « L'année de la construction a mobilisé toute notre énergie », avoue Anouk. Au menu : imprévus en cascade, différend avec la commune, réunions urgentes, stress et, finalement, explosion des budgets. « Il a donc fallu se retrousser les manches, tout cela en plus de nos emplois et des enfants. »

Plus de diversité et d'échanges

Une fois passé le stress de la construction, les aspects positifs n'ont pas tardé à émerger. « Peu à peu, un équilibre s'est créé et des projets communs se sont mis en place », indique Anouk. Monica, qui nous a rejoints autour de la table de pique-nique commune, confirme : « C'est du travail, il y a des discussions et des tensions, mais finalement, c'est très enrichissant.

Pour nous, c'était important de tenir compte de la nature et de son « petit peuple » sauvage.

Anouk Pavy : « Personnellement, je travaille au contact de décideurs politiques. Comme beaucoup de gens, j'avais tendance à les accuser de tous les maux. L'habitat groupé m'a fait réaliser combien il est difficile de prendre des décisions et d'avancer en communauté. Mais cela vaut vraiment la peine. On apprend la persévérance et la résilience ».

« Grâce à la solidarité et aux échanges, l'habitat groupé rend possibles des choses qui ne le seraient pas autrement », poursuit Monica. En ce moment, elle accueille avec son mari deux Ukrainiennes, mère et fille, qui seront bientôt trois : « La jeune femme doit accoucher d'un jour à l'autre, peut-être aujourd'hui ! ». Anouk : « Nous nous sommes réparti les tâches : certains s'occupent des aspects administratifs, d'autres des rendez-vous médicaux, etc. » Même les voisins participent en apportant leur soutien. Car cet îlot de verdure n'a rien d'une île : « la dynamique du groupe a fait tache d'huile dans le voisinage », se réjouit Anouk.



Habitat groupé Champ d'Alévie, photo : Carole Detroz

Maisons bioclimatiques

En matière de construction, l'accent a été mis sur les aspects écologiques. « Nous avons opté pour des maisons bioclimatiques, avec de larges ouvertures au sud et très peu au nord, de façon à maximiser l'apport de lumière et minimiser les pertes de chaleur », explique Anouk. Une isolation performante à base de matériaux écologiques et des panneaux solaires complètent le dispositif. « Nous nous chauffons peu et seulement au bois ».

L'habitat groupé m'a fait réaliser combien il est difficile de prendre des décisions et d'avancer en communauté. Mais cela vaut la peine. On apprend la persévérance et la résilience.



Photo : Carole Detroz

Pour le financement, le choix de la Banque Triodos s'est d'emblée imposé. « C'était évident pour nous », se souvient Anouk. « Cela n'avait pas de sens de s'adresser à une autre banque, d'autant que Triodos est l'une

des rares banques qui accueille favorablement les projets d'habitat groupé. » Monica complète : « Nous avons même bénéficié de *taux réduits pour certains aménagements*, comme l'isolation, les panneaux solaires et le système écologique d'épuration des eaux ».

70 kilos de fraises, 100 kilos de tomates

Finalement, on peut dire que le projet porte ses fruits. « De juin à octobre, notre famille est quasiment autonome pour ses légumes et je produis de l'ail pour toute l'année », estime Monica. « L'an dernier, nous avons récolté 70 kilos de fraises. Et l'année d'avant, 100 kilos de tomates. Sans compter les courgettes, les bettes, et j'en passe ».

Quant aux nombreuses poules pondeuses, elles ont une place très spéciale dans le cœur des habitants, qui semblent les considérer comme des membres à part entière de la communauté. « Par le biais de l'association « Les poules heureuses » (sic), nous rachetons nos poules avant qu'elles soient envoyées à l'abattoir, pour un prix très modique. Nous leur donnons ainsi une seconde vie, elles sont vraiment bien chez nous. »

Rencontre 28 juin 2022 par Martin COLLETTE (Triodos)

https://www.triodos.be/fr/articles/2022/lhabitat-groupe-au-champ-dalevie?utm_source=&utm_medium=email&utm_term=&utm_content=Habitat-group%C3%A9-%3A-du-r%C3%AAve-%C3%A0-la-communaut%C3%A9&utm_campaign=220628-TBBBE-FR-ENEWS-juin-Particuliers

Aurélien Berlan : « Nous sommes totalement à la merci des grandes entreprises qui nous nourrissent »



Photos : Thomas Baron

*Tout le monde se réclame de la liberté, mais bien peu arriveraient à la définir précisément. La liberté, n'est-ce pas faire ce qu'on veut dans l'enceinte de sa vie privée ? N'est-ce pas jouir sans entrave de ses droits, de ses biens et de ce que la société a à nous offrir ? N'est-ce pas être délivré par les autres et par les machines de tout ce qui est fastidieux et gris dans l'existence ? Oui, du moins selon sa conception moderne. Or, dans *Terre et Liberté*, Aurélien Berlan met en lumière à quel point cette conception-là de la liberté est mutilée et mutilante. Plutôt que de chercher la délivrance vis-à-vis du monde matériel, ce philosophe et agriculteur nous enjoint plutôt à retrouver notre autonomie politique et matérielle, à voir que ce qui nous fait vivre nous rend également libres.*

Pourriez-vous revenir sur la notion de liberté et ses métamorphoses au cours des derniers siècles ?

J'aime bien partir du célèbre discours tenu à Paris en 1819 par Benjamin Constant, *De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes*. Pour les Grecs anciens, la liberté consistait à participer à l'exercice du pouvoir et s'apparentait donc à la démocratie directe. À l'inverse, la bourgeoisie moderne, notamment anglaise, l'a conçue de manière plus individuelle, voire individualiste : être libre, c'est jouir d'un certain nombre de droits, notamment celui de ne pas s'intéresser à la politique, d'avoir une vie privée garantie par la Constitution. C'est cette conception libérale, qu'on peut résumer à l'inviolabilité de la vie privée, qui a fini par s'imposer au cours du XX^e siècle.

Qu'est-ce qui vous a poussé à remettre en question cette conception ?

Le travail que j'ai mené dans *Terre et Liberté* est parti de deux séries de remarques. D'une part, cette conception libérale semble avoir perdu de son évidence à l'heure où se généralise, dans une indifférence quasi générale, la surveillance électronique de masse. Dès lors, la question se pose de savoir ce qui alimente encore notre sentiment de liberté. D'autre part, un certain nombre d'intellectuels (Chakrabarty, Fressoz, Bonneuil...) ont pointé le fait que l'impasse écologique dans laquelle nous nous enfonçons était indissociable de la conception moderne de la liberté. Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Que notre incapacité à respecter les grands équilibres biologiques provient de notre attachement aux libertés publiques ? Qu'il nous faudrait donc des régimes éco-autoritaires ? Cette idée hante l'écologie depuis Hans Jonas (1903-1993), et on la retrouve

aujourd'hui dans les appels à décréter l'état d'urgence écologique, c'est-à-dire à donner les pleins pouvoirs à l'État.

Cependant, l'histoire des régimes autoritaires depuis deux siècles montre qu'ils n'ont pas fait preuve de plus de mansuétude à l'égard de la nature que les régimes dits libéraux. Le problème n'est donc pas l'inviolabilité de la vie privée. En creusant, je me suis rendu compte que derrière cette vitrine institutionnelle de la liberté des Modernes, il y avait une strate plus profonde qui se situait plutôt sur le plan existentiel ou matériel de la vie quotidienne. Ici, être libre signifie être délivré d'un certain nombre de contraintes ou de nécessités de la vie quotidienne : avoir à construire son logement, à produire ses aliments, à faire la lessive, le ménage, la vaisselle, etc. On n'est libre que quand on est complètement délivré de toutes ces tâches jugées pénibles et ennuyantes, ou quand on les a derrière soi et qu'on peut enfin se consacrer à des activités plus réjouissantes. Cette conception de la liberté comme délivrance traverse toute la modernité. Elle est implicitement partagée par la plupart des penseurs modernes, de gauche ou de droite. Mais le problème avec cette liberté-là, c'est que du moment où l'on veut être déchargé de certaines tâches, il n'y a pas trente-six solutions : il faut les faire faire par quelqu'un d'autre, ou encore par des machines ou des robots. C'est ainsi que l'on aboutit à un système d'exploitation de la nature et des êtres humains qui nous conduit dans le précipice écologique que l'on connaît.

Cette opposition que fait Constant entre liberté des Anciens et des Modernes n'est-elle pas un peu schématique ? On peut trouver chez Étienne de La Boétie une vision de la liberté comme refus de la servitude, ou bien chez Tocqueville comme emploi du libre arbitre, par exemple...

Elle est bien sûr schématique dans la mesure où le désir de participation politique n'a pas disparu à l'âge moderne, loin s'en faut. Mais son pire défaut est de cantonner la réflexion sur un plan purement institutionnel, en masquant le versant existentiel de la liberté où il y a une certaine continuité entre les Anciens et nous : l'aspiration à la délivrance matérielle des bourgeoisies modernes prolonge celle des aristocraties antiques, sauf que le salariat a remplacé l'esclavage. C'est cette aspiration que j'ai cherché à mettre en évidence, car elle nous traverse toutes et tous, en dépit des problèmes qu'elle pose.

Sur le côté existentiel ou « psychique », il y a tout de même certains penseurs qui se sont approchés de cette idée. C'est le cas de Tocqueville qui, lorsqu'il décrit les individus égaux sous la tutelle de l'État, s'inquiète de leur désir d'être délivré du « trouble de penser et [de] la peine de vivre ».

Tout à fait, et j'en parle lorsque je fais allusion à l'essai de Kant *Qu'est-ce que les Lumières ?* (1784). Selon lui, les Lumières se définissent par le courage de penser par soi-même. L'obscurantisme viendrait de notre paresse et de notre lâcheté : elles nous conduisent, pour savoir ce que l'on doit faire, à nous en remettre à notre directeur de conscience, à notre médecin ou à des livres – on parlerait aujourd'hui des médias, du président ou des experts. Kant invite à nous libérer de leur tutelle et à oser penser par nous-mêmes. Le fait de penser par soi-même reste une valeur cardinale de notre culture, mais l'on sous-estime le nombre de facteurs qui incitent à nous décharger de cette tâche sur d'autres.

Quant à Tocqueville, juste après le passage que vous citez, dans le second volume de *La Démocratie en Amérique* (1840), il défend une idée qu'on a trop négligée : l'autonomie intellectuelle et politique dépend de l'autonomie matérielle. Il s'interroge ainsi : comment penser que des gens qui ne sont pas libres dans les « petites affaires » du quotidien, puisqu'ils sont pris en charge de manière bureaucratique par un État tutélaire, pourraient faire les bons choix dans les « grandes affaires » de la politique ? Une fois pris en charge sur le plan matériel, on est forcément pris en main sur le plan politique. Dès lors, si la liberté ou la démocratie se définit par l'autonomie intellectuelle et politique des citoyens, elle est contredite par la perte d'autonomie sur le plan de la vie quotidienne, matérielle.

« Liberté libérale » = ne pas faire soi-même certaines choses = le faire faire par quelqu'un d'autre = asservissement systématique. Ce serait donc cela, le fil rouge des 200 dernières années ?

Et même des 2 500 dernières années ! Chez les Grecs, la liberté présentait déjà deux visages : d'un côté, elle impliquait avec l'*isonomia* et l'*isegoria* l'égalité devant la loi et l'égalité participation aux activités politiques ; de l'autre, on estimait que cela supposait d'être délivré des nécessités matérielles liées à la sphère domestique, et donc d'avoir des esclaves et d'autres subordonnés exclus de la participation politique. L'exigence d'égalité juridico-politique entre citoyens reposait ainsi sur une inégalité radicale entre eux et les autres (esclaves,

ilotes, femmes, métèques). La promesse de la modernité a été de dépasser cette conception antique de la liberté, qui en faisait le privilège d'une petite minorité, pour offrir la liberté à tous.

Mais cette promesse est contredite par la poursuite de l'idéal de délivrance : rapidement, une minorité ploutocratique a mis en place les mécanismes de marché lui permettant de faire faire à d'autres ce que les Grecs faisaient faire à leurs esclaves : à des ouvriers, à des domestiques, à des serviteurs salariés. Ont émergé ainsi d'autres modalités plus subtiles du « faire faire », d'autres moyens de mettre les autres « à son service ». Alors que la domesticité avait peu à peu disparu au cours du XX^e siècle, aujourd'hui on assiste à son retour en force sous diverses formes : les « services à la personne », bien sûr (rappelons que le mot « service » est issu de la même racine latine qui a donné « servitude » et « serviteur »), mais aussi toute une série de néodomesticités assistées par ordinateur, typiquement les livreurs qui « délivrent » les gens d'avoir à cuisiner et à passer chez le traiteur, lesquels n'ont plus qu'à commander « en un clic ».

Pourquoi tous les projets politiques ou presque de la modernité ont-ils communié dans ce désir de délivrance ? Notamment à gauche, dans le marxisme, qui n'est pas aveugle au fait que la liberté de l'un repose sur l'asservissement de l'autre...

Un certain nombre d'intellectuels ont vu la contradiction entre la promesse de liberté universelle et l'asservissement que suppose l'identification de la liberté à la délivrance, et ils ont tenté de la résoudre. Dès le XVII^e siècle apparaît l'idée qu'il faut asservir la nature pour ne plus avoir à asservir d'autres êtres humains, par exemple chez Bacon dans *La Nouvelle Atlantide* (1627) et le *Novum Organum* (1620), ou bien chez Descartes dans le *Discours de la méthode* (1637), où il formule le projet de nous rendre comme « maîtres et possesseurs de la nature » grâce à la technique et la science. À l'époque, ce projet relevait du pur et simple fantasme. Mais deux siècles après, avec la révolution industrielle, la promesse d'une délivrance universelle va commencer à sembler plausible.

C'est alors que l'identification implicite, chez les libéraux, de la liberté à la délivrance va contaminer la gauche et devenir explicite chez Marx : la seule définition qu'il donne de la liberté, c'est le dépassement du règne de la « nécessité », c'est-à-dire des besoins fondamentaux et du travail nécessaire pour les assouvir. La liberté devient donc fonction du développement économique et industriel. Chez les libéraux comme chez les marxistes, cette conception aboutit au même projet : dominer la nature pour délivrer les humains des peines de la vie sur Terre. Mais cette conception extraterrestre de la liberté, qui suppose au fond le dépassement de notre condition terrestre (le transhumanisme est le dernier avatar, fanatisé, de la quête de délivrance), est incompatible avec la fragilité de notre planète.

Certaines traditions politiques ont-elles échappé à ça ?

Face à cette conception de la liberté, il y en a toujours eu une autre, plus souterraine. J'aime dire que la liberté-délivrance domine dans les textes de la philosophie, mais que la *texture* des modes de vie populaires et des luttes que les classes populaires ont menées pour leur émancipation, si on prend la peine de la décrypter, témoigne d'une tout autre idée : la liberté comme autonomie. Les combats pour l'accès à la terre ou la défense des biens communs traversent les classes populaires du monde entier, depuis la lutte contre les *enclosures* jusqu'à la défense des forêts par les femmes du mouvement Chipko en Inde. Car lorsqu'on se bat pour l'accès à la terre, on se bat pour l'accès aux ressources qui nous permettent de *prendre en charge nous-mêmes nos nécessités*, non pas d'en être délivrés. On peut relire l'histoire de la pensée à l'aune de cette opposition entre délivrance et autonomie.

Si la liberté-délivrance domine les grands textes de la philosophie, on y retrouve aussi des traces de la liberté-autonomie, du moins jusqu'à la révolution industrielle. Elle est notamment présente dans la pensée antique (l'épicurisme et le stoïcisme) ainsi que dans la tradition républicaine de Machiavel et même lors de la révolution américaine, avec sa valorisation de la petite paysannerie indépendante et son refus des armées de métier au profit d'une prise en charge de la défense collective par les citoyens eux-mêmes. Mais à partir du XIX^e siècle, la valorisation de l'autonomie disparaît des textes philosophiques, ou du moins s'estompe très fortement.

Il y a tout de même la tradition libertaire qui entretient à la marge cette idée d'autonomie...

C'est vrai, mais dans le monde de la philosophie ou de la théorie politique, l'omerta règne. C'est seulement avec le mouvement de l'écologie politique dans les années 1970 que l'idéal d'autonomie va ressortir des marges dans lesquelles il avait été relégué.

Pourquoi la délivrance a-t-elle tant pris le pas sur l'autonomie ?

Parmi les groupes sociaux particulièrement intéressés par la possibilité d'être délivrés des tâches matérielles de la vie quotidienne, il y a les intellectuels. J'en sais quelque chose : pour écrire ce livre, j'ai parfois eu besoin d'être déchargé d'un certain nombre de tâches du quotidien, même si j'ai préféré prendre mon temps (une dizaine d'années !) pour continuer malgré tout à participer à la production des conditions d'existence commune. Or, notre civilisation accorde une grande importance aux intellectuels. Pas étonnant donc que la délivrance ait fini par dominer notre imaginaire de la liberté...

Cela vaut aussi pour la classe politique, militaire...

Toutes les classes dominantes. Mais ce lien entre la condition intellectuelle et le désir d'être délivré des nécessités de la vie est la raison pour laquelle cette conception est implicitement présente chez la plupart des grands penseurs de la liberté. Même un penseur comme André Gorz, qui a défendu l'idée d'« autonomie existentielle » comme capacité des individus et des communautés à prendre en charge leur vie quotidienne, s'est laissé rattraper à la fin de sa vie par le fantasme industrialiste de dépasser la nécessité.

Vous écrivez dans le livre que « l'industrialisme est la poursuite de l'esclavagisme par d'autres moyens ». Faut-il comprendre qu'une société agraire ou artisanale serait notre unique perspective émancipatrice ?

Cette phrase a une dimension provocatrice. Elle vient conclure une analyse précise des implications sociales et (géo)politiques du développement industriel. On peut comprendre la fascination vis-à-vis de la puissance productive de l'industrie. Elle a fait espérer qu'on dépasse enfin le paupérisme, les inégalités et même les dominations, parce qu'on pensait que ces dernières étaient basées sur la rareté. En dépassant la pénurie, on escomptait donc réussir à créer une société sans classes. Mais tous les théoriciens savaient aussi ce que supposait l'industrialisme : une division de travail très claire entre les simples ouvriers et les ingénieurs et autres gestionnaires qui organisent le travail d'exploitation de la nature.

Le théoricien libéral Charles Dunoyer (1786-1862), réfléchissant à cette division, notait alors quelque chose d'évident : tout le monde voudra être ingénieur et personne ne voudra être simple manoeuvre. Pour que l'industrie se développe, il en concluait logiquement qu'il faut faire en sorte qu'une partie des classes populaires n'aient d'autre choix que d'accepter le travail de manoeuvre, ce qui suppose de les déposséder de tout pour les y contraindre. L'industrialisme suppose donc la division de la société en classes. En ce sens, il implique bien une forme d'esclavagisme, non pas au sens d'un statut juridico-politique mais du « travail d'esclave », celui dont personne ne veut – et c'est ainsi que le salariat industriel a été ressenti par les ouvriers au début, comme un nouvel esclavage.

Un autre argument va dans le même sens : la production industrielle suppose des quantités colossales de matières premières, et notamment d'énergie, pour faire tourner les machines et remplacer les bras humains ou les animaux. Parce que dans les pays industrialisés, il devenait de plus en plus difficile de s'en procurer suffisamment ou de trouver la main-d'œuvre prête au travail d'esclave que cet extractivisme suppose, on s'est mis à délocaliser cette production de matières premières à l'étranger. Mais vu l'importance stratégique de ces ressources, il a fallu en sécuriser l'approvisionnement, ce qui a poussé à vassaliser des pays et même des continents entiers. Ici, l'esclavagisme est géopolitique et prend la forme de l'impérialisme. Faut-il conclure de ces faits indéniables qu'il faut bannir toute forme d'industrie ? C'est une question délicate qui dépasse le champ de la philosophie.

Mon propos n'est pas de proposer un « projet de société », mais de faire réfléchir aux contradictions de notre imaginaire de la liberté, en mettant en évidence les formes de domination (internationales et intranationales) que suppose le développement industriel censé nous délivrer de la nécessité, et d'inciter à renouer avec un autre imaginaire. Ceci dit, même si on le jugeait souhaitable, on ne reviendra pas au monde préindustriel, ne serait-ce que parce qu'il faut gérer l'héritage toxique (déchets nucléaires, pollution généralisée, etc.) de deux siècles d'industrialisme forcené. Il s'agirait plutôt d'aller vers une société post-industrielle au sens d'Ivan Illich, où il y aura encore des formes d'industrie, mais où l'on essaiera d'atténuer au maximum les formes de domination sociale qui sont intrinsèques au système industriel.

Du moment où il y a une ville et un développement industriel minimum, difficile d'imaginer que personne ne soit chargé de ramasser les poubelles des autres... Si l'on part de l'idée qu'il y a nécessairement certaines formes de domination attachées à toute division du travail, peut-on les atténuer ou les compenser d'une autre manière ? Par une réduction du temps de travail pour les métiers plus aliénants, par exemple, ou d'autres formes de récompense ?

C'est une option possible. Une autre est celle imaginée par Gorz dans les années 1970. Sa critique radicale des méfaits du monde industriel ne le conduisait pas à nier le potentiel émancipateur de certains produits industriels, comme le vélo qui est un puissant vecteur de liberté puisqu'il permet d'émanciper ses usagers de l'un des pires aspects des sociétés traditionnelles, l'étouffement communautaire, à un coût écologique dérisoire par rapport à la voiture. Pour éviter toutefois de reproduire la domination de classe que suppose l'industrie, Gorz proposait de mettre en place, à l'image du service militaire, une sorte de service civique industriel où l'on consacrerait un an ou deux de sa vie à ces tâches que personne n'a envie de faire à vie, notamment dans le secteur industriel. En tant que jeune homme ou jeune femme, on aurait donc à payer notre tribut au potentiel d'émancipation qu'il y a effectivement dans certaines productions industrielles, puis, le reste de notre vie, on pourrait se consacrer à des tâches moins aliénantes de production, de subsistance, de réflexion, etc.

On entend aussi parfois l'idée que chacun, quel que soit son métier, devrait consacrer disons quelques jours par mois à des tâches utiles à la collectivité et peu valorisantes...

C'est une autre option intéressante, qui renoue avec de vieilles pratiques agricoles. Car dans l'agriculture, il y a parfois besoin d'énormément de travail sur un temps très court, par exemple pour les moissons ou les fenaisons. Quand les foins sont mûrs, il faut les faucher, les faire sécher et les rentrer avant la prochaine pluie. Comment faisait-on avant la généralisation du tracteur ? Eh bien, tout le monde venait aux champs. Jusque dans les années 1950, c'était un geste tout à fait commun pour les artisans qui avaient un ancrage rural de laisser tomber leurs chantiers aux mois de mai et de juillet pour aller aider leurs cousins, leurs parents, leurs grands-parents à la ferme. Et il ne s'agissait pas seulement d'une corvée : c'était un bon prétexte pour se retrouver et faire la fête. Cela pourrait être émancipateur, ou du moins délassant, même pour un philosophe comme moi ou un journaliste comme vous, de prendre deux ou trois semaines par an pour sortir de notre routine, si confortable soit-elle, et contribuer à la production des conditions de vie de tous.

Comment définir précisément l'autonomie ?

Je la définirais comme une capacité de prise en charge des nécessités de la vie quotidienne. Il s'agit d'une conception collective de la liberté, dans la mesure où personne ne peut faire cela tout seul. Mais le projet d'autonomie suppose aussi une réflexion critique sur l'échelle souhaitable des formes d'organisation collective. Dans mon enquête sur les usages du mot « autonomie », j'ai remarqué qu'il pose toujours une question d'échelle, que ce soit lorsqu'on parle de l'autonomie des villes par rapport à l'État, de l'autonomie de l'artisan par opposition au travail aliéné dans la grande industrie, ou des groupes politiques autonomes qui veulent s'affranchir des restrictions qu'impose l'intégration au sein de grands partis ou de grands syndicats. Derrière le terme « autonomie », il y a en fait la revalorisation des échelons inférieurs ou intermédiaires d'organisation collective. Ce qui se joue, c'est la préservation d'une forme de liberté, de capacité d'action, liée au fait de s'organiser « à échelle humaine ». Autrement dit, l'autonomie contredit l'élargissement des formes d'organisation, qui entraîne la concentration du pouvoir dans des instances toujours plus éloignées de nous.

À propos de l'État moderne, vous l'évoquez dans le livre comme le fruit de l'unification « du pouvoir nourricier et du pouvoir policier ». Une définition minimale de l'autonomie serait donc cela : qu'un groupe, un collectif, un quartier ou une ville puisse s'assurer de son pouvoir nourricier et de sa capacité à protéger ses moyens de reproduction, de subsistance ?

Tout à fait. C'est aussi le refus des dépendances asymétriques. Car l'autonomie, ce n'est pas l'indépendance, mais un certain type d'interdépendances. C'est le refus des dépendances qui nous mettent à la merci de ceux dont on dépend. Par exemple, aujourd'hui, à titre individuel ou collectif, nous sommes totalement à la merci des grandes industries qui nous nourrissent ou nous fournissent en énergie. Et cela entrave notre liberté. Avec la crise ukrainienne, on voit bien à quel point notre dépendance énergétique envers la Russie nous prive de nos capacités d'action et d'initiative.

Mais ce qui est vrai à l'échelle d'une nation l'est aussi à l'échelle des individus. Que l'on songe aux paysans totalement dépendants d'une coopérative ou d'un groupe industriel, que ce soit pour se fournir en intrants ou pour écouler leur production : ils sont pieds et poings liés, forcés d'accepter des prix de vente qui ne remboursent pas leurs frais. Quand on parle d'autonomie alimentaire aujourd'hui, le but est bien de réduire notre dépendance à l'égard d'un système agro-industriel sur lequel on n'a aucune prise, en dépit de ses méfaits avérés. Et ce faisant, il s'agit aussi de gagner en liberté et en sécurité alimentaire. C'est en partie ce que cherchent les gens qui font leur potager !

Quel est votre mode de vie aujourd'hui ?

En 2008, après ma thèse sur les pathologies sociales engendrées par la révolution industrielle, j'ai fait un pas de côté et me suis installé à la campagne pour y développer des formes d'autonomie. À l'époque, je n'avais pas les idées aussi claires, mais j'avais l'intuition qu'il fallait que je sorte du cadre urbain pour atténuer ma dépendance envers la méga-machine et continuer à développer librement ma critique du monde industriel. Car lorsqu'on est vitalement dépendant d'un système, on se soumet aussi intellectuellement à lui : comme le rappelle le dicton, « On ne mord pas la main de celui qui vous nourrit ». Je me suis installé à la campagne avec des copains, des copines, et on a commencé à mettre en place des formes d'entraide pour construire nous-mêmes nos habitats, cultiver des pommes de terre, des oignons, faire nos potagers et nos conserves, et développer plein d'autres activités de subsistance et formes d'autonomie.

Bien sûr, cette autonomie est toute relative : il y a plein de choses que nous ne faisons pas nous-mêmes, à commencer par les céréales. Mais le but n'est pas d'être autarcique : c'est plutôt de reprendre confiance dans notre capacité à vivre autrement que sous perfusion du supermarché industriel mondial. Retrouver ces marges d'autonomie m'a donné une immense liberté : ayant moins besoin d'argent pour vivre, j'ai eu moins besoin de vendre ma force de travail pour « gagner mon pain » et j'ai donc pu me permettre de refuser plein de boulots qui ne me satisfaisaient pas. En outre, cela m'a donné énormément de liberté intellectuelle – celle qu'il fallait pour m'émanciper de l'imaginaire dominant de la liberté.

Car j'ai pu prendre de la distance vis-à-vis de tous ces « grands textes » philosophiques sur la liberté, identifier ce point aveugle qu'était la question de la délivrance et comprendre toute la force intellectuelle qu'on peut tirer de cette forme de vie plus autonome. Car quand on a pris l'habitude de tout faire faire par des « pros », de la maison que l'on habite à la nourriture que l'on mange, pourquoi ne pas nous en remettre aussi, sur le plan intellectuel, aux « experts » que les puissants de ce monde désignent pour nous guider ?

Biographie

Aurélien Berlan est docteur en philosophie. Après sa thèse soutenue en 2008, il s'installe à la campagne pour renouer avec des pratiques de vie autonome, tout en participant au groupe Marcuse (Mouvement autonome de réflexion critique à l'usage des survivants de l'économie) et au collectif technocritique Écran Total.

À propos de l'auteur



Philippe VION-DURY, Rédacteur en chef de Socialter, publié le 30 juin 2022
(Socialter. Comment nous pourrions vivre)

L'Atelier Paysan : le refus de rester impuissants



Photos : Quentin Bassetti

Depuis une décennie, l'Atelier paysan essaime auprès du monde agricole sa critique du machinisme et de l'inégalité d'accès à l'alimentation de qualité. Par des ateliers de formation pour concevoir un équipement agricole low-tech et des sessions visant à politiser et imaginer des actions communes, la coopérative met en œuvre son leitmotiv : sortir de l'impuissance.

Ici, même la rouille est politique. Pour Nathalie Urien, paysanne de 42 ans, elle est aussi pratique : « *La peinture, c'est très désagréable quand il faut réparer* ». Il ne faut donc pas s'arrêter à l'apparence des machines qu'elle entrepose sous une serre de sa ferme de Saint-Guyomard, village du Morbihan entre Vannes et Ploërmel. Dérouleuse, bineuse, cultibutte : jusqu'en 2016, ces noms étaient lointains pour les Urien. Elle était diététicienne ; lui travaillait dans une scierie. Mais il y avait ces 30 hectares de la ferme des parents à reprendre – ou pas. Trois envies traversent alors le couple : faire du bio, être autonome et travailler chez soi. « *Je voulais revenir à la base, faire quelque chose d'éthique* », explique Nathalie. Ses parents ne faisaient que de l'élevage ; elle se tourne vers le maraîchage. Aujourd'hui, l'activité n'occupe que deux hectares, mais représente les deux tiers des revenus – le reste est pour sa quarantaine de vaches.

[...]

Une chaleur tropicale s'échappe lorsque Nathalie entrouvre la serre. En ce début d'avril, au « Panier du Glouby », on cultive des poireaux, du fenouil, des carottes et de la mâche. L'essentiel s'écoule en vente directe à la ferme, trois fois par semaine ; le reste dans des circuits locaux. Cinq ans après l'installation, l'affaire tourne : un apprenti et un saisonnier en plus l'été viennent renforcer l'équipe, le couple s'offre même un jour de repos hebdomadaire et des vacances.

Retour cinq ans en arrière, en 2017 : la reprise des terres familiales actée, le projet de maraîchage prend forme sur le papier. Mais comment mettre en pratique cette envie d'autonomie à laquelle le couple aspire ? Nathalie adopte alors les principes de l'Atelier paysan, coopérative d'autoconstruction qu'elle a découverte quelques mois plus tôt, dans un salon agricole. La promesse : fabriquer soi-même des machines moins onéreuses et surtout réparables, directement adaptées à ses besoins.



Les Urien avaient déjà bâti leur maison. Ils savaient travailler le bois – pas le métal. « *Fabriquer mes outils me faisait peur, c'était un peu une utopie* », se souvient-elle. Avant les machines, c'est la technique agronomique emblématique de l'Atelier paysan qu'elle choisit d'appliquer : la planche permanente. Concrètement, des buttes de terre légèrement surélevées et larges d'un mètre vingt, séparées par des allées pour circuler. La méthode repose sur un principe – « *Tu cultives où tu ne roules pas, tu ne roules jamais où tu cultives* » – dont le bénéfice est de préserver le sol et son équilibre. Mais aussi d'économiser de l'énergie, puisque la terre ne nécessite pas d'être décompactée, comme c'est le cas quand elle est tassée par un tracteur. L'Atelier paysan est né en 2009 de l'envie de diffuser cette nouvelle méthode et l'équipement qui permet de la pratiquer. Outils, machines, bâtiments : la coopérative recense et diffuse le savoir sous licence libre et se met à accompagner des maraîchers, éleveurs, viticulteurs, boulangers. Aujourd'hui, la coopérative forme chaque année quelque 500 personnes à travers une soixantaine de stages.

« *Le formateur vient avec les plans et commande en amont les matériaux. On fait soi-même le perçage, la découpe et les soudures* », raconte Nathalie Urien, qui a construit elle-même les deux tiers de son équipement. Les sessions sont collectives et permettent de s'entraider. « *On est indépendants des industriels, alors le champ des possibles est grand.* » Elle a commencé par le cultibutte, la machine qui permet d'aérer le sol : une semaine, 2 000 euros, matériaux et formation compris. Elle a continué avec la buteuse, nécessaire pour créer les planches, puis la dérouleuse à plastiques. Elle a aussi refait les roues de sa bineuse et ajouté un triangle d'attelage. Le dernier arrivé est un épandeur à fumier. La maraîchère n'a peint aucune de ses machines : la rouille tromperait presque sur leur solidité extrême.



« Très grosse claque »

À 150 kilomètres au nord, dans le Finistère, un membre de la coopérative nous donne la clef de ce choix étonnant : *« Il y a une volonté de ne pas peindre les machines, car les couleurs servent à identifier les marques. »* Incompatible avec les valeurs de l'Atelier paysan, qui a radicalisé sa démarche avec les années. *« La politisation est venue petit à petit. D'une première envie de se réapproprier les outils, le discours a mûri car nous avons peur de devenir une offre d'agroéquipement comme une autre et de nourrir un consumérisme alternatif »*, se rappelle quant à lui Vincent Bratzlawsky, à l'époque embauché comme ingénieur pour réaliser les plans. Aujourd'hui paysan-herboriste, il a été le premier salarié de l'organisation. Si les deux hommes se retrouvent ensemble dans une ferme de Kervelly, un hameau des Monts d'Arrée, c'est justement pour faire de la politique. Et, plus précisément, du colportage politique. Car l'Atelier paysan revendique de *« mener la "bataille culturelle" par une approche d'éducation populaire »* et de vouloir instaurer un *« rapport de force »* politique.

En 2019, l'animateur-formateur Hugo Persillet a été recruté pour organiser ces sessions visant à *« colporter l'idée de transformation sociale »*. Dans le Finistère, l'affluence est belle : quatre-vingts personnes, sensibilisées aux thématiques portées par la coopérative mais pas toujours familières de son combat. *« Ensemble, paysans, mangeurs, reprenons la main sur la terre et ses fruits »*, voilà le thème de ces deux jours. La veille a été consacrée à partager le constat porté par l'Atelier paysan. Une demi-journée par thématique : la matinée pour détailler comment la fuite en avant technologique participe à l'asservissement du monde agricole ; l'après-midi pour l'alimentation. À rebours de l'éloge des alternatives bio, la coopérative porte un discours radical sur la façon dont cette nourriture de qualité est réservée aux riches et sert de caution à un système qui condamne la majorité à une nourriture industrielle. Ainsi, l'escalade technologique qui enchaîne les paysans et l'exclusion alimentaire des classes populaires ont en commun une même origine : un système agricole aux mains d'acteurs puissants, mus par le profit à tout prix.

« L'agriculteur est au centre de la production de valeur, il est sucé en amont par les géants de l'agro-industrie et en aval par les circuits de distribution », résume un participant de la veille à d'autres qui n'y étaient pas. *« Après le premier jour, on sent généralement un malaise »*, note Hugo Persillet. Et certains prennent même... une *« très grosse claque »*. La démonstration que les alternatives servent les industriels et la réalité de l'alimentation des pauvres leur montre que le problème est systémique : *« Ces personnes, parfois jugeantes avec les autres, comprennent alors qu'un cadre socio-économique les dépasse et arrêtent de penser que si tout le monde faisait comme elles, tout irait bien. »* Cette réaction est souvent très majoritaire, comme deux semaines plus tôt à Dijon. Pour ce cinquième colportage de deux jours, le public breton est plutôt jeune et déjà engagé. Hugo Persillet remarque que *« ce public trouve un réconfort dans le constat que les alternatives classiques sont inoffensives, et éprouve souvent une lassitude devant l'auto-satisfaction des organisations »*.



Nathalie Urien, paysanne de 42 ans formée par l'Atelier paysan : « Fabriquer mes outils me faisait peur, c'était un peu une utopie. »

« Le colibrisme, c'est dépolitisant »

La deuxième journée est consacrée à des ateliers dont l'enjeu sera d'imaginer des actions communes. L'objectif : « sortir du sentiment d'impuissance généré par la lucidité sur la situation », annonce Hugo Persillet à l'assemblée. Pour en sortir, il faut agir. Le formateur, qui avait fondé une Scop d'éducation populaire avant de rejoindre l'Atelier paysan, met en pratique son ingénierie du débat. La matinée doit déboucher sur des propositions, l'après-midi sur leur concrétisation. Sur le grand pré ensoleillé, les participants se disséminent à leur gré en trois cercles. À chaque table doivent s'élaborer des mesures sur un thème : socialiser l'alimentation – l'Atelier paysan défend une « sécurité sociale de l'alimentation » [...] ; développer un réseau d'entraide local sur l'agroéquipement ; entamer une désescalade technologique. La procédure est stricte. Un premier temps doit conduire à formuler le problème. Dans le cercle sur la désescalade, on pointe la taille excessive des fermes, mais aussi un imaginaire biaisé favorisant la technologie. « On ne sait pas dire le bénéfice de travailler à la main », lâche un participant.

Vient ensuite le moment de parler utopie. Dans l'idéal, ceux de la table sur l'alimentation imaginent un prélèvement public pour financer cette sécurité sociale nouvelle et un droit opposable du citoyen sur le sujet. On rêve même de « communisation des terres » et de « modèle Amish », mais sans la spiritualité. Enfin, le troisième temps est celui des propositions concrètes. Elles doivent être précises, circonstanciées. « Dire "Je change la loi", ce n'est pas "attrapable". Dire : "On monte un groupe pour aller voir le préfet", ça c'est une proposition », recadre Hugo Persillet. Dans le cercle sur l'entraide locale, on projette de lancer des « apéros paysans », et pourquoi pas en réinvestissant les lieux communs comme les salles des fêtes, ou encore de mutualiser les machines. Deux heures plus tard, une trentaine de feuilles de couleur – chacune représentant une table – sont épinglées par thématique au mur de la grande salle. Il s'agit à présent de procéder à un « arbitrage pragmatique » et d'imaginer comment les mesures survivantes pourront être mises en œuvre.

De retour sur l'herbe, sept groupes se forment. La table la plus fréquentée est aussi celle qui doit statuer sur le plus de propositions, traitant toutes d'action locale. On parle de désobéissance civile et d'intervention directe auprès des commissions de la Safer, chargées de répartir les terres et qui favorisent les gros acteurs. Une controverse naît sur l'idée de dresser une carte des sites agro-industriels bretons à cibler. Finalement, on s'entend pour programmer une assemblée générale. Certains proposent leur ferme, d'autres leur aide. L'objectif sera de fixer un calendrier d'action. Mais aussi de « prolonger le rassemblement », pour que l'énergie du colportage ne s'évapore pas une fois chacun rentré chez soi. Prendre conscience que le problème tient à un système réclame de lutter collectivement. « Le colibrisme, c'est dépolitisant s'exaspère Jean-Claude Balbot, sociétaire de l'Atelier paysan. Plutôt que chacun apporte son seau d'eau pour mourir en éteignant l'incendie, ce sont des casernes de pompiers qu'il faut construire ! »



Florian Marteau, 42 ans également, boulanger-paysan, s'enthousiasme pour le travail de la coopérative avec laquelle « t'as le droit de rêver, mais surtout de rêver et de faire : on est en mode utopie concrète ».

Rêver, et faire

Si les aspirants pompiers sont de plus en plus nombreux aux colportages, c'est que l'Atelier paysan a récemment franchi un cap. Conçu durant le confinement et publié en mai 2021 au Seuil, le livre-manifeste *Reprendre la terre aux machines* atteindra bientôt les dix mille exemplaires vendus. Il ramasse et approfondit la critique portée par la coopérative. « *Ce travail vertigineux a permis d'asseoir notre politisation* », s'enthousiasme Vincent Bratzlawsky. Jean-Claude Balbot et Hugo Persillet comptent parmi les auteurs. Tout comme Florian Marteau, dont la ferme de Carafray, où sont vendus du pain et des farines, se situe à dix kilomètres de celle de Nathalie Urien. L'homme de 42 ans, installé avec sa compagne et leurs trois enfants, incarne l'utopie d'autonomie et d'entraide revendiquée par l'Atelier paysan. Il nous reçoit dans son fournil encore chaud de la veille.

Avant de s'installer, Florian a eu mille vies. Apprenti sylviculteur, étudiant aux Beaux-Arts, forgeron, employé dans le BTP et les aéroports... Mais son « *envie agricole* » le travaillait depuis ado. En 2009, l'année d'installation est aussi celle de la naissance de son premier enfant. Treize ans plus tard, et après s'être relevé d'un incendie en 2018 qui a tout emporté, il a pu doubler les huit hectares. Il produit des semences « *collectées par le bouche-à-oreille* » ; cultive du blé, du seigle, de l'avoine, de l'épeautre ; et vend son « *produit de base à un prix de base* » en refusant toute étiquette marquée « bio ».

Son envie d'autonomie le conduit à ressusciter le passé. Dans sa meunerie, où trône une affiche à la gloire de Louise Michel, ses machines ne datent jamais d'après 1950. Car Florian veut tout fabriquer – ou, le plus souvent, tout réparer. « *J'ai une bibliothèque technique avec des bouquins d'avant la Seconde Guerre mondiale. À l'époque, ils collectaient plusieurs moyens de faire, pas une méthode unique.* » Et puis, les machines de jadis ont des finitions travaillées, comme les poignées décorées de son trieur à grain. « *Un peu de poésie, bordel !* », s'exclame Florian, qui a visité une cinquantaine de meuneries pour apprendre.

Il applique même ses principes à ses chèvres, dont la race « *plus rustique* » – donc moins productive – ne nécessite pas d'être bourrée d'antibios. Il en a trente, pas plus, car au-dessus « *ça peut créer un coup d'État* » dans le groupe. Inenvisageable pour ce libertaire, qui a toutefois sa carte au PCF. Lassé des syndicats, sa découverte de l'Atelier paysan, en 2018, a été une bouffée d'oxygène : « *J'étais avec des gens aussi fêlés que moi ! Avec eux, t'as le droit de rêver, mais surtout de rêver et de faire : on est en mode utopie concrète.* » Cette autonomie lui vaut parfois des incompréhensions. Certains confondent autonomie avec autarcie. Ce qu'il réfute : « *Je ne fais pas ce que je ne sais pas ou n'ai pas envie de faire. Ma liberté est de choisir mes contraintes.* » D'autres pensent qu'il travaille tout le temps. Faux, rétorque-t-il. Il a beaucoup de temps libre. Cette notion a d'ailleurs un sens tout relatif pour lui : « *Je ne travaille pas, je vis.* »



Outils de l'Atelier Paysan

Youness BOUSENNA, publié le 25 juillet 2022

Youness Bousenna est journaliste. Son travail apparait notamment dans Telerama, Socialter, Le Monde, Limite. Il est également l'auteur de *Albert Camus, l'éternité est ici* (Première partie, 2019).

Première victoire pour Thomas Brail, l'homme perché dans les arbres

Il avait entamé sa grève de la faim le 4 juin. Après six jours sans manger, Thomas Brail, le porte-parole du Groupe national de surveillance des arbres (GNSA), a décidé d'arrêter son action. Perché dans les arbres à proximité de la tour Eiffel, le grimpeur exigeait le vote d'une loi sur l'encadrement des coupes rases et la révision de l'article L350-3 du Code de l'environnement, censé protéger les arbres d'alignement.

Le ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, et la ministre de la Transition écologique, Amélie de Montchalin, ont finalement daigné répondre à son appel. Ils lui ont donné rendez-vous pour une réunion de travail lundi 20 juin à 14 h 30, juste après les législatives. Thomas Brail s'est dit soulagé. Mais la bataille reste entière.

Car si Amélie de Montchalin assure « partager l'engagement » de l'activiste, la majorité présidentielle, lors du quinquennat précédent, s'est opposée à toute régulation des coupes rases. Encore récemment, un de ses représentants, Christophe Castaner, a jugé cette idée « liberticide ». « On ne pourra plus couper de bois chez soi », a-t-il caricaturé. L'action de Thomas Brail avait reçu de nombreux soutiens. Une tribune en solidarité était même en cours de préparation. Signé par Marie Toussaint, Aurélie Trouvé, Mathilde Panot, Julien Bayou, David Cormand et les défenseurs de la forêt comme le Réseau pour les alternatives forestières, Canopée, SOS forêt, Adret Morvan ou Touche pas à ma forêt, ce texte rappelait que le combat pour des forêts vivantes rassemble une diversité d'acteurs et qu'il est indispensable d'agir rapidement sur le sujet.

Nous en publions ici quelques extraits :

« Nous – signataires de l'Appel pour des forêts vivantes, associations, syndicats, personnalités publiques et partis politiques – apportons tout notre soutien à l'action courageuse de Thomas Brail. Son combat est aussi le nôtre. Il est temps de prendre soin de nos forêts et de nos arbres. Il est temps de renouer avec une nouvelle forme de sensibilité pour respecter pleinement le vivant. Cela fait plusieurs années que nous alertons sans relâche sur le sujet. L'attention de notre société – et celle de nos gouvernants – doit changer.

Il est fou que des citoyens et des citoyennes soient obligés de se mettre en danger pour faire avancer cette cause d'intérêt général. Mais devant l'absence de réaction des autorités, nous n'avons pas le choix. Nous y sommes acculés. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois. Valérie Bernadat avait déjà stoppé une coupe rase dans le Morvan en entamant une grève de la faim. C'est en multipliant ces actions, en les associant à notre

travail d'expertise, à des manifestations et à des pétitions, que nous obligerons les autorités à ouvrir le dialogue et à enfin engager une transformation en profondeur des pratiques sylvicoles qui détruisent nos forêts.

Nous ne sommes pas opposés à la coupe de bois, ni à la filière professionnelle de manière générale, mais nous pensons qu'il est urgent d'interroger les limites de la sylviculture industrielle et ses conséquences sur l'environnement. Nous sommes au seuil d'une révolution sur notre perception du vivant et les citoyens, les habitants de régions forestières ont leur mot à dire sur l'avenir de leur territoire. Face au péril climatique, le temps est venu de les écouter. »

Publié le 09/06/2022 et le 19 Août 2022
(Sites Reporterre et bonnesnouvelles)

En Polynésie, des « jachères de la mer » au secours des lagons

Le système traditionnel de jachère appliqué aux lagons connaît un regain d'intérêt du fait de ses bienfaits écologiques et vivriers.

Teahupo'o (Tahiti, Polynésie française), reportage

Sur les plages de Teahupo'o, à Tahiti, un masque et un tuba suffisent pour émerveiller les plongeurs amateurs. À quelques mètres du rivage, coraux et animaux marins cohabitent dans d'immenses forêts sous-marines qui parsèment le lagon. Mais cet espace fragile subit de plein fouet les activités humaines. Pour le protéger, les habitants ont ressuscité une pratique traditionnelle, le rahui.

En 2014, ils ont été les premiers de toute la Polynésie française à remettre en place ce système de jachère des lagons. Aujourd'hui, le pays en compte plus d'une vingtaine. À Teahupo'o, autorités locales et pêcheurs ont, ensemble, désigné un espace où toute activité humaine est désormais proscrite. Une réelle régénération des ressources marines s'opère ainsi, améliorant les rendements des pêches sur l'ensemble du lagon.

En empruntant l'unique route de l'île, Teahupo'o est accessible en une heure depuis la capitale, Papeete. Ce petit village de pêcheurs est mondialement connu pour sa vague imposante. Chaque année, elle attire des milliers de surfeurs et oriente, en partie, la vie économique locale. Des panneaux « taxi boat » et « pensions » parsèment le village. Mais cette activité touristique et économique n'est pas sans conséquence. « Ici, il y avait des coraux de toutes les couleurs », se désole Peva Levy, en désignant du doigt le lagon bleu azur qui borde sa maison. Ce biologiste marin à la retraite a passé sa vie à étudier la faune et la flore des lagons. Observant leur déclin, il s'est engagé dans les années 2000 au sein d'une association locale de défense de l'environnement jusqu'à obtenir la création d'un rahui drastique.

Le rahui à la carte

Les rahui sont un modèle que les communes adaptent à leurs besoins. À Teahupo'o, les pêcheurs ont convenu d'un tapu, un espace inviolable. D'autres communes n'appliquent des restrictions que sur certaines espèces. D'un rahui à l'autre, la durée de l'interdit varie, de quelques mois à plusieurs années. Pour l'heure, il n'a pas été fixé de date de fin pour celui de Teahupo'o. La zone définie s'étend sur 768 hectares, soit près de 1 100 terrains de football.

« On a choisi cet espace, car c'est ici que les poissons viennent faire leur croissance après l'éclosion des œufs, plus au large, explique Peva Levy, enthousiaste. On laisse la nature faire. Dans l'idéal, on souhaiterait que le tapu reste indéfiniment. » Avant de concéder : « J'aimerais quand même que l'on puisse parfois faire des missions d'observation, pour étudier l'évolution de la biodiversité et voir s'il n'y a pas des espèces qu'il faudrait réintroduire. »

Car le rahui de Teahupo'o fait partie des plus contraignants de la Polynésie, selon Donatien Tanret, responsable de la Polynésie pour Pew et Bertarelli, une fondation philanthropique accompagnant les projets de rahui. « Chaque communauté locale met en place un projet qui lui convient. Mais ce que l'on observe, c'est que toutes les communes s'orientent vers un rahui qui interdit toute forme de pêche, qui protège mieux les écosystèmes et est plus simple à contrôler », explique-t-il.

Une pratique ancienne pour des problématiques modernes

Étymologiquement, le rahui et le tapu portent le même sens, l'interdit. Mais à l'inverse du rahui, qui est imposé par les humains, le tapu renvoie à un interdit sacré, décidé par les dieux. Car ces pratiques locales sont chargées d'une importante dimension culturelle et historique.

Les premières traces attestées de rahui datent de plus de 1 000 ans. Son rôle alors n'était pas de préserver l'environnement. « Les sociétés polynésiennes sont de tradition orale, la pratique du rahui servait à immortaliser des moments importants en les marquant dans l'espace. Ce pouvait être la fin d'une guerre, par exemple », explique Tamatoa Bambridge, directeur de recherche au Criobe, du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) en Polynésie française. Cet anthropologue est également membre du Rahui Center, qui accompagne les projets de rahui en Polynésie. Il étudie la question depuis la fin des années 2000. Courante chez les peuples polynésiens, la pratique a disparu dès les premières heures de la colonisation, sous la pression des missionnaires. « Dans les années 1990-2000, on a observé un renouveau des pratiques traditionnelles », note Tamatoa Bambridge.

Ce renouveau s'observe dans l'ensemble du triangle polynésien, qui s'étend de la Nouvelle-Zélande à Hawaï et jusqu'à l'Île de Pâques. Aujourd'hui, l'anthropologue accompagne quatorze projets dans l'ensemble de la Polynésie française, mais il a également eu l'occasion de travailler avec des communautés maories à Hawaï ou en Nouvelle-Zélande. Ce réveil culturel s'est ainsi couplé à une volonté de sauvegarder les écosystèmes, qui a émergé à la même période. « Il est certain que le rahui parle plus aux Polynésiens que les concepts occidentaux », dit Donatien Tanret.

Partage des ressources et convoitises

S'il présente de nombreux avantages écologiques, pour les pêcheurs, l'intérêt du rahui réside surtout dans l'effet de débordement : « Avec la concentration de la biodiversité en un même espace, il y a un effet de saturation et les poissons finissent par s'implanter dans tout le lagon », explique Donatien Tanret.

Ainsi, si les pêcheurs voient leur zone d'activité réduite, ils bénéficient à terme d'une augmentation des rendements et de la qualité des prises. Dans certaines communes, la mise en place d'un rahui peut également être un outil pour assurer la sécurité alimentaire. « Sur l'île de Rapa, le rahui est parfois ouvert durant une journée, et les prises sont redistribuées entre les habitants », explique Tamatoa Bambridge. Mais, avec l'abondance des ressources, viennent parfois les convoitises et le braconnage.

Pour faire respecter le tapu de Teahupo'o, une association de surveillance a été créée en 2021. Peva Levy en est l'un des huit membres. Une fois par semaine, il se rend de nuit aux abords du rahui pour surveiller le lagon et tenter d'appréhender les braconniers. « Ils viennent des communes voisines, parfois même de Teahupo'o. On sait qu'ils pêchent ici parce que leurs poissons sont beaucoup plus gros que ceux des autres. Pour l'instant, on n'arrive pas à les pincer. Souvent, la nuit, on voit des lumières dans le lagon, mais elles disparaissent dès que l'on met le bateau en route », se désole-t-il.

Une organisation décentralisée qui s'exporte

Dans la conduite de leur projet, les communautés peuvent être accompagnées par le Rahui Center, dirigé par Tamatoa Bambridge. « Ce sont les habitants qui fixent leurs propres règles selon leurs besoins. Nous, on ne fait que les accompagner », décrit-il.

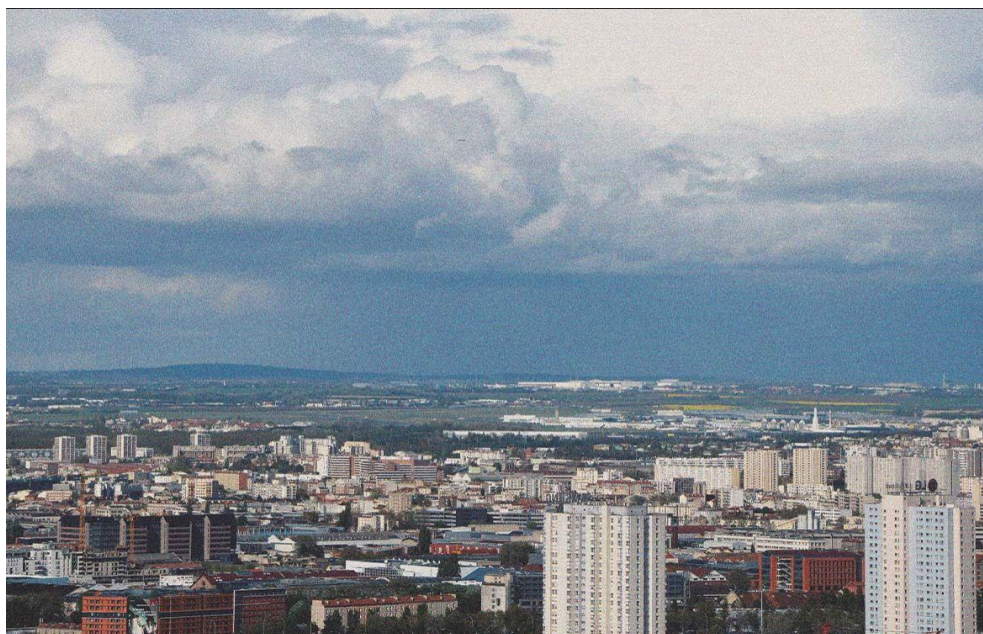
Le pays de Polynésie lui-même n'est pas nécessairement consulté. « Rapa a mis en place le rahui sans demander aucune autorisation, simplement parce que les habitants estimaient que c'était nécessaire pour éviter que les populations de poissons ne continuent à décroître, dit l'anthropologue. De plus, ils ont un système qui oblige chaque membre de la communauté à s'impliquer pendant au moins deux ans dans le comité de gestion. C'est vrai que c'est plus simple chez eux, puisqu'ils sont 600. »

Selon lui, la décentralisation est une importante clé de réussite de ces projets de préservation. « En France, les parcs marins ont une gestion centralisée, ils sont placés sous l'autorité du préfet », rappelle-t-il lorsque la question de la création d'un système similaire en France est évoquée. Il affirme que le rahui en tant que tel est propre à la Polynésie, mais que cette gestion décentralisée gagnerait à s'exporter. Pour travailler dans ce sens, le Rahui Center est en relation avec différentes populations. « Nous travaillons actuellement avec des Inuits, des Hawaïens et des populations en Argentine. Notre objectif est de leur apporter une méthode de gestion décentralisée qu'ils pourront ensuite s'approprier. »

Paul BERGER (publié le 21/06/2022)

(Sites Reporterre et Bonnesnouvelles)

Quartiers populaires : bons sentiments contre radicalité écologique



Depuis quelques années, en Seine-Saint-Denis et dans les communes avoisinantes, les habitants s'organisent de plus en plus contre l'injustice environnementale qui touche tout particulièrement leur territoire. Indépendamment d'une écologie institutionnelle verticale et en réponse à des opérations de « Clean Challenge » dépolitisantes, des mobilisations plus radicales et autonomes se sont développées.

Équipés de sacs-poubelle verts et de pinces, des jeunes de la cité de Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise) s'empressent de ramasser les déchets qui jonchent le sol. Ils ne sont ni en stage, ni en apprentissage, ni embauchés pour suppléer les agents municipaux : ces jeunes participent bénévolement à un « Clean Challenge ». Filmée par le média *Brut*, l'opération consiste à nettoyer leur quartier et, une fois l'action terminée, à nommer d'autres participants sur les réseaux sociaux dans une cité voisine, afin que ses habitants relèvent eux aussi le « défi ». « *Les gens des cités ne trient pas assez leurs déchets et, même nous, on n'a pas ce réflexe* », explique ainsi Hind Ayadi, présidente de l'association Espoir et Création, à l'initiative de cette action.

La démarche de la jeune femme, elle-même originaire de banlieue, se veut sincère : « *Les enjeux environnementaux, ce sont ces jeunes-là qui vont demain les subir* », prévient-elle chez *Brut*. D'autres médias, comme *France Inter*, *L'Express* ou encore *Le Parisien*, friands de ce genre d'initiatives, couvrent également ces événements pleins de bons sentiments, qui promeuvent une écologie des petits gestes, « citoyenniste » et ludique. Quand on sait que les quartiers populaires – où vivent principalement des personnes issues de l'immigration postcoloniale – sont souvent situés à proximité des autoroutes et des usines classées Seveso, donc dangereuses, et que ces zones sont en moyenne bien plus exposées aux particules fines et aux sols pollués, il y a de quoi récuser la dimension « inspirante » d'une telle démarche.

Une écologie « hygiéniste »

« *Pourquoi ce serait à nous de nettoyer nos quartiers ? Pourquoi, côté pavillonnaire, il y a les services publics... qu'on finance pourtant tous avec l'impôt ?* », s'interroge, agacée, Fatima Ouassak, cofondatrice du Front de mères (syndicat de parents d'élèves) et fondatrice de la Maison de l'écologie populaire Verdragon à Bagnolet en Seine-Saint-Denis. « *C'est la seule "écologie" acceptable dans les quartiers, avec une dimension hygiéniste manifeste* », remarque-t-elle. Dans cette logique, c'est donc aux habitants des quartiers d'effectuer ce travail gratuitement, sans que la question essentielle et politique des services publics égalitaires ne soit posée.

Les mairies ont très vite pris connaissance de ces opérations afin de les subventionner ou de les réaliser elles-mêmes. Ainsi, Laurent Monnet, maire-adjoint de la ville de Saint-Denis, délégué à la transformation écologique et conseiller territorial de Plaine Commune (territoire du Grand Paris qui regroupe neuf villes en Seine-Saint-Denis), les accueille (très) chaleureusement : « *Les [opérations de] “Clean Challenge” comme [celles] de Garges-lès-Gonesse sont tellement inspirant[e]s qu’on avait mené des actions similaires avec tous les acteurs, dans une logique de respect du cadre de vie, de propreté, de tri, contre les incivilités, sans oublier le respect du travail conséquent des agents.* » Du travail bénévole pour pallier le manque de services publics ? Un argument « un peu léger » pour ce maire-adjoint, car ces opérations interviendraient seulement « en complément ».

Pourtant, selon un rapport d’information sur l’évaluation de l’action de l’État dans l’exercice de ses missions régaliennes en Seine-Saint-Denis, présenté par les députés François Cornut-Gentille (LR) et Rodrigue Kokouendo (LREM) devant l’Assemblée nationale le 31 mai 2018, il y aurait des « *sous-effectifs injustifiables à mission égale* » par rapport aux autres territoires du pays. On a en effet du mal à imaginer Stanislas, Apolline et autres Marc-Édouard s’armer d’une pince pour ramasser les détritiques dans leur quartier huppé du XVI^e ou du V^e arrondissement – mais on se les figure très prompts à se plaindre auprès de leur mairie ou des agents de la ville si les poubelles en bas de chez eux n’étaient pas ramassées. Ce n’est d’ailleurs pas un hasard si c’est en Algérie, en 2015, que le « Clean Challenge » voit le jour. Un pays dans lequel les services publics sont absents et où il n’existe pas d’impôts sur la gestion des déchets...

Dans la catégorie « toujours plus dans l’indécence », la mairie de Marseille aurait pu décrocher une médaille en envisageant carrément, fin janvier-début février 2022, de demander aux habitants de ramasser eux-mêmes leurs déchets – à la suite d’une grève des éboueurs – pour que la ville « respire »... à défaut d’écouter les revendications sociales des travailleurs. « Respire », « Clean », « Briller » : le vocabulaire hygiéniste ici convoqué (ou la version cool et respectable du « Kärcher » de Nicolas Sarkozy) fait passer la dimension écologique au second plan. Ou comment réduire l’écologie à une simple question de nettoyage de l’espace public.

Racisme environnemental

Dans *Le Quai de Wigan* publié en 1937, George Orwell pourfendait déjà l’idée selon laquelle « *c’est l’habitant du taudis qui fait le taudis* », croyance alors globalement partagée par la « *bourgeoisie bedonnante* ». En 2022, ce mépris de classe s’additionne, dans les cités, aux représentations postcoloniales qui désignent les populations arabes et noires comme intrinsèquement sales, qu’il faudrait « éduquer » aux « bons gestes ».

À rebours de ce paternalisme, le mouvement pour la justice environnementale émerge dès les années 1980 aux États-Unis. Il consiste à pointer du doigt le fait que les activités industrielles polluantes sont essentiellement situées à proximité des quartiers où vivent des classes populaires et des personnes racisées (Amérindiens et Afro-Américains). La lutte fondatrice, en 1982, est celle des habitants du comté de Warren en Caroline du Nord contre l’implantation d’une usine chimique à proximité d’un quartier populaire de Noirs américains.

« *Aux États Unis, le champ scientifique de la justice environnementale s’est mis au service de mouvements sociaux ancrés dans les quartiers populaires, très connectés au mouvement pour les droits civiques* », complète Léa Billen, géographe de formation préparant une thèse sur la justice environnementale dans les quartiers populaires. « *Très tôt, le terme de racisme environnemental a été posé alors que cette approche intersectionnelle [mettre en rapport la classe, la race, le genre et la nature, ndlr] des injustices environnementales est encore peu reconnue en France* », regrette la chercheuse. La notion de « racisme environnemental », renseigne le sociologue Razmig Keucheyan, a été forgée par Benjamin Chavis – révérend et compagnon de route de Martin Luther King – qui a coordonné en 1987 un rapport sur le lien entre la race et les déchets toxiques aux États-Unis.

Projets écocidaire

Dès le XIX^e siècle, à Paris, la répartition géographique a été imaginée en fonction de la direction des vents dominants et des fumées industrielles et domestiques – ce qui explique que les beaux quartiers se situent à l’ouest et les quartiers ouvriers et populaires, à l’est. En plus de ces fumées et de la présence d’usines polluantes, les quartiers populaires doivent régulièrement faire face à l’arrivée de grands projets inutiles qui, à défaut d’apporter des emplois, détruisent la biodiversité. Ainsi d’EuropaCity, le projet de mégacomplexe commercial et de loisirs définitivement abandonné en 2019 après plusieurs années de lutte pour protéger de riches terres agricoles du « triangle de Gonesse ». Le 14 mars dernier, Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) renonçait de son côté à construire l’extension d’une piscine pour les prochains Jeux olympiques dans les jardins ouvriers de la ville, à la suite de longues semaines d’occupation de parcelles rebaptisées « Jardins à défendre » (JAD).

« Les quartiers populaires doivent régulièrement faire face à l'arrivée de grands projets inutiles qui, à défaut d'apporter des emplois, détruisent la biodiversité. »

Dans cette commune qui jouxte le Nord de Paris, de grandes tours HLM marron en ordre dispersé entourent et surplombent des jardins datant de 1935, émaillés de petits cabanons colorés. Dolorès Mijatovic, jardinière et militante âgée de 59 ans, indique que ces terres fertiles sont utilisées par des personnes aux revenus modestes, issues des quartiers alentour, leur permettant de cultiver des fruits et légumes à moindre coût. *« Le Grand Paris aménagement (GPA) s'en fout de tout ça »,* peste la militante, qui aura dormi dans les JAD plusieurs nuits, au grand dam des institutions *« arrogantes »*. Mais ces luttes intègrent-elles suffisamment les habitants d'Aubervilliers ? *« Les gens qui luttent sont parfois des quartiers autour, assure Dolorès, mais ils ne représentent pas la majorité ; on trouve des militants d'Extinction Rébellion, de Youth for Climate, etc. »* Les résidents des grandes tours HLM, en face des jardins, aidaient les militants des JAD en organisant la distribution de plats préparés. *« Ils travaillent, ce n'est donc pas aussi évident pour eux de s'investir dans la lutte que pour des retraités comme moi ou des militants très aguerris »,* constate Dolorès.

Une lutte qui se veut *« uniquement »* écologique : un autre frein dans la réalisation de cette jonction ? Plutôt que de parler d'inégalités environnementales en Seine-Saint-Denis, Alice Canabate, autrice d'un rapport sur le sujet, préfère parler d'*« inégalités territoriales »* : *« Le principal aspect des inégalités environnementales, c'est leur côté cumulatif et croisé, raconte la sociologue. Mettre l'accent dessus parle plus aux premiers concernés, les injustices qu'ils vivent étant tout aussi écologiques qu'économiques, sociales et politiques, et, par ailleurs, puissamment liées à un héritage territorial ; agir politiquement dessus, ajoute-t-elle, suppose d'être conscients de leur tragique intrication. »* Une militante des JAD d'Aubervilliers – qui préfère rester anonyme – indique que, *« sur ce type d'occupation, les gens sous-estiment l'énergie que ça prend de gérer la vie quotidienne, qui est énorme, avec des menaces d'expulsion chaque matin. Du coup, on n'a pas pu faire ce qui nous tenait à cœur pour se connecter avec les habitants du quartier : du troc, des marchés solidaires... »,* regrette-t-elle. Marjorie Keters, l'une des animatrices de Pour une écologie populaire et sociale (PEPS) à Pantin (Seine-Saint-Denis), où se trouvent également des jardins ouvriers à défendre, partage ce constat : *« La question n'a pas été totalement résolue, mais des liens ont été créés entre habitants des cités et militants écologistes, assure-t-elle, sur la base à la fois des besoins immédiats des habitants et en faveur de la biodiversité : soirées anti-répression, initiation au jardinage, ateliers de recyclage... »*



Une stratégie de long terme

Ce qui a justement le plus intéressé la chercheuse en géographie sociale Léa Billen, c'est l'écologie ordinaire, ancrée dans les territoires et les modes de vie quotidiens. À la différence des écogestes, les démarches d'écologie ordinaire sont *« très politiques et radicales sans le référentiel habituel de lutte, mais davantage axées sur l'autonomie et le quotidien, marquées par l'industrialisation et le productivisme »*. L'universitaire a suivi la régie de quartier de Saint-Denis pour observer comment cet organisme arrive à mobiliser les habitants et l'écologie : *« Ils ont un vide-grenier de réemploi à Saint-Denis avec des dons d'objets de seconde main »,* raconte-t-elle, fascinée par la dimension à la fois sociale et écologique du lieu.

Marche des mamans à Mantes-la-Jolie en 2019 pour dénoncer les violences policières subies par près de 150 lycéens (ils avaient été mis à genoux face à un mur par la police) ; lutte de deux mères, en 2016, contre l'installation d'un *data center* polluant dans leur quartier de La Courneuve ; création de l'association le Front de mères en 2016 à Bagnolet, par Fatima Ouassak et Diariatou Kebe, pour lutter contre les discriminations et les violences que subissent les enfants... Dans les quartiers populaires, une véritable « politique de la maman » semble à l'œuvre. L'écologie est d'ailleurs l'un des principaux combats menés par le Front de mères, à travers les revendications autour de l'alternative végétarienne et biologique dans les cantines scolaires, contre les produits industriels d'Elior ou de Sodexo.

Le collectif s'est associé au mouvement écologiste Alternatiba en juin 2021 pour créer la Maison de l'écologie populaire Verdragon, à Bagnolet. Devenue depuis une association, elle est située dans un ancien dépôt industriel de La Noue (Montreuil), le quartier le plus populaire de la ville. Un écrin de verdure à côté du périph', entouré de pancartes issues de manifestations écolos. Ce mardi, l'équipe de bénévoles s'active pour l'inauguration d'un espace culturel ouvert à tous. De la soupe aux oignons de Normandie et des plats marocains végétariens sont servis gratuitement, tandis que jeunes du quartier, militants écolos de Montreuil et femmes musulmanes de Bagnolet discutent stratégie politique.

« Depuis juin 2021, on a eu des attaques répétées alors que le bail était discuté en mairie pour être prolongé. On a fini par l'obtenir. En tant qu'association antiraciste et autonome, c'était surtout nous le problème, le Front de mères, moins Alternatiba », raconte, indignée, Fatima Ouassak. *« Le drapeau vert (couleur de l'islam) flotte sur Bagnolet »,* s'hérise, le magazine *Causeur* le 9 décembre 2021 ; *« À Bagnolet, des habitants s'inquiètent de l'implantation d'une association indigéniste »,* titre *Marianne* le 11 novembre 2021. Certains habitants des « quartiers pavillonnaires », selon Fatima, considèrent en effet qu'ils ne doivent pas occuper ces lieux et ont même signé une lettre ouverte à la mairie contre leur présence – dès que des Arabes s'organisent politiquement, le fantasme raciste et complotiste du « séparatisme islamiste » n'est jamais loin. Mais une tribune comprenant entre autres la Ligue des droits de l'homme (LDH) a tout de même fini par voir le jour en soutien à Verdragon, le 17 décembre 2021.

« C'est une stratégie sur le long terme, on est plus forts politiquement avec un lieu à occuper. On a obtenu la "cantine végétarienne", les ascenseurs... en se demandant simplement comment améliorer nos conditions d'existence. »

Après quelques découragements, Fatima Ouassak se veut désormais optimiste sur l'avenir des luttes écologiques et sociales dans les cités : *« Notre lieu, c'est classe populaire et classe moyenne ; il y a de tout et c'est ça qui fait notre force – le seul lieu d'écologie de ce type. Il faut absolument le point de vue des quartiers pour que ça marche ! »*

Selim DERKAOUI, Journaliste indépendant chez Le Monde Diplomatique, publié le 12 juillet 2022 (Socialter)

Église de la Très Sainte Consommation : au nom du Pèze



Photos : Stéphane Dubromel

Depuis quinze ans, Alessandro Di Giuseppe arpente les rues déguisé en pape pour propager la bonne parole de la « Sainte-Croissance ». Avec ses fidèles, il fait le pari de la dérision... qui est une arme militante. En ce 1^{er} Mai à Lille, le traditionnel cortège qui célèbre la journée internationale des travailleurs s'élance, comme chaque année, de la porte des Postes pour rallier la place de la République. Slogans anti-Macron, effluves de barbecue, pancartes bariolées et chasubles syndicales forment la toile de fond de ce rendez-vous inoxydable : celle de la manifestation, où se mêlent joie et hargne, allégresse et revendications. Dans cette scénographie familière, un homme fait tache. Affublé d'une soutane noire, il harangue la foule qui défile.

Soudain, une jeune femme tombe en adoration à ses pieds, comme touchée par la grâce. Le prélat au col romain et au bandana Nike savoure cet instant en la toisant, puis lui ordonne de baiser ses chaussures dorées. La fille agenouillée s'exécute sur-le-champ, puis le pontife, sur un air autoritaire, reprend son sermon : « *Prenez exemple, rampez devant le grand capital !* » Les dents autour du prédicateur scintillent et le cercle de paroissiens s'agrandit. « *C'est bien, vous êtes 36* », lance-t-il, goguenard, à l'adresse des syndicalistes qui défilent devant lui sans s'arrêter. Il poursuit : « *Résignez-vous ! Mon poulain Emmanuel Macron a gagné, rentrez chez vous !* » Mi-amusés, mi-étonnés, les manifestants saisissent les tracts que le « Pap'40 » et les fidèles de l'Église de la Très Sainte Consommation leur tendent. Parmi leurs propositions : distribuer des Kärcher dans tous les quartiers, reculer l'âge de départ légal à la retraite à 100 ans, raser l'Ardèche dans le but d'y construire un parking géant pour les camions d'un entrepôt Amazon, ou encore expulser le réchauffement climatique de France. Le public glousse devant les pitreries de la troupe, jusqu'à ce qu'une petite bande de Gilets jaunes arrive au niveau de l'hurluberlu. Les flots d'insultes et de provocations du Pap'40 passent beaucoup moins bien : les « *alcooliques* » et autres « *Gilets jaunes, même les anars sont plus nombreux que vous* » lancés par Sa Sainteté Alessandro Di Giuseppe sont pris au premier degré. « *Honte à vous* », lui rétorque une femme Gilet jaune, excédée. Un de ses camarades s'approche du Pap'40 pour lui dire ses quatre vérités, jusqu'à ce qu'un Gilet jaune, reconnaissant l'agitateur lillois célèbre pour écumer les manifestations, vienne le récupérer. « *La mise en scène mettait un doute* », lâche un autre en partant, comme pour s'excuser au nom du reste du groupe. Le flottement est de courte durée. Une fois les Gilets jaunes passés, la paillarderie reprend dare-dare. Un militant de La France insoumise propose même au grand manitou de l'Église de la Très Sainte Consommation de monter derrière la camionnette de l'Union populaire. Les militants entonnent un « *Mélenchon à Matignon* ».

Il répond : « Mélenchon au goulag ! Écolos fachos ! » Face au Pap'40, les députés lillois Ugo Bernalicis et Adrien Quatennens, présents dans le cortège, sourient. La mise en scène de l'Église de la Très Sainte Consommation, qui singe le grand capital pour mieux le tourner en dérision et s'attaque au passage aux « gauchistes », est un folklore bien connu des militants et des élus locaux.



Les Doigts d'Or du Pap'40

Alessandro Di Giuseppe raconte que la farce existait bien avant qu'il ne s'y greffe : « J'ai rejoint l'Église en 2007, mais ce n'est pas moi qui l'ai créée, détaille-t-il. C'était un mouvement qui existait déjà à Paris et à Bruxelles, inspiré d'un faux prédicateur new-yorkais condamnant le capitalisme, donc à l'opposé de ce que je fais. Je n'ai jamais vraiment su qui a inventé l'Église en France, hormis qu'elle a été créée au sein de la mouvance antipub. » Pendant plusieurs années, l'activiste participe à de nombreux happenings, durant lesquels il s'exerce, en bon gourou, à prendre la parole en groupe. En découvrant la mouvance décroissante, il affine son personnage, qui finit par devenir le creuset de ses engagements antinucléaire et antipub, ainsi que de ses réflexions sur le travail.

L'activiste se définit aujourd'hui comme « anarcho-poutouniste-quatennensien-mélenchoniste » et voit dans l'Église « une façon de faire du militantisme différemment, de manière plus spectaculaire. Avec cette méthode, les gens s'arrêtent davantage. Quand tu es militant antipub, par exemple, que tu désobéis à la loi, c'est plus dur. Tu gênes les gens. Mais lorsque tu les fais rire, leur attitude est différente ». Ce qui est sûr, c'est qu'elle est tout sauf indifférente : à voir le Pap'40 se faire remercier, insulter ou baiser la main, la méthode apparaît redoutablement efficace. Ses irrévérences retiennent bien plus l'attention que n'importe quel slogan politique. « Ça complète le militantisme classique, c'est une autre façon de militer », explique l'une de ses adeptes. Militante écologiste auprès de différentes structures, elle a pris l'habit et rejoint la bande il y a deux ans et demi. Un autre adepte, un symbole « Euro » doré autour du cou, raconte sa rencontre avec Alessandro Di Giuseppe : « Je l'ai découvert lors des élections municipales de Lille, relate-t-il tout guilleret à l'énonciation de ce souvenir. Depuis, je fais ça pour dénoncer la société de consommation. Et bon, ça fait rigoler ! »

L'Église de la Très Sainte Consommation a présenté la candidature d'Alessandro Di Giuseppe à la mairie de Lille en 2014, avec, là encore, un programme ambitieux : raser le quartier populaire de Fives pour y construire un terrain de golf 18 trous. Des blagues pas vraiment au goût de Jean-René Lecerf, alors tête de liste UMP-UDI, qui avait déploré un « Coluche sans l'humour ». Avec 3,55 % des voix, la liste « Pour un autre Lille. En mieux. Sans vous : résignez-vous » dépasse plusieurs listes « sérieuses ». « Nous avons aussi participé aux législatives en 2012, à la présidentielle de 2017 et nous avons monté la cérémonie des Doigts d'Or, les Oscars du capitalisme, explique le Pap'40. Cela représente beaucoup de travail, d'autant que j'essaie de scénariser tout ça, c'est plus puissant quand c'est bien foutu. »

Le comédien travaille également sur *En Marche vers l'effondrement !* un film auquel participent l'ex-Groland Benoît Delépine, le caustique chanteur Didier Super ou encore l'humoriste tourquennois Aymeric Lompriet. En dépit du bling-bling qui caractérise le personnage, le Pap'40 ne roule pas sur l'or et galère à trouver des fonds pour financer ce film : « Il nous faut trouver 15 000 euros », confie-t-il. Le système son qu'il traîne avec lui et qui n'est plus tout jeune commence d'ailleurs à défaillir ; une occasion de plus pour le prélat, de sortir

un bon mot et de faire la quête auprès des manifestants : « *Donnez à l'Église pour une sono, arrêtez de donner à Péresse !* » Même si elle repose largement sur le système D et le bon vouloir du coiffeur du coin qui lui a permis de brancher son enceinte, la blague fonctionne tout de même assez bien pour que l'activiste vive de son personnage, qu'il produit également sur scène depuis plusieurs années.



Rattrapé par la réalité

S'il a troqué le sérieux des meetings pour la satire des happenings, c'est parce que le rire recèle, dans son essence même, une puissance subversive, ainsi que l'avait bien identifié Umberto Eco (1932-2016) : « *Le rire libère le vilain de la peur du diable, parce que, à la fête des fols, le diable même apparaît comme pauvre et fol, donc contrôlable. [...] Quand il rit, tandis que le vin gargouille dans sa gorge, le vilain se sent le maître, car il a renversé les rapports de domination [...]* », fait-il dire à l'un de ses personnages en croisade contre

l'hilarité dans *Le Nom de la rose*. « *C'est un exutoire collectif contre la souffrance sociale, résume quant à lui Alessandro Di Giuseppe. Ça fait du bien de se sentir dans la peau des winners. On se déguise en riche, on se fiche de tout et ça fait un bien fou.* »

L'activiste s'assombrit, avant d'ajouter : « *On est quand même loin d'être une majorité à repenser la place du travail et la trinité croissance-concurrence-argent.* » Avec l'espoir de pousser à la réflexion par la dérision, il multiplie les coups d'éclat : prière de rue devant l'Apple Store lillois, autodafé du code du travail devant Sciences Po Lille en 2014 pour accueillir Jean-François Copé ou, plus récemment, une déclaration de candidature pour la présidentielle calquée sur le discours de lancement de campagne d'Éric Zemmour.

« La réalité rattrape nos conneries. On essaie d'aller dans l'absurde, mais c'est de plus en plus dur. »

L'idée d'une croissance infinie dans un monde fini lui paraît être le summum de l'absurdité, particulièrement adaptée à la caricature : « *J'ai eu une formation clownesque qui m'a bien aidé, car le clown dit tout le temps "oui".* » Pour joindre sa posture à son discours, Alessandro Di Giuseppe illumine son visage en souriant d'un air benêt. « *L'humour est un perturbateur, on est là pour embêter les gens, résume-t-il. On peut les faire rire même s'ils ne sont pas d'accord. Notre spécificité, c'est de semer le trouble, parce que les passants ne savent pas toujours si c'est vrai.* » Une confusion sur laquelle est fondée tout le « grinçant » de sa démarche, qui ne saurait d'ailleurs être mieux illustrée que par la bénédiction « *Au nom du pèze, du fisc et du Saint-Crédit* » qu'il accorde aux passants. Quand on lui demande s'il estime que la gauche a trop longtemps abandonné la notion de plaisir ou même de transgression, il concède que c'est une possibilité. À travers son militantisme, il raconte avoir croisé des « *gens tristes heurtés par la réalité* », des « *milichants* » comme il les appelle, avant de contrebalancer en expliquant qu'il en connaît aussi des beaucoup plus joyeux. « *À notre corps défendant, rire sur les sujets que l'on traite, c'est plus difficile, nuance-t-il. On parle de choses sérieuses : la fin de la viabilité de la planète, la souffrance au travail, le fait que le capitalisme tue.* » La tâche est d'autant plus ardue qu'il fait face à une concurrence inattendue : « *La réalité rattrape nos conneries. On essaie d'aller dans l'absurde, mais c'est de plus en plus dur. L'Église de la Très Sainte Consommation proposait le RSA contre 35 heures de bénévolat... et aujourd'hui, Emmanuel Macron propose de le donner contre 15 heures !* »

Vincent BRESSON, publié le 12 juillet 2022

<https://www.socialter.fr/article/eglise-tres-sainte-consommation-au-nom-du-peze>

Four solaire, sono autonome... en Bretagne, les low-tech sont à la fête



La première édition du festival de la low-tech a commencé samedi 25 juin. L'idée : démocratiser ces technologies sobres, qui requièrent des changements de comportement conséquents.

Concarneau (Finistère), reportage

À son départ, il y a six ans, il n'y avait pas grand monde. À son retour, samedi 25 juin, ils étaient plusieurs centaines, amassés sur le quai du port de Concarneau malgré la pluie éparse. Une foule hétérogène de sexagénaires en balade, de jeunes ingénieurs à la tignasse ébouriffée et de Bretons bien peignés, mocassins aux pieds et vareuse nouée sur les épaules, est venue fêter le retour du *Nomade des mers*, le navire amiral des « low-tech ».

L'équipage, qui a visité vingt-cinq pays à la recherche de ces systèmes à la fois utiles, durables et accessibles – contrairement à la « high-tech » –, a été accueilli par un déluge d'applaudissements. « *Je n'ai pas l'impression d'être arrivé, commente Corentin de Chatelperron, l'aventurier à la tête du projet. J'ai l'impression que c'est le début de quelque chose.* »

L'arrivée en fanfare du catamaran a marqué le lancement de la première édition du festival de la low-tech, qui se déroule jusqu'au dimanche 3 juillet. L'objectif : faire découvrir la démarche au plus grand nombre, et montrer qu'elle peut structurer la société. « *On commence à avoir fait le tour des systèmes qui marchent, explique Quentin Mateus, du Low-Tech Lab, l'association qui organise l'évènement. Il ne faut pas les garder dans un petit milieu dans lequel on fait l'effort de chercher des tutoriels de fours solaires.* »



Arrivée du « Nomade des mers », le navire amiral des « low-tech ». © Guy Pichard/Reporterre

Des « systèmes malins » à faire soi-même

Côté institutions, c'est un succès. En partenariat avec l'Agence de la transition écologique (Ademe), la Région Bretagne et la communauté d'agglomération, le Low-Tech Lab a annoncé qu'il accompagnerait bientôt vingt organisations dans leur « transition low-tech ». Parmi elles : l'hôpital de Concarneau, la mairie, une brasserie, un hôtel, le Muséum national d'histoire naturelle... Le Low-tech Lab tentera (entre autres) d'améliorer la gestion des déchets, du chauffage, des déplacements et de la nourriture de ces établissements. « Il y a encore beaucoup de travail, mais la low-tech a une capacité réelle à se développer et à changer les choses », estime la vice-présidente de la région Bretagne, Laurence Fortin, qui espère faire du territoire « le laboratoire européen des low-tech ».

Côté société civile, la mission semble également réussie : les allées du « village », où les acteurs du mouvement exposent leurs innovations, sont pleines. L'endroit ressemble à l'antre d'un Géo Trouvetou. Un joyeux capharnaüm de 1 600 m² où l'on trouve des éoliennes « maison » en bois et en tôle recyclée, des élevages de mouches soldat noires pour accélérer le compostage, des toilettes sèches et des poêles à bois bouilleurs, qui permettent de chauffer son eau sans recourir au gaz fossile.



À quelques mètres de l'entrée de la Ville close de Concarneau se trouve le village du festival sur environ 1 600 mètres carrés. © Guy Pichard/Reporterre

Du rock breton est diffusé grâce à une « remorque boum boum », une charrette équipée d'un haut-parleur et

recouverte de panneaux photovoltaïques. Quand il fait beau, « on peut faire la fête éternellement », explique Adrien, de l'association Véloma. Par temps gris, il faut pédaler. Les festivaliers se prêtent gaiement au jeu, grimant sur les vélos vintages reliés au dispositif pour l'alimenter en énergie.

Des ateliers de construction ont également été organisés par le Konk Ar Lab, le laboratoire de fabrication collaboratif local. L'enjeu est important : l'idée des « low-tech » n'est pas seulement d'adopter un mode de vie plus sobre et résilient, mais également de se réapproprier la technique. C'est la raison pour laquelle les plans de ces « systèmes malins » sont en accès libre. L'objectif est de permettre à chacun d'être plus autonome, « plutôt que de vendre un objet ou un service dont on devient dépendant », explique Quentin Mateus.



Un four solaire présenté au festival. © Guy Pichard/Reporterre

« Tout le monde peut le faire »

Sous un barnum, une poignée de visiteurs se concentre, le nez penché au-dessus du plan d'une « marmite norvégienne », une boîte dans laquelle on peut placer ses aliments en fin de cuisson afin qu'ils mijotent sans nouvelle dépense d'énergie. Nolwenn, ingénieure en environnement de 24 ans, est venue avec son petit frère de 13 ans.

Le visage parsemé de taches de rousseur, il trace attentivement des lignes de construction sur un morceau d'aluminium récupéré en pharmacie. Habituellement, ce matériau est utilisé pour garder les médicaments au frais. Il fera un isolant parfait pour sa marmite. Nolwenn guide la main de son petit frère lors de la découpe. « Faire soi-même, ça crée presque une relation sensuelle entre son objet et soi, dit-elle. Tu as moins envie de le jeter, et plus envie d'en prendre soin. » Cuire un plat dans une marmite norvégienne est plus long. Mais « ce n'est pas si grave, continue la jeune femme, si l'on apprend à réorganiser son temps ».



Une crêpière à bois, devant une éolienne Piggott. © Guy Pichard/Reporterre

Une bonne partie des visiteurs sont, comme elle, déjà dans une démarche de réduction de leur empreinte écologique, et cherchent de l'inspiration pour devenir plus autonomes énergétiquement. Beaucoup sont bricoleurs, voire sont passés par les bancs d'une école d'ingénieurs. « *Mais tout le monde peut le faire, insiste Adrien, de Véloma. La fibre du bricolage, c'est comme le dessin. Tout le monde dessine, mais certains arrêtent à cinq ans.* »



Futurs tiers lieux de Concarneau, la Konk Creative a dispensé de nombreux trucs et astuces en bricolage. © Guy Pichard/Reporterre

Pour les moins sensibles aux enjeux environnementaux, le passage à l'acte peut sembler plus ardu. Romain et ses amis, la vingtaine, sont tombés sur le festival par hasard, sans connaître le concept de la *low-tech*. « *Incroyable !* » s'extasiaient-ils, les sourcils levés par la surprise, en voyant un jeune homme sortir d'un four solaire une fournée de cookies brûlants. L'odeur de noisette et de caramel emplit les narines. Le jeune homme et ses amis trouvent la démarche « *géniale* », mais doutent de pouvoir la mettre en pratique. Juste avant, ils ont visité la « *tiny house* » autonome en énergie conçue par le Low-tech Lab. « *C'est sympa, mais je ne me vois*

pas vivre avec des enfants là-dedans. Ça prend vite de la place ces petites choses », dit Théo, 24 ans, en désignant du regard sa poussette.

Économies, activité physique, reconquête des savoirs, création de liens sociaux...

Julie et sa mère, Maryse, conviennent elles aussi qu'une société low-tech requerrait de « changer de mode de vie ». En visitant le Nomade des mers, elles ont appris que les membres de l'équipage devaient pédaler pendant plus d'une heure pour charger la batterie de leurs téléphones. « Si on faisait ça, on enverrait sûrement moins de messages, sourit la quinquagénaire. Il faut vraiment être motivé. » Le manque de culture technique d'une partie de la population pourrait selon elle être un obstacle : « Il faudrait pouvoir trouver ces objets en grande surface. Tout le monde ne va pas les fabriquer. »

Mère et fille jugent malgré tout l'évènement « très inspirant », et s'apprêtent à tester chez elles four solaire et frigo du désert. « Ce type de festival peut amener un changement de comportement, espère Julie. De toute manière, on n'aura pas le choix. »



De nombreux ateliers sont proposés aux visiteurs. © Guy Pichard/Reporterre

La démarche, poursuit la jeune femme, a par ailleurs de nombreux bienfaits. Économies, activité physique, reconquête des savoirs, création de liens sociaux... Pour le symboliser, la première journée du festival s'achève dans la joie, avec un concert alimenté grâce à des panneaux photovoltaïques. La chanteuse Roza, venue de Belgique à vélo, entame une reprise de « Santiano » à la guitare tandis que le soleil décline. La musique et les cris de joie recouvrent bientôt les hurlements des goélands. La low-tech est aussi une fête.

Hortense CHAUVIN et Guy PICHARD (photographies) (Reporterre)
27 juin 2022

Chantilly, des citoyens aident les scientifiques à « sauver la forêt »

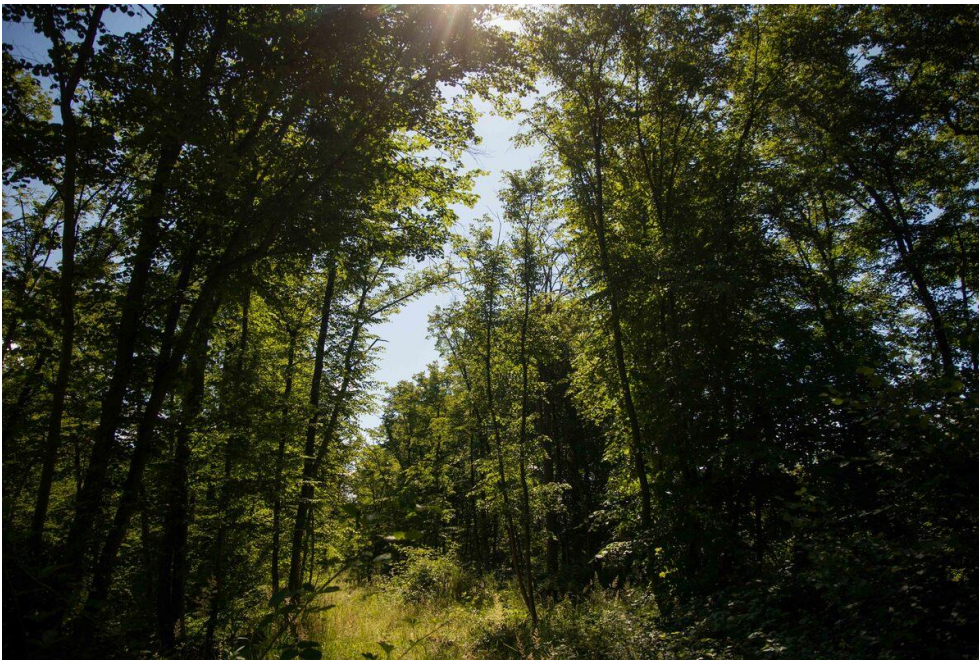


Jusque fin juillet, un collectif de 300 bénévoles accompagnés de chercheurs se mobilise pour cartographier la forêt de Chantilly. Un travail colossal. Ce domaine forestier, très vulnérable au réchauffement climatique, est dans un état critique.

Forêt de Chantilly (Oise et Val-d'Oise), reportage

Un groupe prélève des échantillons au sol, certains prennent des notes, d'autres s'attellent à cartographier l'espace... En ce début juillet, les bénévoles du collectif *Ensemble, sauvons la forêt de Chantilly* s'activent au milieu des arbres de cette forêt. Objectif : la maintenir vivante pour les cinquante années à venir. Car si à première vue elle semble en parfait état, avec ce feuillage vert sombre omniprésent, quand on lève les yeux, le paysage est moins idyllique : de nombreuses branches sont dégarnies.

« Vous voyez là, l'arbre est en train de dépérir. » Daisy Copeaux, directrice du domaine forestier et immobilier du château de Chantilly, situé à une quarantaine de kilomètres au nord de Paris sur les départements de l'Oise et du Val-d'Oise, tend le bras vers un chêne pédonculé, essence qui constitue les deux tiers de la forêt. Si son feuillage est touffu, certaines branches situées à son sommet sont complètement nues. L'arbre manque d'eau. S'il continue à puiser dans ses réserves, il finira par mourir, comme celui qui se trouve à quelques mètres de lui et dont le feuillage est inexistant.



40 % du domaine de Chantilly est touché par le dépérissement. © Mathieu Génon / Reporterre

Pour éviter cela, le collectif tente de comprendre comment sauver la forêt. Depuis la mi-mars et jusqu'à fin juillet, les bénévoles s'adonnent à une tâche colossale : réaliser la cartographie la plus fine possible des 6 300 hectares que compte le domaine. Leur mission est importante, puisqu'en plus de ces bénévoles et usagers de la forêt (qu'ils soient chasseurs ou issus d'associations de défense de l'environnement), le collectif réunit de nombreux experts : l'Institut de France, propriétaire de la forêt, mais aussi une quarantaine de chercheurs, des instituts de recherche [1] et les pouvoirs publics locaux.



Bénévoles et scientifiques à Chantilly. © Mathieu Génon / Reporterre

« L'état actuel est critique »

Une équipe conséquente, à la hauteur de l'urgence. Car ces chênes en difficulté sont loin d'être des cas isolés dans la forêt de Chantilly. Ce domaine est « une sentinelle du réchauffement climatique, explique Daisy Copeaux, et son état actuel est critique ». « Ici, on a cinq ans d'avance sur le réchauffement climatique en raison du climat sec et de la nature sableuse du sol », qui retient peu l'eau de pluie, confirme Hervé Le Bouler, conseiller scientifique de la direction du domaine forestier de Chantilly.



Un tronc en train de dépérir à Chantilly. © Mathieu Génon / Reporterre

C'est en 2019 que les équipes de l'Office national des forêts (ONF), qui gèrent la forêt, mesurent l'ampleur du problème. 40 % du domaine et 47 000 arbres sont touchés par le dépérissement, réalisent-ils. Dans la forêt, la température moyenne a déjà augmenté de 1,5 °C depuis 1990. Selon les modélisations, le climat y sera celui de Périgueux en 2050 ; celui d'Albi en 2080. Or, les chênes pédonculés, pivots de cet écosystème, sont capables de vivre plus de 80 ans en moyenne. Ayant besoin de grandes quantités d'eau, ils ne sont plus adaptés au climat d'aujourd'hui, et encore moins à celui de demain.

Le dérèglement climatique favorise aussi la prolifération de hannetons, une espèce d'insectes dont les larves se nourrissent des racines d'arbres. Complètement taillés par les larves, ceux-ci éprouvent encore plus de difficultés à puiser l'eau dont ils dépendent. « Si rien n'est fait, les espèces graminées vont prendre le dessus et empêcher la forêt de repousser. D'ici un siècle on aura une savane, qui brûle à l'automne, ou bien des steppes, comme en Ukraine », prédit Hervé Le Bouler.



Hervé Le Bouler : « Ici, on a cinq ans d'avance sur le réchauffement climatique. » © Mathieu Génon / Reporterre

« Plus de 1 400 jours de travail cumulé »

Depuis 2020, les 300 bénévoles de ce collectif mettent donc leur temps à la disposition des chercheurs pour affiner la connaissance de la forêt. Un projet d'une ampleur probablement inégalée à l'échelle mondiale, selon Hervé Le Bouler. En deux ans, ils ont déjà réalisé un inventaire de plusieurs centaines de parcelles et participé à un programme d'observation des insectes présents dans la forêt.

Depuis la mi-mars et jusqu'à fin juillet, les bénévoles doivent prélever 13 000 échantillons de sol, soit un tous les 70 mètres. La tâche n'aurait jamais pu être réalisée par les quelques personnes chargées de l'entretien et de l'exploitation de la forêt. À eux tous, les bénévoles auront effectué fin juillet « plus de 1 400 jours de travail cumulé », selon les calculs de Jean-Charles Bocquet, coordinateur des bénévoles.



Un bénévole avec un échantillon de sol. © Mathieu Génon / Reporterre

Ces échantillons sont ensuite envoyés en laboratoire et analysés. En plus de ce travail, une fine cartographie en 3D de la forêt va être réalisée, et des généticiens vont étudier le patrimoine génétique des arbres afin d'identifier si cela pourrait expliquer une meilleure résistance de certains par rapport à d'autres.



En deux ans, les bénévoles ont déjà réalisé un inventaire de plusieurs centaines de parcelles. © Mathieu Génon / Reporterre

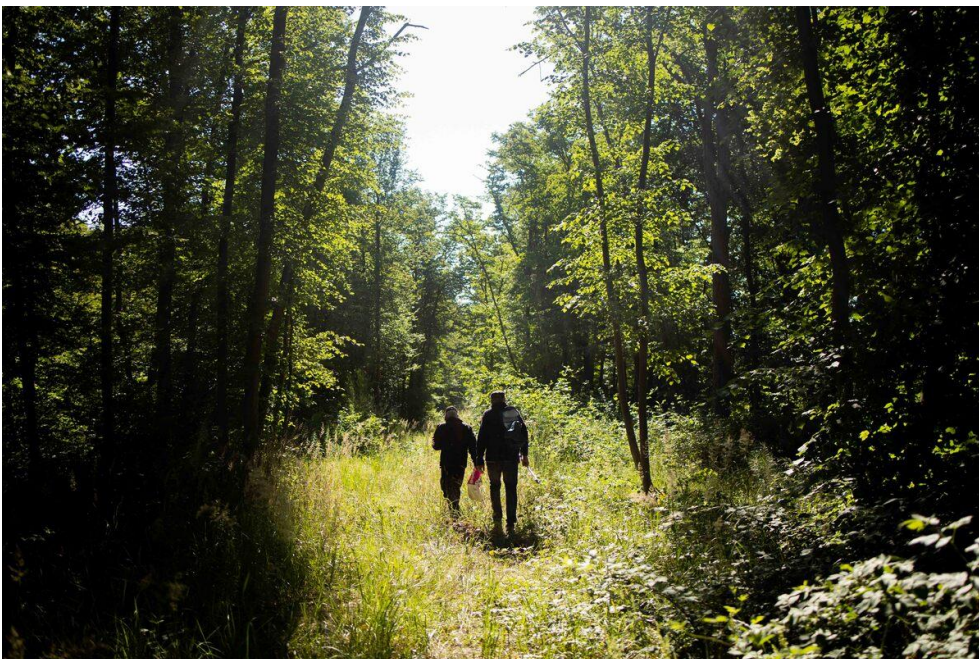
« Cela va servir à comprendre pourquoi, à quelques mètres près, on trouve un chêne en bonne santé et un autre en mauvais état. On n'a pas le temps d'attendre vingt ans pour sauver la forêt. Ce travail nous permettra de savoir quoi couper et quoi planter », détaille Hervé Le Bouler.



Ce travail permettra de savoir quoi couper et quoi planter. © Mathieu Génon / Reporterre

Importer des arbres plus adaptés à un climat méditerranéen

Car la forêt n'est pas condamnée. « Peut-être que nous pouvons travailler avec des espèces différentes, l'espoir est là », explique Daisy Copeaux. Les gardiens de la forêt de Chantilly souhaitent accompagner la migration naturelle d'essences plus adaptées au climat de demain, chose qui prendrait des milliers d'années à la nature. Chênes-lièges, chênes sessiles, cyprès de l'Arizona... Sur quelques parcelles du domaine, des arbres plus adaptés à un climat méditerranéen ont été plantés à titre d'expérimentation. Leur croissance est surveillée de près afin de déterminer quelles essences sont les plus susceptibles de prendre le relais des chênes pédonculés. En choisissant des essences cousines de celles présentes dans la forêt de Chantilly, qui ont coévolué avec les mêmes plantes, les forestiers limitent les risques de dérégler l'écosystème complexe du domaine.



Christophe Blanchet et Jean-Michel Henriou, bénévoles du collectif *Ensemble, sauvons la forêt de Chantilly*. © Mathieu Génon / Reporterre

Le plus important sera d'introduire davantage de métissage dans la forêt de Chantilly afin de la rendre plus résistante. « Aujourd'hui, elle est constituée aux deux tiers de chênes pédonculés du même âge. Si nous voulons éviter à nos successeurs de connaître les mêmes difficultés que nous, il faut plus de diversité », explique Daisy Copeaux. La directrice du domaine forestier ambitionne de « faire de Chantilly un laboratoire à ciel ouvert ». Les cinq années d'avance que connaît la forêt sur le réchauffement climatique sont une tragédie pour le domaine, mais cela pourraient bien aider d'autres chênaies à faire face à l'Anthropocène. En deux ans, les bénévoles ont déjà réalisé un inventaire de plusieurs centaines de parcelles.

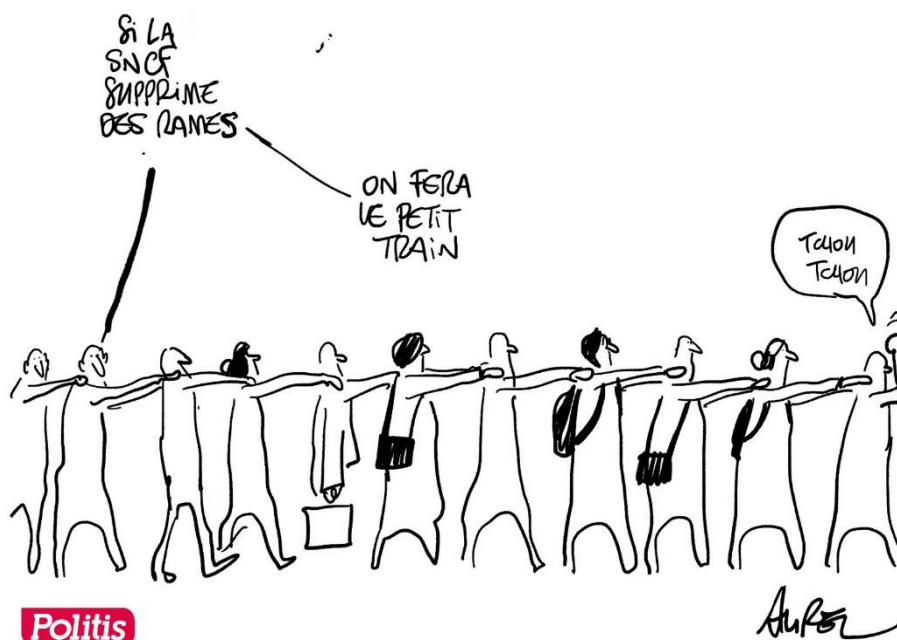
Notes

[1] Les universités d'Orléans, de Picardie Jules-Verne, le Muséum national d'histoire naturelle, l'université Paris-Sorbonne ainsi qu'Agro Paris Tech et l'Inrae sont impliqués.

Maiwenn LAMY et Mathieu GÉNON (photographies) (Reporterre)
13 juillet 2022

Humour

CONSEIL DE DEFENSE:
"La clé pour passer l'hiver
c'est la mobilisation générale."



POLLINIS

Des nouvelles de notre combat

Chère amie, cher ami,

C'est un combat de longue haleine qui vient d'aboutir à une *victoire historique* pour la démocratie et la transparence des procédures législatives en Europe !

Mercredi 14 septembre, le Tribunal de l'Union européenne a tranché en faveur de POLLINIS dans le procès qui l'oppose à la Commission européenne pour accéder aux *informations gardées secrètes* par les autorités européennes sur l'influence des lobbys dans le rejet des protocoles scientifiques mesurant la toxicité réelle des pesticides sur les pollinisateurs, avant leur mise sur le marché.

4 ans de combat. Depuis 4 ans, POLLINIS exige de la Commission européenne la pleine transparence sur les tractations qui ont mené au blocage scandaleux des « tests abeilles ». Ces protocoles d'homologation des pesticides, élaborés en 2013 par des scientifiques indépendants, auraient permis d'empêcher la commercialisation de centaines de substances toxiques pour les abeilles et les pollinisateurs depuis 9 ans déjà... s'ils n'avaient pas été systématiquement rejetés par le Scopaff – le comité d'experts chargé des négociations, réunissant des représentants des États membres et de la Commission européenne. Cette *trahison de l'intérêt général* a permis à quelques conglomérats agro-industriels d'écouler pendant des années des pesticides dévastateurs pour l'environnement et la biodiversité, sans qu'aucune information ne filtre sur la teneur des délibérations, la position réelle des États membres, ou l'implication des puissants réseaux de lobbyistes.

Obstruction illégale. Pour mettre en lumière ce scandale, et comprendre le rôle des multinationales dans ces délibérations cruciales pour enrayer l'extinction des abeilles et des pollinisateurs, POLLINIS a déposé dès le mois de septembre 2018 une requête à la Commission européenne pour obtenir l'accès aux correspondances, aux ordres du jour, et aux comptes-rendus du Scopaff. Sans succès. L'association a donc saisi la médiatrice européenne Emily O'Reilly pour dénoncer l'obstruction illégale de la Commission, et son manquement flagrant aux principes de transparence de l'Union européenne qui obligent Bruxelles à garantir l'accès des citoyens aux documents administratifs. Malgré son soutien public et appuyé, rien n'a changé : POLLINIS a réitéré sa demande en janvier 2020 et s'est une nouvelle fois confronté au refus obstiné de la Commission. Le 15 juin 2020, POLLINIS a donc décidé de poursuivre le combat devant le Tribunal de l'Union européenne, qui vient de délibérer en sa faveur.

Décision salubre. Dans un arrêt du 14 septembre 2022, les juges européens ont démonté un à un les arguments fallacieux de l'exécutif européen pour soustraire aux citoyens des *informations capitales* sur la protection des abeilles, et annulé les deux décisions de refus de la Commission européenne attaquées par POLLINIS. Les motifs invoqués par la Commission, comme la confidentialité de la position des États membres dans les procédures de comitologie, ou encore le risque d'une atteinte grave à un processus décisionnel en cours, ont été fermement écartés par les juges, qui ont estimé que rien ne justifiait l'attitude de la Commission. POLLINIS obtient donc, après 4 années de combat acharné, la reconnaissance de son *action indispensable* pour informer les citoyens européens sur l'intolérable blocage des « tests abeilles », et la *fin de l'opacité* qui règne sur les procédures décisionnelles européennes, qui ont permis aux lobbys d'imposer pendant des années leurs pesticides tueurs d'abeilles.



Les juges du Tribunal de l'Union européenne ont fait prévaloir le droit à l'information des citoyens sur le secret du processus décisionnel européen, utilisé par les lobbys pour défendre leurs intérêts à l'abri de tout contrôle démocratique.

Le combat continue. Alors que Bruxelles s'apprête à adopter de nouveaux tests de toxicité des pesticides qui pourraient affaiblir la protection des

abeilles domestiques et sauvages pour les prochaines décennies, la décision du Tribunal de l'Union européenne est un *signal d'alerte clair* envoyé aux autorités européennes : les citoyens surveillent de près leurs manigances et leurs compromissions avec les lobbys, et ne reculeront devant rien pour forcer les responsables politiques à adopter les règles nécessaires à une vraie protection des abeilles et des pollinisateurs contre les pesticides qui les déciment.

Un grand merci à tous les citoyens qui sont à nos côtés dans ce combat, et permettent à POLLINIS de remporter des victoires décisives contre l'opacité des processus décisionnels européens et les puissants lobbys de l'agrochimie ! Grâce à vous et à tous ceux qui soutiennent financièrement POLLINIS et rendent possible ce type de combat juridique de longue haleine, nous allons poursuivre de toutes nos forces la lutte pour que la toxicité des pesticides sur les abeilles et les pollinisateurs soit réellement évaluée, et que les multinationales ne puissent plus imposer leurs pesticides dévastateurs

POLLINIS

PROCÈS CONTRE LA COMMISSION EUROPÉENNE

**VICTOIRE
POUR LA TRANSPARENCE
ET CONTRE LES LOBBYS**

**LES JUGES EUROPÉENS OBLIGENT LA COMMISSION
EUROPÉENNE À TRANSMETTRE À POLLINIS
DES DOCUMENTS ET À ROMPRE AVEC LA CULTURE
DU SECRET QUI FAVORISE L'AGROCHIMIE**

#Transparence #StopExtinction #TestsAbeilles

Cette victoire décisive intervient au moment même où l'Union européenne pourrait fragiliser les objectifs de protection des abeilles et des bourdons sous pression de l'industrie.

[...]

D'avance merci pour votre engagement et votre soutien, et à bientôt,
Bien cordialement,

L'équipe POLLINIS

Frivolité tactique : la résistance en tutu

Masques loufoques, tambours, paillettes et accoutrements clownsques s'invitent parfois dans les actions militantes, comme lors de contre-sommets internationaux, sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, ou encore lors d'occupations de mines de charbon organisées par Ende Gelände.

Ce répertoire d'action, souvent nommé « frivolité tactique », ne se contente pas d'apporter de la joie aux moments de lutte, mais permet aussi de contourner les schémas traditionnels de la confrontation.



Fondée en 2004 par Jay Jordan, l'armée des clowns rebelles est l'un des premiers groupes à faire de la frivolité tactique son outil de résistance majeur lors de manifestations. The Clandestine Insurgent Rebel Clown Army.

Frivolité tactique : derrière cet oxymore, une forme de lutte aux airs de carnaval où se déploient tambours, danses, plumetis et sequins, farandoles et dérisions. La frivolité tactique n'est pourtant ni une soupape de décompression festive et pacifiste au sein d'une manifestation bien rangée, ni un moment révolutionnaire. C'est un répertoire d'action directe, autonome, glisse dans l'interstice entre conformité totale et confrontation violente.

Si l'on peut trouver les prémices de ces « frivolités » chez les luddites, ces ouvriers britanniques qui, au début du XIXe siècle, se déguisaient en femme et barbouillaient leur visage de peinture pour détruire les métiers à tisser destinés à les remplacer, c'est à l'orée du XXIe siècle que la méthode s'installe dans le paysage protestataire. En juillet 1996 à Londres, le groupe Reclaim the Streets a été l'une des premières organisations à faire la synthèse entre carnaval et révolution.

Pendant qu'une dizaine de milliers de personnes se mettaient à danser en toute illégalité sur une autoroute londonienne, deux énormes mannequins vêtus de larges jupes la parcouraient de long en large. « Cachés sous les jupes et abrités par la musique, des gens creusaient la chaussée au marteau-piqueur et plantaient des pousses d'arbres. Au rythme syncopé de la musique techno, la chaussée fut provisoirement transformée en forêt ¹ », raconte John Jordan, l'un des cofondateurs du collectif londonien Reclaim the Streets.

Agents du FBI contre Pink Bloc

Quelques années plus tard, ce répertoire d'action fait à nouveau ses preuves avec la constitution d'un « Pink & Silver Bloc », lors d'une manifestation contre une réunion conjointe du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Alors que le dispositif de sécurité empêche tout autre groupe de s'approcher de l'édifice, des éléments du Pink & Silver Bloc, grimés en fée, parviennent – en passant par des toits, des ruelles et des portes dérobées – à contourner les policiers en faction, provoquant ainsi l'interruption de la réunion et une évacuation d'urgence des participants.

La frivolité tactique est parfois très efficace, tant et si bien qu'elle inquiète les autorités : en 2001, Tony Blair dénonce un « cirque itinérant d'anarchistes qui vont de sommet en sommet avec pour seul objectif de provoquer le plus de grabuge possible ² ». Quelques mois plus tard, le FBI place « le Carnaval contre le Capital » sur la liste des groupes terroristes les plus recherchés. « Mais le Carnaval contre le Capital n'est pas une organisation. C'est

une histoire gaie, une tarte dans la gueule, un travelo, un pas de samba. C'est une tactique, l'incarnation de l'esprit contemporain de résistance au capitalisme mondial. Et si le FBI a envie de noyauter ce mouvement, il va falloir qu'il habille ses agents en tutu », leur répondent John Jordan et Jennifer Whitney ³.

Si les tactiques frivoles inquiètent les gouvernants, c'est qu'elles les déroutent en plusieurs endroits. D'abord, la méthode, qui ne cherche pas la confrontation violente, mais ne recule pas non plus, crée des brèches par la danse, les farces, et tout ce qui détourne l'attention, trouble les réactions policières. Ensuite, par ses pitreries et costumes caricaturaux, le procédé perturbe les stratégies de communication qui viseraient à criminaliser ou à invisibiliser les protestations, créant des images médiatiques qui attisent la sympathie du grand public ou suffisent au moins à intriguer.

Tourner le pouvoir en dérision

Sans toujours se réclamer de la frivolité tactique, bon nombre de luttes actuelles en propagent les usages et y trouvent divers avantages. À Bure (Meuse), là où se projette la création d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires, ce répertoire carnavalesque a eu une double utilité cruciale. Si à la suite d'une très violente répression judiciaire des militants, le mouvement s'essouffle, l'organisation d'un week-end festif non mixte par le collectif les Bombes Atomiques relance en 2019 les militants. Il rend possible la première manifestation non réprimée depuis des années, puisque les participantes déguisées parviennent à atteindre les grilles de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra).

Depuis, les carnivals antinucléaires y sont fréquents, et la création de « blocs roses » ou « blocs violets » lors d'actions continue à faire ses preuves pour détourner l'attention des forces de police et attirer celle des passants et du grand public. En marge du camp des Rayonnantes, à l'été 2021, des militants antinucléaires ont tenté de s'introduire dans un dépôt de l'Andra. La veille de l'action, sur le camp, s'était organisé un « atelier cagoule » : « *Non seulement, c'était marrant, on a appris à se connaître en faisant un peu de couture et de coloriage, mais en plus ça nous a permis de protéger notre anonymat le jour J* », témoigne une participante. Un stratagème tout aussi plébiscité sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes où les masques d'animaux sont légion, autant pour échapper à la reconnaissance faciale que pour tourner le pouvoir en dérision.

Retourner le stigmate d'un féminin vulnérable

Comme à Bure, celles et ceux qui font usage de la frivolité tactique l'associent souvent à une pensée féministe et queer. Les déguisements choisis retournent les stigmates de la féminité en les exagérant jusqu'au kitsch pour en faire un outil de puissance, opèrent un pas de côté face au virilisme et à l'éloge de la force physique qui demeurent légion dans les Black Blocs et, globalement, sur bon nombre de terrains de lutte. La visibilité de ces Pink Blocs peut se montrer utile pour contrebalancer l'image de certains mouvements. « *C'était très important de monter un Pink Bloc pendant les manifestations des Gilets jaunes, de montrer qu'on était là en tant que queer et que nous aussi, nous étions concerné.e.s par les réformes sociales* ⁴ », témoigne Cy Lecerc Maulpoix, avant de pointer les limites de la frivolité tactique. D'une part, l'apparence inoffensive des Pink Blocs ne suffit pas toujours à échapper aux violences policières. À Ende Gelände, lors d'une action organisée parallèlement à la COP21, le bloc rose sera particulièrement réprimé, moins apte à courir et à se disperser que d'autres manifestants : « *La couleur, les collants et les paillettes ne nous avaient pas protégés ; ils ne nous avaient pas empêchés d'être embarqués pour avoir osé nous attaquer à un emblème sacré du capitalisme énergétique* », se souvient Cy Lecerc Maulpoix. D'autre part, il pointe les paradoxes de la visibilité et les limites de la frivolité tactique, passe l'effet de surprise : « *Là où nous voulions faire irruption, nous sommes maintenant attendus. Nous sommes devenus consommables, ou pire, le clou d'un spectacle humoristique* », déplore-t-il.

Pour John Jordan, la question cruciale n'est pas tant de savoir dans quelle mesure ce genre d'action est efficace, mais de sentir « *le désir irrésistible que suscite le carnaval comme tactique et stratégie de résistance. [...] Car si la résistance et la révolte ne sont pas marrantes, si elles ne sont pas le reflet du monde que nous voulons créer, nous ne faisons que reproduire les luttes qui nous ont précédés et qui repoussaient toujours à plus tard le plaisir, et aussi l'égalité entre les races ou entre les sexes, plus tard, "après la révolution"* ⁵ ».

Isma LE DANTEC (Socialter n°52)

1 John Jordan et Jennifer Whitney, « La résistance est la clé du bonheur », août 2001 (article en ligne sur le site nepaspplier.fr).

2 BBC News, « Blair: Anarchists will not stop us », 16 juin 2001, in Francis Dupuis-Déri, Les Nouveaux Anarchistes. De l'altermondialisme au zadisme, Textuel, 2019. 3 John Jordan et Jennifer Whitney, art. cit.

4 Cy Lecerc Maulpoix, Écologies deviantes. Voyage en terres queers, ambourakis, 2021.

5 John Jordan et Jennifer Whitney, art. cit.

Golfs sabotés : que revendique le collectif Kirikou ?



Du ciment déposé sur des golfs : plusieurs terrains ont été sabotés mi-août par le collectif Kirikou. Notamment proches d'Extinction Rebellion, ses membres exigent l'interdiction d'arroser les golfs en période de sécheresse.

Du ciment coulé dans des greens de golf. Des trous complètement bouchés. Une pelouse fortement endommagée. Dans la nuit du 10 août, deux golfs de l'agglomération toulousaine [1] ont été sabotés par un collectif de militants écologistes, notamment proches d'Extinction Rebellion ou d'ANV-COP21. En plus de ces terrains vandalisés, des pancartes « Ce trou boit 227 000 litres d'eau par jour » ou « Stop golf » ont été posées. Le nom de ce collectif ? Kirikou. Comme le dessin animé [2]. « Une référence directe au moment où, dans Kirikou, le village est privé d'eau par un monstre qui boit sa source », explique Élie [3], sa porte-parole.

Car c'est bien un « accaparement de l'eau » que dénonce le collectif. Alors que la France traverse une sécheresse inédite, et que des restrictions d'eau ont été imposées dans différentes villes du pays, les golfs ont bénéficié de dérogations leur permettant de continuer à arroser. La raison : le coût de l'entretien de ces terrains. Depuis début août, le collectif Kirikou demande donc « l'arrêt complet de l'arrosage des golfs ». Mais la polémique ne cesse d'enfler. « En solidarité avec le collectif Kirikou », le 13 août, un groupe se revendiquant d'Extinction Rebellion a planté des légumes dans des trous de deux golfs de Limoges. « Rendez l'eau » ou « Fin de parcours pour le golf... il n'y a plus d'eau » pouvait-on cette fois lire sur les greens.

@xrToulouse

Suivre

En réponse à @xrToulouse

Alors que nous traversons un épisode de sécheresse extrême, l'arrosage des PARCOURS DE GOLFS est autorisé par dérogation en raison du coût d'entretien de ces luxueux terrains A côté de ça, la sécheresse

entraîne jusqu'à des interdictions totales d'irrigation en agriculture



Extinction Rebellion Toulouse

@xrToulouse

Suivre

Pour dénoncer l'accaparement de l'eau par cette industrie de loisir pour les plus privilégiés, les **ACTIVISTES DE L'ACTION KIRIKOU** ont **SABOTÉ** les golfs de Vieille-Toulouse et de Blagnac en bouchant définitivement certains trous avec du ciment ou en endommageant la pelouse.



4:48 PM · 11 août 2022

« Dans ce contexte de sécheresse, nous trouvons choquant le gaspillage de l'eau, précise Élie. Alors que les restrictions sont partout, qu'une centaine de communes sont ravitaillées par camions-citernes ou bouteilles, les golfs obtiennent des dérogations pour arroser les greens. » À ceux qui leur diraient que boucher des trous est anecdotique, Élie leur répond avec les chiffres d'un rapport sénatorial de 2002 : d'après ce dernier, la consommation moyenne d'eau d'un golf de 18 trous nécessite 5 000 mètres cubes par jour, soit l'équivalent de la consommation de 12 000 Français. Et la France compte aujourd'hui plus de 700 structures.

Dénonçant des « attaques injustes » dans les médias, la Fédération française de golf a précisé le 8 août que le chiffre de 5 000 mètres cubes par jour était « 36,5 fois supérieurs à la réalité ». Mais aussi qu'en cas de sécheresse, « seuls les greens (essentiels à la survie du parcours) sont arrosés », et qu'ils ne représentent « qu'1 à 2 % de la surface totale du golf ».

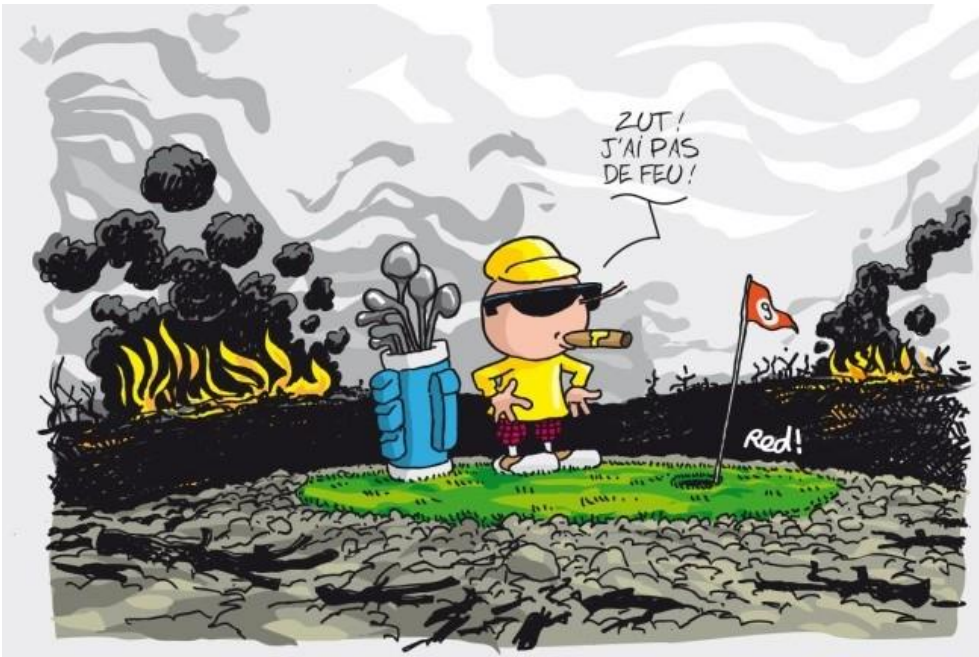
« Loisir de privilégiés »

S'attaquer aux golfs, et non pas à d'autres sports très gourmands en eau, n'est pas un hasard. Au contraire. Pour le collectif Kirikou, le plus dommageable est que ces dérogations aient été données à un « loisir de privilégiés » et à un « plaisir bourgeois ». « S'il n'y avait pas de golf, cela ne manquerait pas à grand-monde. Il est temps d'arrêter les cas particuliers », affirme Élie. En 2021, la Fédération française de golf revendiquait 436 846 licenciés, s'entraînant sur plus de 700 structures. Une « culture de riches à abolir pour la culture alimentaire », dénonçait Extinction Rebellion à Limoges le 13 août.

L'action menée sur les greens sert aussi à pointer l'injustice sociale du changement climatique : il touche d'abord les plus pauvres, comme les paysans, dépendants eux aussi de cette ressource. Il n'y a « pas de justice climatique sans justice sociale », selon Extinction Rebellion, dont le nombre de personnes ayant rejoint Kirikou reste inconnu.

Anonymes, les membres de Kirikou regroupés cet été se revendiquent « de toutes origines et de tous âges, qui ne se retrouvent physiquement que pour les actions », précise Élie. « Avec les moyens démesurés mis en œuvre pour réprimer les moindres petites actions, nous risquons gros en agissant démasqués, souligne la porte-parole. Le but n'est pas de sacrifier nos vies, mais de vivre mieux. La seule limite à nos actions, c'est de ne pas causer de dégâts humains. »

Le collectif ne compte pas en rester là. Car depuis leurs actions, les dérogations n'ont pas été retirées et les golfs sont toujours ouverts. Kirikou a ainsi lancé une pétition à destination du gouvernement, déjà signée par près de 2 100 personnes, exigeant l'interdiction d'arroser les golfs. « Les politiques publiques doivent viser à réduire le plus possible la souffrance du plus grand nombre, affirme Élie. C'est à la politique de faire des choix pour le bien commun. »



Arrosage des golfs : malgré la sécheresse, les dérogations pleuvent

Notes

- [1] Vieille-Toulouse et de Blagnac.
- [2] de Michel Ocelot
- [*] Le prénom a été modifié.

Précisions

Photo : Pxhere/CC0

Valérie LASSUS (Reporterre)
20 août 2022

Golfs, SUV... Ils ont saboté, ils racontent



Mégabassines débâchées, pneus dégonflés, golfs rebouchés... Cet été, les activistes ont choisi le sabotage pour se faire entendre. Ils expliquent aujourd'hui leurs actions.

Face à la sécheresse, ils dénoncent l'accaparement de l'eau pour des usages récréatifs, ou pour une agriculture intensive au détriment de la biodiversité. En ville, ils luttent contre des voitures polluantes. Cet été, des activistes du climat ont choisi l'action directe, voire même le sabotage, pour porter leurs revendications. Militants de longue date, la plupart estiment que leur message n'est pas assez audible auprès des politiques. Trois saboteurs expliquent à *Reporterre* pourquoi ils ont franchi le pas.

• Débâcher des mégabassines

« Nous avons enfilé des gants et masqué nos visages, nous avons pris des pinces et des couteaux et nous avons enlevé la bâche qui recouvrait deux mégabassines du Sud-Vendée », écrivent les saboteurs dans leur communiqué. Dans la nuit du 8 au 9 août, ces « jardiniers, pêcheurs et amoureux des cours d'eau » ont choisi de saboter deux ouvrages situés à moins de 10 kilomètres l'un de l'autre, au nord de la commune de Nalliers et au sud-est de Pouillé, en Vendée. Selon les militants, ces mégabassines alimentent une poignée d'exploitants. « Par cette action, nous ne cibons pas les agriculteurs, mais bien un système agro-industriel productiviste », explique à *Reporterre* le collectif. Un système qui accaparerait l'eau pour l'irrigation de grosses exploitations, au détriment des plus petites et de l'environnement.

Ainsi débâchées, les mégabassines deviennent inutilisables. Dans un communiqué, le président de la Coop de l'eau 79, Thierry Boudaud, a estimé qu'en Vendée, comme dans les Deux-Sèvres où avaient eu lieu les premières manifestations, « la construction de ces (réserves de substitution) a été longuement concertée avec l'ensemble des acteurs. Elles sont donc légitimes et légalement autorisées ».



Une bassine avait été endommagée en Charente-Maritime, le 6 novembre 2021. © Corentin Fohlen/Reporterre

Une assertion contestée par le collectif. « Les autorités ont coupé tout dialogue. Aucune concertation ou contre-enquête ne fut mise en place en Vendée. En Charente-Maritime, il a fallu de nombreuses années pour faire reconnaître l'illégalité des mégabassines. Dans les Deux-Sèvres et en Vienne, face au passage en force de la préfecture et des probassines, toutes les organisations paysannes et environnementales se sont retirées des protocoles d'accord », expliquent les saboteurs.

Et d'ajouter : « Le gouvernement s'assoit ostensiblement sur la règle européenne qui édicte les usages prioritaires de l'eau : premièrement l'alimentation humaine ; en second l'environnement, la faune et la flore ; et enfin les usages économiques. Avec les mégabassines c'est exactement l'inverse qui s'applique. » Face à l'urgence climatique et la destruction du vivant, les militants estiment qu'il est nécessaire d'agir. « Nous n'avons pas d'autre choix que d'appliquer nous-mêmes le moratoire. »

• Pneus de SUV dégonflés à Paris

« Attention, votre SUV tue », peut-on lire sur le flyer que l'activiste vient de déposer sur les vitres d'un SUV dont les pneus sont désormais à plat. Depuis un mois, le militant dégonfle ces voitures énergivores aux capacités tout-terrain et à la carrosserie surélevée et volumineuse. Des véhicules qu'il juge inutiles à Paris, « maillée par les transports en commun, où se déplacer à vélo est très facile comparé à d'autres territoires, notamment ruraux », analyse cet activiste qui préfère rester anonyme.



The Tyre Extinguishers

FOLLOW: 35 SUVs DEFLATED IN PARIS, FRANCE Here's the account for our new friends, Les dégonfleurs de SUVs! Give them a follow: @deflate_SUVs We love to see new groups springing up!



2:41 PM · 29 juil. 2022

« Dans cette ville, on voit partout ces énormes SUV, des modèles dont le prix peut atteindre plus de 100 000 euros, ne transportant souvent qu'une seule personne. C'est un bon exemple du séparatisme des riches, une minorité qui se déplace dans son salon roulant climatisé, prenant une place démesurée dans cette ville exiguë, et qui n'aura pas à subir les impacts négatifs de son comportement. »

Le militant suit la voie ouverte par le groupe britannique The Tyre Extinguishers, qui opère dans les rues de Londres et a essaimé en Europe : en Italie, en Suède ou encore en Allemagne et jusqu'aux États-Unis.

Avec cette action, l'activiste espère sensibiliser les conducteurs et le grand public à l'aberration écologique de ce type de transport. *« Ce mode d'action n'est pas une fin, c'est un moyen, souligne-t-il. On ne sort pas en pleine nuit, courir le risque de se faire tabasser par des propriétaires énervés, ou arrêté par les flics – qui roulent aussi en SUV, au passage –, pour le plaisir de dégonfler. On le fait pour faire cesser l'atonie sur les SUV. Rien ne justifie leur essor, si ce n'est qu'ils permettent aux constructeurs de faire plus de profits en vendant moins de véhicules »,* insiste le saboteur. Son objectif : que la prise de conscience laisse place au « débat public » et aux « mesures d'interdiction ».

En 2021, les SUV représentaient plus de 45 % des ventes mondiales de voitures. Elles ont augmenté de 10 % entre 2020 et 2021, selon une note récente de l'Agence internationale de l'énergie, ce qui représente

35 millions de SUV en circulation de plus qu'en 2020. Cela a entraîné une augmentation annuelle des émissions de CO₂ de 120 millions de tonnes. Si les SUV étaient un pays, ce serait le 6^e plus gros émetteur de gaz à effet de serre, alertent les deux experts de l'Agence internationale de l'énergie.

Début juin, une étude menée sur trois villes européennes (Londres, Rome et Florence) a révélé que certains véhicules portaient à eux seuls la responsabilité d'une part importante de la pollution atmosphérique d'une ville. Elle conclut que les politiques de réduction des émissions ciblant les gros pollueurs sont bien plus efficaces que celles limitant la circulation sans distinguer les modèles.

• Golfs endommagés

Autre sujet polémique au cœur de cet été caniculaire : les dérogations autorisant l'arrosage des golfs en pleine sécheresse. Plusieurs opérations ont été menées contre les greens bien verts, notamment par le collectif Ibiza, connu pour ses actions parodiques contre Jean-Michel Blanquer, ancien ministre de l'Éducation. Le 22 août, ses membres se sont introduits sur le golf de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) pour y installer un potager. « Notre but n'est ni de saccager le green ni d'interdire le golf, mais plutôt de poser la question des usages. Nous sommes dans une période où le manque de ressources va s'accroître. Que fait-on avec des ressources limitées ? » explique Pauline Rapilly Ferniot, porte-parole du mouvement, auprès du *Parisien*.



Collectif Ibiza

« Spécialistes en désobéissance civile », rien que ça Super vidéo de @le_Parisien avec les images de @ClementLanot sur notre action Potager d'aujourd'hui.



10:18 PM · 22 août 2022

Un peu plus tôt dans l'été, le collectif Kirikou s'est introduit sur les golfs de Vieille Toulouse et de Blagnac dans l'agglomération toulousaine pour reboucher les trous à l'aide de ciment et endommager la pelouse. Ses membres, notamment proches d'Extinction Rebellion, réclament « l'arrêt complet de l'arrosage des golfs » et dénoncent un « accaparement de l'eau » pour un usage récréatif au détriment des agriculteurs et de la population locale.

De son côté, la Fédération française de golf a dénoncé des attaques injustes, rappelant que « seuls les greens (essentiels à la survie du parcours) sont arrosés », soit 1 à 2 % de la surface totale du golf.

« S'attaquer à un loisir qui est communément reconnu comme étant un loisir de privilégiés facilite sa médiatisation, souligne auprès de Reporterre Élie [1], la porte-parole du mouvement. Mais cela reste tout aussi problématique d'arroser un terrain de foot, ou de rugby. » Sans oublier que la démarche du collectif s'inscrit sur le long terme. « Cela fait plus de cinquante ans que la lutte écologiste manifeste, écrit des plaidoyers, fait des propositions de loi, crée des partis politiques. Tout cela est essentiel et a permis de faire connaître la lutte. Mais nous pensons qu'il

manque une plus grande diversité de tactiques. Plus il y a des propositions d'actions, plus elle en ressortira riche et gagnante. » La militante reconnaît que ces opérations peuvent choquer, mais elle estime que cela pourrait attirer l'attention sur d'autres actions jugées plus modérées, telles que les manifestations ou les plaidoyers des organisations environnementales.



Contre l'agro-industrie, écolos et paysans endommagent une mégabassine

Notes

[1] Le prénom a été modifié.

Violaine COLMET DAAGE (Reporterre)
25 août 2022

Peut-on saboter au nom de la légitime défense ?

Face à l'écocide planétaire, l'écosabotage pourrait-il finir par devenir juridiquement recevable ? Pourrait-il être l'ultime recours pour changer au forceps la jurisprudence ? Convaincre un juge par un tel argumentaire est une gageure, mais l'histoire montre qu'une radicalité légitime peut précéder, voire engendrer, une nouvelle légalité.

La situation ressemble à une impasse. Plus de 3 milliards d'êtres humains sont « *hautement vulnérables au changement climatique* », selon les termes du 6^e rapport d'évaluation du Giec, dont le 3^e volet publié en avril 2022 a martelé une fois de plus l'urgence d'agir.

Mais à l'inaction des décideurs politiques et économiques se superpose l'indolence de la justice. « *Selon les sources, on compte des actions contentieuses déposées dans plus de 24 pays. Un rapport du Grantham Research Institute (London School of Economics) recense plus de 1 300 actions en justice concernant le changement climatique à travers le monde entre 1990 et 2019* », note Diane Roman, professeure à l'École de droit de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, dans un récent ouvrage.

Selon un rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) datant de 2016, les crimes contre l'environnement seraient même la 4^e activité illégale la plus lucrative, estimée entre 91 et 258 milliards de dollars annuels. Autant de coups d'épée dans l'eau, au vu de la vitesse à laquelle celle-ci continue de monter. Symbole de cette inefficacité en France : le Conseil d'État condamnait le gouvernement en juillet 2021 et lui donnait jusqu'au 31 mars 2022 pour « *prendre des mesures supplémentaires* » et renforcer sa politique climatique. Arrivé à la date butoir, l'État n'a pas daigné répondre à la juridiction suprême de l'ordre administratif. En écho à ce non-événement, le 29 juin, le Haut Conseil pour le climat (HCC) publiait son rapport annuel estimant que la réponse de la France restait « *insuffisante* » pour tenir ses engagements climatiques.

Puisque le danger est dorénavant incontestable – les canicules ou inondations mortelles intensifiées par le réchauffement se multiplient en France –, le citoyen dépourvu d'autre levier efficace serait-il en droit de couper le chauffage lui-même ? Autrement dit, de mettre hors service les industries polluantes en invoquant la légitime défense ? L'écosabotage, qui semble doucement ressurgir ces dernières années, pourrait être tenté d'investir le terrain judiciaire. Faire, à la suite de la désobéissance civile, ce que le sociologue Albert Ogien appelle « *un usage sauvage du droit* » : forcer par une action illégale l'intervention du juge et espérer changer par la jurisprudence la norme de l'intérieur. Ainsi les militants d'Agir pour le climat justifient-ils la dégradation d'affiches publicitaires par de la « *légitime défense climatique* ». « *Rien n'est délirant a priori en droit, on peut tout imaginer et tout plaider, s'amuse Diane Roman. Mais la légitime défense obéit à des critères très précis, la réponse doit être immédiate, proportionnée et faire face à un acte illégal.* »

État de nécessité

De fait, un concept voisin paraît plus pertinent et a créé quelques soubresauts dans les tribunaux ces dernières années : celui d'état de nécessité. En relaxant plusieurs activistes au nom de ce principe, les juges ont alimenté de vifs débats sur l'opportunité de déroger à la loi au nom de l'urgence écologique. En vertu de l'article 122-7 du code pénal, « *N'est pas pénalement responsable la personne qui, face à un danger actuel ou imminent qui menace elle-même, autrui ou un bien, accomplit un acte nécessaire à la sauvegarde de la personne ou du bien, sauf s'il y a disproportion entre les moyens employés et la gravité de la menace.* »

Des décrocheurs de portraits d'Emmanuel Macron ont notamment été relaxés au nom de ce principe par le tribunal correctionnel de Lyon en septembre 2019. La brèche juridique s'est toutefois rapidement refermée : la Cour de cassation a rejeté en 2021 cet argument, estimant que l'action des activistes n'était pas une réponse adéquate ni indispensable à la lutte contre le changement climatique. Ce qui, paradoxalement, pourrait plaider pour une plus grande légitimité d'un acte d'écosabotage : l'adéquation du lien entre détruire une raffinerie et limiter le réchauffement climatique est en effet plus évident qu'avec un vol de portrait présidentiel. Les critères de « danger actuel ou imminent » et de « proportionnalité » de la défense justifiant l'état de nécessité pourraient également être aisément plaidés à partir des constats énoncés plus haut.

« *Intellectuellement, ça pourrait se tenir. Mais il ne faut pas sous-estimer le conservatisme des juges. Ils sont là pour faire régner l'ordre et aucun ne prendrait le risque de donner un tel blanc-seing à l'écosabotage, au risque d'ouvrir les vannes à tous les militants* », tempère Diane Roman. D'autant, rappelle la juriste dans son livre, que les droits

environnementaux ont longtemps souffert de n'être que la « 3^e génération » de droits humains, après une 1^{ère} salve de droits civils et politiques issus de la Révolution française et une 2^e génération de droits économiques et sociaux au XIX^e siècle. Or, les droits de 2^e et 3^e générations seraient bien moins justiciables que les premiers, en raison de leur caractère « imprécis » et « programmatique », qui en ferait une prérogative du pouvoir législatif plutôt que du judiciaire.

Chambouler la jurisprudence

Cette réticence du juge à empiéter sur le pouvoir politique, ce « refus prétorien », ou refus de créer de nouvelles jurisprudences sur ces sujets, produit l'effet pervers de renforcer le *statu quo*, en l'occurrence délétère. « *La déférence marquée par le Conseil constitutionnel à l'égard du pouvoir d'appréciation du législateur le conduit, depuis une vingtaine d'années, à valider des choix politiques empreints d'une logique libérale qui donne la part belle à la liberté d'entreprendre* », déplore Diane Roman.

Le nœud du problème tiendrait donc à la hiérarchisation des droits. Si un écosabotage légitime est aujourd'hui *intellectuellement valable* mais *juridiquement indéfendable*, cela tient peut-être à la sacralité de la liberté d'entreprendre et d'une liberté tout court fondée sur le droit à la propriété privée. Le philosophe Pierre Crétois propose ainsi de retirer le droit de propriété des droits fondamentaux. Contestant « *l'idéologie propriétaire* » qui fait de la propriété un droit naturel, pilier des libertés individuelles, il invite à subordonner ce droit aux besoins humains essentiels. « *Ceux qui pensent ne rien devoir aux autres et être autorisés à se considérer comme maîtres et possesseurs absolus des choses se trompent, écrit-il. Le simple fait de bénéficier de certains avantages matériels est en soi une dette, et cette dette s'exprime dans les droits que d'autres membres de la société devraient pouvoir faire valoir sur ce que l'on croit être pleinement à soi.* »

Reste que la difficulté de renverser un tel paradigme, socle de la domination de l'élite dirigeante, oblitère sérieusement à court terme la possibilité de voir l'écosabotage chambouler la jurisprudence. À défaut de changer le droit de l'intérieur, les saboteurs peuvent-ils tenter de le changer par l'extérieur, autrement dit en continuant d'assumer l'illégalité de leurs actes ?

Flanc radical

Ce n'est pas impossible si l'on suit la lecture historique des luttes que fait Andreas Malm. L'essayiste et militant suédois souligne dans *Comment saboter un pipeline* (La fabrique, 2020) non seulement que le capitalisme fossile détruit le monde en connaissance de cause mais aussi qu'il n'a d'autre choix que de continuer sur cette voie, le temps nécessaire à l'amortissement des investissements verrouillant les infrastructures sur des dizaines d'années. « *Le business as usual n'est pas un à-côté bizarre de la démocratie bourgeoise [...], il est la forme matérielle du capitalisme contemporain, ni plus ni moins* », martèle-t-il. Aussi est-il d'autant plus cohérent d'invoquer la légitime défense contre des acteurs qualifiés moralement de « criminels », à défaut de l'être juridiquement.

Mais surtout, Andreas Malm défend la théorie de « l'influence du flanc radical ». Nombre de luttes emblématiques de l'histoire n'auraient pas été victorieuses sans l'existence d'une frange militante adepte du sabotage et de la destruction matérielle, soutient-il. Des suffragettes britanniques qui fracassaient les vitrines des bijouteries et mettaient le feu aux boîtes aux lettres dans les années 1910, aux sabotages des centrales électriques par le mouvement de Nelson Mandela, en passant par les émeutes pour les droits civiques des Noirs aux États-Unis : le flanc radical a contraint le pouvoir à négocier avec le flanc modéré. En obtenant le droit de vote des femmes, la fin de l'apartheid ou les droits civiques, les militants ont créé une nouvelle légalité. Ce qui était illégal au moment de leurs actions se trouve légitimé après coup comme étant une défense de la légalité future.

Dans cet esprit, « *le sabotage est une sorte de saisie préfigurative, bien que temporaire, des biens* », écrit la chercheuse R. H. Lossin, citée par Andreas Malm. « *La loi n'est jamais inamovible, il ne faut pas la fétichiser. Le philosophe Claude Lefort avait beaucoup réfléchi à cette dimension dynamique de la légalité, notamment dans Le Travail de l'œuvre Machiavel. La légalité est liée à la notion de conflits sociaux et ne cesse d'évoluer. La question du périmètre de la légitimité est donc un débat sans fin* », abonde Manuel Cervera-Marzal, chercheur en science politique au FNRS à l'université de Liège. Une manière de rappeler que, légaux ou non, l'écosabotage et la défense de l'habitabilité de la Terre sont des enjeux politiques avant d'être juridiques.

Vincent LUCHESE, journaliste, publié le 05 août 2022 (Socialter n°53)

« Résistance et sabotage » : près de Bure, un festival contre le projet de poubelle nucléaire



Débats, spectacles ou projections de films étaient au cœur du festival Les Bure'lesques, dans la Meuse, pour raviver la lutte contre Cigéo, le projet d'enfouissement de déchets nucléaires.

Héவில்liers (Meuse), reportage

« Vous allez à la manifestation ? », demande le gendarme.

– Quelle manifestation ?

– Les Bure'lesques.

– Il n'y a pas de manifestation.

– À la marche ?

– Non. Il n'y a pas de marche, il y a un festival.

– Donc, il y va », conclut le gendarme, s'adressant à son collègue.

Cet échange absurde avec la maréchaussée témoigne de la paranoïa qui saisit le pouvoir dès qu'il s'agit de déchets nucléaires. Car le procureur de la République de Bar-le-Duc avait enjoint à la gendarmerie de contrôler pendant trois jours les véhicules se rendant au festival Bure'lesques « contre le projet Cigéo/Bure ». Non contente de contrôler conducteurs, cyclistes et piétons, les forces de l'ordre avaient installé un Imsi-Catcher (capteur de communications mobiles) non loin du lieu de la fête. Des gendarmes ont même scrupuleusement filmé une balade naturaliste qui emmenait un groupe d'une cinquantaine de personnes découvrir la nature aux alentours de Bure, commune dans laquelle la filière nucléaire rêve d'enfouir ses déchets radioactifs pour des centaines de milliers d'années. Les amoureux des plantes et des papillons sont aux yeux des pandores des individus suspects.



Cinq chapiteaux sur le site du festival : l'espace associatif, les concerts, les spectacles, les conférences et les projections. © Carl Hocquart/Reporterre

Tout ceci n'a pas empêché que, durant le week-end du 5 au 7 août, environ 2 000 personnes se sont retrouvées dans un grand champ jauni par le soleil brûlant parsemé de chapiteaux chatoyants. Conférences, spectacles, concerts ont marqué, dans une organisation impeccable et joyeuse, la bonne santé du mouvement de lutte contre le projet de poubelle nucléaire.

« On a souvent du mal à se relever des coups durs, reconnaît Juliette Geoffroy, du Collectif contre l'enfouissement des déchets radioactifs (Cedra), mais la joie de la lutte est là. » Car l'enjeu est crucial : « Ici, c'est la mère des luttes, le combat des combats ! affirme Christophe Bex, député Nupes-LFI, venu en enfant du pays meusien. Il n'y a pas plus mortifère que la radioactivité. »

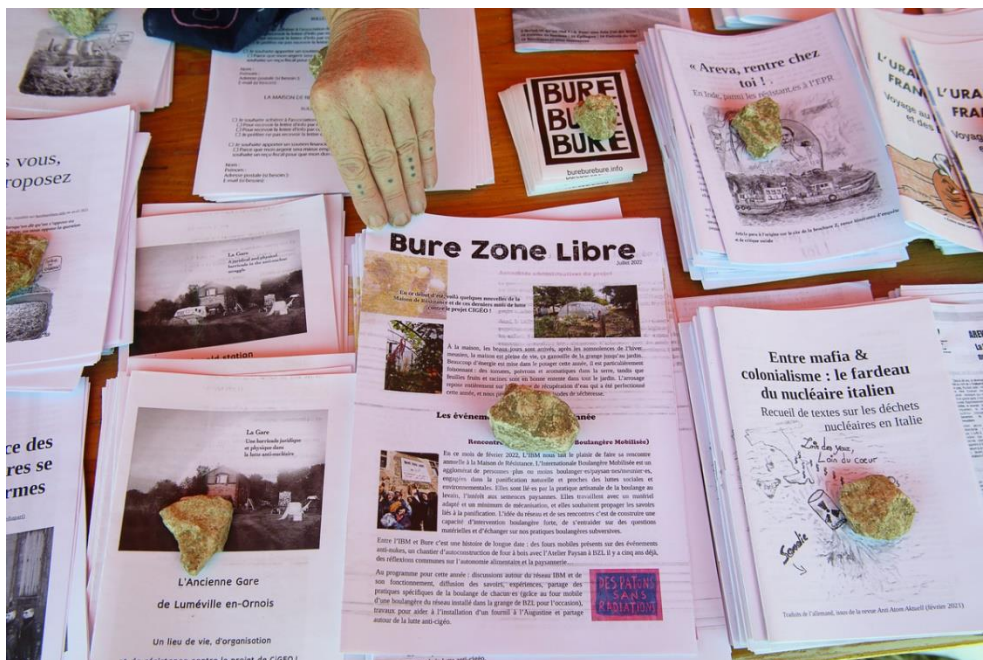


Le retour de la randonnée naturaliste. © Carl Hocquart/Reporterre

Passage en force

Le dernier coup dur est venu de la déclaration d'utilité publique (DUP) du projet Cigéo, le 8 juillet, accompagné du label opération d'intérêt national (OIN), qui permet à l'État de se saisir des pouvoirs d'aménagement normalement dévolus aux maires. Mais ce coup de force peut aussi s'interpréter comme un

aveu de faiblesse : car les élus locaux sont de plus en plus sceptiques, voire hostiles, au projet Cigéo. En mai 2021, plusieurs communes s’y étaient déclarés défavorables. Et depuis, l’État n’a pas convaincu. « Au conseil régional du Grand Est, même des conseillers En Marche ou Les Républicains se sont abstenus sur l’OIN, ils se sentent mal à l’aise parce que la population est réticente », a ainsi affirmé lors d’un débat Cécile Germain-Ecuer, conseillère régionale écologiste. « Aujourd’hui, nombre d’élus locaux ont l’impression d’avoir été floués », confirmait Benoit Dejaiffe, conseiller départemental socialiste de la Meuse. « On est loin du compte des promesses de développement. On est en fait sur un anti-développement du territoire », a-t-il poursuivi, soulignant que la population du département diminue de 200 habitants chaque année.



Le village associatif regorge de revues d’information sur les différents projets des acteurs du nucléaire en France et dans le monde. © Carl Hocquart/ Reporterre

Le gouvernement ne sait donc que jouer le passage en force malgré les faiblesses du dossier. La DUP s’est appuyée sur une enquête d’utilité publique lacunaire, ignorant nombre de précisions sur les caractéristiques de Cigéo, qui sont renvoyées à un futur décret d’autorisation de création (DAC). On ne sait ainsi pas quel volume de déchets est censé accueillir Cigéo – un chiffre crucial pour le dimensionnement de ce chantier gigantesque.

Quant à l’avis conclusif des commissaires de l’enquête, il n’a pas tenu compte des remarques déposées par le public durant l’enquête, et a commis des erreurs grossières, a relevé Régine Millarakis, de Lorraine Nature Environnement, comme d’écrire que le coût du projet était de 5 milliards d’euros – alors qu’il a été posé en 2016 par la ministre de l’Écologie de l’époque, Ségolène Royal, au minimum de 25 milliards d’euros.



Les différents espaces du site du festival offrent un large éventail de possibilités aux militants et sympathisants. © Carl Hocquart/Reporterre

« Résistance et sabotage, Andra dégage »

D'un chapiteau à l'autre, applaudissements et exclamations se faisaient entendre au long des débats, des spectacles ou des projections de films. Une conférence phare a porté sur la question de l'eau dans le projet Cigéo. En principe, les déchets doivent reposer dans une formation géologique stable durant plusieurs centaines de milliers d'années. Elle doit être imperméable aux infiltrations qui pourraient entraîner la radioactivité dans les cours d'eau et dans les nappes phréatiques. L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), maître d'ouvrage de l'éventuelle poubelle Cigéo, ne peut pas l'établir, a démontré Romain Virrion, hydrogéologue à Lorraine Nature Environnement.

Un problème majeur est que l'installation d'une « descenderie » – couloir incliné de 5 km de long pour descendre les déchets à 500 m de profondeur – va traverser un aquifère, ce qui va générer un volume important d'eaux d'exhaure [1]. La couche de calcaire dit « oxfordien » traversée est beaucoup plus perméable que ne le pensait l'Andra, comme l'a révélé une étude de l'université de Reims. « Or, l'eau des écoulements de l'oxfordien se fait vers le bassin parisien, dit Romain Virrion, si Cigéo se faisait, celui-ci serait concerné », l'enjeu étant la possible contamination de la nappe qui alimente la région parisienne. Les réponses de l'Andra sont une fois de plus évasives sur cette question, qui concerne pourtant des millions de personnes de la région.



Des militants antinucléaires déterminés et convaincus. © Carl Hocquart/Reporterre

Mais plutôt que de répondre aux multiples questions que pose un dossier énorme et pourtant extrêmement imprécis, l'Andra envisage de réaliser rapidement des travaux incrustant le projet sur le territoire, avant même l'autorisation de création de Cigéo : sont ainsi envisagés un terminal ferroviaire et une ligne de chemin de fer, un transformateur électrique, des déviations routières. C'est sur ces chantiers que pourraient se focaliser les luttes, et notamment autour de l'ancienne gare de Luméville, un des lieux habités par les opposants à Cigéo. « *Mais tout le long de la voie ferrée, la lutte pourra se faire* », a observé une activiste. Le lourd inventaire des menaces qui pèsent sur le territoire ne semble pas entamer la détermination des opposants. Malgré les contrôles policiers dissuasifs, de nombreux habitants des alentours sont venus assister aux concerts ou aux spectacles, et parfois aux conférences. Les organisateurs voulaient aussi souligner que des alternatives commencent à émerger partout alentour, des Semeuses aux associations culturelles ou aux projets d'agroforesterie : le paradoxe est que ce sont les opposants – qui s'installent dans les communes alentour de Bure – qui font vivre ce territoire en déshérence, où l'Andra ne promet que le béton.



Le site du festival Les Bure'lesques à Hévilleillers. © Carl Hocquart/Reporterre

« *Dans mon enfance, a déclaré Christophe Bex, il y avait ici des services publics, des paysans, des bistros.* » Le député affirme que la lutte « *doit se massifier* », passer à un autre stade. Une autre députée, Lisa Belluco, Nupes-EELV, était aussi venue : « *Nous allons refaire notre argumentaire et reprendre le dossier nucléaire.* » La forte présence des groupes Nupes à l'Assemblée devrait pouvoir faire changer les choses sur le plan politique. Dimanche, la projection d'extraits du film *Notre Terre mourra proprement*, relatant les nombreuses luttes victorieuses menées dans le passé contre les déchets nucléaires, a donné de l'espoir : car dans les années 1980 et 1990, aux quatre coins de la France, dans la Loire, la Vienne, la Haute-Marne, le Gard, l'Anjou, la Mayenne, des projets d'implantation avaient été repoussés par une population unie. Bure a finalement été choisie, non pour ses qualités géologiques, mais parce que les autorités jugeaient que la résistance serait moins forte. Ce que d'autres ont fait, celles et ceux d'aujourd'hui peuvent le refaire. Et le public de conclure à pleine voix : « *Résistance et sabotage, Andra dégage* ».



Bure et Cigéo : trente ans de lutte contre les déchets radioactifs

Hervé KEMPF et Carl HOCQUART (photographies) (Reporterre)
8 août 2022

Notes

[1] eau provenant du pompage d'une fouille, d'un chantier ou d'un ouvrage souterrain.

[Les jeunes et l'avion]

Avez-vous le tågskryt ?

Vous connaissez le « flyskam » ? Place désormais au tågskryt ! Ce néologisme venu (une nouvelle fois) de Suède traduit les aspirations écologistes des jeunes générations et leur envie d'opter pour des voyages plus « slow ».

Le saviez-vous ? Un kilomètre parcouru dans les airs est 45 fois plus polluant qu'un kilomètre en TGV ! Pointé du doigt pour être le mode de transport le plus polluant, l'avion est, à lui seul, responsable de 2 à 3 % des émissions mondiales de CO². Or, dans un monde postpandémique, l'inquiétude face à l'urgence climatique pousse de plus en plus de voyageurs 52 s'en détourner, gagnés ces dernières années par le « flyskam ».

Le Flygskam décolle chez les jeunes

Concept tout droit venu depuis la Suède, le flygskam signifie « honte de prendre l'avion », en référence à la pollution émise par les trajets aériens et ses effets néfastes pour l'environnement.

Renoncer à prendre l'avion est donc devenu un acte écologique.

Apparu en Suède en 2017, le mouvement s'est popularisé l'année suivante, dans la foulée des grèves pour le climat lancées par Greta Thunberg. Et ce flygskam (avi-honte en « bon français ») a rapidement eu des impacts concrets : en 2018, 23 % des Suédois ont choisi de ne pas voyager en avion pour réduire leur bilan environnemental, selon une étude du WWF. Et l'année d'après, le nombre de vols intérieurs a enregistré une baisse historique de 11 %. Parallèlement, les chemins de fer suédois ont vu leur clientèle grimper (+5 %), en ce compris sur les liaisons de nuit (+11 %).

Tout comme les Suédois, nous sommes de plus en plus nombreux à ressentir cette forme de culpabilité à l'idée de prendre l'avion. Le flygskam s'est exporté chez nous en particulier auprès des jeunes générations

qui réfléchissent désormais à deux fois avant de monter à bord. Selon une étude menée par Greenpeace en France, 53% des 18-34 ans déclarent ne plus vouloir prendre l'avion uniquement pour leurs loisirs. « Si l'avion reste un moyen de transport apprécié car il permet de s'évader vers des destinations lointaines, cette étude met en lumière une large adhésion à la nécessité de réduire les vols de loisirs, dans un contexte d'urgence climatique », commentent les auteurs du rapport.

Encourager au changement

Si l'avion est peu à peu délaissé, on constate un réel engouement pour le train : poussés par leurs préoccupations climatiques, les jeunes font de plus en plus le choix d'un voyage sur le rail.

Encore une fois, ce sont les Suédois qui ont gratifié ce phénomène d'un petit nom : le « tågskryt ». Le tågskryt (ou « train brag » en anglais) désigne ce sentiment de fierté que l'on a à l'idée de prendre le train plutôt que d'autres moyens de transport plus polluants – avion en tête. Et ainsi, de ne pas ruiner tous nos efforts écologiques de l'année pour une semaine de vacances.

À l'inverse du flygskam, qui peut être moins bien perçu car évoquant la honte et la culpabilité, le tågskryt est un sentiment positif. Il traduit l'idée de faire de meilleurs choix pour la planète de manière proactive. De ce fait, il est facile à assumer et donne l'envie de l'exprimer, en ce compris sur les réseaux sociaux.

Sous le hashtag tågskryt, les jeunes s'affichent dans le train pour encourager les autres à adopter la même attitude (et ce faisant, à réduire leur empreinte carbone).

En même temps, ils montrent que le rail, c'est aussi et surtout une autre manière de voyager : profiter du trajet et des paysages, se relaxer, faire de nouvelles rencontres... Le tågskryt serait donc, davantage que le flygskam, moteur de changement.

Les actions personnelles ont un impact

C'est d'ailleurs ce que tendent à prouver les études de Steve Westlake, chercheur en leadership environnemental à l'université de Cardiff. À travers une série d'entretiens, il a démontré que le fait de choisir d'arrêter l'avion a un effet de contagion. « Tout le langage autour de la honte et de la culpabilité a beaucoup de connotations négatives. L'utiliser pour pousser à arrêter l'avion, je n'aime pas tellement ça » indique le chercheur. En revanche, explique-t-il, choisir de rester au sol incite les autres à ne pas voler non plus.

« Arrêter l'avion est l'une des actions les plus simples et les plus percutantes que vous puissiez entreprendre. Cela vous oblige à communiquer avec les autres et à expliquer votre choix. Et plus la décision est difficile, plus elle a un effet communicatif fort », développe Steve Westlake. « Cela va donc au-delà d'une décision personnelle de réduire sa propre empreinte carbone de x kg ou tonnes de CO². En fait, le changement personnel alimente le changement de la société et du système. »

Alors, pour votre prochain voyage, plutôt flygskam ou tågskryt ?

(or) Métro du 15 septembre 2022

La coopérative Longo Maï : pourvu que ça dure !



Photos : Yohanne Lamoulère

Principale coopérative établie en 1973 aux abords de Limans, un petit village des Alpes-de-Haute-Provence, Longo Maï est l'une des seules tentatives de vie collective de cette ampleur à avoir perduré. En provençal, Longo Maï signifie « Pourvu que ça dure ». Outre cet intitulé prophétique, comment expliquer leur exceptionnelle longévité ? Un savant mélange de pratique et de théorie une bonne dose d'internationalisme, une horizontalité à toute épreuve... et une pincée d'utopie.

Dans l'arrière-pays des Alpes-de-Haute-Provence, une colline trace des chemins hors du temps. Ici, pas de salaire, pas de lois écrites ni de propriété privée. Nous sommes à Longo Maï, 290 hectares de champs et de pâturages sertis d'une roche dorée par le soleil, où s'activent une centaine d'utopistes qui partagent tous leurs repas et un idéal entretenu depuis bientôt cinquante ans. Aux accents qui s'entremêlent, on devine des Allemands, des Autrichiens, des Suisses, des Italiens, des Anglais sous les cheveux grisonnants... Anarchistes pour la plupart, ils ont, dès les années 1970, tourné le dos aux mouvements sociaux citadins pour vivre leur révolution champêtre.

Ainsi émerge Longo Maï. C'est probablement ce que se sont dit ces quelques jeunes en investissant les terres laissées en friche aux abords de Limans et que leur avait dégotées Pierre Pellegrin, le berger de Jean Giono, achetées pour 450 000 francs de l'époque. L'an prochain, ils célébreront le demi-siècle d'existence de cette communauté coopérative, qui réunit désormais plus de 250 Longo-Maïens répartis sur une dizaine de sites, en France, Allemagne, Suisse, Autriche, mais aussi en Ukraine et au Costa Rica.

Des vignes de la Cabrey aux moutons et brebis de Limans en passant par la Filature de Chantemerle, les différentes coopératives de Longo Maï produisent une part conséquente de ce qu'ils consomment. Outre cette économie de subsistance, la vente sur les marchés contribue au financement des travaux et voyages.

Au commencement, en juillet 1973, ils n'étaient qu'une vingtaine, des jeunes citadins, majoritairement issus de familles plutôt aisées et de deux groupuscules gauchistes : Spartakus, des marxistes-révolutionnaires autrichiens, et Hydra, des anarcho-syndicalistes suisses, poussés par le vent de Mai 68. « Nous avons commencé à lire les utopistes du XIX^e siècle, entre autres Charles Fourier et, lors d'une discussion, l'idée de Longo Maï est née. Le chômage pointait à l'horizon, il y avait de moins en moins de perspectives. Au lieu de monter sur des barricades, nous voulions réaliser nous-mêmes une forme d'utopie sociale », témoignait Albert, l'un des pionniers, dans un ouvrage qui retrace leurs premiers pas.



« De nombreux jeunes ne voyaient que deux possibilités pour exprimer leur refus de la société : la consommation de drogues ou une sympathie plus ou moins active avec le terrorisme. Ces formes d'autodestruction permettaient, dans le discours officiel, de criminaliser tous les jeunes révoltés. Les médias ont tenté de dire qu'il y avait des liens entre Hydra et Baader-Meinhof. Nous, nous voulions de l'espace pour développer notre révolte », raconte Sissel, aussi parmi les pionnières et aujourd'hui apicultrice à Longo Mai. Une fois cet espace tout trouvé dans un arrière-pays provençal alors quasi désertique, les fondateurs visent plusieurs objectifs : « mettre en pratique leur idée d'une vie juste ; ne pas établir de coupure, au quotidien, entre travail professionnel, vie privée et engagement politique ; lier théorie et pratique ; refuser le salariat ; atteindre l'autosubsistance, non pour se couper du monde mais pour se donner les moyens d'agir sur lui »...

Des patrons en papier

Les débuts sont très durs. *« Il n'y avait rien ici, seulement trois fermes en ruine, abandonnées depuis 1934, que nous avons reconstruites à l'identique »,* raconte Jacques, accoudé aux murs massifs du moulin sur lequel il veille depuis plus de quarante ans. Difficile d'imaginer l'étendue désertique des débuts lorsque, partout où nos yeux se posent, s'active un Longo-Maïen. En cette journée de printemps, Julia est chargée du binage. Pas de tracteur, mais des chevaux ardennais attelés qui posent minutieusement leurs sabots entre les rangs des cultures pour aérer les couches supérieures de la terre afin que l'eau y pénètre mieux. Quelques centaines de mètres plus loin, Bertrand [...] fabrique des chaises dans une menuiserie aux outils sans âge, qu'il occupe depuis une dizaine d'années. Les escaliers de la salle commune de la ferme principale, Grange Neuve, ont aussi été bâtis entre ces murs.

En contrebas, Eva tisse et coud des pulls, écharpes et bonnets avec la laine des moutons qui pâturent un peu plus loin. *« On a quand même des patrons en papier, les seuls patrons qu'on aime »,* ironise-t-elle en exposant les différents modèles qui servent à tracer le contour des vêtements. En effet, ici, pas de hiérarchie, pas de salaire, pas non plus de minimas sociaux. *« On ne veut pas de travail salarié, mais on travaille. Ce refus du RSA vient aussi d'un certain esprit d'indépendance. »* Une indépendance toute relative, puisque le budget des fermes est alimenté par trois sources : les recettes provenant de la vente (pain et vin distribués sur les marchés locaux par la coopérative de la Cabrery, dans le Luberon, moutons de Limans, vêtements en laine à la filature de Chantemerle...), quelques subventions (notamment pour Radio Zinzine) et, enfin et surtout, les dons.

Dès les origines, c'est une quête en Suisse qui permet aux pionniers d'acquérir leurs premiers lopins de terre. Encore aujourd'hui, les donations régulières permettent la construction de bâtiments, l'achat de matériaux et le soutien politique à d'autres initiatives. *« Je crois qu'on est toujours dépendants d'une manière ou d'une autre. En Suisse, les dons individuels sont beaucoup plus normalisés, et cela n'a pas du tout la même implication pour nous que des subventions d'État. Les donateurs viennent voir ce qu'on fait, deviennent des amis »,* justifie Nick.



Sur les 50 hectares de culture maraîchère et céréalière de Longo Maï, l'usage de machines lourdes et tracteurs est très limité. Le binage, qui permet une économie d'arrosage en cassant la croûte supérieure de la terre, s'effectue ici avec l'aide de chevaux ardennais.

Pour autant, aller vers un système économique de subsistance, aussi autonome que possible, reste à l'ordre du jour. Les besoins pécuniaires individuels sont quant à eux modiques, puisque chaque Longo-Maïen dispose de 70 euros d'argent de poche mensuel, complétés à la demande en cas de dépenses particulières, lors de réunions dédiées. *« Notre fonctionnement fait qu'on a rarement besoin d'argent. Le plus gros foyer de dépenses individuelles reste les voyages. Mais globalement, le besoin d'ailleurs s'exprime autrement, on va voir des initiatives qui nous intéressent ou participer à des bourses aux semences »*, explique Martina.

Agriculture locale et pensée internationaliste

En fin d'après-midi, Julie, installée à Longo Maï depuis quelques mois, arrose soigneusement les jeunes pousses alignées sous la serre. *« Comme on n'est pas une entreprise, on peut prendre le temps d'observer, d'expérimenter... Chacun fait les choses à sa manière, on s'échange des conseils, le but n'est pas d'aller au plus rentable »*, se réjouit la jeune femme. En serpentant d'un secteur d'activité à l'autre entre les trois corps de ferme de la coopérative de Limans, on découvre des dizaines d'habitations, dont aucune n'est pareille à l'autre.

Pierre de taille, brique de terre, paille, tasseaux de bois, certaines comme neuves et d'autres pour le moins branlantes... *« On a eu pas mal de visites d'architectes venus d'un peu partout, qui nous ont transmis leurs savoirs, ce qui donne ce joyeux mélange entre constructions traditionnelles et toutes ces expérimentations. Malgré ça, il y a encore des gens qui vivent dans des structures vétustes, dans des caravanes... On a du travail, surtout que nous sommes plus de 30 à approcher les 70 ans, certains vont perdre en mobilité »*, commente Nick, caressant chaque construction d'un regard de connaisseur. Son passe-temps : construire des murs en pierre sèche, c'est-à-dire non taillée, qui *« seront encore là bien après nous et laisseront un héritage dans le paysage »*. Tandis que le soleil poursuit sa descente entre les amandiers du verger, les champs se vident de leurs travailleurs qui rejoignent la salle commune, d'où s'échappe déjà le fumet d'énormes marmites de viandes, légumes et céréales.

Dans le brouhaha de la ferme centrale nommée Grange Neuve, Max remplit les assiettes de deux fillettes qui gambadent entre les tables en bois massif. Sa compagne est partie pour quelques jours rejoindre un autre collectif, celui de l'espace autogéré des Tanneries, à Dijon, afin d'y suivre une formation de premiers secours. *« Pour la cuisine, on s'inscrit sur un tableau. La plupart des activités se sont sectorisées au fil du temps, en fonction des préférences et compétences de chacun, sauf le ménage et la nourriture »*, explique-t-il. Après le dîner, ceux qui le souhaitent seront invités à participer à une discussion autour du second tour de l'élection présidentielle, bien que nombre d'entre eux ne disposent pas du droit de vote. *« On est beaucoup ici à n'avoir jamais eu de travail salarié, de voiture, ni même loué un appartement... Les enjeux des débats peuvent nous sembler très lointains »*, témoigne Nick.



Lors de l'installation des pionniers en 1973 sur cette colline aux abords de Forcalquier, il n'y restait que des ruines. Aujourd'hui, trois fermes et des dizaines d'habitations en tasseaux de bois, briques de terre, paille, pierre de taille servent à loger les 150 Longo-Maïens.

Détourné de la politique, Longo Maï ? Loin de là ! *« C'est plutôt une histoire d'échelle, la nôtre est à la fois locale et internationale. L'internationalisme fait partie de nos valeurs fondatrices, on est tous venus de différents pays d'Europe, à un moment de l'histoire où ce n'était pas du tout une évidence. Dans les années 1970, on a soutenu les dockers anglais, les mineurs belges, les Chiliens qui fuyaient Pinochet, accueilli des Kurdes... Maintenant, il y a même une fromagerie Longo Maï en Ukraine et une coopérative au Costa Rica »,* égrène-t-il.

« Ça prend un temps fou, de vivre ensemble »

C'est aussi dans la Grange Neuve qu'ont lieu les réunions du dimanche, pilier de l'horizontalité longo-maïenne. De toute leur histoire collective, il n'y a jamais eu ni de vote ni de règle écrite. Leur botte secrète : *« Ne pas compter le temps, se réunir encore et toujours, pendant des heures, par secteur d'activité, par maisonnée, aussi souvent et aussi longtemps que nécessaire »,* explique Martina, tantôt collectionneuse de semences venues du monde entier, tantôt derrière les platines de Radio Zinzine.

S'il y a de quoi saluer cette organisation non hiérarchique réunissant plusieurs centaines de personnes, ce n'est pas non plus tous les jours la parfaite idylle. *« Il y a des problématiques qui reviennent régulièrement et auxquelles on ne trouve pas de solution. Par exemple, l'accueil : est-ce qu'on veut être plus ouverts ? Pour certains, c'est le cœur du projet, de faire découvrir, de former. Et une nécessité pour pallier le vieillissement qui nous guette... Pour d'autres, c'est beaucoup plus important de développer les activités. Et ce n'est pas toujours compatible. Le compromis, pour l'instant, c'est d'éviter d'avoir des gens qui passent pour trois ou quatre jours, c'est plutôt minimum trois semaines. Mais ça exclut certains et on en connaît qui sont venus pour deux jours et vivent ici depuis quarante ans »,* nuance Martina.

Malgré la grande patience et la capacité collective au compromis, elle ne cache pas les difficultés qu'implique cette forme d'autogestion, les disputes inévitables et claquements de porte, parfois définitifs. Pourtant, contrairement aux autres utopies d'une vie en commun qui ont émergé à la même époque, Longo Maï dure encore. *« On a la grande chance d'avoir une dizaine de lieux. En cas de conflit interpersonnel, on peut s'éloigner d'une des coopératives sans pour autant quitter l'aventure »,* complète Nick.

L'enjeu parfois conflictuel du juste milieu entre le développement des activités de subsistance et la participation à la vie politique extérieure, par l'accueil comme par le lien entretenu avec d'autres luttes, demeure un permanent débat. *« Nos enfants nous ont reproché de ne pas assez nous engager, auprès de Notre-Dame-des-Landes entre autres, se souvient Nick. Il peut y avoir une forme d'inertie, ça prend un temps fou de vivre ensemble. »* Ces enfants de Longo Maï qu'il évoque – 250 à être nés sur place, soit assez pour permettre la réouverture de l'école de Limans, où ils ont tous été scolarisés – suivent des chemins assez hétéroclites.



Si certains, eux-mêmes engagés dans des luttes plus radicales (à Tarnac notamment), bousculent leurs géniteurs, d'autres ont à l'inverse choisi des voies bien plus citoyennes et traditionnelles, à rebours de leurs parents. Plusieurs d'entre eux, dans la lignée des pionniers, essaient l'esprit Longo Mai au sein d'initiatives voisines. C'est le cas d'Arthur, membre de la Caillasse, réseau de maraîchage et de distribution alimentaire allant de Marseille à Briançon, qui bénéficie des conseils, appuis matériels et financiers des Longo-Maiens. *« Au fond, je crois que c'est ce que l'on souhaite le plus : transmettre à d'autres l'envie de prendre des chemins de traverse, en leur montrant par notre existence que c'est possible, et leur donner un coup de pouce matériel grâce à ce qu'on a déjà bâti »*, analyse Martina.



Isma LE DANTEC, journaliste, 5 août 2022

<https://www.socialter.fr/article/cooperative-longo-mai-pourvu-que-ca-dure>

Dans les quartiers pauvres du Cap, des jardins partagés pour manger bio



Dans les townships du Cap, en Afrique du Sud, une association promeut l'agriculture biologique dans des jardins partagés. De quoi retisser le lien défait par l'apartheid entre ces populations pauvres et l'agriculture vivrière.

Le Cap (Afrique du Sud), reportage

Dans les rues du *township* sudafricain, l'ancienne infirmière avance doucement, un peu ralentie par le poids des années. Un grand châle en laine gris descend de ses épaules jusqu'à sa taille, et, comme dans un relais de tissu flottant, un long manteau sombre vient s'arrêter sous ses genoux. Angelina Masungwini, 78 ans, veut rester active ; venir au centre de l'association Abalimi Bezekhaya, dans le *township* [1] de Nyanga, au Cap, fait partie de ses activités hebdomadaires. Elle a toujours besoin de quelques tomates ou d'un peu d'engrais pour son potager. Et dans ce jardin hétéroclite, entre des carottes et du chou rouge, elle trouve toujours son bonheur, et des oreilles bienveillantes.

Le centre sert tout à la fois de jardin de démonstration, de lieu d'approvisionnement et de centre de formation. Abalimi Bezekhaya en a créé deux, dans les plus grands *townships* du Cap, Nyanga et Khayelitsha. Le but : promouvoir l'agriculture urbaine comme vecteur de justice sociale. Et pour son 40^e anniversaire, l'association affiche plus de 3 000 micromaraîchers et 50 jardins partagés aidés chaque année. Une belle réussite pour une activité qui était quasiment interdite sous l'apartheid.



Le township de Nyanga, en périphérie du Cap. © Jérôme Derigny / Reporterre

Lorsque l'association a commencé ses activités en 1982, Nelson Mandela était toujours en prison. Parmi les nombreuses interdictions qui pesaient sur les Noirs figurait celle de créer des jardins partagés. Impossible de développer des « *community gardens* » dans les townships. Pas de vergers, pas de maraîchage possible dans les larges étendues sablonneuses des Cape Flats, là où se construisaient les ghettos défavorisés du Cap. L'apartheid, officialisé en 1948 n'a été aboli qu'en 1991.

« L'apartheid a détruit la culture agricole des populations »

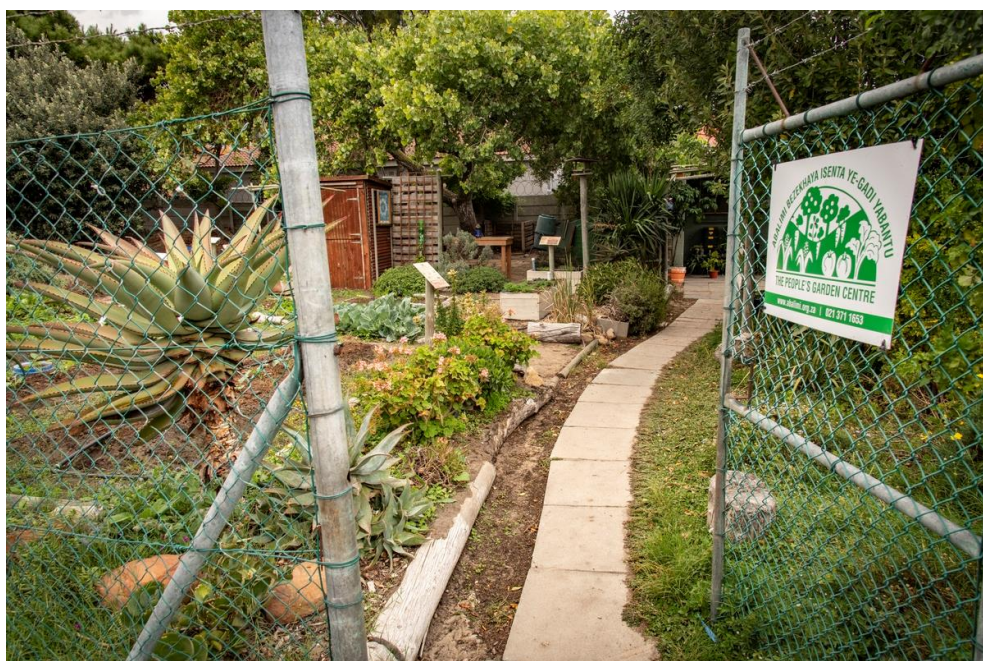
« *L'apartheid a détruit la culture agricole des populations surtout pour les mines d'or* », dit Rob Small, pilier d'Abalimi Bezekhaya. « *Même dans les zones rurales, les hommes devaient abandonner les fermes pour aller à la mine. Tout le monde devait avoir un job, les pires postes étant pour les Noirs. L'agriculture familiale était mal vue alors que quelques très grandes fermes blanches fournissaient toute la communauté.* » Résultat : dans les townships, la tôle envahit le sable, les plantes n'ont pas leur place. « *La nourriture était ce dont les gens avaient le plus besoin* », se rappelle Rob Small.



Angelina Masungwini vient acheter du compost. © Jérôme Derigny / Reporterre

Comme Angelina Masungwini, les habitants viennent s'approvisionner ou demander conseils sur la manière de gérer un compost, ou de conserver une graine. Aujourd'hui, la dame de 78 ans traverse le centre de Nyanga pour aller chercher du fumier tout au fond de ce petit oasis vert. Elle passe devant la petite baraque qui fait office de bureau, remonte l'allée principale avec les exemples de cultures en sac, les quelques rangées de patates douces, de brocolis, de choux, le parterre de laitues... Tout ce qui peut être cultivé dans les Cape Flats se retrouve ici.

La plupart des clients du jardin profitent de la formation initiale de trois jours, proposée pour 70 rands (environ 4,20 euros). Mais Angelina, qui a grandi dans le Lesotho, avait déjà les bases – malgré elle. « *Ma mère travaillait dans les champs, moi je n'aimais pas ça, se rappelle-t-elle. Je ne voulais pas y aller !* » Mais après une vie d'infirmière, la Sud-Africaine s'est entièrement convertie à l'agriculture biologique. « *Tu ne manges pas de poison, c'est moins cher de faire pousser ses propres légumes et en plus, c'est de l'exercice !* » dit-elle, d'un air très convaincu. Autour de sa petite maison, Angelina a réussi à caser quelques cultures en sacs : du gombo, dont elle raffole, des petits pois, du potiron et des herbes aromatiques.



Le jardin communautaire de Masiphuhlisane regroupe une pépinière et plusieurs lots. © Jérôme Derigny / Reporterre

Et après avoir pris du fumier sur le gros tas du fond du jardin, elle se dirige vers Amanda Dyoyi, la responsable du jardin, pour acheter des graines d'épinards, de carottes et de gombo – il n'y en a jamais assez. Amanda, frêle trentenaire au regard doux et au large sourire, a déjà tout de prêt dans son bureau ; mais elle sait qu'avec les graines vendues à un rand pièce (6 centimes d'euros), viennent les petites discussions sur la production hebdomadaire, la vie du quartier ou la santé de la famille. Le lien social fait aussi partie du job.

Joie des cultures

Amanda Dyoyi a débuté en 2018, un peu par accident. Elle sortait d'une cure de désintoxication et cherchait à se sortir de la drogue et de l'alcool. La terre lui est alors apparue comme une évidence. « *Voir toutes les choses pousser, c'est tellement incroyable* », s'enthousiasme celle qui se voit comme une « *docteure des plantes* ». « *C'est tellement intéressant ! J'apprends quelque chose de nouveau chaque jour !* »



Des plantes sont cultivées dans les jardins, et des graines mises à la vente. © Jérôme Derigny / Reporterre

Le jardin de démonstration vend aussi sa petite production de betteraves, choux-fleurs, poireaux, fraises ou coriandre. D'ailleurs, les deux femmes doivent se pousser un peu pour laisser passer une berline bleu foncé qui se gare dans l'entrée. Même les classes moyennes s'intéressent à la bio locale maintenant. Son développement, hors des potagers domestiques, a pu réellement commencer à la fin de l'apartheid, lorsque les jardins partagés ont été autorisés. Une poignée de volontaires, un terrain glané à la mairie ou à une école et un jardin pouvait se lancer. Mais pas tout seul. « *Nous avons tout un programme pour les jardins partagés* », explique Grace Stead, directrice de Abalimi Bezekhaya. L'association s'assure déjà que le prêt du terrain est correctement contractualisé, pour éviter toute mauvaise surprise. Une équipe se rend dans les jardins tous les deux ou trois mois pour dénouer tous les problèmes qui peuvent surgir tant au niveau agricole qu'administratif ou humain. Abalimi assure en outre une formation continue, un appui logistique, et un soutien sur les infrastructures et les sols.



Le droit à ces jardins partagés est un acquis social lié à la fin de l'apartheid. © Jérôme Derigny / Reporterre

Un peu plus à l'Est, dans le *township* de Khayelitsha, Moya We Khaya représente l'un des plus grands jardins partagés soutenus par Abalimi. En moyenne, les jardins se cantonnent plutôt à 100 mètres carrés. Ici, carottes,

haricots ou aubergines sont cultivés sur un hectare. Au départ, le jardin était totalement collectif puis les onze membres ont préféré partager la surface. Chacun est responsable de sa production. Mais l'eau, l'électricité, les outils, l'entretien... tout le reste est mutualisé.

Le groupe de la charismatique Christina Tenjiwe Kaba s'organise également pour vendre aux habitants du township. Jusqu'en 2017, Abalimi jouait les intermédiaires. L'association voulait développer un marché pour les productions biologiques issues des townships. Les petits paysans n'avaient pas de visibilité – difficile de rivaliser avec les grandes surfaces.



Moya We Khaya rassemble onze paysans sur un hectare. © Jérôme Derigny / Reporterre

« Nous avons d'abord travaillé sur la sécurité alimentaire en diffusant la culture du biologique qui était très rare en 1982, raconte Rob Small. Puis, nous avons graduellement prouvé que l'on pouvait gagner sa vie avec l'agriculture urbaine biologique. Personne ne pensait que c'était possible. Il fallait changer les mentalités. » En 2008, Abalimi décida donc de créer le marché en mettant en place un système similaire à une AMAP : les membres, abonnés, récupéraient une « boîte » chaque semaine. Au plus fort de l'expérience, 400 boîtes étaient distribuées chaque mardi. « Nous l'avons arrêté en 2017, dit Rob Small, car maintenant les gens savent qu'il existe un marché. »

Dans le centre de Nyanga, Angelina a terminé ses courses. Amanda la raccompagne au portail sécurisé de l'entrée. Avec un peu de chance, la responsable ne sera plus là dans quelque temps. Son rêve : lancer sa propre production agricole adossée à un restaurant végétarien. « Je voudrais laisser un héritage », souffle-t-elle. Celui d'Abalimi Bezekhaya n'en finit plus de grandir.

Notes

[1] Un township désigne, en Afrique du Sud, un quartier pauvre et sous-équipé réservé aux non-Blancs, indique Wikipedia. Ces zones urbaines sont principalement occupées par des populations noires ou *coloured*, mais aussi par des travailleurs indiens déplacés de force au nom des lois d'apartheid.

Cécile BONTRON et Jérôme DERIGNY (photographies)
28 juin 2022

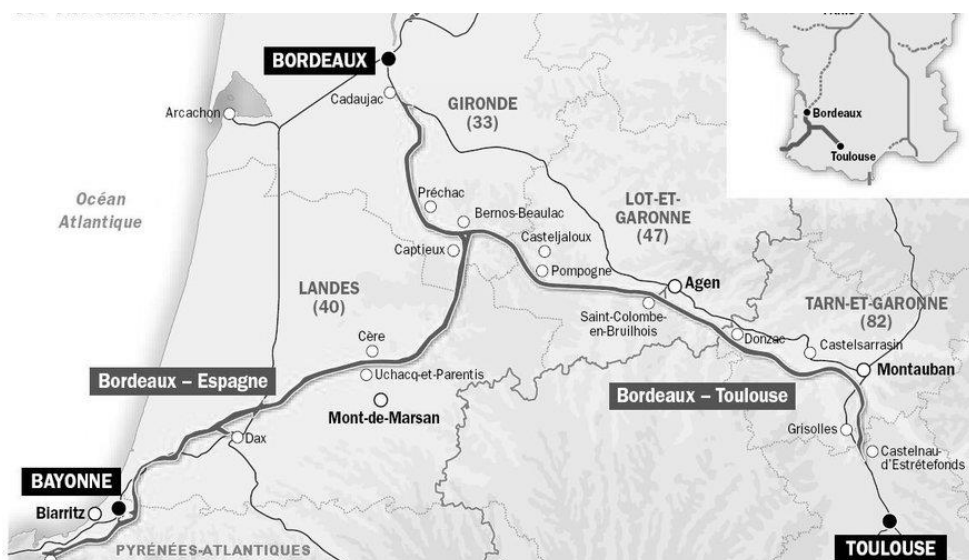
(Reporterre)



Plus vite plus cher, à quoi ça sert ?

Depuis le 4 juin 2022, une nouvelle ZAD s'est installée dans la vallée du Ciron en Sud-Gironde pour s'opposer aux futurs travaux de la LGV. S'annonçant comme le grand projet inutile et imposé de la décennie dans la région, les lignes à grande vitesse Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax sont à nouveau mises sur les rails après 30 ans d'hésitations. Retour sur l'historique de ce projet mortifère et les perspectives suscitées par la relance de la mobilisation.

27 avril 2021. Jean Castex annonce un engagement de l'État à hauteur de 4,1 milliards d'euros dans le financement de la future ligne grande vitesse Bordeaux-Toulouse¹. À force de clientélisme et de lobbying, Carole Delga, présidente PS de la région Occitanie, était parvenue à glisser dans la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) promulguée en 2019 un amendement permettant la création de société de projet afin de financer la ligne. Il ne manquait plus qu'un engagement écrit de la part du gouvernement pour mettre la main au portefeuille. Ce fut chose faite avec la promesse du Premier ministre de l'époque, qui venait mettre fin à d'interminables négociations, alimentées par une furieuse envie des élus d'Occitanie vis-à-vis de leur voisin bordelais, depuis la mise en service de la LGV Bordeaux-Paris en 2017.



Le projet ne date pas d'hier. En 1992, le schéma directeur national des LGV retient le projet de LGV Bordeaux-Toulouse-Narbonne nommée « LGV des deux mers », mais en 2003, le projet est revu à la baisse en ne conservant que la programmation d'une LGV entre Bordeaux et Toulouse. Le financement de la LGV Bordeaux-Toulouse est alors évalué au bas mot à 3 milliards d'euros et son achèvement est prévu pour 2018-2020. En 2012, le ministre des Transports valide la future ligne et son tracé, avec l'ajout de deux dessertes : Agen et Montauban. Débutent alors les enquêtes publiques sur les territoires concernés. Quatre ans plus tard, en 2016, la LGV Bordeaux-Toulouse est déclarée d'utilité publique, en contradiction totale avec l'avis de plus de 90 % des 14 000 participant.es à l'enquête publique ainsi que l'avis défavorable de la Commission d'enquête². En 2018, le Conseil d'orientation des infrastructures (COI) juge le projet comme étant prioritaire, la loi d'orientation des mobilités est promulguée un an plus tard, permettant la création de sociétés de projet afin de financer la ligne. C'est dans ce contexte qu'intervient la signature du plan de financement en février dernier, visant à ressusciter ce vieux projet par un engagement financier conséquent de l'État à hauteur de 40 %, soit la même part que les collectivités territoriales, les 20 % restants étant suspendus à un financement européen incertain. C'est aussi une manière de donner des gages aux élus d'Occitanie dans un projet de grande infrastructure désormais chiffré à 14 milliards d'euros – un coût multiplié par quatre et demi en vingt ans – pour 222 kilomètres de nouvelle voie. Le début des travaux, sans cesse repoussé, est désormais annoncé pour 2023, avec une mise en fonctionnement de la ligne prévue pour 2030.

DÉSASTRE ENVIRONNEMENTAL ET SÉLECTION SOCIALE

L'objectif d'une telle ligne à grande vitesse est de mettre la ville rose à trois heures de Paris, contre quatre heures aujourd'hui. « On a besoin d'une LGV pour être reliés à Paris et à l'international. Et on a aussi besoin d'une LGV pour développer les trains du quotidien », déclarait récemment Carole Delga en fidèle adepte du « en même

temps » macroniste. Interrogée sur l'impact environnemental de la ligne à grande vitesse, elle a défendu un « bilan carbone du train toujours très bon³ ». Vraiment ? Sa réalisation entraînerait la destruction de plus de 6 000 hectares de terres, dont 1 300 hectares de terres agricoles, 3 300 hectares de forêts, 370 hectares de zones humides ... en tout, treize sites Natura 2000 sont traversés, avec une fragmentation irréversible pour les écosystèmes. La LGV nécessiterait au minimum la construction de nouvelles lignes électriques car la très grande vitesse est énergivore (la consommation d'électricité double de 220 km/h à 320km/h⁴) ainsi que l'ouverture de nouvelles gravières pour alimenter un chantier titanesque, impliquant d'énormes quantités de matériaux (54 millions de m³ et 5 millions de rotations de camions⁵). Les émissions de gaz à effet de serre qu'engendrerait le chantier sont également scrutées de près par les opposant.es : si le Réseau ferré de France (RFF) les estime à 2,4 millions de tonnes de CO₂, les études menées par les opposant.es, elles, tablent plutôt pour un chiffre total de près de 4,5 millions de tonnes de CO₂⁶.

La sobriété énergétique est la grande absente de ces projets d'aménagement, comme le pointe le dernier rapport de l'Autorité environnementale⁷. À l'heure de la crise écologique, alors qu'il nous faut réduire les émissions de gaz à effet de serre et les atteintes à la biodiversité, « cette nouvelle ligne LGV garantit une destruction certaine à court terme, en vertu de gains hypothétiques à long terme » selon un collectif de scientifiques toulousains⁸. La pertinence d'une LGV Bordeaux-Toulouse est donc questionnable, d'autant que le coût ne sera pas qu'écologique, mais aussi financier (plus de 14 milliards d'euros).

« Les calculs sont simples. Si vous voulez qu'une ligne soit plus rapide, quelle est la solution ? C'est de retirer les petits arrêts entre ces deux villes » déclarait un maire à propos de sa gare menacée⁹. Défendre les gares, c'est défendre les gens. Qui est alors ce « on » incarné par Carole Delga censé représenter les vrais bénéficiaires de la nouvelle ligne ? Les mascarades de concertation démocratique n'ont à aucun moment soulevé le sujet des pratiques de mobilité des populations concernées, alors que l'investissement public dans de nouvelles lignes à grande vitesse n'est pas socialement neutre. En effet, les études statistiques confirment que les TGV sont d'abord utilisés par les couches les plus prospères de la société, dont les cadres qui voyagent beaucoup plus sur de longues distances¹⁰. La seule fonction économique réelle de ce type de projet est de favoriser la connexion de grands pôles urbains en permettant à une minorité voyageuse d'enjamber le territoire pour mieux l'ignorer. Tant pis pour les personnes vivant dans les villes secondaires et les zones rurales traversées, qui pour la plupart, ont peu à attendre et potentiellement beaucoup à perdre de l'arrivée de ces équipements. Tant pis également pour tous ces habitant.es de Toulouse, futures victimes de la spéculation foncière et de l'impact de la LGV sur la flambée des prix des logements, comme cela s'est produit à Bordeaux¹¹. Poursuivant la logique des grands projets inutiles et imposés de ces dernières années en France, « c'est l'alliance d'un petit groupe d'écologues, de géomètres, d'urbanistes et de gendarmes qui rendent possible l'utopie de quelques aménageurs-bétonneurs »¹².

L'IMAGINAIRE DE LA GRANDE VITESSE AU SERVICE DES MÉTROPOLIS

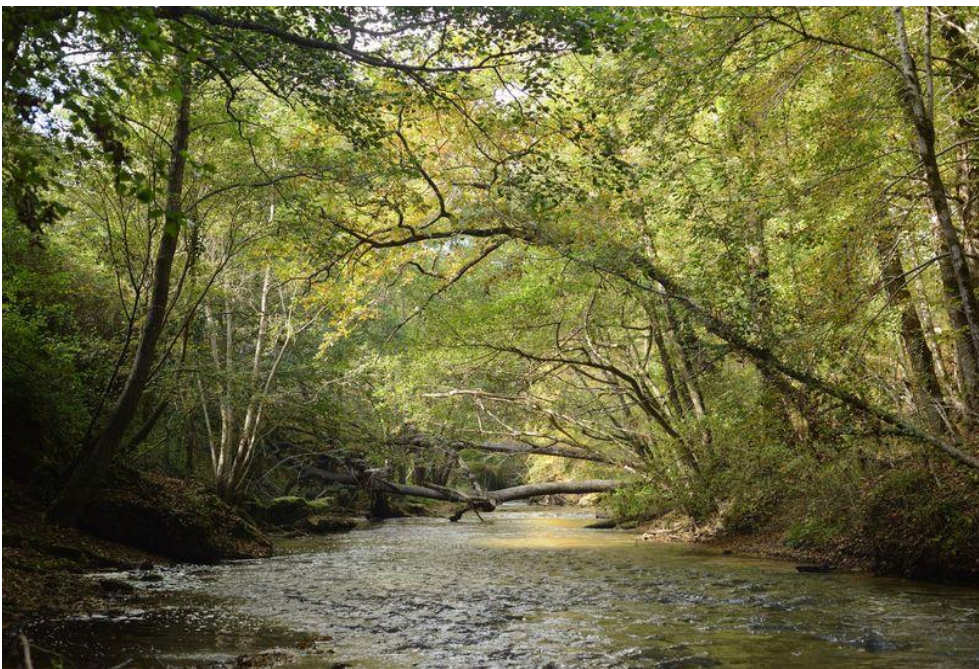
L'insertion de Toulouse dans le grand jeu de la concurrence mondiale est pour nombre d'élus locaux l'un des enjeux principaux de la réalisation de la LGV du Sud-Ouest, quand bien même cette métropole fait déjà partie des plus « attractives » de France. Comme le note l'économiste Julien Milanese, « dans un contexte de marasme économique, les infrastructures de transports trouvent paradoxalement une nouvelle justification, celle d'infrastructures de la mondialisation »¹³. L'art des grands projets inutiles consiste ainsi à tirer parti de la concurrence entre métropoles en vantant la course à la mobilité, synonyme de réussite, l'exploit technologique, le gigantisme du projet ou encore la mégalomanie des grands élus. Business rime ici avec grande vitesse : la LGV sert de symbole à la dynamique d'innovations portée par la métropole, cette dernière étant obsédée par la défense de l'aérospatial, la recherche et développement. La LGV est au service d'une génération mobile géographiquement et intellectuellement, apôtre de l'économie créative et du numérique¹⁴.

Le journaliste et écrivain Alain Devalpo rappelle pourtant cette évidence que « les grands projets d'aménagement du territoire ne visent pas toujours à satisfaire des besoins »¹⁵. En effet, les décideurs n'ont pas vraiment demandé aux Toulousain.es s'ils/elles approuvaient l'argument de la compétition avec la cité bordelaise, régulièrement invoqué pour justifier l'arrivée de la LGV dans la capitale occitane. De même qu'à aucun moment l'hypothèse d'une rénovation de la ligne existante n'a été prise au sérieux. Avec un coût quatre fois moindre selon les opposant.es, la rénovation de la ligne existante Bordeaux-Toulouse permettrait une vitesse à 220 km/h avec des dessertes locales à Agen et Montauban, un temps de trajet supérieur seulement de 24 minutes par rapport à la LGV et l'amélioration des conditions de vie et de transport d'une plus grande partie de la population¹⁶.

À travers la figure des « entravés », le sociologue Laurent Jeanpierre est revenu sur le cas des gilets jaunes afin de démontrer combien la prise en compte autonome de l'ancrage spatial (des contraintes et des possibilités de mobilité géographique quotidienne qu'il induit), du régime de mobilité de chacun, ainsi que du rapport au temps « sont absolument nécessaires si l'on veut saisir les inégalités sociales et les phénomènes politiques »¹⁷. Suivant cette idée, on peut voir dans la multiplication des grandes infrastructures de transport un renouvellement de la question de la lutte des classes prise sous un angle spatial entre d'un côté, les quelques bénéficiaires de la construction et de l'exploitation des méga-projets, et de l'autre la majorité des gens qui en sont exclus. Ce passage en force est à l'image de l'aménagement du territoire, qui poursuit une logique équipementière toujours plus vorace en terres et en énergies, et qui croit obstinément en la croissance continue de la mobilité des personnes et des marchandises dans les années à venir. Alors que la récente pandémie est venue ébranler cette vision, alors que l'urgence écologique nous oblige à ralentir, l'imaginaire de l'accélération cherche à compresser toujours plus le temps de trajet et donc l'existence de distances au profit de l'accumulation illimitée de richesses.

LA VALLÉE DU CIRON, UN HAUT LIEU ÉCOLOGIQUE ET CONTESTATAIRE

Parmi les espaces situés sur le tracé de la future ligne se trouve la zone humide exceptionnelle du Ciron en Gironde. Le Ciron, affluent de la Garonne, forme des gorges couvertes d'une forêt-galerie d'une grande richesse biologique. Malgré sa situation en plaine, la végétation qui caractérise cette forêt est quasi montagnarde, avec un mystérieux peuplement de hêtres. En 2017, des scientifiques ont démontré pour la première fois l'ancienneté de la hêtraie du Ciron, évaluée à plus de 40 000 ans. Le Ciron abrite également une faune très riche et devenue rare (vison d'Europe, loutre, écrevisse à pattes blanches, aigle botté, tortue cistude). Ces milieux fragiles menacés par le réchauffement climatique sont dorénavant en sursis face à la menace d'un engouffrement sous les voies ferrées.



La présence historique d'un foyer de résistance lié au destin de cette rivière fait de la vallée du Ciron, et plus largement du Sud-Gironde, l'un des bastions de la lutte anti-LGV. À l'image de la diversité du territoire, on peut voir émerger des coalitions opportunes entre un naturaliste et une agent forestière, une habitante néo-rurale et un chasseur à la palombe, un cheminot à la retraite et une viticultrice du Sauternes¹⁸. Ces dix dernières années, la mobilisation s'est illustrée sous diverses formes, mêlant manifestations de plusieurs milliers de personnes, contributions aux enquêtes publiques, opposition des maires des communes concernées, mais aussi achat en indivision d'un terrain sur le tracé en Gironde, naissance d'une ZAD éphémère à Agen en 2014¹⁹ et comité de soutien actif durant la lutte anti-aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Alors que la mobilisation semblait au point mort ces derniers temps, la sortie de la crise du covid a accéléré la reprise de la lutte à travers la formation d'un collectif de lutte Sud-Gironde contre le projet GPSO baptisé LGV Nina (pour « ni ici ni ailleurs ») dont l'ambition est de combattre la LGV sur le terrain en misant sur l'opposition de la grande majorité des habitant.es du territoire.

La Hêtraie du Ciron, plus vieille forêt de France

▶ ÉCOUTER (4 MIN)



LES LIGNES BOUGENT À GRANDE VITESSE

Jusqu'ici, les opposant.es à la LGV étaient loin de présenter un front uni et leurs actions en justice furent rarement victorieuses. Si l'avancée du projet a multiplié les foyers de contestations localisés et les procédures judiciaires dans les années 2010, la contestation demeurait émiettée et dispersée géographiquement. La bataille a notamment été livrée par plusieurs associations environnementales sur le terrain du droit. Mais au fur et à mesure que les recours juridiques s'épuisaient, les déclarations d'utilités publiques requises pour le début des travaux se sont enchaînées sur les différentes phases du tracé. Toutefois, alors que la lutte ne s'était encore jamais déployée jusqu'à Bordeaux, l'année 2022 a vu apparaître la naissance d'un nouveau collectif anti-LGV dans la ville afin de susciter une mobilisation citoyenne au cœur de la capitale régionale tout en favorisant les liens entre ville et campagne. « *Il faut tout mettre en œuvre pour arrêter ce projet insensé* », avait déclaré en octobre dernier le maire de Bordeaux Pierre Hurmic – par ailleurs, ancien avocat à l'origine de recours formé par des associations environnementales anti-LGV. Trois départements dont le Lot-et-Garonne, les Pyrénées-Atlantiques et la Gironde ont refusé de confirmer leur engagement financier dans le projet, justifiant le caractère inadmissible d'engager de telles sommes au moment où les départements ont perdu leur compétence de transport au profit des Régions. Dans la foulée, 80 élus de Gironde se sont constitués en collectif en appelant à la mobilisation populaire contre le projet.

Aujourd'hui, force est de constater que la mobilisation est montée d'un cran et semble réagir face à l'accélération du calendrier des aménageurs. En témoignent les centaines de personnes présentes lors d'un grand meeting interrégional organisé par les opposant.es le 30 avril dernier à Bordeaux.

Dans le camp d'en face, le département de Haute-Garonne s'est engagé à hauteur de 631 millions d'euros, ce qui en fait le deuxième financeur du projet. Étienne Guyot, préfet d'Occitanie et ancien président de la société du Grand Paris, a été nommé par Jean Castex pour coordonner le projet de LGV Sud-Ouest et assurer sa mise en œuvre. On pouvait l'entendre fanfaronner en donnant rendez-vous « *dès 2023 pour les premiers coups de pioche au nord de Toulouse et au sud de Bordeaux* », ajoutant que « *la vitesse de réalisation est essentielle sur ces projets de mobilités, décarbonés et au service de la vie quotidienne, de la desserte et du rapprochement des territoires* »²⁰. Quant à Carole Delga, elle assure que « *le centre de décision sera à Toulouse pour construire la ligne Toulouse-Bordeaux et non pas l'inverse* ». Le 24 avril 2022, les décrets d'application des ordonnances portant la création de la LGV Bordeaux-Toulouse sont parus au Journal Officiel, représentant une nouvelle avancée majeure pour les pro-LGV. Et la récente nomination d'Élisabeth Borne à la tête du gouvernement a de quoi accroître la menace de début des travaux – elle qui avait donné une impulsion décisive à la relance d'une LGV du Sud-Ouest lorsqu'elle était ministre des Transports en allant à la rencontre des élus occitans pour valider le financement du dossier²¹.

FAIRE DÉRAILLER LEUR PROJET, CONSTRUIRE UNE DYNAMIQUE DE LUTTE ANTI-LGV SUR LE TERRITOIRE

Dans cette course contre la montre, qu'est-ce qui peut bien pousser un journal comme La Dépêche à craindre « *une opposition déterminée* »²² ? Outre l'attente d'une ultime décision concernant l'aménagement du réseau ferroviaire existant au sud de Bordeaux, c'est peut-être, ces banderoles hostiles à la LGV qui ont fleuri ces derniers temps dans la campagne bordelaise : « *projet ruineux* », « *projet inutile* »... Ou bien les propos d'élus prêts à durcir la contestation, à l'image du maire d'une commune concernée déclarant lors d'une réunion

publique devant 300 personnes : « Il faudra peut-être envisager des actions violentes pour empêcher la construction de cette LGV, car le jour où il y aura des tractopelles, il sera trop tard²³ ».

Le risque pour la LGV serait d'avoir franchi avec succès toutes les étapes réglementaires, mais de se retrouver enlisée dans une opposition de terrain susceptible sinon d'arrêter au moins ralentir le chantier. Pour faire advenir ce scénario, il paraît urgent de dessiner une nouvelle cartographie de la lutte, marquant le passage d'une controverse politique à un véritable conflit de territoire. Concrètement, cela pourrait se matérialiser par la création de comités de mobilisation locaux tout au long du tracé de la future LGV²⁴, l'organisation d'actions transversales d'un lieu à l'autre, de tournées d'information et de réunions publiques, la coordination pour une manifestation massive, l'émergence d'un discours critique partagé ... Bref, une lecture commune des leviers de la mobilisation révélant à la fois l'identification d'espaces de conflit prioritaires autour du projet et les échelles auxquelles il est possible de s'organiser pour l'attaquer semble nécessaire.



Les premiers sondages et études préliminaires ont démarré au sud de Bordeaux, avec leur lot de foreuses et d'autorisations préfectorales à pénétrer dans les domiciles situés sur le tracé pour y effectuer des prélèvements. Le calendrier des travaux récemment dévoilé prévoit dans un premier temps les aménagements des sorties nord de Toulouse et sud de Bordeaux. Gardons en tête que la LGV doit d'abord être combattue depuis les espaces qu'elle menace ; si les tractopelles étaient amenées à démarrer les hostilités à l'un de ces endroits, c'est là qu'il faudrait se tenir

pour bloquer physiquement le début des travaux par tout un tas de moyens : vigie citoyenne et cabane dans les arbres, occupations et blocages, mêlant habitant.es menacé.es et militant.es venu.es d'ailleurs. La lutte anti-LGV connaît un tournant au moment où les premières avancées du projet sont visibles sur le terrain : à partir de là, ce à quoi on s'oppose devient concret, physique, et l'opposition doit le devenir tout autant.

NOUS SOMMES LA VALLÉE DU CIRON QUI SE DÉFEND

Le lancement effectif du projet va-t-il signifier l'apaisement des controverses face à une telle infrastructure ? Rien n'est moins sûr, l'annonce du début des travaux pourrait même enclencher la diversification des tactiques et la multiplication des contestations, comme l'illustre la création de la zad de la vallée du Ciron début juin, aux contours encore flous et volontairement diffuse. Mais l'État a appris de la lutte de Notre-Dame-des-Landes qu'il ne fallait pas laisser s'enkyster une situation. Sa réaction en cas d'obstruction ou de zone à défendre risque d'être plus immédiate et vigoureuse que par le passé. Certains élus locaux, pourtant opposés à la LGV, appréhendent eux aussi la naissance d'une zad sur leur territoire, qui serait synonyme de violence et de radicalité – un point de vue grossier qui ne fait que relayer le discours alarmiste des médias dominants. Plus modestement, comme le déclarait un opposant de la première heure, cette zone à défendre « impliquera ce que nous y mettons dedans²⁵ ». Autrement dit, il s'agit moins à présent de clamer le slogan « zad partout » tel une arme performative et reproductible dans toutes les luttes contre des projets inutiles que de *sentir-penser* avec ce qui fait la particularité d'une vallée, d'un bassin-versant, d'une forêt, afin de faire de chacun.e d'entre nous les habitant.es d'un territoire en lutte, déterminé.es à en prendre soin, quitte à se soulever pour le défendre. Nous ne sommes pas seul.es ! Inspirons-nous de la lutte acharnée No-TAV qui retarde depuis 30 ans les travaux de la LGV Lyon-Turin dans le Val Susa en Italie ; inscrivons la lutte anti-LGV dans le sillon des mouvements hexagonaux qui se battent contre la « Réintoxication du monde » et œuvrent aux « Soulèvements de la terre » afin de sauver les terres des industries qui les dévorent. C'est à nous de nous lever contre la LGV et son monde, en mettant en avant des exigences autrement plus vitales que l'accélération de nos vies : l'arrêt total de l'artificialisation des terres, la fin de la logique de métropolisation, le renforcement des trains du quotidiens réellement adaptés aux besoins locaux, le ménagement du vivant plutôt que

l'aménagement de nos vies ; autant de pistes pour s'ancrer dans nos milieux de vie, tisser des solidarités locales et reprendre le travail démocratique des communs depuis la base. Nous sommes la vallée du Ciron qui se défend !

Pierre BLANCHARD
8 juillet 2022

Notes

- ↑1 Cet article insiste surtout sur la ligne Bordeaux-Toulouse qui concentre plus d'enjeux actuellement que la ligne Bordeaux-Dax, notamment dû à la pression politique et aux effets d'annonce des décideurs de la région Occitanie.
- ↑2 L'utilité publique d'un projet se mesure juridiquement au travers du ratio coûts/avantages retiré par la ou les collectivité(s) concernée(s) au nom de l'intérêt général. L'avis rendu est consultatif et non contraignant.
- ↑3 « Carole Delga réagit aux propos du maire de Bordeaux », communiqué de presse, 29 octobre 2021.
- ↑4 Chiffres issus de « Le petit livre noir des grands projets inutiles », Camille, Le passager clandestin, 2015.
- ↑5 Rapport de la commission d'enquête GPSO 2015, Grand Projet ferroviaire Sud-Ouest.
- ↑6 « Un projet absurde » : dans le Sud-Ouest, les opposants aux LGV repartent au combat », Reporterre, 3 mai 2022.
- ↑7 Rapport annuel 2021 de l'Autorité environnementale.
- ↑8 « Pour faire passer le TGV, disruptons l'autoroute ! », Libération, 7 janvier 2022. Dans cet article critique, les scientifiques de l'Atelier d'écologie politique de Toulouse propose ironiquement une innovation de rupture pour concilier l'inconciliable : utiliser deux des quatre voies de l'A62 pour construire la LGV Bordeaux-Toulouse !
- ↑9 « Ligne SNCF Bordeaux-Agen : les petites gares du Sud-Gironde menacées », Le Républicain, 7 octobre 2020.
- ↑10 « Les riches utilisent davantage les TGV, indiquent les statistiques », Julien Milanési, Reporterre, 10 février 2011.
- ↑11 Voir le communiqué du comité Droit Au Logement de Dax « Ligne à Grande vitesse, les Aquitains deviendront-ils les Indiens de la République ? », 2 février 2022.
- ↑12 « Comment meurt la forêt pour que croisse la métropole », Quentin Hardy, Terrestres, septembre 2019.
- ↑13 « L'imaginaire des grandes infrastructures de transport », Julien Milanési, 2018, hal-01939312.
- ↑14 « Bordeaux, business et grande vitesse. Nouveaux paradigmes économiques », André Delpont et Jean-Bernard Gilles, Bordeaux, Mollat, 2017.
- ↑15 « L'art des grands projets inutiles », Alain Devalpo, Monde diplomatique, août 2012.
- ↑16 Lire la note de synthèse « Les alternatives aux projets de nouvelles lignes LGV entre Bordeaux et Toulouse et entre Bordeaux et Hendaye » des élu.es écologiste de Nouvelle Aquitaine, 21 décembre, 2017.
- ↑17 Laurent Jeanpierre, *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, La Découverte, 2019.
- ↑18 Le vignoble voisin du Sauternais a besoin de l'humidité ambiante du Ciron, combinée aux rayons de soleil de l'automne, pour que se développe la fameuse pourriture noble.
- ↑19 Accueillie sur le terrain d'un agriculteur opposé aux travaux d'un technopole sur le tracé de la LGV, elle sera évacuée en 2016.
- ↑20 « LGV Bordeaux-Toulouse. Des décrets parus au Journal Officiel, une (nouvelle) avancée majeure », ActuToulouse, 27 avril 2022.
- ↑21
« Elisabeth Borne : autoroute A69, LGV Bordeaux-Toulouse, avion vert, ces dossiers d'Occitanie dont elle s'est chargée », France 3 Occitanie, 16 mai 2022
- ↑22 « LGV Bordeaux-Toulouse : pourquoi c'est une course contre la montre », La Dépêche, 13 septembre 2021
- ↑23 « Le jour où il y aura des tractopelles, il sera trop tard », Sud-Ouest, 8 mai 2022.
- ↑24 À l'image des *presidi* dans la lutte italienne No TAV contre la LGV Lyon-Turin, il s'agit d'installations permanentes d'opposant.es de manière à empêcher l'avancée des travaux. Les *presidi* sont tenus par les comités de lutte des villages de la vallée, se transformant ainsi en maison du peuple. Lire à ce sujet « Contrées. Histoire croisée de la zad de Notre-Dame-des-Landes et de la lutte No TAV dans le Val Susa », collectif Mauvaise Troupe, 2016, éditions de l'éclat.
- ↑25 « LGV Bordeaux – Toulouse : les opposants annoncent la création d'une ZAD en Gironde », Le Républicain, 9 juin 2022.

<https://www.terrestres.org/2022/07/08/plus-vite-plus-cher-a-quoi-ca-sert/>

En procès, les défenseurs des jardins d'Aubervilliers invoquent l'état de nécessité



Huit militants des Jardins à défendre d'Aubervilliers sont passés en procès le 2 septembre. Ils sont accusés d'entrave à travaux publics pour s'être opposés aux travaux de construction du solarium de la future piscine olympique.

Bobigny (Seine-Saint-Denis)

Une petite pluie fine rafraîchit la centaine de personnes installée devant le parvis du tribunal de Bobigny, au nord de Paris, vendredi 2 septembre. De longues ficelles ont été tendues entre les poteaux pour afficher les photos des Jardins à défendre d'Aubervilliers (JAD) et les têtes des élus que les militants accusent d'être responsables de leur destruction : Valérie Pécresse, présidente du conseil régional d'Île-de-France, Anne Hidalgo, maire de Paris, Karine Franclet, maire d'Aubervilliers, et Emmanuel Macron.

« Notre lutte a duré deux ans pour défendre la nature contre le béton. Elle est d'autant plus importante après cet été caniculaire. Malgré cela, ceux qui nous gouvernent continuent de tout détruire », déplore Dolorès, militante du collectif des Jardins à défendre d'Aubervilliers.



Une petite centaine de personnes étaient réunies devant le tribunal de Bobigny pour soutenir les huit militants des Jardins à défendre d'Aubervilliers. © NnoMan Cadoret / Reporterre

Dolorès est venue soutenir les huit personnes inculpées pour avoir entravé les travaux de destruction des ces jardins ouvriers centenaires le 2 février dernier. « *J'espère que cela va être le premier procès du béton* », dit-elle.



Près de 4000 mètres carrés ont été détruits par les bulldozers. La mairie d'Aubervilliers a été condamnée à remettre le site en l'état. © NnoMan Cadoret / Reporterre

Les militants ont choisi une défense collective. « *Face à un droit pénal qui individualise les peines, nous défendons une cause et pas huit personnes* », explique Chloé, l'une des prévenues. Au tribunal, les huit garderont donc le silence, à l'exception d'Aline, porte-parole de leur déclaration commune. Elle explique que son collectif a épuisé toutes les voies légales pour se faire entendre : réunions d'informations, manifestations, rencontres avec les élus, pétition récoltant 100 000 signatures, participation à l'enquête publique, élaboration d'un projet alternatif et multiples recours en justice. « *En dépit de tous ces efforts, les décideurs privés et institutionnels ont décidé de ne pas nous entendre. Face à ce déni de démocratie et cette injustice, nous n'avons pas eu d'autre choix que d'occuper le terrain.* »

« Cette action était nécessaire et proportionnée face à un danger qui était irréversible »

Le blocage du chantier de solarium de cette piscine olympique n'avait duré que quelques heures, comme vous l'avait raconté Reporterre. Quatorze personnes avaient été interpellées et huit avaient été placées en garde à vue durant trente-quatre heures. Elles ont été accusées d'attroupement sur la voie publique, d'opposition à l'exécution de travaux publics et, pour deux d'entre elles, d'organisation d'une manifestation non déclarée et de refus de prélèvement des empreintes. Leurs avocats ont plaidé l'état de nécessité. « *Cette action était nécessaire et proportionnée face à un danger qui était irréversible. Celui de la destruction d'un lieu source de production de légumes, facteur de lien social, puits de carbone et oasis en temps de canicule* », a déclaré M^e Coline Bouillon, l'une des avocates.



Les huit personnes prévenues ainsi que leurs avocats devant le tribunal de Bobigny. © NnoMan Cadoret / Reporterre

Pour appuyer les plaidoiries, deux témoins ont été appelés à la barre. Tout d'abord Viviane Griveau-Genest, jardinière et habitante d'Aubervilliers. Dans une émouvante déclaration, cette mère d'une petite fille de trois ans, personnel précaire de l'enseignement supérieur, a expliqué que les jardins n'étaient pas qu'un lieu de loisirs, mais surtout une activité de subsistance permettant aux gens à faibles revenus du quartier de cultiver des fruits et légumes de qualité. « Aujourd'hui, ma fille a peur des tractopelles et me demande pourquoi on a détruit les jardins. Je dois lui expliquer que c'est l'État qui l'a fait pour des motifs que je ne parviens pas à légitimer quand tous les experts nous disent qu'il faut préserver des îlots de fraîcheur en ville. » Elle rappelle qu'Aubervilliers ne compte que 1,42 mètre carré d'espaces verts par personne quand l'Organisation mondiale de la santé en préconise une dizaine.



Viviane Griveau-Genest, jardinière et militante, venue expliquer à quel point les jardins d'Aubervilliers sont importants pour les habitants de ce quartier populaire. © NnoMan Cadoret / Reporterre

À sa suite, Ivan Fouquet, architecte et membre du collectif. Il a notamment travaillé sur les projets alternatifs qui auraient permis de faire la piscine sans toucher aux jardins. « On pouvait la construire sur un parking de 130 mètres de long. Ce qui est bien suffisant lorsqu'on sait qu'un bassin olympique en mesure seulement 50 mètres. »

« Alerter l'opinion publique sur l'urgence climatique »

Second avocat des prévenus, M^e Matteo Bonaglia a défendu la liberté d'expression. « Il faut s'intéresser au contexte général et établir le lien avec l'intérêt général. Celui d'alerter l'opinion publique sur l'urgence climatique. » Il a rappelé d'ailleurs que ce même tribunal de Bobigny avait relaxé la chanteuse Catherine Ringer, qui s'était opposée à la destruction de la forêt de Romainville. « Je suis donc confiant, avec peut-être un peu trop d'orgueil, car votre juridiction sait être attentive. »



L'une des multiples banderoles pour soutenir les personnes qui passaient au tribunal. © NnoMan Cadoret / Reporterre

La défense a également dit que le collectif avait gagné quatre fois au tribunal administratif, qui avait annulé le permis de construire et le plan local d'urbanisme (PLU). Une décision sur laquelle s'est appuyée la procureure dans son réquisitoire. « L'état de nécessité est caractérisé lorsqu'il y a un danger actuel ou imminent. Or, la justice administrative avait ordonné la remise en état du site. Ce qui veut dire qu'un retour en arrière est possible et qu'il n'y avait pas de danger imminent au moment de la manifestation. » Les prévenus risquaient un an d'emprisonnement et 15 000 euros d'amende. La procureur a demandé 2 500 euros d'amende assortie d'un sursis. La décision sera rendue le 16 septembre à 13 heures.



Laury-Anne CHOLEZ
avec NnoMan
CADORET
(photographies)
(Reporterre)
3 septembre 2022

Les défenseurs des Jardins d'Aubervilliers en procès

[À boire et à manger, MN]

Des vacances de rêves, version écolo



Voyages lointains, plages exotiques, hôtels luxueux... On le sait, le tourisme fait des ravages. Une raison pour ne plus partir en vacances ? Non, l'occasion de les réinventer ! C'est ce qu'on vous propose dans cette série d'été.



Le tourisme épuise le monde, on le sait. Sa critique radicale reste compliquée, tant il imprègne nos imaginaires depuis 1936. Aujourd'hui, certains s'en détournent et réinterrogent la notion de temps libre.



« On ressent le monde ! », s'enthousiasme une adepte de cyclotourisme. « C'est économique, écologique et bon pour le corps. » De plus en plus de Français partent en vacances à vélo, notamment depuis le confinement.



Cinq mois et 3 700 kilomètres de véloroutes : voilà le voyage, à vélo, qu'ont effectué Marie, Martin et leur fils de 2 ans. Couches lavables, canicule, franchissement de cols... Ils racontent !

Vacances : et si on arrêtait le tourisme ?



L'été, les congés payés, le départ en avion ou en voiture, les journées qui s'étirent les doigts de pied enfouis dans le sable chaud d'une plage indonésienne ou aquitaine ou engoncés dans des chaussures de randonnée pour un trek dans les grands parcs américains... Vision de rêve ou fantasme éculé et désormais repoussoir ? Depuis plusieurs années, des voix s'élèvent de plus en plus nombreuses contre les dégâts environnementaux et sociaux du tourisme de masse. Reste à savoir si l'image d'Épinal du départ en vacances, pour une destination lointaine de préférence, peut évoluer.

« En France, l'imaginaire du tourisme est associé à celui de l'émancipation des classes ouvrières en lien avec les luttes du Front populaire », explique à Reporterre Rodolphe Christin, sociologue et auteur de plusieurs ouvrages consacrés au sujet parmi lesquels *Manuel de l'antitourisme* (éd. Écosociété, 2017) et *La vraie vie est ici* (éd. Écosociété, 2020). Le tourisme désignait au XVIII^e siècle le périple réalisé en Europe par les jeunes aristocrates britanniques. La bourgeoisie issue de la révolution industrielle s'est ensuite approprié cette pratique au XIX^e siècle. C'est en 1936 que les congés payés ont été généralisés à tous les salariés : deux semaines par an d'abord, puis trois, quatre et enfin cinq à partir de 1982.

Mais avoir du temps libre ne suffit pas pour déclencher des envies de départ. Cette aspiration a été favorisée par plusieurs facteurs, dont l'effet d'imitation des classes sociales supérieures mis en évidence par l'économiste et sociologue américain Thorstein Veblen. Le sociologue Pierre Périer, qui s'est intéressé aux vacances des classes populaires, en évoque un autre : « L'État et les organisations syndicales ont eu le souci d'encadrer ce temps pour que les ouvriers ne cèdent pas à l'oisiveté et au vice. Des organisations ont été mises en place, telles que les patronages, avec des séjours visant à favoriser l'intégration et la socialisation des familles. »

En parallèle, les Trente Glorieuses (1945-1975) ont été marquées par l'élévation du niveau de vie, qui a favorisé les départs y compris pour les plus modestes, et la montée en puissance de l'industrie touristique avec le soutien de l'État – création du Club Méditerranée en 1950, mission Racine d'aménagement du littoral languedocien de 1963 à 1983, plans neige de 1964 à 1977, etc. Et tant pis si chaque année près de la moitié des Français ne partent pas en vacances, dont les deux tiers pour des raisons économiques : « Tout cela a imposé le départ comme une norme sociale très puissante », observe le chercheur.

« L'image du bonheur obligatoire conduit à un surinvestissement des vacances »

Cette dernière repose sur un imaginaire de rupture avec la vie quotidienne. « Les vacances sont un décentrement par rapport au travail, au chez-soi et à son rôle habituel, poursuit Pierre Périer. On est ailleurs et autre. On s'efforce de coller aux obligations sociales qui pèsent sur les vacanciers : être détendu, positif, dans l'ambiance, dans un endroit forcément merveilleux, entouré de proches et notamment d'enfants heureux. Cette image du bonheur, largement entretenue par l'industrie du tourisme, conduit à un surinvestissement des vacances. » Même constatation du côté des chercheurs de l'université de Lyon. « L'objectif depuis le début des Trente Glorieuses a donc été d'encourager à toujours plus voyager. En mobilisant de puissants imaginaires associés à l'exotisme, la parenthèse enchantée, la déconnexion, ou encore l'expérience originale, nous nous sommes accoutumés à ce tourisme, intensif certes, mais un tourisme qui nous fait du bien et que nous cherchons à pratiquer dès que l'occasion se présente », lit-on dans leur magazine *Pop'sciences* de juin 2021, intitulé *Tourisme. Vers de nouveaux imaginaires*.

Artificialisation des sols, spéculation immobilière, pollution, gentrification...

Sauf que ce modèle du tourisme de masse craque de partout. En 2019, 1,5 milliard de touristes ont parcouru le monde, contre 25 millions en 1950 [1]. Le bilan écologique de cet essor est catastrophique. Le tourisme représentait 8 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre en 2013 – quatre fois plus que les estimations précédentes. En 2018, plus de la moitié des touristes internationaux qui ont franchi une frontière l'ont fait en avion. Le tourisme favorise aussi l'artificialisation des sols, la spéculation immobilière, la gentrification, la surconsommation d'eau et la pollution. Ceci, partout dans le monde, de l'île de Bocaray aux Philippines fermée six mois en 2018 pour venir à bout des conséquences désastreuses de la surfréquentation touristique, aux littoraux français envahis de résidences secondaires et aux dunes dévastées par les touristes. 52 % des débris polluants la Méditerranée proviendraient du tourisme balnéaire des seuls États membres de l'Union européenne. Les montagnes n'échappent pas au carnage, couvertes de remontées mécaniques, de canons à neige et de retenues collinaires pour maintenir le tourisme « *tout ski* ».



Paradoxe : « Prendre conscience de la fragilité de la vie sauvage en se rendant en avion et en jeep dans une réserve participe à la destruction de ces milieux. » *Flickr / CC BY 2.0 / Ray in Manila*

Mais la prise de conscience est lente. Philippe Bourdeau, professeur à l'Institut de géographie alpine de l'Université Grenoble-Alpes et spécialiste de la transition touristique, le constate : « *L'imaginaire du tourisme a longtemps été désinvolte : tout oublier, se libérer des contraintes vestimentaires et sexuelles... On a mis du temps à comprendre qu'on ne pouvait prétendre à une émancipation aussi poussée et qu'il fallait reprendre ses responsabilités.* » Ainsi, la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants a débuté dans les années 1990, même si les condamnations restent très rares – cinq en France entre 1994 et 2004 ; des interrogations ont émergé sur les modes de transport touristiques, avec notamment le mouvement suédois « *Flygskam* » sur la honte de prendre l'avion...

Un tourisme plus écologique et respectueux des populations locales

En parallèle, les aspirations des touristes ont changé. « *Aujourd'hui, l'imaginaire des vacances se détourne vers les expériences réalisées hors des sentiers battus, l'insolite et la proximité avec la nature* », poursuit le géographe. Même si ce désir d'un tourisme plus écologique et respectueux des populations locales n'est pas nouveau ; il avait été décrit – et décrié – en 2005 par le journaliste Julien Blanc-Gras dans son roman *Gringoland* (éd. Au Diable Vauvert, 2005), écrit après un voyage d'un an en Amérique du Nord et du Sud : « *Nous, routards, ne valions pas mieux que les beaufs en club de vacances. Nous nous concentrons dans les mêmes endroits, suivions les mêmes itinéraires et les mêmes guides touristiques formatés. Nous étions les mêmes connards à s'acheter des souvenirs estampillés commerce équitable et à vanter l'incroyable convivialité de nos amis les mêtèques.* »

Les conséquences sociales et environnementales néfastes perdurent, surtout quand ce tourisme présenté comme plus « durable » s'ajoute au tourisme de masse au lieu de le remplacer. « *Les 7 % de Français qui vont aux sports d'hiver vont certes tester le ski de rando, les raquettes et les sorties en traîneau, mais après avoir mis leurs*

enfants à garder à l'école de ski de la station, raconte Philippe Bourdeau. Et ces nouvelles activités, pratiquées en dehors des pistes balisées, accroissent la pression sur les milieux naturels. » Le géographe se montre très dubitatif sur le développement d'un tourisme « vert », tué dans l'œuf par sa prise en main par les acteurs traditionnels du tourisme de masse : « Dans les stations, tout le monde ne parle que de transition, mais on fait mine de tout changer pour que rien ne change – avec des dameuses à hydrogène plutôt qu'au diesel, par exemple, et des remontées mécaniques pour faire du VTT plutôt que du ski. Personne n'a envie que ça change : ni les opérateurs adossés à des rentes très confortables et qui bénéficient de soutiens publics, ni les locaux – moniteurs de ski, guides, conducteurs d'engins, parfois de génération en génération – qui ont investi dans leur passion et sont attachés à ce patrimoine. »



Les montagnes n'échappent pas au carnage, couvertes de remontées mécaniques, de canons à neige et de retenues collinaires pour maintenir le tourisme « tout-ski ». © E.B / Reporterre

Il faut dire que les enjeux économiques sont colossaux. Les 250 stations de ski alpin françaises représentent un marché de 10 milliards d'euros de dépenses réalisées par 10 millions de touristes ; 120 000 emplois directs et indirects en dépendent, selon Domaines skiables de France. Plus généralement, le tourisme représentait 10 % du produit intérieur brut (PIB) mondial et 313 millions d'emplois dans le monde en 2018 – 7 % du PIB et 2 millions d'emplois en France. Pas étonnant que l'objectif du gouvernement français ait été de dépasser les 60 milliards d'euros de recettes et les 100 millions de visiteurs étrangers d'ici à 2020, ce qui devait permettre selon lui la création de 300 000 emplois supplémentaires. Pas étonnant non plus que le secteur du tourisme ait été largement soutenu par les pouvoirs publics pendant la pandémie de Covid-19 : 53 milliards ont été versés à cette industrie, à mettre en comparaison avec les 100 milliards déversés dans toute l'économie française dans le cadre du plan France Relance.

Il n'y a pas de tourisme écologique possible

Alors, faut-il réformer l'imaginaire du tourisme ou carrément l'abandonner ? Pour l'essayiste et militant écologiste Henri Mora, dont Reporterre a recensé de l'ouvrage *Désastres touristiques. Effets politiques, sociaux et environnementaux d'une industrie dévorante* (éd. L'Échappée, 2022), la réponse est nette : quelle que soit la forme envisagée, il n'y a pas de tourisme écologique possible. Ceci, parce que le tourisme repose sur la marchandisation du gratuit et la captation par la sphère marchande du temps libre et des économies des travailleurs.

Un discours porté par Rodolphe Christin avant lui : « On a beaucoup parlé de honte de prendre l'avion mais cette réflexion sur les transports n'est pas une remise en question fondamentale du modèle, seulement une adaptation qui vise à faire croire qu'on va pouvoir faire du tourisme avec un impact moindre. C'est illusoire. Pour diminuer l'impact du tourisme, il faut moins de tourisme. » « Le tourisme est un canard sans tête, une technologie zombie, renchérit Philippe Bourdeau. Alors oui, on le réinvente à la manière du Nouvel esprit du capitalisme [2], avec expérience d'immersion cosmosensorielle en pleine nature, marche afghane, yoga et contemplation, ironise-t-il. Mais il repose

toujours sur un imaginaire consumériste, hédoniste et narcissique, enchâssé dans un modèle productiviste. Pour moi, la réinvention du tourisme et de l'imaginaire qui y est associé est une impasse. »



Certaines et certains consacrent leur temps libre aux luttes, festives et politiques. Ici : la marche des Bombes atomiques contre le nucléaire, à Bure (Meuse). © Roxanne Gauthier/Reporterre

À la place, il faut réinterroger la notion de temps libre et celle d'habiter, plaident les auteurs interrogés. Certains, peu nombreux, expérimentent déjà ce mode de vie. Ainsi, quand Pierre Périer a catégorisé les membres des classes populaires qui ne partaient pas en vacances, il a découvert des personnes qui n'aspiraient pas au départ – « des familles populaires qui vivent dans des petites maisons, d'une économie liée à la vie rurale, au potager, au bricolage – et qui sont attachées à ce que le temps soit utilement utilisé ». Philippe Bourdeau raconte avoir également rencontré ce mode de vie chez des adeptes de la sobriété volontaire. « Dans les milieux écologistes alternatifs, certaines personnes ne partent pas en vacances mais se déplacent beaucoup. Elles ont adopté une mobilité conviviale, activiste et festive qui n'est pas du tourisme mais est une manière de découvrir et partager des luttes et des prises de conscience, avec souvent une hospitalité gratuite », dit Rodolphe Christin, le posant comme un autre modèle.

Reste que la critique du tourisme reste compliquée, tant il imprègne les désirs et les fantasmes. « Certes, aujourd'hui le consensus touristique est fissuré. Il n'y a plus un projet touristique qui ne soit contesté pour des raisons écologiques – Center Parcs, aéroports, etc. À Venise, à Barcelone, des habitants manifestent contre les dégâts du surtourisme, observe Rodolphe Christin. Mais une critique radicale reste difficile à porter, notamment parce qu'une partie de l'imaginaire du tourisme s'est bâtie sur la proximité à la nature et l'amitié entre les peuples – ce qui est paradoxal, car prendre conscience de la fragilité de la vie sauvage en se rendant en avion et en jeep dans une réserve au Botswana participe à la destruction de ces milieux. » Ce que redoute le sociologue, c'est que l'abandon du tourisme vienne moins d'un changement des imaginaires que de limitations économiques et sanitaires sur les déplacements, comme on en connaît déjà avec la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine. « Dans ce cas, le renoncement au tourisme aura un caractère contraint, non planifié et sans doute autoritaire. »



Le tourisme écolo n'existe pas

Émilie MASSEMIN (Reporterre)
25 juillet 2022

Notes

[1] Cf. *Tourisme. Vers de nouveaux imaginaires*, p. 5.

[2] *Le nouvel esprit du capitalisme*, Luc Boltanski et Ève Chiapello, éd. Gallimard, 1999, rééd. 2011.

Tolt, l'influenceur voyage qui refuse l'avion

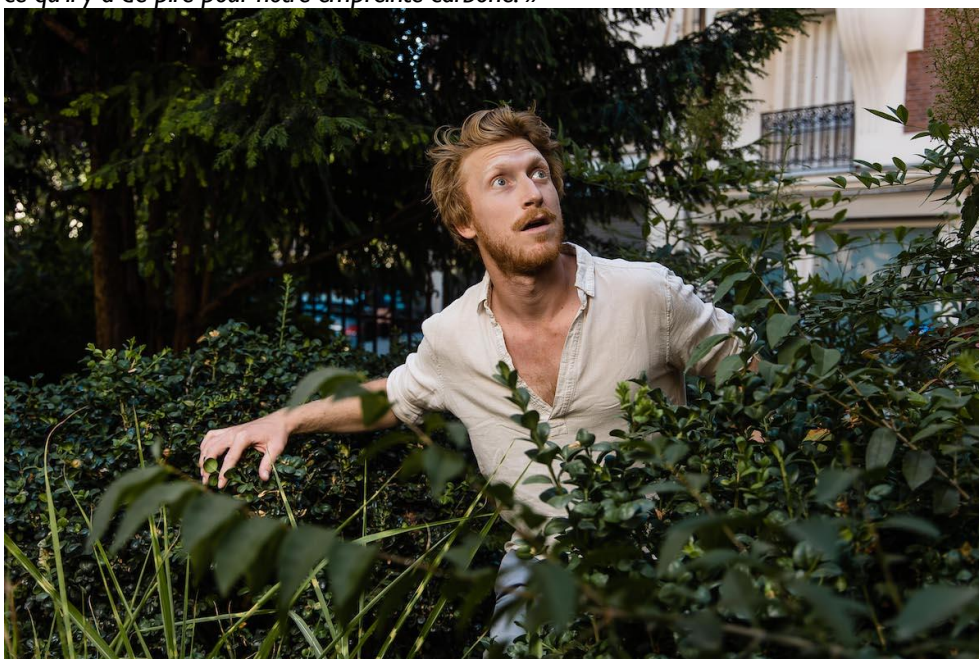


Habitué à parcourir le monde, le youtubeur Tolt a arrêté de prendre l'avion. Il promet désormais des transports bas carbone et une vision « différente » du voyage, qui ne détruit pas le vivant. [SÉRIE 2/4]

Quand on lui demande de quand date son dernier voyage, il répond du tac au tac, anticipant les réactions des mauvaises langues. *« Je reviens de l'Oise. Ça ne fait pas rêver, dit comme ça, et pourtant, il y a vraiment plein de trucs à y vivre et à y voir ! »*

Benjamin Martinie, grand roux davantage connu sous le pseudonyme Tolt, est un « influenceur voyage ». Depuis 2016, il publie sur YouTube des vidéos mettant en lumière ses différentes expéditions. Avec une particularité : il y a trois ans, il a décidé de ne plus prendre l'avion.

« À l'époque, dans ma vie privée, je m'exprimais beaucoup sur les questions environnementales, se souvient-il. Mes amis me renvoyaient donc à ma grosse contradiction : l'avion. J'étais dans une forme d'ignorance et de déni, je pensais que l'aviation n'était pas si grave que ça. Ça m'a poussé à creuser le sujet, et je me suis rendu compte qu'à l'échelle individuelle, l'avion est ce qu'il y a de pire pour notre empreinte carbone. »



Tolt : *« Je reviens de l'Oise. Ça ne fait pas rêver, dit comme ça, et pourtant, il y a vraiment plein de trucs à y vivre et à y voir ! »* © Mathieu Génon/Reporterre

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Un aller-retour entre Paris et New York rejette en moyenne 2,6 tonnes d'équivalent CO₂ par passager, alors que pour respecter les accords de Paris sur le climat, nous devrions tous émettre 2 tonnes d'équivalent CO₂ par an. Un seul trajet long-courrier explose donc notre budget carbone. « *J'avais une dissonance cognitive qui me rendait malheureux, reconnaît Tolt. À l'été 2019, j'ai donc pris la décision d'arrêter complètement l'avion d'ici l'année 2021.* »

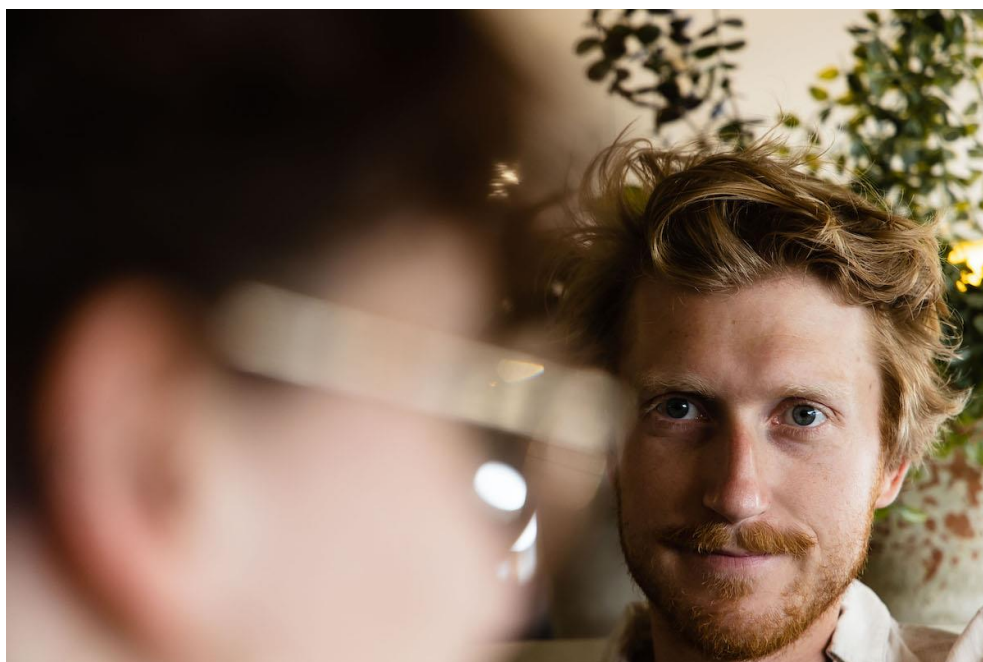
Une bonne résolution à laquelle il s'est tenu. Fini les séjours au Canada ou les vacances en Tanzanie ! Tolt s'est tourné vers des pays plus proches, accessibles en train, comme l'Espagne ou l'Italie. Surtout, il est parti à la découverte de son propre pays.

Rendre sexy le voyage bas carbone

Ce trentenaire natif de Versailles (Yvelines) parcourt désormais les routes de Lozère, de Meuse et du Lot, pour les présenter à ses abonnés. Dans ses vidéos, les paysages des hauts plateaux de l'Aubrac ont remplacé les plages brésiliennes. « *Honnêtement, j'ai un niveau de dépaysement comparable à celui que j'ai pu avoir en allant dans des pays étrangers. Je découvre un patrimoine richissime* », s'enthousiasme-t-il.

Sur ses deux chaînes YouTube – l'une en français, l'autre en anglais –, il essaie désormais de « *rendre le voyage local plus sexy* ». Sa recette : une succession de paysages majestueux filmés au drone, des séquences « *sensations fortes* » où on le voit essayer du kayak ou de la via ferrata, des interviews d'habitants, des images léchées d'animaux sauvages et de gastronomie locale... Le tout rythmé par une musique entraînante.

Il n'en fallait pas plus pour titiller le côté chauvin de certains Français. « *Très belle vidéo mettant magnifiquement bien avant notre beau territoire* », écrit une femme sous la vidéo consacrée au Berry. « *Merci pour ce beau petit voyage dans mon département. Il est clairement sous-coté, la vie ici est très agréable* », réagit une autre abonnée sous celle dédiée à la Haute-Marne.



Tolt : « *Je suis persuadé qu'il faut qu'on réapprenne à contempler, juste marcher et regarder ce qu'il y a autour de nous.* » © Mathieu Génon/Reporterre

Le pari de Tolt semble gagnant : ses revenus (obtenus grâce à des partenariats avec des offices de tourisme, notamment) et son nombre de vues ont augmenté. « *Ma série de vidéos sur les départements français fait appel au côté patriote des gens, admet le youtubeur. Mais depuis le Covid, il y a aussi des personnes qui veulent voyager moins loin et différemment. Il y a une audience pour accueillir ce message.* »

C'est cette vision du « *voyage différent* » que Tolt veut promouvoir. Un voyage pour soi, pas pour se montrer sur les réseaux sociaux ni pour cocher une nouvelle destination sur sa carte du monde. Un voyage plus lent : oui, aller en Corse à la voile demande près de 24 heures, et ça vaut le coup, assure-t-il. Un voyage pour observer. Pour prendre le temps. « *Je suis persuadé qu'il faut qu'on réapprenne à contempler, juste marcher et regarder ce qu'il y a autour de nous, affirme Tolt. Essayer de se réapproprier le vivant. Moi le premier, si on me montre certains animaux ou plantes, je ne vais pas savoir dire ce que c'est.* »

« Ringardiser les comportements qui nous mènent droit dans le mur »

Tolt fait figure d'intrus dans le paysage des réseaux sociaux : les influenceurs sont encore nombreux à promouvoir les voyages lointains, courts, et une consommation sans fin. Après des années à avoir lui-même pris régulièrement l'avion, le jeune homme veut à tout prix éviter la carte « *donneur de leçons* ». « *Ce n'est pas moi qui vais dicter ce que les gens doivent ou ne doivent pas faire, insiste-t-il. Par contre, c'est mon rôle d'alerter et de donner des informations factuelles. Les influenceurs ont un énorme rôle à jouer pour ringardiser les comportements qui nous mènent droit dans le mur.* »



Tolt : « C'est mon rôle d'alerter et de donner des informations factuelles. Les influenceurs ont un énorme rôle à jouer pour ringardiser les comportements qui nous mènent droit dans le mur. » © Mathieu Génon/Reporterre

Des comportements adoptés, rappelons-le, par une poignée de personnes : d'après une étude, seulement 11 % de la population mondiale avait déjà pris l'avion en 2018. « *Le vrai souci, ce sont les gens privilégiés. Les gens comme moi qui ont fait des études assez chères [il a fait une école de commerce à Angers (Maine-et-Loire)], qui ont des revenus assez élevés* », reconnaît Tolt.

Selon lui, c'est aux États de rendre accessibles les modes de voyage bas carbone à l'ensemble de la population. « *En France, dans certains cas, cela va dans le bon sens, notamment pour le train de nuit. Mais dans d'autres, le gouvernement n'a pas du tout la bonne approche* », déplore-t-il, qualifiant les programmes actuels de décarbonation du secteur aérien de « *gros greenwashing* ». Et de poursuivre : « *C'est vraiment dommage, parce que l'État peut avoir ce rôle de facilitateur, d'accélérateur du changement.* »



Tolt : « L'État peut avoir ce rôle de facilitateur, d'accélérateur du changement. » © Mathieu Génon/Reporterre

Aujourd'hui, Tolt ne ressent plus le besoin de partir à l'autre bout du monde. Face à ses amis qui continuent de s'envoler en vacances en Colombie, il ne ressent pas de jalousie. Envisage-t-il d'un jour reprendre l'avion ? Seulement « en cas d'urgence majeure », dit-il. Il insiste : ce choix de vie n'est pas une contrainte, mais une décision qui aide à être heureux. À être plus serein, plus en phase avec ses convictions. Une décision qui pousse à découvrir le monde et les gens autrement. Dans l'Oise ou ailleurs.



Les influenceurs, alliés ou ennemis de l'écologie ?

Justine GUITTON-BOUSSION et Mathieu GÉNON (photographies) (Reporterre)
26 juillet 2022

Les vacances à vélo ? « Ça m'a fait un bien fou »



« On ressent le monde ! », s'enthousiasme une adepte de cyclotourisme. « C'est économique, écologique et bon pour le corps. » De plus en plus de Français partent en vacances à vélo, notamment depuis le confinement. [SÉRIE 3/4]

« Nous sommes partis pour nos premières vacances à vélo en famille sur la Loire : un régal », témoigne le père de Jean, 7 ans, et Louis, 3 ans. « Premier cyclotrip pour moi et je suis conquise, s'enthousiasme Élodie, de retour de Camargue. Je suis partie seule pour faire le vide et ça m'a fait un bien fou. » En cet été 2022, le groupe Facebook « Voyager à vélo » foisonne de témoignages de cyclotouristes novices. En 2020, moins de 20 000 internautes échangeaient conseils et retours d'expérience ; ils sont aujourd'hui près de 70 000. Une preuve cybernétique d'un phénomène bien réel : les Français plébiscitent les vacances à bicyclette.

D'après le réseau Vélos et territoires, le nombre de cyclistes sur les EuroVelo françaises – un réseau de routes cyclables longue distance à travers le continent européen – a bondi de 26 % entre 2017 et 2021. « On voit clairement une dynamique, confirme Pierre Hémon, président de l'AF3V, une association d'usagers des véloroutes et voies vertes. Avant, on voyait surtout des aficionados, des convaincus... Aujourd'hui, on a des gens qui n'y connaissent rien, ou presque, beaucoup de familles notamment. » À la Fédération française du cyclotourisme (FFV), qui regroupe quelque 120 000 licenciés, la directrice technique Isabelle Gautheron a aussi vu arriver de nouveaux profils : « Des jeunes – entre 25 et 45 ans – qui vont chercher de l'aventure, entre amis, partent en itinérance avec le minimum de bagages. »



À la Fédération française du cyclotourisme (FFV), on a vu arriver de nouveaux profils : « Des jeunes qui vont chercher de l'aventure, entre amis, partent en itinérance avec le minimum de bagages. » © G.Rigault

Un boom indissociable de la crise sanitaire : « Les restrictions aux frontières ont poussé pas mal de gens à découvrir les vacances près de chez eux, dit M. Hémon. Or le vélo, c'est une manière extraordinaire de découvrir un territoire. » Pour Isabelle Gautheron, « le Covid a joué un rôle d'accélérateur. Mais le vélo avait déjà commencé à s'installer dans les villes et dans les vies quotidiennes il y a une quinzaine d'années, et on voyait de plus en plus de cyclotouristes. »

Ce regain pour la petite reine n'a donc rien de fortuit : « Ça fait plus d'une dizaine d'années que les collectivités investissent dans les aménagements cyclables, dit Florent Tijou, de France Vélo Tourisme. C'est possible aujourd'hui de partir en vacances en vélo parce qu'il y a eu une volonté politique, une pression des associations, et des investissements. » 16 000 kilomètres de voies vertes et 40 000 kilomètres de véloroutes [1] sillonnent aujourd'hui la France. Le pays est la deuxième destination mondiale du tourisme à vélo, (loin) derrière l'Allemagne.

« Il y a eu une volonté politique, une pression des associations, et des investissements »

Le voyage à vélo n'a pourtant rien de nouveau. Dès le début du XX^e siècle, les classes bourgeoises prenaient du bon temps en enfourchant leurs cycles. « Toute une frange de la population aisée partait faire du vélo, raconte Isabelle Gautheron. La bicyclette était un marqueur social, le signe d'une certaine position dans la société. » Puis l'automobile s'est imposée parmi les riches, et le vélo est devenu le moyen de déplacement privilégié des ouvriers, avant de se développer comme pratique sportive. Et les vacances, dans tout ça ? « Dans les années 1980, peu de personnes voyageaient à vélo, et c'était souvent des passionnés qui partaient pour des voyages au long cours, avec des sacs en tissu

et des cartes », raconte Anne-Lise Bohmert, membre de Cyclo-camping International, une association quadragénaire créée par quelques-uns de ces pionniers.

« Il faut garantir un aménagement sécurisé, sécurisant »

Cyclotouriste convaincue, la retraitée a parcouru l’Hexagone ainsi qu’une bonne partie de l’Afrique sur son deux-roues. « C’est économique – on peut partir de chez soi sans rien d’autre que son vélo – écologique, et bon pour le corps, dit-elle. C’est une façon différente de découvrir un territoire, proche ou lointain. On est dehors en permanence, on sent, on ressent le monde. » Santé, moindre coût et respect de l’environnement : le triptyque gagnant du voyage à vélo. « C’est accessible à tous, poursuit Anne-Lise Bohmert, on a parmi nos adhérents des gens qui partent en famille avec des bébés, des personnes en situation de handicap... On peut toujours trouver des solutions, en adaptant les vélos, les itinéraires. »

Malgré ses atouts, le cyclotourisme est encore une pratique de niche. Selon une étude gouvernementale sur les usages du vélo, seules 800 000 personnes pédalaient pour voyager en 2018. Ce chiffre, calculé avant la crise sanitaire, a très certainement augmenté. Mais l’étape suivante – convaincre les 67 millions de Français de troquer la voiture et l’avion pour la bicyclette – ressemble plus au col du Tourmalet qu’à un sprint sur les Champs-Élysées.

Avant de « faire de la France la première destination vélotouristique au monde d’ici 2030 », comme espéré par le gouvernement, il reste en effet quelques obstacles à lever. « Il faut garantir un aménagement sécurisé, sécurisant, avec des panneaux d’itinéraires visibles », dit Florent Tijou, de France Vélo Tourisme. Quelque 6 230 kilomètres d’itinéraires cyclables doivent encore être aménagés à travers le pays pour tenir les objectifs fixés par l’État.



La carte des itinéraires vélo en France. © France vélo tourisme

Il ne s’agit pas que d’un problème de kilomètres balisés. « Le frein majeur au voyage à vélo, ça reste la voiture, estime Anne-Lise Bohmert. Les voies vertes, c’est bien, mais nous contenir sur ces espaces signifie ne pas nous accueillir sur les

routes. Nous devons aussi avoir notre place sur les petites départementales, on paye aussi le bitume ! » Il s'agit ainsi d'accueillir les cyclotouristes sur le macadam, mais aussi dans les villages. Pour Florent Tijou, « il faut que les services, notamment en zone rurale, se déploient : hébergement, location de vélo, épicerie... » Le cyclotourisme peut ainsi stimuler le développement rural, pourvu que les pouvoirs publics donnent un coup de pouce au lancement.

Des trains peu adaptés au transport des vélos

L'autre point noir pour la petite reine reste paradoxalement... le train. « Actuellement, prendre le TER ou le TGV avec son vélo pour se rendre sur le lieu de départ d'une voie verte ou d'une véloroute, ça reste galère, observe Pierre Hémon, de l'AF3V. Pas de place ou pas assez pour les cyclos, des liaisons entre les gares et les itinéraires très mal indiquées ou inexistantes... Certaines gares ne disposent pas d'ascenseur pour traverser les voies. » Selon l'expert, les efforts réalisés par la SNCF ont vite été contrebalancés par la hausse de fréquentation. La campagne *Mon vélo dans le train* réunit ainsi vingt-deux associations pour faire avancer la cause.


QUELQUES CONSEILS POUR S'Y METTRE

Outre les groupes Facebook et les forums, l'association Cyclo-camping international a publié un manuel du voyage à vélo, devenu une référence. « Je conseille toujours aux gens de commencer petit, commente Anne-Lise Bohmert. Partez un après-midi, autour de chez vous, avec votre vieux vélo ou ce que vous avez... puis deux jours, en prenant un hébergement en dur ou en allant voir des amis, avec une douche et un repas à l'arrivée. Le goût de l'indépendance, le goût de sortir des véloroutes vient peu à peu. »

Isabelle Gautheron insiste pour sa part sur l'équipement : « On ne part pas en voyage à vélo en sandalettes et en short, sinon les vacances de rêve peuvent virer au cauchemar ! » Cuissard, chaussures fermées, casque... « Et puis c'est bien de s'entraîner avant le grand départ, d'évaluer son niveau physique, ajoute-t-elle. Savoir faire du vélo, ce n'est pas uniquement appuyer sur des pédales, c'est aussi savoir prendre un virage, freiner, même en étant chargé. »

Enfin, tous nos interlocuteurs conseillent de commencer par des véloroutes bien balisées. Pierre Hémon affectionne la Vélofrancette, de Ouistreham à La Rochelle, et le canal de Nantes à Brest, « magnifiquement agréable ». Florent Tijou apprécie la Loire à vélo, « un voyage unique que l'on peut faire plusieurs fois sans se lasser », ou la Via Rhôna, « qui permet de découvrir le fleuve d'un nouvel œil ». Hors des sentiers battus, Anne-Lise Bohmert préfère le plateau de l'Aubrac et celui des Mille vaches, dans le Limousin. « J'adore traverser des paysages au rythme du vélo, et les rencontres que cela permet, sourit-elle. Et puis le soir, quand on s'arrête, prendre une bière au café du village ! »

Notes

 Voies ferrées désaffectées, chemins de halage ou berges aménagées, les voies vertes sont des circuits où toute circulation motorisée est interdite. Une véloroute est un itinéraire cyclable constitué de voies vertes et de petites routes à faible circulation automobile.

Lorène LAVOCAT (Reporterre)
27 juillet 2022

« Magnifique ! » : avec leur bébé, ils ont voyagé 5 mois à vélo



Cinq mois et 3 700 kilomètres de véloroutes : voilà le voyage, à vélo, qu'ont effectué Marie, Martin et leur fils de 2 ans. Couches lavables, canicule, franchissement de cols... Ils racontent ! [SÉRIE 4/4]

Hourtin (Gironde), reportage

Tout est immobile et écrasé de chaleur ce 19 juillet après-midi au Pin Sec, non loin d'Hourtin, en Gironde. Sous l'ombre chétive d'un bouquet de pins maritimes, dans l'odeur entêtante de résine chaude, Martin Lozivit et Marie Laurent, 31 ans, prennent enfin le temps de souffler. Leur fils, Armel, petite bouille blonde de 2 ans, dort paisiblement dans sa remorque. 41 °C, c'est bien trop chaud pour rouler.

Les derniers jours ont été mouvementés pour cette famille de voyageurs à vélo, partie de Concarneau (Finistère) le 6 mars. Évacués du camping de la Teste-de-Buch menacé par les incendies, contraints d'abandonner leur tente et de louvoyer sur des départementales fréquentées à cause de la fermeture des pistes cyclables, l'éducatrice spécialisée en protection judiciaire de la jeunesse, le coordinateur de projets associatifs de développement territorial et transition écologique et leur bambin ont vu leur parcours prendre une tournure inattendue. Malgré l'inquiétude et la fatigue, ils ne se sont pas départis de la bonne humeur qui les a accompagnés, pendant cinq mois, sur 3 700 kilomètres de véloroutes françaises.



Martin Lozivit et Marie Laurent avec leur fils Armel. © Martin Lozivit et Marie Laurent

« C'est la première fois que nous partons à vélo, raconte Martin à Reporterre. Après avoir vécu au Bénin de 2017 à 2019, nous avons envie de partir en voyage en itinérance. Armel est arrivé et nous nous sommes dit que c'était le moment, avant son entrée à l'école. » 2021 fût l'année de la concrétisation du projet. Le couple a éliminé tout moyen de transport impliquant la combustion de pétrole pour des raisons écologiques et envisagé un temps le bateau, « mais ni l'un ni l'autre ne savait naviguer, donc on a opté pour le vélo », rigole le jeune père. Il leur a fallu quatre mois pour s'équiper en montures, sacoches et remorque, pour les adapter et apprendre à les réparer au Crade (Centre de recherche sur l'avenir des déplacements écologiques) de Concarneau et pour peaufiner leur itinéraire. « Au début, nous pensions aller jusqu'à Ispahan, en Iran, puis nous avons réalisé la difficulté de rouler hors d'Europe. Nous avons finalement choisi de rester en France, où nous avons tant de choses à découvrir », explique Martin. L'occasion aussi de faire la tournée de la famille et des amis en prenant le temps de s'attarder chez chacun.



« Nous avons choisi de rester en France, où nous avons tant de choses à découvrir. » © Martin Lozivit et Marie Laurent

Trois semaines à sillonner l'Ardèche et toutes les vallées drômoises

La première étape du voyage a ainsi été de rejoindre les parents de Marie à Amancey (Doubs). 1 222 kilomètres via la côte morbihannaise, le canal de Nantes à Brest et l'Eurovélo 6 de Nantes à Besançon. La petite famille s'est ensuite élancée vers Toulon (Var), pour rendre visite à des amis. Grande traversée du Jura, Genève (Suisse), Annecy (Haute-Savoie), Chambéry (Savoie), Grenoble (Isère)... « C'est là que nous avons franchi nos premiers cols. Celui de la Faucille a ouvert le bal, 10 kilomètres de montée et 400 mètres de dénivelé ! » se souvient Marie. « On a passé ensuite trois semaines à sillonner l'Ardèche et toutes les vallées drômoises », poursuit Martin. Après une semaine de repos, le trio a pris le train jusqu'à Avignon et est remonté sur vélos et remorque. Lozère, gorges du Tarn, Albi, Toulouse, canal des deux mers jusqu'à Bordeaux puis Vélodyssée... Jusqu'à l'épisode de la Teste-de-Buch et la halte au Pin Sec en attendant la dernière étape du voyage, La Rochelle (Charente-Maritime), début août.



Une combinaison en ciré parfaite pour la pluie comme pour la rosée du matin. © Martin Lozivit et Marie Laurent

Comment venir à bout d'un tel périple avec un enfant si jeune ? La question fait sourire Marie et Martin. « On nous l'a tellement posée », racontent-ils. Justement, Armel vient d'ouvrir l'œil et d'appeler ses parents. D'un geste rapide et habitué, Marie lui remplit une petite bassine en toile et le débarrasse de sa couche lavable, pendant que Martin

lui cherche une compote et un biscuit dans une sacoche. Ravi, le bambin se met à patauger. Les parents ne se souviennent pas avoir éprouvé d'angoisse particulière à l'idée de partir avec leur enfant de 20 mois. « Si, avant le départ, j'avais peur qu'il ait froid », corrige Marie. Alors, le couple a peaufiné l'équipement de son bébé dans les moindres détails, à l'aide de blogs et de sites spécialisés : « Des vêtements en laine de mérinos, légers mais qui tiennent bien chaud ; une doudoune ; bottes ; et, meilleur investissement, une combinaison en ciré parfaite pour la pluie comme pour la rosée du matin. La nuit, gigoteuse et sac de couchage pour bébé, jusqu'à ce qu'on descende suffisamment dans le Sud pour qu'Armel puisse s'en passer », énumère la jeune mère. « Avec tout ça, il a seulement eu un peu froid aux mains pendant trois ou quatre jours, malgré des températures qui sont descendues jusqu'à 2 °C lors de certains bivouacs. »



Armel fait la sieste. © Martin Lozivit et Marie Laurent

Couches lavables et légumes locaux

Côté itinéraire, le couple a calibré les étapes pour qu'elles soient compatibles avec le poids embarqué – 25 kilos de bagages pour Marie, 40 kilos pour Martin – et le rythme de l'enfant : quarante à soixante kilomètres par jour répartis pendant les siestes, soit environ deux heures le matin et deux heures en fin d'après-midi. Car c'est bien le sommeil qui a été le plus difficile à gérer. Pour dormir, le couple a choisi la tente, en bivouac, camping ou « warm shower » (hébergement dans le jardin d'un habitant avec possibilité d'utiliser la salle de bain). Armel adore dormir sur son petit matelas entre ses deux parents. « Mais à deux ans, il s'endort moins facilement, regrette Marie. Le soir, il s'endort en même temps que nous. Pour les siestes, on est parfois obligé de lui faire faire des tours de remorque pour qu'il s'endorme. Ça veut dire zéro temps pour nous et c'est parfois fatigant ! »



« On nous demande souvent quel est le plus bel endroit que nous avons vu, dit Martin. En réalité, nous avons traversé plein d'endroits magnifiques. » © Martin Lozivit et Marie Laurent

Le plus ardu pour la petite famille a finalement été d'aller au bout de sa démarche écolo. Adeptes des couches lavables, Marie ne se voyait pas abandonner pendant le voyage. Et pour cause, « entre 4 000 et 5 000 couches sont nécessaires à un enfant pour être propre », selon l'Agence pour la transition écologique. Soit, en France, plus de 3 milliards de couches jetables commercialisées par an, qui « génèrent près de 750 000 tonnes de déchets à traiter par l'incinération ou l'enfouissement ». « Nous avons donc embarqué une dizaine de couches qu'il faut laver tous les jours, dès qu'elles sont sales, explique la jeune mère. Ce n'est pas très compliqué, car les points d'eau – rivières, lavoirs, fontaines, etc. – ne manquent pas. Par contre, en mars, il était très compliqué de les faire sécher. »

Autre casse-tête, le ravitaillement. Le couple a bien un réchaud et des sacs à vrac dans ses sacoches mais, depuis son arrivée sur le littoral aquitain, il peine à s'approvisionner ailleurs qu'en supermarché. « Zéro magasin de producteurs, zéro Biocoop, peu de marchés, soupire Martin. Ce n'est pas comme dans la Drôme, où on trouvait de quoi acheter local tous les jours ! »



Le couple a calibré les étapes pour qu'elles soient compatibles avec le poids embarqué et le rythme de l'enfant. © Martin Lozivit et Marie Laurent

À quelques jours de l'arrivée, la petite famille tire un bilan très positif de son voyage. « On passe toutes nos journées avec Armel, on assiste à tous ses progrès en langage, en motricité, s'émerveille Marie. Il s'est très bien adapté et est devenu encore plus sociable au gré de toutes les rencontres que nous avons faites. » Pour autant, le trio sera heureux de ranger un peu remorque et vélos au garage. « On nous demande souvent quel est le plus bel endroit que nous avons vu, témoigne

Martin. *En réalité, nous avons traversé plein d'endroits magnifiques, et avons eu envie de nous installer dans certains. Mais j'ai aussi hâte de rentrer à Concarneau pour y habiter, m'y ancrer et m'y investir. »*



À pied, à vélo, en canoë... Voyager lentement pour se reconnecter au vivant

Émilie MASSEMIN (Reporterre)
28 juillet 2022

En finir avec la division du travail



Illustration : Yime

On aurait tort de voir dans la parcellisation et la standardisation des tâches une marche irréprouvable vers le progrès, un déterminisme auquel rien ni personne ne peut ni ne doit faire obstacle. Imaginons au contraire un plan en trois étapes pour les court-circuiter et, à terme, mettre sur pied une autre organisation du travail compatible avec une vie digne, autonome et épanouie.

Depuis le célèbre exemple de la manufacture d'épingles présenté par Adam Smith (1723-1790), l'affaire semble entendue. « *Les plus grandes améliorations dans la puissance productive du travail, et la plus grande partie de l'habileté, de l'adresse, de l'intelligence avec laquelle il est dirigé ou appliqué, sont dues, à ce qu'il semble, à la division du travail* », écrit, dès les premières lignes, l'auteur de *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776). Pour appuyer son propos, l'économiste écossais recense dix-huit opérations distinctes nécessaires à la production d'une seule épingle et vante, dans la foulée, l'intérêt de les décomposer au maximum plutôt que d'assigner à chaque ouvrier l'intégralité du processus de fabrication. Selon Adam Smith, une telle organisation n'a que des bénéfices.

De temps, d'abord : un minimum de tâches par ouvrier évite d'avoir à changer intempestivement d'outils et de passer d'un ouvrage à un autre.

De spécialisation, ensuite : à force de répéter quelques tâches très circonscrites, l'ouvrier finit par les exécuter avec une grande dextérité.

Perfectionnée et intensifiée tout au long du XIX^e siècle, la division du travail atteint son stade ultime grâce à F.W. Taylor. Pour annihiler la « *flânerie systématique* » et le « *travail lent* » des ouvriers, causes de baisse des rendements, l'ingénieur américain préconise en 1911 une « *organisation scientifique du travail* » : la parcellisation se double d'un chronométrage de chacune des tâches réalisées. « *L'esclavage doit durer chaque jour un temps suffisant pour briser quelque chose dans l'homme* », écrivait la philosophe Simone Weil pour décrire cette discipline intangible et forcenée qui exige à chaque instant la passivité abrutissante de celui qui l'exécute, mutilation dont elle fait elle-même l'expérience en tant qu'ouvrière chez Alstom. La standardisation cessait alors de ne concerner que la besogne, pour cibler le besogneux lui-même.

La division du travail a depuis longtemps cessé d'être une calamité traînée par la seule classe ouvrière – même si c'est d'abord pour la mettre au pas qu'elle fut résolument appliquée et développée. Aujourd'hui, la plupart des professions, y compris « *intellectuelles* », sont exposées aux spécialisations étroites, aux évaluations chiffrées de performances et aux pseudos-compétences qui épousent onctueusement les besoins éphémères de la société industrielle. L'ère numérique est encore venue densifier cette parcellisation-bureaucratization des tâches, au point que l'anthropologue américain David Graeber en est venu à parler de *bullshit jobs* pour

désigner tous ces emplois « à la con », dont l'intérêt personnel comme l'utilité sociale apparaissent douteux, y compris pour ceux qui les exercent. Les exhortations patronales à rendre le travail « agile » et « flexible » doivent, quant à elles, être comprises non comme une incitation à monter en compétences, mais à faire le dos rond ; il s'agit de remplacer le savoir-faire du salarié par un *savoir-être* atrophié, essentiellement tourné vers la docilité et l'adaptation. Faut-il se résigner à une telle organisation du travail ?

1 - La polyvalence contre l'agilité

La parcellisation, la standardisation et la déqualification doivent être contestées, en commençant par opposer à cette *agilité* tant plébiscitée par le patronat une notion antagoniste, celle de *polyvalence* qui, elle, permet de renforcer l'autonomie et l'émancipation du sujet. La première s'intègre pleinement dans l'esprit de formatage néolibéral qui déqualifie le salarié de manière à rendre chacune de ses actions quantifiable, prévisible et substituable. La seconde promet au contraire la déspecialisation des métiers pour favoriser l'acquisition de savoirs et de compétences transversales et durables – qui, du reste, n'ont pas pour unique vocation d'être mobilisés dans le cadre du travail salarié, mais sont aussi utiles dans la vie quotidienne.

Deux leviers peuvent y contribuer : l'éducation et la relocalisation. Au lieu d'encourager la professionnalisation dès 12 ans (comme l'avait suggéré Emmanuel Macron au cours de la campagne présidentielle de 2022) ou d'inhiber le tropisme naturel des individus pour l'autoproduction (face à la multiplication de tutos bricolage et cuisine sur Internet durant le confinement, Emmanuel Macron aurait, selon *L'Obs*, redouté que les Français ne s'installent dans « *un mode de vie artificiel* », inquiétude qui aurait accéléré le déconfinement en mai 2021), la première doit avoir pour but de donner à chaque élève des bases théoriques solides qui stimulent la créativité au lieu de la museler, et qui permettront l'assimilation de savoirs socialement et écologiquement utiles tout au long de la vie.

Pour le dire simplement : concourir à la formation d'esprits libres. La relocalisation, quant à elle, consiste à rompre avec la division internationale du travail tout en faisant renaître des bassins d'activités et d'échanges locaux. Synonyme de *démondialisation*, ce mouvement pourrait alors réveiller en chacun des compétences non standardisées, car attachées à un tissu local composé d'unités de production et de ressources complémentaires, ajustées aux atouts et aux contraintes régionales. Deux instruments qui, pris ensemble, sont capables de revaloriser un modèle de production artisanale, mais qui rappellent également que tout travail aliéné peut aussi être opportunément contrecarré.

C'est par exemple ce que les ouvriers de l'entreprise britannique d'armement Lucas Aerospace ont démontré avec leur contre-plan élaboré dans les années 1970 : opposés aux projets de restructuration portés par la direction, ils ont proposé un programme alternatif de 1 200 pages pour enrayer « *la tendance historique à la déqualification du travailleur, à la perte de son autonomie, à l'intégration de ses connaissances dans la machine* » et présenter toute une liste de productions socialement utiles : éoliennes, pompes à chaleur, véhicules multimodaux, reins artificiels, etc.

2 - La polyactivité, ou le refus de rester à sa place

Une autre façon de rompre avec la division du travail serait de rendre possible la pratique de plusieurs métiers simultanément. « *Il y a la vieille et autoritaire franchise qui dit [...] que si les cordonniers se mêlent de faire des lois, il n'y aura dans la cité que de mauvaises lois et plus du tout de chaussures* », évoque Jacques Rancière dans *La Nuit des prolétaires* (Fayard, 1981). Pour faire pièce à ce lieu commun, le philosophe dépeint la naissance de cette culture ouvrière autonome au début XIX^e siècle, nourrie par les aspirations de ces travailleurs autodidactes qui se livrent, une fois la nuit tombée, à leurs passions (lecture, écriture, peinture, théâtre, politique...). S'il en fallait une, voici une preuve que nul n'est réductible à sa simple fonction productive – a fortiori si celle-ci se résume à des tâches répétitives et déshumanisantes.

La polyactivité casse alors le cycle infernal de la contrainte et de la servilité imposé par la division du travail. Ceux qui la mettent en pratique rompent les rangs de la société industrielle en contestant son mot d'ordre : chacun-reste-à-sa-place. Le socialiste utopique Charles Fourier (*lire p.12*) s'y est particulièrement intéressé dans son projet de Phalanstère, lieu de vie et de production où il promet que le « *travail [sera] plus attrayant que ne sont aujourd'hui les spectacles et les bals* » : chacun est libre d'y choisir ses activités en fonction de ses goûts, de changer de tâche et d'ouvrage dans la même journée, ou d'une journée sur l'autre.

En lieu et place de la *division* du travail, le philosophe et naturaliste libertaire Pierre Kropotkine imaginait quant à lui un contre-modèle : *l'intégration du travail*. « *Nous soutenons que l'idéal de la société [...] est une société où chaque individu est producteur à la fois de travail manuel et de travail intellectuel, où tout homme valide est ouvrier, et où chaque ouvrier travaille à la fois au champ et à l'atelier.* » Une perspective qui continue, aujourd'hui, d'être vue comme une alternative sérieuse, notamment pour imaginer le futur des industries lourdes et polluantes.

Faciliter les reconversions en limitant les contraintes, comme le propose le collectif *Portons l'aéronautique pour demain*, pourrait se faire par la « *participation des salariés du secteur de l'aviation aux métiers agricoles* ». Chacun pourrait alors passer une partie de son temps de travail dans une exploitation paysanne partenaire. En somme : être ingénieur le mardi et maraîcher le mercredi.

3 - Sortir du professionnalisme

Mais plutôt que d'attribuer à chacun des certifications professionnelles et des rôles sociaux patentés, ne faudrait-il pas tout bonnement récuser l'idée même de *profession* ? Dans *De la division du travail social* (1893), le sociologue Émile Durkheim voit la spécialisation des individus via le système de profession sous un bon œil – comme une manière de les rendre tous interdépendants et solidaires entre eux, en dépit des frontières et des particularismes locaux. Grâce à la division du travail, le lien « *mécanique* », qui caractérisait les sociétés « *inférieures* » et incitait les individus à s'associer sur la base d'un réseau d'interconnaissances locales, peut s'estomper au profit d'une solidarité « *organique* ».

Émerge alors un régime de relations anonymes et de rôles spécialisés : à l'instar des cellules qui composent un être vivant, chaque individu est amené à s'individualiser tout en renforçant sa dépendance vis-à-vis des autres. Le système moderne de professions est fondé sur des compétences, des opérations et des gestes standardisés que vient légitimer un ensemble de normes et de certifications. Cette uniformisation est, huit décennies plus tard, conspuée par Ivan Illich (1926-2002), qui désigne par la notion de « *monopole radical* » le fait notamment de « *paralyse[r] l'action autonome au bénéfice de prestations professionnelles* », mouvement qui exproprie les populations des savoirs et des solutions locales et artisanales qui leur permettaient jusqu'alors d'affronter les aléas du quotidien. « *Chacun puisait sa langue dans son environnement culturel, l'apprenait par sa fréquentation des autres gens qu'il pouvait toucher et sentir, aimer ou haïr. L'acquisition du vernaculaire se faisait comme le partage des choses et des services, c'est-à-dire par de multiples formes de réciprocité, et non par l'entremise d'un professeur ou d'un professionnel ayant cette charge* », dénonce le philosophe.

La sortie du système de professions exige une rupture radicale, qui n'est pas sans questionner les limites d'un tel jusqu'au-boutisme, particulièrement en temps de pandémie alors que les professions médicales – particulièrement prises pour cibles par Illich – ont montré à quel point elles étaient indispensables. De nombreuses alternatives écologiques, paysannes et anticapitalistes tentent néanmoins d'abolir le professionnalisme grâce à des réseaux d'entraide ou des modèles d'organisation communautaire. En renouant avec des formes d'activités démarchandisées, vivrières et vernaculaires, elles élèvent l'activité au rang d'« *activisme* », comme l'analyse la philosophe Geneviève Pruvost, et rejettent toute forme d'assignation professionnelle, puisqu'elle est vue comme un cheval de Troie de la société industrielle qu'elles dénoncent.

Clément QUINTARD, publié le 08 juillet 2022 (Socialter. Comment nous pourrions vivre)

Clément Quintard est le rédacteur en chef adjoint de Socialter.

Monocultures de l'esprit

Bonnes feuilles - Que devient la forêt lorsqu'elle est appréhendée sur le modèle de l'usine et réduite à être une mine de bois ? En s'appuyant sur le mouvement Chipko né en 1973 en Inde, l'écoféministe Vandana Shiva montre que deux paradigmes s'affrontent : la monoculture industrielle contre une approche écologique globale. Derrière l'enjeu des ressources, le conflit porte sur deux régimes de perception scientifique et philosophique de la nature.

Extrait de Vandana Shiva, *Monocultures de l'esprit*, Marseille, Wildproject, 2022 (édition originale 1993).

Fondés sur l'objectif de modeler la diversité de la forêt vivante sur l'uniformité de la chaîne de montage industrielle, les principes actuels de la gestion scientifique des forêts conduisent à la destruction de l'écosystème des forêts tropicales. Au lieu de calquer la société sur la forêt, comme c'est le cas dans les cultures forestières, la forêt est calquée sur l'usine. Le système de « gestion scientifique », tel qu'il est pratiqué depuis plus d'un siècle, est donc un système de déforestation tropicale, qui transforme progressivement la forêt en une ressource non renouvelable. L'exploitation des bois tropicaux s'apparente ainsi à l'exploitation minière, et les forêts tropicales ne deviennent rien de moins qu'une mine de bois. Selon une estimation de l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, au rythme actuel d'exploitation, les forêts de l'Asie tropicale seront totalement épuisées dans moins de cent ans.

Les forêts tropicales, lorsqu'elles sont calquées sur le modèle de l'usine et utilisées comme des mines de bois, deviennent une ressource non renouvelable. Les peuples tropicaux deviennent également un déchet historiquement dispensable. Au lieu du pluralisme culturel et biologique, l'usine produit des monocultures non durables dans la nature et la société. Il n'y a pas de place pour le petit, pas de valeur pour l'insignifiant. La diversité organique cède la place à l'atomisme fragmenté et à l'uniformité. La diversité doit être éliminée et les monocultures uniformes – de plantes et d'humains – doivent désormais être gérées de l'extérieur, car elles ne sont plus autorégulées et autogérées. Ceux qui ne s'intègrent pas dans l'uniformité doivent être déclarés inaptes. La symbiose doit céder la place à la concurrence, à la domination et à l'idée que certains vivants sont dispensables. Il n'y a pas de survie possible pour la forêt ou ses habitant·es lorsqu'ils deviennent des matières premières pour l'industrie. La survie des forêts tropicales dépend de la survie de sociétés humaines modelées sur les principes de la forêt. Ces leçons de survie ne proviennent pas de textes de « foresterie scientifique ». Elles se cachent dans la vie et les croyances des peuples des forêts du monde entier.

Il existe aujourd'hui en Asie deux paradigmes de la foresterie : l'un favorisant la vie, l'autre la détruisant. Le paradigme de l'amélioration de la vie émerge de la forêt et des communautés forestières, celui de la destruction de la vie émerge du marché. Le paradigme de l'amélioration de la vie crée un système forestier durable et renouvelable, qui soutient et renouvelle les systèmes alimentaires et hydriques. Le maintien des conditions de renouvellement est le principal objectif de gestion du premier paradigme. La maximisation des profits par l'extraction commerciale est le principal objectif de gestion du second. Puisque la maximisation des profits est consécutive à la destruction des conditions de renouvellement, les deux paradigmes sont cognitivement et écologiquement incompatibles. Aujourd'hui, dans les forêts d'Asie, les deux paradigmes luttent l'un contre l'autre. Cette lutte apparaît très clairement dans les deux slogans sur l'utilité des forêts himalayennes, l'un émanant des concepts écologiques des femmes garhwalis, l'autre des concepts industriels de ceux qui sont associés au commerce des produits forestiers. Lorsque le mouvement Chipko est devenu un mouvement écologique en 1977 dans le village d'Adwani, l'esprit de la science locale s'est résumé dans le slogan :

Que nous apportent les forêts ?

Un sol, de l'eau et de l'air pur.

C'était la réponse au slogan communément accepté par la science dominante :

Que nous apportent les forêts ?

Le profit de la résine et du bois.



Le mouvement Chipko a démarré en 1973 en Inde par l'action d'un groupe de villageoises illettrées qui se sont opposées à l'exploitation industrielle de leurs forêts, notamment en entourant collectivement les arbres. Ces femmes défendent l'existence de communautés forestières où les liens entre plantes, arbres et humains ne peuvent être dissociés, le culturel et le biologique étant entremêlés.

La perspicacité de ces slogans a représenté un changement cognitif dans l'évolution du mouvement Chipko. Le mouvement s'est transformé qualitativement, passant d'un simple conflit sur les ressources à un conflit sur les perceptions scientifiques et les approches philosophiques de la nature. Cela a posé une base de connaissance scientifique qui a ensuite permis au mouvement Chipko de se reproduire dans différents contextes écologiques et culturels. Le slogan est devenu le message scientifique et philosophique du mouvement, et a jeté les bases d'une science forestière alternative, orientée vers l'intérêt public et de nature écologique. L'intérêt commercial a pour objectif premier de maximiser la valeur d'échange par l'extraction d'espèces à haute valeur marchande. Les écosystèmes forestiers se trouvent donc réduits au bois des espèces commercialement prisées.

La « foresterie scientifique » sous sa forme actuelle est un système de connaissances réductionniste qui ignore les relations complexes au sein de la communauté forestière, et entre la vie végétale et d'autres ressources comme le sol et l'eau. Depuis de telles bases réductionnistes, son modèle d'utilisation des ressources est basé sur l'augmentation de la « productivité ». En ignorant les liens vivants au sein de l'écosystème forestier, ce modèle d'utilisation des ressources génère des instabilités dans l'écosystème et conduit, au niveau de l'écosystème, à une utilisation contre-productive des ressources naturelles. La destruction de l'écosystème forestier et des multiples fonctions de ses ressources porte à son tour atteinte aux intérêts économiques des secteurs de la société qui en dépendent pour leur survie. Ces fonctions comprennent la stabilisation des sols et de l'eau, ainsi que la fourniture de nourriture, de fourrage, de combustible, d'engrais, etc.

Les mouvements forestiers comme Chipko sont à la fois une critique de la foresterie « scientifique » réductionniste et l'articulation d'un cadre pour une science forestière alternative – à la fois écologique et à même de sauvegarder l'intérêt public. Dans cette science forestière alternative, les ressources forestières ne sont pas considérées comme isolées des autres ressources de l'écosystème. La valeur économique d'une forêt ne se réduit pas non plus à la valeur commerciale du bois.



La « productivité », le « rendement » et la « valeur économique » sont définis par rapport à un écosystème intégré et pour une utilisation polyvalente. Leur signification et leur mesure sont donc entièrement différentes de celles employées dans la foresterie réductionniste. De même que, lors du passage de la physique newtonienne à la physique einsteinienne, la signification de la « masse » est passée d'un terme indépendant de la vitesse à un terme dépendant de la vitesse : lors du passage de la foresterie réductionniste à la foresterie écologique, tous les termes scientifiques passent d'un terme indépendant de l'écosystème à un terme dépendant de l'écosystème. Ainsi, alors que pour les tribus et autres communautés forestières, un écosystème complexe est productif en matière d'herbes, de tubercules, de fibres et de patrimoine génétique, etc. ; pour le forestier réductionniste, ces composants de l'écosystème sont inutiles, improductifs et dispensables.

Les mouvements Chipko et Appiko sont des mouvements de communautés agricoles contre la destruction de forêts qui soutiennent des pratiques agricoles. Les blocages de bois des Penans et d'autres tribus du Sarawak (Indonésie) sont des luttes des peuples de la forêt contre des systèmes de gestion forestière qui détruisent la forêt et ses habitants. D'après les tribus (World Rainforest, 1990) :

C'est la terre de nos ancêtres, et de leurs ancêtres avant eux. Si nous ne faisons pas quelque chose maintenant pour protéger le peu qui reste, il n'y aura rien pour nos enfants. Nos forêts sont fauchées, les collines sont nivelées, les tombes sacrées de nos ancêtres ont été profanées, nos eaux et nos ruisseaux sont contaminés, notre vie végétale est détruite et les animaux de la forêt sont tués ou ont fui. Que pouvons-nous faire d'autre maintenant que de faire entendre nos protestations, afin que quelque chose puisse être fait pour nous aider ? – *Avek matai ame maneu mapat* (« Jusqu'à notre mort, nous bloquerons cette route »)

Considérer la diversité comme des « mauvaises herbes » afin de mieux la détruire

La destruction de la diversité biologique est intrinsèque à la manière même dont le paradigme forestier réductionniste conçoit la forêt. Le caractère « normal » de la forêt est défini à partir de l'objectif de gestion de la forêt : celui de maximiser la production de bois commercialisable. Étant donné que la forêt tropicale naturelle se caractérise par la richesse de sa diversité, y compris la diversité des espèces non commercialisables et non industrielles, le paradigme de la « foresterie scientifique » déclare que la forêt naturelle est « anormale ». Selon Wilhelm Schlich¹ (1920), la gestion forestière implique que « les conditions anormales doivent être éliminées », et pour Robert Scott Troup². (1916) :

« L'obtention d'une forêt normale à partir de la condition anormale de notre forêt naturelle existante implique un certain sacrifice temporaire. D'une manière générale, plus le passage à l'état normal est rapide,

plus le sacrifice est important. Par exemple, les forêts normales peuvent être atteintes en une seule rotation, par une série d'abattages à blanc avec régénération artificielle, mais dans une forêt irrégulière et où les plantes ont des âges différents, cela signifie le sacrifice de beaucoup de jeunes pousses qui peuvent être invendables. La question de la minimisation du sacrifice qu'implique l'introduction de l'ordre à partir du chaos est susceptible de nous occuper considérablement dans le cadre de la gestion forestière. »

La forêt naturelle, dans sa diversité, est donc considérée comme un « chaos ». La forêt créée par l'homme, c'est l'« ordre ». La gestion « scientifique » des forêts a donc un parti pris clairement antinaturel, et vise des objectifs industriels et commerciaux, pour lesquels la forêt naturelle doit être sacrifiée. La diversité cède ainsi la place à l'uniformité des peuplements monospécifiques et de même âge ; et cette uniformité est l'idéal de la foresterie « normale » vers laquelle tendent tous les systèmes sylvicoles. Guidée par l'objectif de maximiser la production de bois commercial, la gestion forestière s'appuie sur la destruction de la diversité et sur son caractère dispensable : elle considère les parties et les relations non commerciales d'un écosystème forestier comme sans valeur – comme une mauvaise herbe à détruire. La richesse de la nature, caractérisée par la diversité, est détruite pour créer une richesse commerciale, caractérisée par l'uniformité.

D'un point de vue biologique, les forêts tropicales sont les systèmes vivants les plus productifs de notre planète. Ce qui caractérise une forêt tropicale, c'est l'importance de sa biomasse. Les quantités de bois, en particulier, sont importantes dans les forêts tropicales et représentent environ 300 tonnes par hectare en moyenne – comparé à 150 tonnes par hectare environ pour les forêts tempérées.

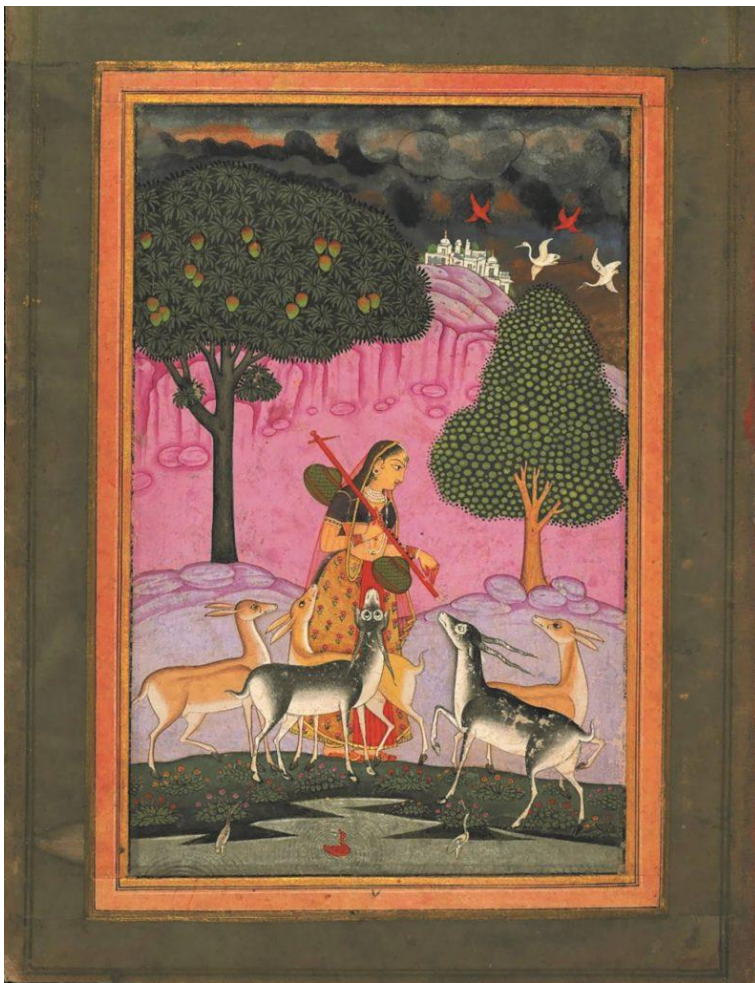
Cependant, avec la foresterie commerciale réductionniste, la productivité globale n'est pas importante, et les fonctions de la forêt tropicale dans la survie des peuples tropicaux ne sont pas préservées. Elle se concentre uniquement sur les espèces utiles à l'industrie pouvant être vendues avec profit, et elle mesure la productivité uniquement en matière de biomasse industrielle et commerciale. Tout le reste est considéré comme des déchets ou des mauvaises herbes. Comme le constate James Bethel (1984, p. 17-22), un consultant international en foresterie, en se référant à l'importante biomasse typique des forêts tropicales humides :

Il faut dire que du point de vue de l'approvisionnement en matériaux industriels, cela est relativement peu important. La question importante est celle de la part d'arbres dans la biomasse, et plus précisément de la part d'arbres d'espèces préférentielles qui peut être vendue avec profit. [...] Selon les standards d'utilisation actuelle, la plupart des arbres dans ces forêts tropicales humides sont clairement, en ce qui concerne les matériaux industriels, des mauvaises herbes.

Cette vision des « matériaux industriels » est celle de la foresterie capitaliste réductionniste qui divise la diversité vivante de la forêt – et les formes de démocratie qui s'y déploient – en bois mort à valeur commerciale, et en matériel à détruire – alors considéré comme « mauvaise herbe » ou « déchet ». Ce « déchet » est pourtant ce qui permet la croissance de la biomasse et qui maintient les cycles naturels de l'eau et des nutriments, tout en fournissant nourriture, combustible, fourrage, fertilisant, fibre et médecine aux communautés agricoles.

Tout comme la foresterie « scientifique » invisibilise les fonctions de production de nourriture de la forêt et y détruit la diversité (vue comme des « mauvaises herbes »), l'agriculture « scientifique » détruit elle aussi des espèces pourtant comestibles, mais qui ont peu ou pas de valeur marchande.

La Révolution verte n'a pas seulement supplanté des variétés de graines, mais des pratiques culturelles entières dans le tiers-monde. Tout comme les peuples, les graines ont été déclarées « primitives » et « inférieures » par l'idéologie de la Révolution verte, et les plantes ont été déclarées « marginales », « inférieures » ou encore « à gros grains ». Seule une science agricole prenant racine dans le patriarcat capitaliste peut penser que des plantes nourricières comme le *ragi* ou le *jowar* sont inférieures. Les femmes paysannes connaissent les besoins nutritionnels de leurs familles et les apports nutritifs des plantes qu'elles font pousser. Parmi les plantes nourricières, elles préfèrent les plus nourrissantes à celles qui ont une valeur marchande. Ce qui a parfois été appelé des « plantes marginales » ou « à gros grains » sont les plantes les plus productives sur le plan nutritif. C'est pourquoi les femmes dans le Garhwal continuent de cultiver la *mandua*, et c'est pourquoi les femmes dans le Karnataka cultivent encore le *ragi* malgré toutes les tentatives de la police de l'État pour les réorienter vers des plantes vendables et de la nourriture céréalière commerciale – tous les soutiens financiers du « développement » agricole allant dans ce sens. Le tableau ci-dessous montre combien toutes les céréales que la Révolution verte a considérées comme « inférieures » sont en fait meilleures sur le plan nutritif que les céréales, le riz ou le blé « supérieur ». Un jour, dans un village de l'Himalaya, une femme m'a dit : « Sans notre *mandua* et notre *jhangora*, nous ne pourrions pas travailler comme nous le faisons. Ces céréales sont notre principale source de bonne santé et de force. »



N'étant pas utiles commercialement, les plantes populaires sont traitées comme des « mauvaises herbes » et détruites avec des poisons. L'exemple le plus marquant de cette destruction est celui de la *bathua*, un légume feuillu important en Inde, d'une haute valeur nutritive et riche en vitamine A, qui grandit en association avec le blé. Toutefois, avec l'usage intensif des fertilisants chimiques, la *bathua* devient un compétiteur majeur du blé et a donc été déclarée comme une « mauvaise herbe » à détruire à l'herbicide. Quarante mille enfants en Inde deviennent aveugles chaque année par manque de vitamine A, et les herbicides contribuent à cette tragédie en détruisant des sources librement accessibles de vitamine A. Des milliers de femmes rurales qui gagnent leur vie en tressant des paniers et en fabriquant des nattes, avec des roseaux et herbes sauvages, perdent également leur moyen de subsistance du fait de l'usage croissant d'herbicides, ce qui tue les roseaux et les herbes sauvages. L'introduction de plantes résistantes aux herbicides va encore augmenter l'usage d'herbicides et va donc augmenter également les dégâts économiques et écologiques envers les espèces de plantes utiles localement. La résistance à l'herbicide de certaines plantes spécifiques entraîne la destruction de toutes les autres plantes par l'herbicide, et exclut par conséquent la possibilité de cultures agricoles rotatives et mélangées – ce qui est pourtant essentiel à une agriculture soutenable³ et écologiquement équilibrée. Les États-Unis estiment actuellement que les effets de l'épandage d'herbicide entraînent une perte annuelle de 4 milliards de dollars sur leur territoire. La destruction en Inde va être bien plus importante étant donné la plus grande diversité de plantes, et la prévalence de nombreuses activités basées sur les plantes et la biomasse.

Les stratégies de modification génétique de la résistance végétale, qui détruisent des espèces de plantes utiles, peuvent aussi finir par créer de mauvaises herbes résistantes (*superweeds*). Il y a une relation intime entre les mauvaises herbes et les plantes cultivées, tout particulièrement sous les tropiques où les variétés sauvages et cultivées ont interagi génétiquement pendant des siècles, et se sont hybridées librement pour produire de nouvelles variétés. Les gènes de la tolérance à l'herbicide, que les ingénieurs en génétique s'efforcent d'introduire dans les cultures agricoles, peuvent en effet être transférés à des plantes sauvages voisines selon les voies naturelles avérées du transfert génétique.

Des pénuries de variétés végétales localement utiles ont ainsi été créées parce que le système de connaissances dominant ne tient pas compte de la valeur des connaissances locales et déclare que les plantes

utiles localement sont des « mauvaises herbes ». Puisque les connaissances dominantes sont créées dans l'optique d'accroître la production commerciale et qu'elles ne répondent qu'aux valeurs du marché, elles ne peuvent pas voir les valeurs que les perceptions locales attribuent à la diversité végétale. La diversité est donc détruite dans les communautés végétales et dans les communautés forestières et paysannes, parce que, dans la logique commerciale, celle-ci n'est pas « utile ». Et, comme l'a déclaré Cotton Mather, le célèbre chasseur de sorcières de Salem, dans le Massachusetts, « ce qui n'est pas utile est vicieux ». Il doit donc être détruit. Lorsque ce qui est utile et ce qui ne l'est pas sont déterminés de manière unilatérale, tous les autres systèmes de détermination de la valeur sont supplantés.

Déclarer qu'une espèce localement utile est une « mauvaise herbe », voilà un autre aspect de cette politique de la disparition, qui réduit à néant tout espace pour les savoirs locaux. Le champ de vision unidimensionnel du système dominant ne perçoit qu'une seule valeur, basée sur le marché, et il génère des pratiques forestières et agricoles qui visent à maximiser cette valeur. La destruction de la diversité, considérée sans valeur, est directement liée à l'inévitabilité de la monoculture – entendue comme seul système « productif » et « à haut rendement ».

Pour consulter le sommaire de ce livre tout juste traduit en français, voir cette page de présentation de l'éditeur : <https://wildproject.org/livres/monocultures-de-l-esprit>.

Vandana SHIVA
9 septembre 2022
(Terrestres)

Notes

↑1 NdT : Expert en sylviculture d'origine allemande, Wilhelm Schlich (1840-1925) a travaillé en Inde sous l'administration britannique. Ses écrits et ses enseignements ont exercé une influence importante sur la sylviculture partout dans les colonies de l'Empire britannique (source : Wikipédia).

↑2 NdT : Robert Scott Troup (1874-1939), forestier britannique, fut étudiant de Wilhelm Schlich. Il a passé la première moitié de sa carrière en Inde, avant de devenir directeur de l'École de sylviculture d'Oxford en 1920 (source : Wikipédia)

↑3 NdT : Le terme « *sustainability* », que l'on traduit généralement par « développement durable », est très utilisé en anglais. Nous choisissons ici de garder le mot « soutenable » (et non pas « durable ») afin d'insister sur tout ce qui *soutient* la vie et son extraordinaire diversité.

Propos recueillis par Guillaume Gamblin

Michel Lulek a travaillé durant 20 ans à Ambiance bois. Depuis 15 ans, il travaille dans la Scop La Navette et est membre du comité de pilotage des éditions Repas. Il est l'auteur de *Scions... travaillait autrement ? Ambiance bois, l'aventure d'un collectif autogéré* (Repas, 2003).

Les coopératives gagnent du terrain

Quelle est la vitalité du mouvement coopératif et des aspirations à travailler autrement ? Quels sont les pratiques et les cadres juridiques qui permettent à la solidarité et à l'autogestion de s'épanouir au mieux dans une entreprise ? Les réponses sont plurielles, estime Michel Lulek, acteur du milieu des coopératives depuis longtemps.

Silence : Les initiatives qui essaient de travailler autrement en s'émancipant en partie des contraintes capitalistes liées à la hiérarchie, à la propriété des moyens de production, au profit, etc., ne datent pas d'hier, avec le mouvement coopératif notamment. Pensez-vous que cette aspiration à travailler autrement gagne du terrain aujourd'hui ?

Michel Lulek : Elle gagne du terrain... mais reste néanmoins marginale. Prenons quelques chiffres. En France, le mouvement des Scop regroupe aujourd'hui 3 611 coopératives et représente près de 67 200 salarié-es. Il n'y en avait que 2 165 il y a dix ans, représentant alors 43 360 salarié-es. Une progression de 67 % en nombre et de 55 % en effectif, en dix ans ! Rien qu'en 2020, il y a eu 4 000 emplois supplémentaires, dont 1 400 liés à la création de 203 Scop ou SCIC dans l'année. Ces statuts sont donc en forte expansion. D'un autre côté, 67 200 salariées, ça ne représente que 0,33 % des quelque 20 millions de salarié-es du privé en France... c'est-à-dire pas beaucoup !

Néanmoins, l'aspiration à travailler autrement ne se traduit pas par l'adoption de tel ou tel statut mais, plus souvent, dans les pratiques réelles. Si on interroge les jeunes Scop qui se créent aujourd'hui, souvent de petite taille (pour 2020 la moyenne des créations tourne à 7 salarié-es), on constate qu'elles mettent en avant des valeurs et des pratiques résolument critiques vis-à-vis des formes de travail traditionnelles.

Quelques exemples : en 2014, trois jeunes géologues créent leur bureau d'études. Pourquoi en Scop ?

« Je ne voulais pas être dans une relation patron-salarié et je voulais qu'on soit plusieurs à mener la barque. » Et ils travaillent à 80 %, « afin d'avoir du temps pour les enfants et la famille ». En 2007, un bureau d'études en écologie aquatique de près de 90 salarié-es se transforme en Scop à l'initiative de son fondateur : « Être patron ne m'allait pas du tout ! », résume-il. Trois interprètes spécialisées en langue des signes créent leur Scop en 2017 : « Nous ne voulions pas de lien hiérarchique entre nous dans la prise de décisions ».

« Le sens au travail s'affirme comme une priorité »

Les créations actuelles de coopératives sont très souvent liées à des préoccupations de cet ordre : qualité de vie au travail, partage des responsabilités, mais aussi souci à terme de transmettre facilement l'entreprise à d'autres, volonté d'agir ensemble, et refus du primat exclusif donné au travail et à l'économie, surtout lorsque celui-ci apparaît à l'origine de beaucoup de nos maux sociaux ou environnementaux. Un responsable d'une fédération de coopératives de commerçant-es (qui n'a rien d'alternatif) m'a confié que la crise sanitaire avait accentué ce genre d'exigence : « Cela se voit dans le recrutement de nos collaborateurs. Il y a une forte demande de qualité des conditions de travail, qui se traduit parfois par des exigences peu compatibles avec le commerce de détail (ne pas travailler le samedi, avoir des horaires moins contraignants, apprécier le télétravail, etc.). » Et oui, travailler plus, la start-up nation, la compétition, le boulot comme lieu privilégié de l'épanouissement personnel, etc. sont loin d'être partagés par tous et toutes !

Quelques autres indices : parmi les jeunes âgé-es de 18 à 24 ans, un sondage de 2020 nous apprend qu'ils et elles sont 45 % à se déclarer intéressé-es par l'économie sociale et solidaire pour lancer leur propre activité, et 59 % pour y travailler. Des chiffres en hausse d'une année sur l'autre, et qui sont d'autant plus élevés que les questionné-es sont jeunes. « Malgré la crise, le sens du travail s'affirme comme une priorité pour cette génération », commentent les auteurs du sondage. Et combien de jeunes, après un bac + 5, décident de tout lâcher pour devenir boulang-ère, menuisi-ère ou maraîch-ère ?

« Un mouvement de société à bas bruit »

De même, le développement des coopératives d'activité et d'emploi (CAE) dans lesquelles des entrepreneu-ses individuel-les se réunissent pour développer leur propre activité dans le cadre sécurisé d'une Scop ou d'une SCIC dont ils et elles sont salarié-es, apparaît comme une réponse à l'auto-entrepreneuriat précarisé. La création de Scops de livreu-ses à vélo est clairement une alternative à l'ubérisation de ce genre de métiers. On observe aussi la position d'un certain nombre de militant-es qui ne se satisfont pas du seul combat politique ou syndical, et qui veulent agir concrètement, pour elles et eux, pour leurs proches, avec leurs ami-es, sans pour autant délaisser la lutte politique, mais en l'adossant à une activité économique qui ne soit pas complètement déconnectée de ce pour quoi ils et elles continuent à militer. Bref, oui, il y a sans conteste un mouvement de société à bas bruit qui va dans ce sens et qu'on perçoit de manière plus nette à l'échelle de microterritoires ruraux ou urbains.

Notre dossier présente plusieurs entreprises qui ont fait le choix de travailler autrement, de manière autogérée notamment, via des trajectoires diverses. L'autogestion est-elle le dénominateur commun des manières de travailler « alternatives » ?

À chacun-e d'employer les mots qu'il ou elle souhaite. Ce qui est riche dans ces initiatives, c'est leur inventivité, leur créativité, leurs trouvailles, leur liberté ou les modalités d'organisation qu'elles mettent en place. Là, on va gérer très horizontalement, ici on choisit l'égalité salariale (ou on réduit l'échelle des salaires), ailleurs on se donnera la possibilité de respirer sur des périodes longues comme dans cette Scop de 16 salarié-es en couverture-zinguerie où l'on travaille sur 4 jours (quatre fois 9 heures), avec un temps de travail très ouvert et adaptable aux besoins des salarié-es (1). Là, on va fonctionner de manière très informelle et collégiale, ailleurs on se structurera davantage.

Pour que ça marche, il faut que les choses soient décidées au plus près par les personnes qui sont concernées. Donc, forcément, ça a à voir avec l'autogestion et l'autonomie (2).

Attention aux fausses alternatives

Quelles sont les nouvelles évolutions et contraintes, liées à l'économie actuelle, avec lesquelles

il faut composer davantage qu'il y a quelques années ou décennies pour s'en émanciper ?

Parmi les évolutions récentes qui contribuent à rendre difficile la réalisation de véritables alternatives, je vois trois points d'attention. D'abord, la confusion : tout mélanger pour embrouiller le sens même des mots.

Les « entreprises à mission » ou la « raison d'être » des entreprises, notions introduites par la loi Pacte de 2019 dans le code du commerce et le code civil, nous font croire que les grandes entreprises sont devenues et peuvent devenir (sérieusement) responsables... Le secrétariat d'État de l'économie sociale et solidaire, confié en 2020 à Olivia Grégoire, s'intitule « Secrétariat de l'économie sociale, solidaire et responsable », diluant l'identité « ESS » dans un gloubi-boulga unanimiste où le monde de l'entreprise est envisagé comme relevant de l'intérêt général...

Second point d'attention : la croyance au numérique et au digital comme avenir d'une économie vertueuse et démocratique, au nom du discours déjà ancien sur le partage des connaissances. Il y a là un piège évident, ce qui ne doit pas nous empêcher d'agir sur ce secteur pour en maîtriser les enjeux, mais avec prudence et sans naïveté.

Troisième point (qui n'est pas sans lien avec le second) : la question des libertés qu'on a pour agir aujourd'hui dans la société. Beaucoup d'initiatives pour « travailler autrement » font, par exemple, le choix d'un statut associatif. Or, on assiste depuis plusieurs années à un renforcement des atteintes aux libertés associatives, dont l'une des dernières manifestations est l'obligation de signer un « contrat d'engagement républicain » depuis le 1^{er} janvier 2022 si l'on veut recevoir une aide publique, engager un-e jeune en service civique ou bénéficier d'un agrément... Cela n'empêche pas d'agir, mais fait partie d'un ensemble de dispositifs qui visent à contraindre de plus en plus tout espace de liberté et de création et à empêcher toute parole ou initiative qui n'irait pas dans le sens de la glorification de l'économie et de la technologie comme réponses aux problèmes écologiques ou sociaux.

Les structures administratives actuelles (Scop, Gaec, SCIC, association...) vous semblent-elles faciliter ou bloquer la volonté de s'organiser en dehors du système et de le subvertir ? Peut-on rester dans l'alternative avec, par exemple, des collègues institutionnels dans les SCIC ?

Les structures que vous citez sont en effet celles que privilégient les personnes qui construisent collectivement des alternatives. Non qu'elles soient des structures idéales mais, tout simplement, parce que ce sont les plus proches des valeurs de ces démarches. « À partir du moment où on croise les objectifs sociaux et les modalités collectives, on rencontre forcément les coopératives », explique par exemple Jérémy Brémaud, cofondateur de la Scop Ellyx, agence d'innovation sociale dans laquelle la gérance est tournante.

Mais si statut ne vaut pas vertu, le statut n'est jamais totalement une bride. On peut toujours faire « mieux ». Si aucun statut ne prévoit un fonctionnement autogestionnaire, on peut néanmoins en instituer un, réel (et non illégal) derrière le fonctionnement légal.

La créativité avant tout

Ainsi, contrairement aux associations dont la gouvernance est libre, où l'on peut ne pas avoir de président par exemple, dans les autres formes d'entreprendre, il faut forcément un-e dirigeant-e nominati-ve : gérant-e, PDG, etc. Qu'à cela ne tienne : dans telle Scop, on tire au sort le gérant, dans telle autre on nomme tout le monde co-gérantes ! Évidemment, ce genre de pratique n'est pas très courant mais le statut juridique n'est jamais l'obstacle principal, même s'il faut parfois prendre quelques libertés avec le droit... sans pour autant le crier sur tous les toits.

Même la présence de collectivités au sein des SCIC n'empêche pas forcément d'agir. D'autant que les collectivités qui s'engagent dans de tels projets le font en général à cause de l'intérêt collectif qu'ils représentent. Et on a tout intérêt, en se méfiant certes de l'instrumentalisation ou de la récupération, à établir avec des communes, voire des communautés de communes, des complicités ou des alliances locales. Dans le cas particulier des SCIC, le principe coopératif « un-e associé-e = une voix » ne donne pas plus de pouvoir à la collectivité qu'aux salarié-es ou aux bénéficiaires qui sont eux et elles aussi, forcément, associées. Non, les obstacles principaux ne sont vraiment pas là. [...]

1. Entre celui ou celle qui travaille 15 jours puis s'arrête autant et celui ou celle qui fait un chantier de trois mois et va faire autre chose les trois mois suivants.

2. Cela nécessite la bonne maîtrise et la connaissance des tenants et aboutissants de l'ensemble des paramètres de l'entreprise, le dialogue, la discussion et la définition claire et exprimée des priorités de l'entreprise.

SILENCE, été 2022

Comment vivre autrement : socialismes utopiques et libertaires



Transformer le monde ou transformer son monde sans prendre le pouvoir : telle est l'ambition des socialismes qui, en marge d'un socialisme d'État, n'ont cessé de creuser leur sillon dans l'histoire pour donner lieu à des expériences d'émancipation qui furent parfois des réussites, parfois des échecs, mais toujours des ouvertures du champ des possibles. Leur commune visée critique de l'État et du capitalisme emprunte néanmoins plusieurs chemins, que le spécialiste de l'anarchisme Édouard Jourdain, auteur notamment de *Proudhon contemporain* (CNRS éditions, 2018), synthétise ici en trois stratégies politiques : l'utopique, la révolutionnaire et la gradualiste.

I Couper le câble : les expériences du socialisme utopique

Le terme de « socialisme utopique » se retrouve pour la première fois sous la plume de Jérôme Blanqui dans son *Histoire de l'économie politique* parue en 1839, mais c'est Engels qui formalisera cette expression dans son ouvrage *Socialisme utopique et socialisme scientifique* (1880). Le théoricien y oppose le marxisme, qui reposerait sur une méthode rigoureuse ayant permis de découvrir les lois de l'histoire, à un socialisme proposant des modèles fantaisistes ayant peu de rapport avec le réel. Les différentes théories du socialisme utopique partagent l'idée qu'il est possible de créer tout de suite et maintenant des communautés en marge du système économique et politique, permettant aux individus de vivre leur idéal.

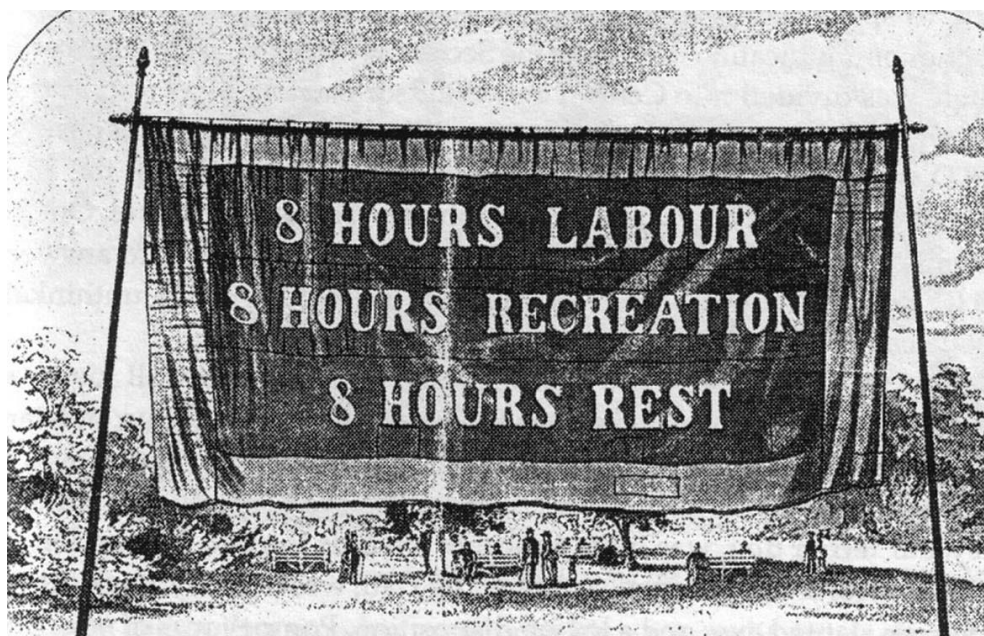
Trois auteurs emblématiques ont marqué les origines d'un tel socialisme (la tradition utopique remonte bien plus loin, de Platon à Thomas More, mais elle ne peut être qualifiée à proprement parler de « socialiste ») : Robert Owen (1771-1858), Charles Fourier (1772-1837) et Étienne Cabet (1788-1856). Le premier, à qui l'on doit le mot d'ordre « 8 heures de travail, 8 heures de loisir, 8 heures de sommeil » – qui devint ensuite le slogan de la Première Internationale et du mouvement ouvrier français –, est un industriel et un philanthrope très tôt préoccupé par la question sociale. Il préconise la création de communautés d'environ 1 200 personnes, où chacun occupe un emploi et vit dans des logements communs, communautés qui doivent ensuite se fédérer à un niveau national voire international.

Après l'échec de la communauté américaine de New Harmony et ses émules, le mouvement s'essouffle pour ne laisser de l'œuvre d'Owen que son enthousiasme en faveur du mouvement coopératif ouvrier. Quant à Charles Fourier, souvent affublé de l'image du savant fou, il imagine des phalanstères, communautés de 1 620 membres où chacun peut exercer l'activité qu'il désire. Bien que très nombreuses, les expériences inspirées de ses principes sont de courte durée, au point que la caricature journalistique parle de « *four-yearists* » (qui ne dure que quatre ans). Son esprit a pu néanmoins persévérer dans les centaines de coopératives ou magasins collectifs qu'ont développés les fouriéristes dans les années 1850, ou encore dans certaines communautés comme celle de Longo Mai en Provence.

De son côté, Étienne Cabet expose, dans son livre *Voyage en Icarie* (1840), sa vision de la cité idéale reposant sur une forme de communisme chrétien. Le principe de base de l'Icarie – « À chacun suivant ses besoins. De chacun suivant ses forces » – sera repris par Karl Marx dans *L'Idéologie allemande* (1867), avec le célèbre « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Là encore, les Icaries inspirées de ses principes ne perdureront jamais bien longtemps, minées par leurs dissensions internes et leur isolement. Des années 1870 aux années 1950, les expériences relevant du socialisme utopique deviennent rares – le marxisme s'impose dans le mouvement socialiste – et demeurent au mieux quelques communautés libertaires qui expérimentent des modes de vie autour du végétarisme ou de l'union libre.

Il faut attendre les années 1980, marquées par la crise du marxisme et la défiance envers l'idée révolutionnaire d'un « Grand Soir », pour que réapparaisse l'idée de communautés affranchies. Hakim Bey est sans doute l'un des auteurs les plus importants ayant renouvelé une certaine forme de socialisme utopique avec son concept de « zones autonomes temporaires » (TAZ), conceptualisé dans un ouvrage du même nom (*TAZ : Temporary Autonomous Zone*, Autonomedia, 1991). Il reprend en somme l'interrogation que posent les premiers socialistes utopiques : « Devrons-nous attendre que le monde entier soit libéré du joug politique, pour qu'un seul d'entre nous puisse revendiquer de connaître la liberté ? » Son constat est le suivant : la dernière parcelle de terre à être absorbée par un État-nation l'a été en 1899. Désormais, l'ensemble des territoires de la terre sont censés être policés. Cependant, il reste beaucoup de zones qui échappent de facto au contrôle cartographique, et l'objectif des TAZ consiste précisément à s'engouffrer dans ces « fractales invisibles ».

Il existe toute une tradition de TAZ, allant des communautés pirates à la république de Fiume en 1920, qu'il s'agit de remettre au goût du jour. Les TAZ ne peuvent émerger que sous certaines conditions. Tout d'abord, la libération psychologique : les individus doivent se désaliéner, notamment vis-à-vis du travail qui a souvent plus d'impact sur leur quotidien que la législation étatique. Ensuite, la réalisation d'espaces libres et la mise en pratique de la liberté sont possibles tout de suite, mais il est nécessaire d'envisager dès sa naissance la disparition de cette zone afin qu'elle échappe au contrôle de l'État et puisse se reconstituer ailleurs. Cependant, le caractère éphémère des TAZ, qui rompt avec tout espoir de révolution et de justice sociale, ne fait pas l'unanimité chez d'autres socialistes qui se qualifient de libertaires et qui, s'ils envisagent aussi la possibilité d'une transformation sociale ici et maintenant, estiment qu'elle ne peut se réaliser de manière isolée.



Bannière revendiquant la journée de 8 heures à Melbourne (Australie) en 1856.

2 Oser la révolution avec le socialisme libertaire

Le socialisme libertaire a souvent été présenté comme une utopie dans son sens péjoratif, c'est-à-dire comme un idéal ne pouvant trouver de réalisation. Or, il en est très éloigné tant cette notion puise sa force dans le réel, permettant ainsi des expérimentations sans qu'il soit nécessaire d'attendre un quelconque « Grand Soir ». « Pour que l'anarchie triomphe, il faut qu'elle soit déjà une réalité concrète avant les grands jours qui viendront », écrivait le grand géographe anarchiste Élisée Reclus. À la différence du socialisme utopique, le socialisme libertaire (ou anarchisme social) affirme cependant la nécessité de la révolution : toute idée de changement exclusivement local demeure dépourvue de capacités à persévérer dans le réel si un rapport de force favorable à la transformation totale des rapports sociaux n'est pas instauré.

Le socialisme libertaire, malgré la multiplicité des théories qui peuvent s'en réclamer, repose sur plusieurs principes qui peuvent à chaque fois être conçus dans leur double acceptation : négative et positive. Le rejet de l'autorité coercitive, incarnée par l'État ou le gouvernement, appelle à la libre association ou fédération d'individus ou de groupes entre eux ; le rejet du capitalisme et de l'exploitation appelle à l'abolition des classes sociales par la réorganisation de la production ; le rejet de l'aliénation conduit au développement de l'esprit critique et antidogmatique, premier pas pour briser la servitude volontaire. Aussi, la liberté ne peut se séparer de l'égalité dans l'anarchisme : la liberté sans égalité est libérale et justifie l'exploitation d'un individu par un autre, l'égalité sans liberté est autoritaire et justifie la domination d'un groupe sur un autre.



Photographie de la barricade de la Chaussée Ménilmontant, le 18 mars 1871 lors de la Commune de Paris, ©Musée Carnavalet.

Le socialisme libertaire va connaître l'essentiel de son élaboration conceptuelle au cours du XIX^e siècle. Trois grands théoriciens en dessinent les principaux courants : Proudhon avec le mutualisme, Bakounine avec le collectivisme et Kropotkine avec le communisme libertaire. Tous insistent sur le fait que la pratique doit inspirer la théorie et réciproquement. Le bouillonnement révolutionnaire qui marque l'Europe de la fin du XIX^e siècle à la première moitié du XX^e siècle est l'occasion pour les anarchistes de faire montre du bien-fondé de leurs idées. La Commune de Paris, en 1871, n'est pas spécifiquement anarchiste, mais va inspirer de nombreux théoriciens et militants dans la mise en pratique des idées libertaires. Avec la révolution russe en 1917 commence la première expérience anarchiste révolutionnaire de grande ampleur en Ukraine.

Ainsi peut-on lire dans le *Projet de déclaration de l'armée insurrectionnelle révolutionnaire d'Ukraine* adopté par le Soviet Révolutionnaire Militaire, lors de sa réunion du 20 octobre 1919 : « Nous exprimons notre conception d'un régime authentique de soviets libres de la manière suivante : afin d'instaurer une nouvelle vie économique et sociale, les paysans et ouvriers créent naturellement et librement leurs organisations sociales et économiques [–] comités ou soviets de villages, coopératives, comités de fabrique et d'usine, comités de mines, organisations ferroviaires, des Postes et Télégraphes et toutes autres unions et organisations possibles. Pour établir une liaison naturelle entre toutes ces unions et associations, ils mettent sur pied des organes fédérés de bas en haut, sous la forme de soviets économiques, ayant pour tâche technique de réguler la vie sociale et économique sur une grande échelle. » Les libertés

que les marxistes appellent « formelles » sont maintenues et développées. La zone d'influence de ce mouvement s'étire en 1920 sur plusieurs milliers de kilomètres, d'Odessa à Rostov, de Kharkiv à la mer d'Azov.

Mais c'est lors de la guerre d'Espagne que l'anarchisme va prendre une véritable ampleur. En 1934, le syndicat anarchiste espagnol, la Confédération nationale du travail (CNT), compte 1 577 000 adhérents. En 1936, dans la foulée de la révolution, on dénombre environ 350 collectivités en Catalogne, 500 au Levant, 450 en Aragon ou encore 240 en Nouvelle-Castille. Lors de la révolution espagnole, la collectivisation selon les principes libertaires a concerné environ deux millions de personnes et demeure aujourd'hui encore l'expérience de référence du mouvement anarchiste. En proie à une guerre civile dans la guerre civile avec leur lutte contre les Staliniens qui tentaient de reprendre le pouvoir, et presque sans soutien international, les anarchistes ont fini par fuir le franquisme et s'entasser dans les camps de réfugiés en France. Si l'étiquette anarchiste ne se retrouve que rarement dans les mouvements révolutionnaires postérieurs, il n'en reste pas moins que l'on y décèle des traces dans certaines pratiques, comme au Chiapas et, dans une moindre mesure, dans le Rojava où sont mises en avant des formes d'autogestion alternatives au capitalisme et à l'État.



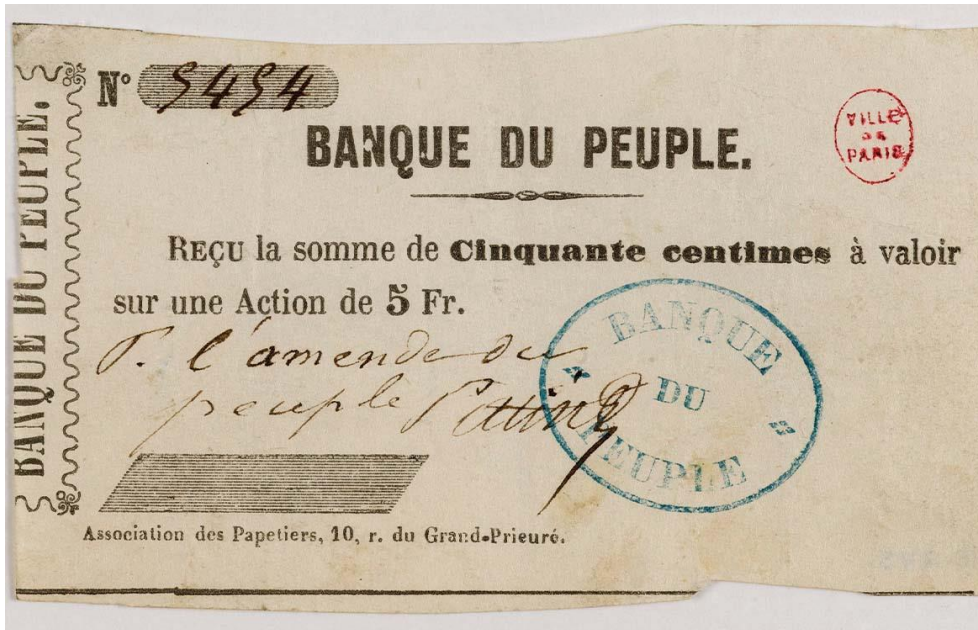
Affiche de la Confédération nationale du travail (CNT), syndicat anarchiste espagnol, pour commémorer le soulèvement révolutionnaire du 19 juillet 1936.

3 De l'utopie à la révolution : perspectives gradualistes

Entre utopie et révolution, local et global, pragmatisme et radicalité, il existe cependant un certain nombre de théories et de pratiques qui viennent établir des passerelles pour envisager une transformation sociale graduelle. Proudhon va dans ce sens : il envisage en 1848 la création d'une banque du peuple permettant aux ouvriers d'acquérir un capital financier à taux zéro pour pouvoir s'émanciper de la classe bourgeoise et, à terme, institutionnaliser l'autogestion généralisée et un fédéralisme intégral, à la fois économique et politique, reposant sur des formes de démocratie directe. Dans la même veine, Gustav Landauer (1870-1919) propose l'élaboration progressive de communautés d'individus qui se fédèrent.

Il ne s'agit donc ni de concevoir de manière abstraite un système politique alternatif, ni des communautés closes sur elles-mêmes, mais bien des dynamiques mettant en œuvre un devenir révolutionnaire faisant le lien entre la transformation individuelle et la transformation sociale. Dans cette perspective, il est opportun de créer des communautés qui à la fois commencent la révolution et prouvent par l'exemple ce qu'il est possible de faire. Ces communautés peuvent courir le risque de demeurer isolées, ce que Landauer redoute : c'est bien l'ensemble de la société qu'elles doivent contribuer à changer. Il parle alors de « société des sociétés » pour rendre compte de cette relation mutuelle entre le local et le global. C'est fort

de cette conviction qu'il décide de prendre part à la République des conseils de Bavière en 1918 en tant que délégué populaire à l'éducation, la culture et la propagande. Il y propose des formes fédérales de démocratie directe avant d'être assassiné par les troupes gouvernementales.



Reçu de 50 centimes de la Banque du peuple, créée en 1849 et permettant aux ouvriers d'emprunter de l'argent à taux zéro sans passer par des usuriers, ©Musée Carnavalet.

Cette idée de fédéralisme progressif se retrouve aussi dans le municipalisme libertaire de Murray Bookchin (1921-2006), qui affirme que des institutions libertaires peuvent naître parallèlement à l'État et en marge du capitalisme pour peu à peu les supplanter. Cette stratégie est rendue possible à partir de la commune, qui constitue le lieu d'élection de la liberté politique, et ce au moins depuis la cité grecque. Ainsi, « le seul moyen de reconstruire la politique est de commencer par ses formes les plus élémentaires : les villages, les villes, les quartiers et les cités où les gens vivent au niveau le plus intime de l'interdépendance politique au-delà de la vie privée. C'est à ce niveau qu'ils peuvent commencer à se familiariser avec le processus politique, un processus qui va bien au-delà du vote et de l'information ». Les grandes métropoles comme New York, Londres ou Paris n'ont évidemment plus grand-chose à voir avec les cités de l'Antiquité comme Athènes qui permettaient l'exercice de la démocratie directe.

Cependant, quelle que soit la taille des villes, chacune est divisée en un certain nombre de quartiers où l'on peut concevoir des territoires à taille humaine rendant possible un tel exercice. Bookchin prend l'exemple de la ville de Paris de 1793, alors peuplée de 500 000 à 600 000 habitants qui, grâce à sa fédération en sections, a très bien pu organiser l'approvisionnement et la sécurité, faire respecter le Maximum des prix ou encore assurer des tâches administratives complexes. La tradition de communes libres est ancienne, remontant à l'Antiquité. Par exemple, la commune d'Oaxaca, au Mexique, a donné naissance en 2006 à un vaste mouvement de démocratie directe et d'autogestion. Tout l'enjeu consiste dès lors à ne pas demeurer isolé et à pouvoir constituer des fédérations de communes. C'est notamment le pari du réseau des *Fearless cities*, qui a inauguré des sommets annuels pour un mouvement municipaliste global s'inscrivant dans le mouvement plus large des communs, qui vise une démocratisation du politique et de l'économie.

Entre utopie et révolution, la dynamique politique ne s'épuise jamais : les puissances du désir préservent de toute ossification potentiellement totalitaire et, en même temps, il est nécessaire de concevoir des institutions qui permettent les meilleures manifestations de ce désir. Dans cette perspective, le dernier mot sera donné à William Morris : « Les hommes combattent et perdent la bataille, et la chose pour laquelle ils ont lutté advient malgré leur défaite. Quand elle advient, elle se révèle être différente de ce qu'ils avaient visé et d'autres hommes doivent alors combattre pour ce qu'ils avaient visé, sous un autre nom. »

Édouard JOURDAIN, publié le 05 septembre 2022

Édouard Jourdain est spécialiste de l'anarchisme et auteur notamment de *Proudhon contemporain* (CNRS éditions, 2018).

<https://www.socialter.fr/article/comment-vivre-autrement-edouard-jourdain>

Les fibres de l'espoir : créativité et développement social en territoire quilombola

Nous naviguons sur les eaux claires de la Baie de tous les Saints, près de Salvador de Bahía, en direction de Praia Grande, sur l'île de Maré, un territoire qui abrite une communauté quilombola vivant essentiellement de la pêche. Avant d'arriver, deux grandes cheminées qui exhalent une épaisse fumée noire attirent l'attention des visiteurs. Sur le rivage attend une femme qui déborde d'énergie : elle s'appelle Selma Jesús de Souza et elle a 60 ans.

Sur le chemin, Selma salue avec respect les habitants qu'elle croise. Elle se définit davantage comme « *conseillère d'orientation sociale* » pour sa communauté que comme leader. C'est également une pédagogue, et elle est par ailleurs étudiante en master à l'école d'infirmières de l'Université fédérale de Bahía (une première pour ce centre, qui n'avait jamais compté de femme quilombola parmi ses élèves).



Selma Jesús de Souza, femme quilombola, dans une région de cultures et de plantations de Praia Grande, sur l'île de Maré, au Brésil. Photo : Morena Pérez Joachin

Au Brésil, le terme « *quilombo* » se réfère à la communauté rurale d'ascendance africaine, qui vit dans des zones isolées et dont les racines remontent à l'esclavage. Le terme est associé à un passé de résistance collective face à l'oppression exercée par l'esclavage au fil des siècles. L'État brésilien a octroyé aux quilombos un statut juridique spécial en 1988, dans la perspective de garantir la propriété de la terre sur laquelle vivaient ces communautés – sans y parvenir toutefois, ce qui explique pourquoi les conflits liés au droit à la terre perdurent.

D'après les données officielles de la Commission internationale des droits humains (CIDH) figurant dans un rapport de 2019, les personnes d'ascendance africaine représentent 56,8 % de la société brésilienne (dans un pays dont la population avoisine les 213 millions d'habitants).



Selon les estimations, environ 16 millions de Brésiliens vivent dans la pauvreté sur les territoires quilombolas. Dans le but d'offrir un avenir meilleur aux plus jeunes, des actions communautaires sont mises en place pour eux sur l'île de Maré. Photo : Morena Pérez Joachin



Selma montre les panneaux de fibres prêts à être commercialisés. Photo : Morena Pérez Joachin

Selma présente le centre qui promeut le travail communautaire pour offrir à la communauté et au territoire de meilleures conditions de vie, ainsi que des améliorations sociales et environnementales, grâce à la fabrication de panneaux d'isolation phonique à partir de fibres de roseau, qui sont utilisées aussi pour la construction de murs. Ce projet a vu le jour en 2009, avec le soutien de l'organisation à but non lucratif SOMMAR.

Les panneaux écologiques de fibres de roseau sont le fruit d'une étude universitaire dirigée par la professeure Célia Graham, de l'Université fédérale de Maringá, dans l'État de Paraná. En visitant l'île de Maré, elle s'est rendu compte de la possibilité d'utiliser les résidus de roseau rejetés par les artisans de l'île. Les panneaux apportent une bonne isolation phonique et permettent d'améliorer l'acoustique des théâtres, des auditoriums et des restaurants. D'autre part, un meilleur son ambiant génère un effet positif sur la santé des professionnels de l'éducation.



Résidus de fibres de roseau sur les rives de Praia Grande. Au fond, des embarcations appartenant aux villageois. Photo : Morena Pérez Joachin



Un habitant de Praia Grande expose ses produits artisanaux lors d'un jour de fête sur l'île. Plusieurs familles de la région fabriquent des objets artisanaux pour accroître leurs revenus. Photo : Morena Pérez Joachin

Il suffit de poser un pied sur l'île pour découvrir les principales activités économiques de la population : pêche en mer, ramassage de fruits de mer et artisanat fonctionnel – qui consiste essentiellement à fabriquer des paniers à usages divers à partir de fibres de roseau. Cependant, la pêche est menacée par les entreprises pétrochimiques du port d'Aratu (à l'est), à 25 minutes de bateau de Praia Grande.



Sur un mur de l'atelier on peut lire la phrase : « Il y a une histoire du peuple noir sans le Brésil, mais il n'y a pas d'histoire du Brésil sans le peuple noir ». Photo : Morena Pérez Joachin

Assise sur le canapé du bureau, où sont affichés des messages de résistance, Selma signale que depuis quelques années, les groupes sociaux et communautaires sont confrontés à la négligence et aux violations des droits fondamentaux garantis par la Constitution (pour pouvoir vivre dans des conditions dignes et justes). Ce sont des femmes quilombolas comme Selma qui stimulent l'économie et encouragent les nouvelles générations à maintenir l'économie en vie grâce à la protection de l'environnement. Face à l'adversité, un outil s'impose : la créativité. Les femmes sont au premier plan de toute activité qui présente un intérêt pour la communauté.



Dans l'atelier, Selma montre les fibres de roseau utilisées pour produire les panneaux isolants. Photo: Morena Pérez Joachin

Par exemple, en ce qui concerne ce projet de panneaux écologiques, ce sont les femmes qui se sont organisées pour construire le lieu de fabrication des panneaux. Comme l'espace est restreint et qu'elles ont peu de machines, elles fabriquent 22 panneaux par jour, ce qui est loin de l'objectif idéal mais, à moins qu'elles ne bénéficient d'un investissement pour les soutenir, leur production restera à ce niveau.

Dans une chaleur intense, entourés par la végétation, nous traversons divers quartiers de Praia Grande. Depuis quelques années, les femmes quilombolas ont installé dans les écoles locales des jardins potagers destinés à l'autoconsommation. Plusieurs groupes de femmes, qui se réunissent dans leur quartier, œuvrent à offrir un avenir différent et meilleur aux nouvelles générations : le projet *Yabás* (qui signifie « *Reine mère* », en langue yoruba), actuellement en cours d'élaboration, proposera des formations et des outils pour favoriser l'autonomisation des citoyens. Il s'adressera aux enfants et aux adolescents de l'île de Maré.



Deux jeunes en train de jouer à côté de la jetée principale de Praia Grande, un jour férié.
Photo : Morena Pérez Joachin

Selma participe également à des projets avec des femmes, des adolescents et des enfants dans le domaine de la santé et du bien-être de la communauté. « *Toutes les activités sociales sont organisées et menées à bien par d'autres femmes du territoire* », déclare Selma avec fierté. Elle a mis sur pied un cours de confection de sacs pour aider les femmes de la communauté à obtenir des revenus supplémentaires – parallèlement aux emplois traditionnels de ramassage des fruits de mer, qui demandent beaucoup d'efforts et dont les conséquences sur la santé ne sont pas anodines à long terme.

La pollution a pour effet direct, comme le précise Selma, d'avoir fait disparaître du territoire certaines variétés de fruits, telles que les bananes et les mangues qui, auparavant, étaient cultivées sur l'île et transportées vers le continent pour être vendues sur les marchés. Alors que nous avançons sur des sentiers desséchés du bord de mer, Selma affirme que la stérilité du sol est liée à la pollution provenant du port d'Aratu (et l'ensemble de son activité chimique) et qu'il y a fréquemment des émissions de gaz accompagnées d'odeurs très fortes.

Au téléphone, une autre figure dirigeante de l'île de Maré – qui préfère rester anonyme en raison des menaces dont elle fait l'objet suite aux dénonciations et aux activités réalisées sur l'île – indique que le nombre de cas de cancers ne cesse d'augmenter depuis plusieurs années, entraînant un nombre inquiétant de décès. C'est une conséquence de l'émission de substances polluantes des usines chimiques et pétrochimiques implantées dans la Baie de tous les Saints.

Par leurs actions quotidiennes, les femmes quilombolas créent de la résilience. La planification décidée en commun s'apparente à « un travail de fourmi » et suppose d'importants efforts, avec des horaires échelonnés, pour pouvoir accompagner les différentes initiatives, conclut Selma.



Vue panoramique de Praia Grande, sur l'île de Maré, avant d'accéder à la communauté par bateau. Deux grandes cheminées et de nombreux entrepôts industriels marquent le paysage. Photo: Morena Pérez Joachin

Cet article a été traduit de l'espagnol.

La proposition d'article à l'origine de ce photoreportage a obtenu une bourse de recherche journalistique sur la résilience urbaine de la part de l'Initiative régionale des villes résilientes (en espagnol 'Iniciativa Regional de Ciudades Resilientes'). BID Lab, Resilient Cities Network et Fundación Avina ne sauraient être tenus pour responsables des concepts, opinions et autres aspects du contenu de ce document.



Guilherme OLIVEIRA MORENA PÉREZ JOACHIN
1er juillet 2022

<https://www.equaltimes.org/les-fibres-de-l-espoir-creativite?lang=fr#.YsxeN4TPIPY>



Au Tchad, la résilience passe par l'entrepreneuriat

Le Tchad compte un peu plus de 16 millions d'habitants, dont près de la moitié vit sous le seuil de pauvreté. Pour améliorer la résilience des populations, Oxfam mène au Tchad un projet visant à soutenir les initiatives de micro-entrepreneurs. Mahamat Abakar Abdelkarim en fait partie, et nous raconte son histoire.

Comme d'autres pays d'Afrique, le Tchad fait face à l'insécurité alimentaire. Celle-ci est la conséquence du changement climatique, d'années de conflit et de l'impact économique de la pandémie. Oxfam au Tchad mène de nombreux projets afin de soutenir les populations face à cette crise.

Un commerce pour sortir de la pauvreté

L'histoire de Mahamat Abakar Abdelkerim a commencé lorsqu'il a bénéficié d'une aide financière d'Oxfam. Il l'a reçue dans le cadre d'un projet visant à contribuer au renforcement de la résilience des communautés vulnérables touchées par l'insécurité alimentaire chronique et nutritionnelle dans la Province du Bahr-El-Gazal.

Ce père de 4 enfants était vendeur ambulant, mais cette activité ne lui permettait pas forcément de joindre les deux bouts. « Il m'arrivait d'avoir moins de vente par semaine ou par mois. Mon activité commerciale ne me rapportait pas assez d'argent pour nourrir ma famille », se rappelle-t-il. « Pour compenser mes revenus mensuels, pendant la saison des pluies, je cultivais des légumes pour les vendre au marché. Mais même comme ça, je n'arrivais pas à m'en sortir financièrement. »



Oxfam a accordé à Mahamat Abakar un micro-prêt de 75 000 FCFA (soit 115 €). Une somme qui semble modeste, mais qui a tout changé pour lui. « J'ai injecté dans mon affaire commerciale tout l'argent que j'ai reçu. J'ai acheté des nouveaux produits pour les revendre », explique-t-il. « Je vends des produits que les femmes de Moussoro sollicitent beaucoup. Des crèmes, des pommades, des savons, des encens, des vêtements pour femmes, des hennés, de chebés, des parfums... J'ai pu faire fructifier les 75 000 FCFA rapidement. Et surtout, je peux acheter chaque jour de la nourriture pour ma famille. »

Un projet d'aide multifacette

Mahamat Abakar Abdelkerim fait partie des 110 000 personnes concernées par le projet de résilience d'Oxfam dans les provinces de Barh El Gazel et Guéra.

Outre des aides financières à l'entrepreneuriat, Oxfam a également distribué des petits ruminants et aidé à l'achat de fourrage. De nombreux petits élevages avaient en effet perdu des animaux cette année à cause du manque de pluie. Ces animaux sont un maillon essentiel de la survie des populations. Ils permettent d'avoir du lait et de la viande, et leurs excréments sont très utiles pour enrichir les parcelles agricoles.

Ailleurs, des femmes ont pu suivre des formations à la fabrication de textile (teinte et tissage) ou de produits cosmétiques à base de plantes locales. Ces produits peuvent ensuite être vendus pour dégager un petit revenu, ou utilisés pour économiser sur les achats.

Plus qu'une aide ponctuelle, Oxfam vise à renforcer la résilience des Tchadiens sur le long terme. Votre soutien peut contribuer à cet effort, et à nos activités contre la faim et la pauvreté partout dans le monde.

OXFAM, 6 septembre 2022

« La situation aux États-Unis est explosive »



Photographies : Arnaud Ele

Voilà plus de quarante ans que Nancy Fraser, figure de la gauche radicale, pose un regard original sur les rapports de domination au sein des sociétés occidentales. Philosophe, féministe, celle qui a fait ses armes politiques sur les campus américains des années 1970 n'a cessé de penser les fondements de la justice sociale, les contours de l'espace public et les formes du militantisme à l'heure de la mondialisation. Nous l'avons rencontrée alors que la mobilisation bat son plein aux États-Unis pour défendre le droit à l'avortement,

suite à la fuite révélant que la Cour suprême songe à revenir sur la jurisprudence historique Roe vs Wade. L'occasion d'évoquer avec elle l'état de la gauche américaine plus d'un an après l'élection de Joe Biden, les formes actuelles du féminisme, mais aussi la place qui revient aux philosophes en ces temps « clairs-obscur » qu'elle s'efforce d'éclairer.

Philosophe féministe, militante, proche de la gauche radicale américaine : comment ces différentes identités se sont-elles agencées durant votre parcours ?

Ces différents fils se sont entremêlés tout au long de ma vie. Mais, revenons au commencement. Je suis née à Baltimore, une ville racialement ségréguée dans laquelle, très concrètement, les Afro-Américains n'avaient pas le droit d'aller dans le même restaurant que les Blancs, ou de s'asseoir là où ils le souhaitaient dans les transports en commun. Je me suis très tôt investie dans le mouvement pour les droits civiques, qui a été extrêmement formateur. Avec le recul, je me dis que mon engagement a sans doute été une réaction envers mes parents. Ils étaient de bons sociaux-démocrates, des soutiens de Roosevelt... et s'ils m'ont éduquée dans l'idée que ce régime ségrégationniste était injuste, ils n'ont jamais rien fait pour le changer.

On peut dire que j'ai en quelque sorte canalisé ma colère adolescente dans ce premier engagement. Une deuxième étape a débuté lorsque j'ai commencé mes études et rejoint une université de très haut niveau, où les idées féministes étaient déjà bien implantées. Sans y être particulièrement active, je gravitais dans ce milieu. À cette époque, la guerre du Vietnam battait son plein et s'est imposée comme une cause militante majeure sur les campus. Il était naturel pour les militants de ma génération de lier les différentes luttes (anti-guerre, antiracisme, féminisme), et j'ai consacré ma vie à la politique pendant plusieurs années. Pourtant, mon amour pour la philosophie ne m'a jamais quittée et quand j'ai décidé de faire une thèse, j'y ai emmené une grande partie de mon bagage militant, à commencer par les valeurs apprises au sein de la Nouvelle Gauche. Ça m'a aidée à trouver et à tracer ma route à l'université.

De quelle façon cet engagement initial a-t-il façonné votre boussole théorique ?

Je souhaitais résister à la philosophie américaine telle qu'elle est enseignée à l'université, c'est-à-dire de manière très rigide, très technique et, d'une certaine façon, standardisée. Mon expérience politique a été utile, car elle m'a permis de cerner ce qui m'importait : situer la philosophie dans un contexte social, faire en sorte qu'elle s'empare des enjeux sociaux contemporains. C'est ce qui m'a amenée à m'intéresser en particulier au capitalisme et aux liens cachés qui l'ont historiquement rattaché à la philosophie libérale.

Ce parcours vous permet de poser un regard sur l'évolution contemporaine des différentes mobilisations que vous mentionniez, et notamment du mouvement féministe. Pouvez-vous revenir sur ses transformations, ainsi que sur la nouvelle vague féministe que nous connaissons aujourd'hui ?

Au cours de la décennie écoulée, nous avons collectivement pris conscience que nous étions confrontés à une crise générale de la vie sociale : crise écologique, du travail, de la démocratie... Enfin, notre époque a été marquée par une crise du féminisme libéral, dominant jusqu'à la fin des années 2000 et qui a correspondu à la deuxième vague du mouvement. Aujourd'hui, on est arrivé au bout de l'idée qu'on peut parachever l'égalité entre les hommes et les femmes en s'attaquant avant tout aux discriminations que subissent les femmes qui se heurtent au plafond de verre.

Dans les faits, il faut déjà pouvoir atteindre ce fameux plafond. In fine, on a vu que le féminisme promu par des figures comme Sheryl Sandberg, directrice des opérations de Facebook (Meta), ou Hillary Clinton s'adressait avant tout à une petite élite. Il me semble que cette tendance a contribué à la mauvaise réputation qui a entouré le féminisme pour de nombreuses personnes, peu politisées, et qui y ont vu un allié objectif du néolibéralisme.

Dans le même temps, nous avons tout de même vu éclore des mobilisations féministes novatrices comme les grèves féministes en Pologne ou en Argentine, auxquelles vous rendez d'ailleurs hommage dans votre manifeste *Féminisme pour les 99 %* (La Découverte, 2019).

C'est juste. Il y a trois ans, plusieurs mouvements radicaux se sont développés en Europe et en Amérique latine – en Pologne en effet, mais aussi en Espagne, en Argentine, au Brésil... Ces grèves féministes ont été des moments marquants au cours desquels les femmes ont pris la tête de mouvements plus généraux, dans le sens où ceux-ci ne remettaient pas uniquement en cause la place des femmes dans la société, mais ont initié des réflexions beaucoup plus larges ayant trait à la répartition des richesses, au salariat, à l'éducation... Bref, ces grèves ont été des mouvements qui concernaient le monde social dans son ensemble. La troisième vague féministe – que j'appelais de mes vœux il y a une dizaine d'années alors qu'elle n'en était encore qu'à ses balbutiements – s'est concrétisée avec ces mobilisations. À l'image des grands mouvements d'occupation des places des années 2010 – Occupy, les Indignés, Nuit debout... –, elles ont été porteuses de beaucoup d'espoir.

Depuis la vague de mobilisations dont vous parlez, cet enthousiasme a néanmoins de quoi être sévèrement douché. La crise du néolibéralisme que vous évoquiez il y a plus de dix ans ne se résorbe pas. Elle semble avant tout bénéficier aujourd'hui à des mouvements populistes d'extrême droite qui parviennent à capitaliser sur les frustrations qui en résultent, de Donald Trump aux États-Unis à Jair Bolsonaro au Brésil, en passant par Marine Le Pen en France.

J'ai rédigé il y a quelque temps un petit livre qui n'a pas été traduit en français et qui s'intitule *The Old Is Dying and the New Cannot Be Born* (Verso, 2019). Il s'agit bien sûr d'une référence à la célèbre phrase du penseur communiste italien Antonio Gramsci (1891-1937), écrite alors qu'il était emprisonné par le régime fasciste : « *Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres.* » Je crois que nous sommes en plein dans cette période liminaire, marquée par une série de symptômes morbides : mouvements populistes, essor des théories conspirationnistes en tout genre et dont nous avons malheureusement tout un catalogue aux États-Unis...

Nous naviguons aujourd'hui dans ce « clair-obscur » dont parle Gramsci. Pour expliquer cette situation, je propose le diagnostic suivant – pour la société américaine, a minima. Longtemps, une alliance hégémonique s'est maintenue entre trois secteurs absolument primordiaux du système capitaliste américain : la finance, Hollywood et l'industrie du divertissement, et enfin le monde de la tech. Cette alliance a peu à peu noué des liens contre-nature avec des mouvements progressistes pour aboutir à l'éclosion de ce que je nomme le « néolibéralisme progressiste » : une mouvance hybride qui promeut le néolibéralisme, tout en faisant des enjeux de reconnaissance le cœur du progrès.

Il me semble qu'il y a eu un rejet massif de cette vision du monde par les classes populaires qui ont parallèlement vu leurs conditions de vie se dégrader de façon très concrète, sans que la gauche ne leur propose une véritable alternative. Résultat des courses : il s'agit désormais de choisir entre néolibéralisme progressiste et populisme réactionnaire.

Parallèlement, on observe une recomposition de la gauche, qui peut prendre différentes formes selon les pays. Quelle troisième voie serait susceptible d'être tracée selon vous ?

Au cours des dernières années, plusieurs acteurs ont essayé d'incarner cette troisième voie. Je pense à la campagne de Bernie Sanders aux États-Unis, à Podemos en Espagne ou Syriza en Grèce : autant d'initiatives qui ont montré la possibilité d'une alternative, au moins pendant un temps. À l'heure actuelle, cet élan semble s'être évaporé, et je ne peux qu'espérer qu'il reviendra. Le manifeste *Féminisme pour les 99 %* que nous avons écrit avec Cinzia Arruzza et Tithi Bhattacharya était une proposition dans ce sens. Nous avons rédigé un

texte politique qui s'inscrit en faux contre le néolibéralisme progressiste, et pensé un féminisme englobant qui ne s'attaque pas seulement aux enjeux de représentation touchant avant tout une élite, mais intègre des problèmes qui concernent la société tout entière.

Vous mentionnez la campagne de Bernie Sanders. Que reprenez-vous de l'élection présidentielle américaine de 2020, et quel regard posez-vous sur le début de mandat de Joe Biden ?

L'élection de Joe Biden n'a rien arrangé et la situation aux États-Unis est aujourd'hui explosive. Une seule chose aurait pu contribuer réellement à apaiser la société américaine en aidant le plus grand nombre, et il ne l'a pas faite. Je fais ici référence à une mesure législative, initialement poussée par Bernie Sanders pendant sa campagne et reprise par le Président nouvellement élu : une grande loi d'investissement dans les infrastructures, particulièrement intéressante en ce qu'elle était le fruit d'une réflexion associant à la notion d'*infrastructures* le *care* au sens large, au premier rang desquels l'éducation et la santé [la notion de « care » telle qu'entendue ici recouvre l'ensemble des actions relatives à la prise en charge et au soin des individus, de l'enfance au grand âge, ndlr].

Une telle avancée aurait non seulement permis de générer de nouveaux emplois pour les femmes, mais la classe ouvrière et les catégories les plus démunies en auraient bénéficié. Cette proposition de loi a été taillée en pièces, en particulier son volet social. C'est une défaite. Il ne faut pas oublier que Biden a été élu en comptant sur le soutien de l'aile gauche du Parti démocrate. Avec cet échec, la gauche a perdu la foi qu'elle pouvait encore avoir en ce mandat, et l'élan du Président s'en trouve considérablement affaibli.

Vous ne croyez pas en un possible rebond social dans sa deuxième partie de mandat ?

J'estime pour l'heure qu'il s'agit d'une présidence ratée. J'irais plus loin : il me paraît fort probable que la veine trumpiste revienne au pouvoir à l'issue des élections de 2024. J'espère bien sûr me tromper, mais Donald Trump exerce actuellement un contrôle énorme sur le Parti républicain.

Or, les républicains pèsent déjà majoritairement sur le pouvoir judiciaire. De plus, la perspective qu'ils sortent vainqueurs des prochaines élections de mi-mandat est plus que probable, ce qui ferait basculer le Congrès [branche législative du gouvernement, composée des deux assemblées : le Sénat et la Chambre des représentants, ndlr]. Quant à la gauche, je crains que la relève, dont la formidable Alexandria Ocasio-Cortez, ne soit encore trop jeune pour se lancer dans la course présidentielle.

D'ailleurs, on a pu à nouveau percevoir la mainmise de la frange conservatrice sur la Cour suprême américaine avec la fuite concernant une possible remise en cause de l'arrêt Roe vs Wade, qui coïnciderait avec un retour sur le droit à l'avortement aux États-Unis.

Aujourd'hui, 9 juges siègent à la Cour suprême, dont 6 ont été nommés par un Président républicain – Donald Trump en a désigné trois au cours de son mandat, un événement très rare dans l'histoire de nos institutions. D'après le document qui a fuité, 5 d'entre eux semblent se prononcer en faveur du retrait de cet arrêt de 1973, qui a constitué un moment historique pour le droit des femmes. Il y a beaucoup de rumeurs et de discussions au sujet de la personne qui a fait fuiter cette information, notamment concernant ses motivations. S'agit-il d'un proche du camp conservateur qui a souhaité propulser ce sujet dans l'espace public, le remettre sur la table, et ainsi bloquer ces 5 juges en leur rendant difficile tout changement de position éventuel ?

S'agit-il au contraire d'une personne opposée à cette remise en question, qui a souhaité sonner l'alarme ? Quoi qu'il en soit, et quand bien même ce document ne déboucherait sur aucune loi, il s'agit d'une nouvelle désastreuse pour deux principales raisons. D'abord, parce que cela confirme que la Cour suprême [sommet du pouvoir judiciaire aux États-Unis, elle est composée de 9 juges nommés à vie par le Président, avec le consentement du Sénat, ndlr] n'est pas détachée des enjeux politiques du pays, bien au contraire. Le refus du Congrès de considérer la deuxième nomination d'un juge par Barack Obama, couplé aux trois nominations qu'a pu faire Donald Trump pendant sa présidence, a constitué un immense revers pour la démocratie américaine dont on voit aujourd'hui le résultat.

Ensuite, c'est bien sûr une débâcle pour les droits des femmes, tant cela montre combien ils sont fragiles. On parle d'une décision qui a cinquante ans, vous vous rendez compte ? Cinquante ans ! Et elle pourrait être balayée demain. Si cela devait être le cas, ce serait la porte ouverte à une contre-révolution morale beaucoup plus importante que ce qu'on peut imaginer aujourd'hui.

Comment reliez-vous cette éventuelle contre-révolution morale et votre analyse du néolibéralisme contemporain ?

Les grandes entreprises ont tout intérêt à être « pro-choix » [entendu aux États-Unis comme pro-avortement, par opposition aux « pro-vie », ndlr], à garantir aux femmes le contrôle de leur corps et de leur fertilité, et à les inclure dans la population active. Les femmes sont aujourd'hui prises en étau entre deux forces : d'un côté, il y a les conservateurs réactionnaires qui militent en faveur de la famille patriarcale ; de l'autre, il y a les chantres du néolibéralisme qui souhaitent leur garantir l'accès au marché du travail, sans pour autant payer les impôts nécessaires à la mise en place d'infrastructures de *care*, qui sont la seule façon d'assurer aux femmes une participation à la vie de la cité équivalente à celle des hommes. Si l'on ne se préoccupe pas des conditions matérielles de la reproduction, de tout le travail que cela implique en termes de soin, d'éducation... et si l'on ne s'efforce pas de repenser sa répartition, le choix proposé aux femmes demeurera de toute façon biaisé.

Cette absence de choix serait donc directement corrélée au système économique dans lequel nous évoluons ?

Mon prochain livre, qui sortira aux États-Unis à l'automne, s'intitule *Cannibal Capitalism* (Verso, 2022) et revient précisément sur ces questions. J'adopte cependant une grille de lecture bien particulière en embrassant une définition étendue du capitalisme. En effet, il ne faut pas entendre le capitalisme uniquement comme un système économique, mais comme un ordre social beaucoup plus vaste dans lequel l'économie entretient des relations contradictoires – pour ne pas dire perverses – avec tous les éléments qui se situent en dehors de son giron officiel, tout en étant nécessaires à son bon fonctionnement.

C'est le cas de la nature, qui offre quantité de ressources indispensables à l'économie capitaliste. C'est aussi le cas du *care*, qui correspond à l'ensemble du « travail reproductif », pour la raison simple qu'une force de travail fonctionnelle implique qu'on s'occupe d'elle et qu'il y ait pour ce faire des pourvoyeurs de *care*. Pour le dire simplement : pas de marché du travail sans travail du *care*.

Pouvez-vous préciser ce que recouvre ce « travail reproductif » et quelle place il occupe aujourd'hui ?

Il ne s'agit pas seulement d'assurer la reproduction au sens propre, de la gestation et de l'enfantement. Mais de prendre également en charge l'éducation des enfants, leur inculquer les règles de la société dans laquelle ils grandissent, de soigner les malades, de s'occuper des personnes âgées, d'entretenir les liens qui nous unissent à la communauté dans laquelle on s'inscrit (notre voisinage, par exemple)... Ce sont en réalité les conditions sine qua non à toute vie sociale, mais aussi à la reproduction d'une force de travail fonctionnelle. Or, tout l'enjeu au sein d'un système capitaliste est de dégager un maximum de profits et d'accumuler du capital. Cela est bien sûr facilité par l'existence de ressources gratuites ou presque : ainsi, les capitalistes puisent dans les réserves naturelles sans les remplacer et se nourrissent des fruits du travail du *care*. Non seulement ils ne rémunèrent pas ce dernier, mais ils s'opposent aux politiques publiques qui pourraient le faciliter.

Pour faire mettre la main au pot aux principaux acteurs de ce système, il n'y a qu'un seul moyen, qui est de les y contraindre par une volonté politique forte. Ça a plus ou moins fonctionné dans le monde occidental à l'époque du New Deal et pendant les Trente Glorieuses. L'avènement de l'ère néolibérale a sonné le glas de cette logique. Depuis les années 1980, les règles du jeu ont changé. Les grandes entreprises ont beaucoup gagné en mobilité et leurs dirigeants n'hésitent plus à avoir recours à des mesures d'optimisation, voire d'évasion fiscale via des comptes offshore. De l'autre côté du spectre, les principaux syndicats ont été démantelés.

Enfin, la fragmentation du travail et la baisse des revenus ont eu des conséquences dramatiques. Certains sont devenus tellement bas qu'ils ne permettent pas aux familles de subvenir à leurs besoins. D'un côté, on affaiblit la capacité des pouvoirs publics à assurer sa fonction de pourvoyeur de *care*, de l'autre on contraint les ménages à ne plus pouvoir assurer ce travail reproductif dans de bonnes conditions. Comment voulez-vous être présent pour vos proches quand vous êtes contraint d'accepter deux, voire trois petits emplois pour vivre ? Il en résulte aujourd'hui une crise profonde liée à la nature même du néolibéralisme, qui cannibalise l'ensemble des espaces et des ressources qui sont nécessaires à son existence.

Cette crise du care ne se déploie-t-elle pas avant tout à l'échelle internationale ?

Si, tout à fait. Le capital s'épanouit très bien à l'échelle globale, tandis que le pouvoir politique reste essentiellement circonscrit à un territoire national. Le décalage entre l'échelle d'action du capital et celle des États est donc à l'avantage du capital. Dans les pays occidentaux, de plus en plus de femmes ont eu accès à des postes de *top management* ces dernières décennies. Il y a plus de femmes aujourd'hui à des postes de

haut niveau qu'il n'y en a jamais eu, et ces postes sont souvent très prenants. De ce fait, une partie croissante des femmes n'assurent plus le travail de *care* dont elles avaient traditionnellement la responsabilité. Ce sont en général des femmes immigrées et racisées qui le prennent en charge à leur place. Dès lors, et pour reprendre une expression de Sheryl Sandberg, ces femmes peuvent bien s'écrier « en avant toutes ! »¹ parce qu'elles bénéficient de la chaîne « internationale » du *care*.

L'un des préalables au changement, qu'il s'agisse de l'émergence d'une troisième voie ou de l'avancée des droits sociaux, réside aussi dans la qualité du débat public. Vous avez beaucoup travaillé sur l'espace public et ses évolutions : peut-il encore être considéré comme un espace de débat raisonné ?

J'ai commencé à écrire au sujet de l'espace public au tout début des années 1990. Je me suis alors intéressée à ce que j'ai désigné comme des « contre-publics subalternes ». Il s'agissait d'expliquer la façon dont des groupes dominés, comme les femmes, pouvaient créer leurs propres espaces publics pour façonner et exprimer leurs opinions. J'étais à mille lieues d'imaginer que des années plus tard, un Rupert Murdoch mettrait sur pied des médias conçus comme des canaux de communication de l'« alt-right ». En réalité, plus que différents publics susceptibles de s'opposer, il serait plus juste de parler aujourd'hui d'univers parallèles.

Chaque camp évolue dans sa propre bulle et chaque bulle, à gauche comme à droite, porte son lot de déformation des discours et des informations. C'est valable dans les médias traditionnels comme la télévision, mais on retrouve bien sûr ce phénomène en ligne, malgré les promesses d'émancipation et de démocratisation dont a pu être porteur internet à ses débuts. Entre Donald Trump, qui se lance dans la mise en ligne de son propre réseau social, et la promptitude avec laquelle des individus se font « annuler » sur Twitter d'abord, puis dans le reste de l'espace public... on peut dire que ce dernier est dans un état épouvantable.

Dans ces conditions, comment envisager une convergence des luttes, que vous appelez pourtant de vos vœux ?

Actuellement, je ne crois pas qu'il faille compter sur le dialogue pour aboutir à un changement de ce type. Les conditions ne sont pas réunies. Une telle convergence pourrait jaillir d'un mouvement créatif qui essaierait non seulement en ligne mais aussi sur les espaces physiques des luttes, comme a pu le faire Occupy. Ces choses sont imprévisibles, mais je crois que de nombreuses personnes attendent cet élan. D'ici là, j'aide comme je peux.

Justement, quelle place pour les philosophes dans cette période de clair-obscur ?

Quand je dis que j'aide comme je peux, cela signifie que je continue mon travail de la façon qui me semble la plus juste possible. Je cherche à poser des diagnostics sur la société contemporaine et à en proposer une cartographie. Cet effort de représentation a vocation à aider les individus à mieux comprendre la façon dont ils sont liés à d'autres personnes, à d'autres groupes sociaux. Il me semble primordial de garder en tête la nature cannibale du capitalisme contemporain ; de prendre conscience que ce système particulièrement destructeur pèse sur les femmes, les travailleurs, les migrants. Je m'efforce donc de tracer cette carte, qui permet de visualiser au mieux qui sont les alliés objectifs de chacun. C'est une première étape nécessaire pour penser des ponts et réellement commencer à construire un front commun.

Biographie

Nancy Fraser est philosophe. Elle enseigne à la New School de New York. Proche de la gauche radicale, féministe, elle fait ses armes politiques dans les mouvements militants des années 1970 qui essaient alors sur les campus américains, avant de se consacrer à la recherche. Elle développe une philosophie critique, matérialiste et propose une réflexion large sur des enjeux majeurs de nos sociétés contemporaines : l'espace public, les fondements de la justice sociale, le féminisme à l'heure de la mondialisation. Elle a signé de nombreux articles et ouvrages dont le dernier paru en France, *Féminisme pour les 99 %* (La Découverte, 2019), a été coécrit avec Cinzia Arruzza et Tithi Bhattacharya.

Floriane ZASLAVSKY, journaliste, publié le 28 juin 2022 (Socialter)

<https://www.socialter.fr/article/nancy-fraser-la-situation-aux-etats-unis-est-explosive>